



La Croix-Rouge lyonnaise dans la guerre, 1940-1945 ...

Nicole Amidieu-Michaud

► To cite this version:

Nicole Amidieu-Michaud. La Croix-Rouge lyonnaise dans la guerre, 1940-1945 2008. halshs-00345048v2

HAL Id: halshs-00345048

<https://shs.hal.science/halshs-00345048v2>

Preprint submitted on 15 Dec 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicole AMIDIEU-MICHAUD

LA CROIX-ROUGE LYONNAISE

DANS LA GUERRE

1940 - 1945...

INTRODUCTION

« La guerre dépend de la décision de quelques hommes, tandis que les progrès du droit humanitaire requiert l'adhésion de tous. On écrit plus vite un ultimatum qu'une convention »

Henri Dunant

La Seconde Guerre mondiale illustre de façon dramatique cette citation du fondateur de la Croix-Rouge : jamais conflit n'a autant bafoué les règles les plus élémentaires du droit. Cependant, si le nombre des ouvrages sur les multiples thèmes de la guerre est impressionnant -nulle période de l'histoire récente ne semble avoir été autant examinée, sondée, débattue- il est un sujet qui n'a guère été abordé, c'est l'organisation des secours aux populations civiles, mission largement assumée par la Croix-Rouge française, dans un contexte et une période qui, précisément, mettaient obligatoirement en action les principes fondamentaux de la plus célèbre sinon de la plus ancienne des organisations humanitaires.

Si l'humanitaire aujourd'hui suscite beaucoup d'intérêt, l'histoire des organisations qui en sont le support commence seulement à investir le champ des recherches. D'une façon générale il faut souligner le faible nombre des travaux historiques sur ce thème. En ce qui concerne la Croix-Rouge c'est essentiellement le CICR (Comité international de La Croix-Rouge siégeant à Genève) qui a retenu l'attention des chercheurs, historiens ou juristes. Parmi les ouvrages, et s'il faut choisir, citons celui, remarquable, de Jean-Claude Favez qui retrace avec toute la rigueur scientifique que requiert un sujet complexe et délicat, le rôle du CICR face à la déportation et aux camps de concentration nazis : ***Une mission impossible ?*** (Editions Payot, Lausanne – 1988). Pour les sociétés nationales de la Croix-Rouge on ne peut citer que l'ouvrage du journaliste Gérard Chauvy, assez récent et centré sur la période qui nous intéresse : ***la Croix-Rouge dans la guerre 1935-1947*** (édition Flammarion -octobre 2000), mais cette étude reste très générale et laisse dans l'ombre les actions concrètes sur le terrain ...Citons un autre livre, faiblement diffusé, mais davantage dans la perspective qui nous intéresse et qui nous apparaît essentiel par la richesse de ses informations, il concerne l'organisation et les actions de la Croix-Rouge dans le Finistère : ***« La Croix-Rouge fut leur flambeau »*** paru aux éditions Celtic Chadenn en 2002. Si l'auteur -le Docteur Joël Le Bras- a eu à sa disposition une documentation dont nous n'avions pas l'équivalent pour notre département et si son étude est davantage axée sur les aspects médicaux qui, tout naturellement intéressaient ce médecin militaire, nombre d'informations débordent largement le cadre breton et strictement médical (notamment 1^{ère} Partie ch.1 à 7). C'est ainsi que cet ouvrage met le doigt sur un aspect peu connu ou largement ignoré des difficiles rapports entre la Croix-Rouge française et la Croix-Rouge allemande, cette dernière étant sous le total contrôle des nazis et de L'Abwher, service de renseignements de l'occupant.. Nous aurons à revenir sur cette délicate question, véritable épine dans le cœur de l'action humanitaire de la CRF... Bref peu de travaux en dehors du cadre universitaire¹, ou d'ouvrages très généraux émanant de l'institution elle-même sur ses origines, ses statuts et leur évolution, ses domaines d'action et son organisation (Exemple : ***« Cent Ans de Croix-Rouge française au service de l'humanité »*** édité chez Hachette en 1963). En fait manquent des monographies qui feraient revivre concrètement l'énorme travail accompli « à la base » par ceux qui, tout en étant animés de « l'esprit Croix-Rouge », en ignoraient bien souvent les rouages pour n'offrir que du dévouement, et sont restés tantôt perplexes, tantôt blessés -et heureusement le plus souvent indifférents - aux critiques qui ont pu, par la suite, ternir l'image de l'organisation, tant eux savaient ce qu'ils avaient accompli, le plus souvent dans l'anonymat total.

¹ Un Mémoire d'Etudes Approfondies en Histoire de Catherine BOROT sous la direction de M. Serge WOLIKOW (Université de Bourgogne année 2000-2001) intitulé ***« La Croix-Rouge française de sa fondation à la Seconde Guerre Mondiale 1887-1945 »*** donne une bibliographie très fournie des ouvrages que l'on peut consulter. Depuis d'autres études universitaires sont parues sur des actions plus ciblées de la CRF (notamment sur les camps d'internement en France)

C'est donc cet aspect de la réalisation sur le terrain qui a retenu notre attention, dans un temps et un lieu où les actions individuelles et collectives prenaient un relief particulier du fait de la guerre : il s'agit de **Lyon et de ses alentours** (qui débordent parfois assez largement le département du Rhône) et la période **1940-1945** et parfois bien au-delà pour des missions directement liées au conflit (recherches et identifications de victimes). La Croix-Rouge a certes joué un rôle important dans toute la France occupée et non occupée -la zone dite « libre » ne le sera plus dès novembre 1942- elle sera de tous les bombardements, de tous les débarquements, de toutes les libérations, pour ne citer que les actions les plus évidentes, mais à « **Lyon capitale** » (sous-entendu de la Résistance²) ces actions ont pris un éclat particulier.

Certes la Croix-Rouge a eu aussi ses carences, les critiques n'ont pas manqué... notamment sur son action ou absence d'action à l'égard des Israélites et autres persécutés raciaux et politiques (N.N.), mais faut-il, dès le départ rappeler avec JC Favez, les termes de la Convention, dite de Genève, qui ne protège -jusqu'en 1949- que les combattants de guerre entre Etats mais non les civils ? L'action de la Croix-Rouge internationale ne pouvait se faire que dans un cadre juridique encore très limité, et c'est précisément l'ampleur des horreurs de la guerre qui a permis l'évolution en faveur des victimes civiles et non plus militaires. Faut-il aussi rappeler que les Croix-Rouges nationales, organismes privés, étaient cependant tributaires des cadres institutionnels de leur Etat, qui étaient eux-même...sous la botte de l'occupant. Dans la réalité ces cadres ont été, d'ailleurs, allègrement transgressés quand c'était possible, comme en témoignent certains exemples qui constituent notre recherche... En toute rigueur historique il faut se garder de jugements péremptifs qui ne sont pas à l'abri d'anachronismes. Que savait-on ? Que pouvait-on faire ? Si cette étude modestement permet de mesurer avec plus de rigueur l'ampleur des actions et permet de les confronter sans « à priori » au champ des possibles, alors nous aurons réussi notre propos....

Une histoire de la Croix-Rouge française pendant la 2^{ème} Guerre mondiale reste à faire. Notre recherche, elle, se consacre à un espace limité, même s'il s'agit d'un espace « charnière », cela en fonction d'une documentation tout d'abord personnelle, disons familiale et amicale, conservée soigneusement par les quelques participants encore vivants, aux actions de cette Croix-Rouge, actions commencées pendant la guerre et poursuivies au-delà. C'est cette documentation qu'il s'agit de mettre à la disposition des chercheurs et que l'on a essayé de rassembler, parfois de compléter mais avec quelles difficultés ! Car la réalité est là, les documents d'origine qui nous auraient été si précieux, en particulier ceux concernant l'organisation de la Croix-Rouge lyonnaise ont disparu, l'organisation centrale (parisienne) ou a fortiori les organisations locales n'ayant pris que très tardivement conscience de l'intérêt de conserver les témoignages du cadre des actions sur le terrain. Un service d'Archives de la CRF : **Direction de la Communication et du Développement des ressources**, depuis peu dans les locaux de l'Hôpital Broussais³ a été créé en 2000, il a été bien sûr consulté, mais la récolte ne concernait que les aspects très juridiques et administratifs de la CRF avec d'ailleurs de nombreuses lacunes pour la période 1940-45. Les Archives départementales : **Archives du Rhône, Section Moderne**⁴ recèle une documentation riche, mais les actions de la Croix-Rouge n'apparaissent qu'au travers de certains épisodes particulièrement dramatiques comme le massacre à St Genis-Laval ou la fusillade de la rue Tronchet... Episodes dont le « **Mémorial de l'Oppression** » du Commissariat de la République (Région Rhône-Alpes) sous la direction du Professeur Mazel, paru en **avril 1945**, rend compte avec une remarquable précision et rigueur scientifique en s'appuyant notamment sur les témoignages des équipes de la Croix-Rouge, souvent aux premières loges. Il existe bien aux Archives du Rhône des rapports concernant les bombardements de 1944 et l'aide fournie aux populations sinistrées, aide à laquelle les secouristes Croix-Rouge ont -avec beaucoup de dévouement- participé, mais dans la documentation cette action se distingue rarement de celle de la Défense Passive, ainsi en est-il dans l'ouvrage essentiel de Georges Gilonne « **Lyon de guerre : sous les bombes, pendant la Libération** »⁵ ou DP et CRF sont réunis en un seul et même « *hommage à ceux de la Défense Passive et de la Croix-Rouge française* ».

² « **Lyon capitale** » titre d'un ouvrage d'Henri Amoretti éditions France Empire (1964)

³ 98 rue Didot Paris (14^{ème})

⁴ 57 rue Servient Lyon (3^{ème})

⁵ Bacon Frères Imprimeurs (1945)

Les Archives diocésaines, Archevêché de Lyon -place de Fourvière- disposent de lettres très intéressantes dans la mesure où certains des plus hauts responsables du Comité de Lyon ou de la Délégation du Rhône étaient en relation étroite avec le cardinal Gerlier⁶ en particulier dans les derniers mois de la guerre. Les archives de la *Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge* (nouveau nom de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge) consultées à Genève⁷ ont éclairé les principaux aspects de l'action de la CRF mais sous une forme très générale par l'intermédiaire des *Bulletins d'information* de 1940 à 1946 qui avaient été déjà consultés à Paris.

Pour les missions « sur le terrain » de quelle documentation disposerions-nous sans la personnalité hors du commun du Frère Benoît, frère franciscain dont les plus anciens lyonnais se rappellent l'action ? Il fut l'âme, plus que le responsable, de cette équipe mortuaire de la Croix-Rouge chargée non seulement du relevé mais aussi en grande partie de l'identification des victimes de la guerre et de l'occupant nazi... Grâce à son « *Rapport sur les équipes mortuaires et en charnier de la CR de Lyon* » où il consignait l'action des secouristes sous les bombardements, les charniers qu'il dirigeait, les opérations d'identifications qu'il menait conjointement avec les autorités locales (mairies) et l'identification judiciaire, nous avons des informations sur des aspects, parfois peu connus à l'échelle nationale, de l'action de la Croix-Rouge. Ce cahier-brouillon a bien failli disparaître dans une poubelle anonyme ! Deux sources en ont gardé souvenir et témoignage : une revue franciscaine qui retrace l'itinéraire très particulier de ce religieux : « *Allez par les chemins N° 148-149 , janvier, février, mars avril 1989* » et un ouvrage réalisé par la Fédération des Victimes de Guerre et Anciens combattants des Administrations de l'Etat et Services publics sous la houlette d'un « *Comité de souvenir du Frère Benoît* » auquel participaient des témoins directs c'est-à-dire les quelques équipiers encore vivants de l'équipe mortuaire. Ce petit ouvrage intitulé « *Frère Benoît* » imprimé en décembre 1988 a été largement diffusé, il peut être consulté au **CHRD** (**Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation**⁸) ou aux Archives départementales.

Là se situe le nœud du problème : le peu de sources concernant l'organisation et le rôle de la Croix-Rouge lyonnaise pendant cette période où pourtant il est évident que son action a été des plus importantes. Le témoignage -capital- d'une ancienne infirmière de la Croix-Rouge, **Melle Godinot**, cheville ouvrière du Centre de la Place Antonin Poncet (siège pendant la guerre, et même longtemps après, du Comité de Lyon et de la Délégation départementale)⁹ ne laisse aucun doute sur cela. Malheureusement le témoin interrogé en 1999, c'est-à-dire à l'âge de 92 ans, malgré une remarquable clarté d'esprit, montrait quelques lacunes au niveau du souvenir des noms propres. La richesse de ce témoignage n'exclut d'ailleurs pas l'indispensable esprit critique de la personne qui le recueille. Ce témoin, par la suite sollicité pour des précisions indispensables, n'était plus en état de le faire et est décédé en février 2005. Les papiers personnels traitant de la Croix-Rouge, aimablement transmis par la famille, s'avèrent d'un intérêt non négligeable mais limité car concernent peu la période qui nous intéresse.

En effet à ces difficultés inhérentes au fait que les témoins de cette époque ont disparu ou disparaissent (d'où l'urgence d'entreprendre un travail de sauvegarde) force est de constater que beaucoup d'actions n'ont laissé aucune trace écrite, et pour cause ! Notre témoin précédent a notamment évoqué « les petits mots » de ceux qui étaient dans les trains de déportés et qu'il fallait des ruses infinies pour transmettre aux familles, et surtout pas sous le couvert de la Croix-Rouge ! Au risque, sinon, de compromettre toute l'action « officielle » et souvent chèrement arrachée aux autorités allemandes. Nous

⁶ Le cardinal était Président d'Honneur du Comité Croix-Rouge de Lyon comme en fait foi un courrier datant du 03/10/41 **Archives de l'Archevêché Fonds 11/II/185**

⁷ **Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant –Rouge** : 17 chemin des Crêts, Petit Saconnex, Genève

⁸ 14 Avenue Berthelot Lyon (7^{ème}). Le **CHRD** dispose d'un service de documentation très riche sur la période de la 2^{de} Guerre Mondiale.

⁹ En 1941 et 1942 le Comité de Lyon est à l'adresse de l'ancienne SSBM, 7 rue Auguste Comte. La Délégation départementale est située, en septembre 1942, 17 Place Bellecour (Lyon 2^{ème}). Par la suite les deux organes ont semble-t-il la même adresse : 11 Place Antonin Poncet, très proche des adresses précédentes (même immeuble). La date et la raison du transfert n'ont pas pu être précisées...

aurons l'occasion d'y revenir... C'est ce manque de traces écrites qui a fortement limité l'ambition première : faire un panorama le plus objectif et rigoureux possible de l'action de la Croix-Rouge dans le Rhône de 1940 à 1945/50, éventuellement pour servir de base à un travail de chercheur concernant plus largement la Croix-Rouge Française pendant cette époque cruciale.

Une autre difficulté concerne le déséquilibre des informations selon les années considérées : peu, très peu de documentation de 1940 à 1943, beaucoup plus pour 1944 année des bombardements et des épisodes les plus tragiques de l'occupation... Les interventions les plus visibles et celles qui ont fait la réputation des équipes de la Croix-Rouge se situent à Lyon, à partir du 26 mai 1944, premier grand bombardement de la ville, c'est d'ailleurs à cette date qu'apparaît la haute figure du frère Benoît qui vient offrir son aide aux deux fondatrices de l'équipe mortuaire de la Croix-Rouge. Par la suite cette équipe et celles des secouristes, celle plus « technique » des déblaiements seront en pleine lumière, néanmoins leur organisation est évidemment antérieure... De même les activités de la Croix-Rouge ne se limitent pas à ces équipes. Mais là pratiquement pas de documents sur les actions concrètes et locales, on ne peut que se référer à des données très générales fournies par les « *Bulletins de l'information de la CRF* » des années 1941 à 1947 (Bulletins devenus « *France Croix-Rouge* » à partir de 1946) et consultables à Paris ou à Genève¹⁰ ainsi que les « *Circulaires d'information destinées aux Délégations et aux Comités de la CRF* ».

Il est un aspect que nous laisserons délibérément de côté, bien qu'il ait été considéré comme fondamental par l'organisation d'Henri Dunant, c'est l'aide aux prisonniers. Ce seul volet de l'action de la Croix-Rouge mériterait une étude particulière, mais ne s'enracine pas forcément dans les activités purement locales, d'autre part la question nécessiterait des investigations que nous ne sommes pas en mesure d'assumer à partir de notre documentation d'origine. Cependant l'importance de cette action ne nous a pas échappée car, à l'échelon national, les activités de la CRF, souvent très intriquées les unes dans les autres font souvent référence aux militaires prisonniers. Pour les autres activités de 1940 à 1945, celles plus spécifiquement locales, nous essayerons d'exposer les données dont nous disposons, malgré l'absence des archives des Comités locaux qui ont disparu au fil du temps, par négligence ou parce que les responsables successeurs n'ont pas trouvé d'intérêt à leur sauvegarde. Seuls les équipiers du frère Benoît ou le très petit nombre des infirmières « permanentes » de la Place Antonin Poncet ont laissé ou conservé les traces des actions souvent les plus spectaculaires car les plus tragiques. A défaut de pouvoir tisser une histoire assez complète des Comités du Rhône parmi les plus actifs de la Croix-Rouge, l'intérêt est-il de rassembler les pièces restantes du puzzle pour les sauvegarder et peut-être, pour de plus chanceux que nous, de les enrichir.

En conclusion, l'étude entreprise se veut modeste. L'objectif poursuivi est simplement de sauvegarder et de mettre en perspective les documents, témoignages, archives dont nous avons pu disposer, c'est-à-dire l'ensemble des documents et des récits -souvent très vivants- qui donnent un peu de chair à l'Histoire... Ce qui n'exclut pas un véritable souci de confrontation et de rigueur chaque fois que cela s'avérerait possible quand des recoupements pouvaient se faire, ce qui ne fut pas toujours, hélas, le cas ! Tous les documents personnels transmis par les équipiers, les témoignages, les annexes (et ultérieurement les photographies) seront déposés aux Archives Départementale de Lyon où ils pourront être consultés.

¹⁰ La Direction de la Documentation et du Développement des ressources de la Croix-Rouge Française, d'abord rue de Berri, a été transféré 98 rue Didot Paris 14^{ème} en 2005/2006.

DE LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE A LA
CROIX-ROUGE LYONNAISE

On ne peut parler de la Croix-rouge lyonnaise sans la situer dans un ensemble beaucoup plus large dans le temps et dans l'espace.

la Croix-rouge est née, comme chacun sait, de l'initiative d'un homme, un Genevois Henry Dunant qui, profondément bouleversé par le spectacle des blessés à la bataille de Solferino en 1859 (épisode sanglant de l'Unité italienne où était engagé l'empereur Napoléon III) rédige un ouvrage et fait les premières propositions pour l'organisation d'une « Société de secours aux blessés militaires ». Son initiative prend corps en 1864 avec la signature d'une Convention de Genève et la « société de secours » devient en 1875 le « Comité International de la Croix-Rouge ». On trouvera tous les détails du cheminement de cette idée généreuse dans la documentation de la CRF à Paris ou dans l'ouvrage déjà cité de Gérard Chauvy : « *En 1864, une dizaine de sociétés de secours aux blessés de guerre sont constituées. Le 25 mai de la même année, la Croix-Rouge française naît sous le nom de Société française de secours aux blessés militaires et place à sa tête un Général du Second empire, le duc de Montesquiou-Fezensac.* ». Lyon se distingue précisément par l'ancienneté de son adhésion à l'œuvre de Dunant : une « Société de secours aux blessés militaires » – **SSBM** – est fondée dès 1866 : la première fondation en France (avec Compiègne), suivie dans les années 1870 à 1900 par d'autres communes du Rhône. En 1896 le département compte déjà plusieurs Comités :

- Comités de Lyon
- Comité de Tarare
- Comité de Villefranche

Autre particularité, la ville est la seule du département à accueillir en 1884 une « branche » dissidente de la SSBM : l'Union des Femmes de France ou **UFF**. En effet deux scissions ont, en 1879 (l'Association des Dames de France ou **ADF**), et en 1881 (**UFF**), brisé l'unité de la SSBM. Au siècle suivant les trois « branches » sont bien représentées dans le département avec :

- Un **Comité de la Société de secours aux blessés militaires (SSBM)** au N°7 de la rue Auguste Comte, Lyon (2^e)
- Un **Comité de l'Union des Femmes de France (UFF)** -17 Place Bellecour, Lyon (2^e)
- Un **Comité de l'Association des Dames de France (ADF)** à Villefranche-sur-Saône (département du Rhône)

Au début de la guerre, celle de 1939-45, sans doute peu avant « l'unification » de ces trois branches, un article en forme « *d'appel à nos concitoyens* »¹¹ à l'occasion de la très importante Foire de Lyon, précise le nom des responsables lyonnais de ces sociétés : pour la **SSBM** : le Médecin Général Inspecteur MAROTTE (Président et auteur de l'article) et Mme BROSSET-HECKEL (Présidente du « Conseil des Dames ») ; pour l'**Union des Femmes de France** : Mme DUPONT-MULATIER (sa Présidente). L'**Association des Dames de France (ADF)** siégeant à Villefranche est citée une fois dans le texte, malheureusement sans nom, ni autre précision...

Mais, pour comprendre les rouages de la Croix-Rouge lyonnaise, il convient d'évoquer, d'une façon plus générale, l'organisation de la Croix-Rouge au début de la 2^{ème} Guerre mondiale, tant sur le plan international que sur le plan national, et cela, même brièvement, pour situer les actions locales dans l'ensemble dont elles dépendent et dans lequel elles s'insèrent. Evocation d'autant plus nécessaire que le cadre français est profondément bouleversé en 1940/41 et que le contexte international décuple l'action de l'Institution dans la perspective du conflit qui s'engage.

¹¹ « *La Croix-Rouge française, son histoire, son œuvre* » article/brochure sans mention de date, mais le texte parle clairement du conflit et des dispositions mises en place pour faire face aux besoins...document précieux aimablement confié par un collectionneur passionné (voir sources et bibliographie)

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE.

La Croix-Rouge internationale comprend alors trois organismes distincts (XIII^e Conférence internationale tenue à La Haye en 1928) : Le **Comité international**, la **Conférence internationale**, et la **Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge**

- le **Comité international (CICR)**, créé par Dunant en 1862, s'est considérablement développé par la suite. C'était, et c'est encore aujourd'hui, l'organe exécutif et le garant des Conventions internationales conclues sous les auspices de la Croix-Rouge, jouant ainsi la fonction d'un « moteur » du droit humanitaire. En temps de guerre, son rôle peut s'avérer capital : constitué exclusivement de citoyens suisses et situé à Genève il tire privilège de sa neutralité et de la neutralité helvétique pour intervenir sans risquer les difficultés de la nationalité, et c'est lui qui est le garant de la bonne exécution des conventions. A cet égard il faut bien connaître les textes qui régissent alors le droit international : la **Convention de Genève du 27 juillet 1929** concerne essentiellement « *l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne* » et « *le traitement des prisonniers de guerre* ». En effet, les propositions de la XV^e Conférence internationale tenue à Tokyo en 1934 et qui tentaient d'élargir aux civils, en temps de guerre, les droits des prisonniers militaires n'ont pas été ratifiées par les gouvernements sollicités... Les nombreuses négociations entreprises par le CICR en 1939 et 1940 auprès des Etats pour élargir aux civils les droits des prisonniers de guerre n'ont abouti qu'à un accord limité en assimilant aux prisonniers de guerre « *les civils internés à l'ouverture des hostilités sur le sol d'un belligérant* ». Le CICR dans un « point de vue » qui apparaît à la fin de l'ouvrage de JC Favez, le rappelle et le souligne. C'est sur cette base juridique étroite que le **CICR**, comme les **sociétés nationales** ont dû -en théorie du moins- fonder leur action. Sans oublier que les Etats qui entreront en guerre n'ont pas tous signé la Convention de 1929 (cf. l'URSS). En ce qui concerne les relations entre les sociétés nationales, ou leur fédération, et le CICR, celui-ci n'exerce qu'une autorité morale, mais cette autorité est évidemment essentielle.

Qu'en est-il alors des moyens ? Le CICR dispose de délégations qui peuvent se rendre rapidement là où leur présence est nécessaire. Si l'on anticipe les faits de guerre, les tâches qui s'imposent, dès le début, concerne **l'Agence centrale de renseignements** chargée de collecter toutes les informations relatives aux militaires dont on est sans nouvelle, morts ou prisonniers, et aux populations séparées au cours des importants exodes qui accompagnent les opérations militaires. Un **service des colis aux prisonniers** représentera aussi, très vite, une lourde charge...

- **Les Conférences internationales** sont composées des délégués de toutes les Sociétés nationales de Croix-Rouge et des représentants des gouvernements qui ont donné leur adhésion.

La Conférence internationale représente la plus haute autorité de la Croix-Rouge dans le monde et c'est elle qui établit le projet des Conventions protégeant les victimes de la guerre.

Ces Conventions ont un avantage sur les traités internationaux puisqu'elles prévoient l'intervention effective d'organismes de la Croix-Rouge pour en assurer l'application. La guerre montrera les limites de cet « avantage ». En 1938, pour la **XVI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge**, quelques 300 délégués de 61 pays, réunis à Londres, ne peuvent que constater le poids des menaces qui pèsent sur la paix.

- **La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge** ¹² créée en 1919 et dont le siège, d'abord à Paris, vient d'être transféré à Genève (1939), a pour rôle de fédérer sur le plan international l'activité des différentes sociétés membres. Le CICR et la Ligue ont même idéal, et ont donc vocation à coopérer étroitement, mais :... *la collaboration ne repose pourtant pas sur une répartition stricte des rôles bien que, en principe, l'intervention du Comité international soit attendue particulièrement en temps de guerre, guerre civile ou troubles intérieurs (art.VII) tandis que la Ligue rassemble les Sociétés nationales dans un but de coopération pratique en temps de paix (art.VIII).* ¹³ L'idée à retenir est que l'action de la Ligue s'exerce essentiellement dans le cadre des Sociétés nationales, ce qui renvoie à l'étude de la Croix-Rouge française.

¹² Depuis 1991 **Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR)**, à Genève)

¹³ « *Une mission impossible* » JC Favez op.cit. (P. 35 -36)

UNE SOCIÉTÉ NATIONALE UNIFIÉE

La Croix-Rouge ou les Croix-Rouge françaises ? En effet, en 1939, les trois sociétés : la SSBM, l'ADF et l'UFF se mobilisent en prévision du conflit. Cette division, maintenue pendant la 1^{ère} guerre, est depuis longtemps source de problèmes et une unification s'avère nécessaire. En 1940 sous le poids des événements (invasion de la France - multiplication des réfugiés) et sous la pression de l'occupant, la fusion des trois sociétés s'opère sous le nom de **Croix-Rouge française**. Le communiqué paraît en date du 23 juillet 1940, **le décret du 10 janvier 1941** est publié au **journal officiel le 6 février**. C'est donc sous le régime de Vichy et la présidence d'honneur du Maréchal Pétain que s'élaborent sur le plan national, les statuts de la nouvelle association, reconnue comme **établissement d'utilité publique**. Les circonstances de cette naissance laisseront des traces : la Croix-Rouge française née sous Vichy et utilisée par Vichy comme support de sa propagande (par exemple la photographie « attendrissante » de Pétain face à une jeune infirmière dans la brochure, diffusée en 1942) voilà qui ternira, durablement pour certains, l'image de l'Association. Cependant la critique d'une CRF émanation de Vichy ne tient pas à l'analyse puisque la réunion des trois sociétés était depuis longtemps espérée et attendue. Néanmoins la question se pose : une Croix-Rouge « sous la francisque » est-ce une Croix-Rouge sous dépendance non seulement de Vichy mais aussi de l'occupant ? Un épisode est assez révélateur : André François-Poncet -ancien ambassadeur en Allemagne dans les années 30 et peu apprécié des autorités allemandes- proposé comme premier président de la Croix-Rouge française « unifiée » est récusé au profit du Professeur Louis Pasteur Valléry-Radot dont la fonction de médecin pouvait sembler plus neutre « ...un incident significatif qui en dit long sur les capacités du régime de Vichy à gouverner en pleine indépendance, même lorsqu'il s'agit d'une décision dont la portée politique semble limitée à l'activité d'un organisme humanitaire »¹⁴.

Un autre problème avec plus d'incidences sur le terrain - concerne les relations entre le **Secours National**¹⁵ (organe antérieur au gouvernement de Vichy mais qui sera ensuite sous son complet contrôle) et la Croix-Rouge. Celle-ci, tout en revendiquant une totale indépendance sur le plan financier et dans ses activités, devra néanmoins composer sur ces deux plans avec son homologue vichyste pour des raisons d'efficacité. Des accords successifs, dont le plus complet a été publié dans le **Bulletin d'information de juin/juillet 1943**, précisent le rôle de chacun des organismes¹⁶, et cela fait entrevoir combien, en période de guerre, ces questions : qui fait quoi ? avec quels moyens ?... étaient essentielles et délicates.

La Croix-Rouge travaillera, aussi, avec bien d'autres organisations officielles (autorités administratives entre autres) ou privées, par exemple des organisations caritatives -dont les Quakers- avec qui les relations semblent avoir toujours été étroites et efficaces comme le mentionne une brochure de la CRF éditée après la guerre (1948)¹⁷.

Avant d'aborder l'organisation locale, il faut se reporter au statut officiel de 1940 /41¹⁸ qui précise le fonctionnement général de l'Association et rappeler rapidement quels sont les éléments qui composent les instances nationales : la Présidence, le Conseil d'administration, le Comité central et la Direction des services d'exécution. En fait, et ce qui ne simplifie pas notre étude, l'organisation interne au niveau du siège central a beaucoup changé et évolué pendant toute cette période. Pendant l'occupation il a

¹⁴ Gérard Chauvy op.cit. P. 121

¹⁵ Le Secours National fut fondé en 1914 par R. Poincaré puis dissous en 1919. Il est reconstitué en octobre 1939 comme une aide sociale en faveur des populations civiles. Après l'armistice et le drame humain consécutif à l'exode, le Secours National est réactivé et placé par la loi du 4/10/1940 sous l'autorité directe du maréchal Pétain, le Secours National est reconnu comme un organisme de 1^{er} plan de la révolution nationale. (« **La France de 1945** » Presse universitaire de Caen P.338)

¹⁶ Voir annexe N°2. Les rapports entre les deux organisations sont étudiés dans le chapitre « **Des Missions dans la guerre** »

¹⁷ « **Au Service de la Croix-Rouge française sous l'occupation 1940-44** ». Au début de l'ouvrage sont mentionnées toutes les organisations avec qui la CRF a été amenée à travailler.

¹⁸ **Direction de la Documentation ... CRF- Paris**

fallu réaménager les relations entre les différents organes nationaux et internationaux : entre Genève et Paris, entre Genève et Vichy, entre Paris et Vichy. A la Libération toutes les structures sont remises en cause et aboutissent à un changement complet du personnel dirigeant. Nous n'entrerons pas dans le détail pour concentrer notre intérêt sur un panorama peut-être très schématique mais le plus clair possible de l'organisation de la CRF de 1940/41 (statut unifié) à 1944/45 (statut modifié sous le Gouvernement provisoire de la République)

- Le **Président** est nommé pour trois ans, mandat renouvelable, il est choisi par le Conseil d'administration parmi des personnalités en vue (généralement issue du milieu médical). Sa nomination, est, nous l'avons vu, soumise à l'agrément du chef de l'Etat c'est-à-dire de Pétain. Le Président représente la Croix-Rouge française dans toutes ses composantes et actions. Trois personnalités se succèdent à partir de janvier 1941 :

- Le Professeur Louis PASTEUR VALLERY-RADOT petit-fils de Louis PASTEUR nommé dès 1940 dans les conditions rapportées précédemment. Il démissionne très vite (1941) pour constituer et s'engager dans un groupe (mai juin 1942) qui prendra le nom de « Service de santé national de la Résistance¹⁹ ».

- Le professeur Louis BAZY, médecin spécialiste des voies urinaires, nommé par décret en date du 2 avril 1941 restera en fonction jusqu'en octobre/novembre 1942 date de sa démission.

- Le Marquis DE MUN qui sera le dernier Président de la CRF sous l'occupation.

A partir de **l'ordonnance du 27 avril 1945** un nouveau statut de la Croix-Rouge française est élaborée. Le Professeur JUSTIN-BESANCON en prend la présidence après l'intérim de M. de BOURBON-BUSSET qui était auparavant Directeur des Services d'exécution²⁰.

- Le **Conseil d'administration** *délibère sur toutes les affaires intéressant le fonctionnement de la Croix-Rouge [...] vote le budget et approuve les comptes.* (Journal officiel du 6 février 1941). Il est comme le **Comité central** qui donne son avis, composé à la fois de membres désignés par les autorités de Vichy et de membres élus au sein de l'association

- C'est seulement à la fin de la guerre, dans le **Bulletin d'information de septembre/octobre 1944** qu'apparaît l'organigramme²¹ précis d'une **Direction de la Croix-Rouge Française** à la tête des différents **services d'exécution**, ce qui donne d'ailleurs une idée de l'importance et de la complexité des tâches assumées, sans doute progressivement, entre 1940 et 1945. Mais l'organigramme reflète déjà une nouvelle organisation de la CRF.

- Il faut donc plutôt se référer au **Bulletin d'information, CRF, février 1942**, qui indique l'organisation de la **Délégation générale pour la zone non occupée** dont le département du Rhône faisait partie. Nous en retenons les premiers points²² qui précisent sa composition

1-Un Délégué général, membre du Conseil d'Administration de la CRF, titre porté par le Général Verdier pour la zone non occupée.

2-Par département un Délégué (Délégué départemental), et un Délégué adjoint

3-Des Comités de Croix-Rouge formés de tous les membres majeurs de la CRF habitant dans leurs « zones d'action » (art.17 des statuts)

- La zone d'action (zone où s'exerce l'autorité du Président et du Bureau de chacun des Comités) est délimitée par le Délégué départemental qui fait au Conseil d'Administration toute proposition utile à ce sujet.

En résumé dans le cadre national, ce sont trois niveaux hiérarchiques qui structurent la Croix-Rouge : le Siège national ou la Délégation Générale (pour la zone non occupée), l'échelon départemental et le comité local. En fait l'organisation s'est avérée plus complexe comme le souligne une étude

¹⁹ Le professeur Vallery-Radot dirigera à la Libération le ministère de la Santé publique

²⁰ Le Professeur Justin-Besançon est lui-même rapidement remplacé par le Médecin Général Sicé (6 Mars 1946) ce qui témoigne d'une difficile réorganisation après-guerre...

²¹ Voir annexe N°4

²² Voir annexe N°1

universitaire de 2001 car... *la Croix-Rouge maintient aussi des relations avec son autorité de tutelle : l'institution militaire et avec les autorités administratives et politiques. L'ensemble forme un réseau difficile à cerner.*²³

Si l'on essaie de se référer au début de la guerre, c'est la **circulaire du 4 novembre 1940**²⁴, destinée aux Délégués et Comités, qui apporte des précisions utiles sur l'organisation mise en place avant même la parution au journal officiel du statut de la Croix-Rouge unifiée. Le cadre départemental est alors privilégié par rapport au cadre régional antérieur²⁵ précisément parce qu'il permet des contacts plus étroits avec les autorités en place : autorité préfectorale et autorité militaire : *Il semble donc naturel que la Croix-Rouge Française y centralise, entre les mains d'un Délégué départemental, accrédité auprès de l'autorité préfectorale et éventuellement de l'autorité militaire du Département, ses moyens d'action et son activité.* Il existe encore un Délégué régional mais il est alors exclusivement chargé de servir d'intermédiaire entre le Général commandant la région (Direction du Service de Santé) et les Délégués départementaux pour toutes les questions relatives aux emplois des infirmières de la CRF dans les formations sanitaires dépendant de l'autorité militaire. C'est d'ailleurs le Délégué départemental du chef-lieu de la Région du Corps d'Armée qui remplit ce rôle.

Pour s'en tenir à l'essentiel et dans le cadre territorial limité qui nous intéresse ce sont les **Délégués départementaux** et les **Comités locaux** qui sont chargés de mettre en œuvre concrètement les actions assumées par la Croix-Rouge. Ces actions sont ainsi définies par les statuts : *... l'aide et la protection des militaires des armées de terre, de mer et de l'air, blessés, malades ou prisonniers, ainsi que l'obtention des diplômes d'Infirmières et d'Assistantes.*

Son activité [celle de la CRF] s'exerce également en ce qui concerne la protection de l'enfance et, sous réserve de l'application de la loi du 4 octobre 1940, relative au Secours National pour l'aide sociale et les secours en cas de calamités publiques. Ces actions vont progressivement, avec l'évolution de la guerre, recouvrir un large éventail de missions.

La « courroie de transmission » entre le Siège Central et les départements est donc représentée par les **Délégués** dont le rôle est précisé par ailleurs : *... sans s'immiscer dans la vie administrative des Comités, il [le délégué] en contrôle l'activité et saisit le Conseil d'administration de ses observations.* Ce rôle de contrôle et de transmission des circulaires et inversement de transmission des rapports lui confère une grande importance. En 1943 ce rôle est encore renforcé²⁶ (moyens financiers et collaborateurs). Une liste parue dans le **Bulletin d'information de janvier 1942** désigne comme Délégué du Rhône : le **général CHEVALLIER** et comme son adjoint le **colonel LEBEAU**. A la fin de la guerre, interné à la prison du Fort Montluc (prison de la Gestapo) le Général Chevallier fera partie des patriotes sauvés en août 1944 dans des circonstances particulières...

Le nombre des **Comités locaux** est fixé par les Délégués dans leur circonscription départementale. Pour le Rhône, pendant la guerre, ils sont implantés dans cinq villes : Lyon, Villefranche, Givors, Tarare, Thizy.

Si évoquer les conditions de l'organisation de la Croix-Rouge à son niveau national peut éclairer certains aspects ou difficultés de fonctionnement à l'échelon local, ces questions d'organisation générale n'intéressaient probablement pas beaucoup les membres des Comités de province... De plus faut-il souscrire à la remarque d'un témoin, secouriste lyonnais de l'époque qui affirme : *« il y avait alors deux Croix-Rouges : la Croix-Rouge française et la Croix-rouge lyonnaise »* ce qui peut évidemment se comprendre comme la distinction entre zone « libre » et zone occupée mais plus, dans l'esprit de celui qui portait ce jugement, comme une distinction entre une Croix-Rouge officielle et des Comités plus autonomes. Force est de constater que le Service de la Documentation à Paris n'a pour ainsi dire rien

²³ Catherine Borot op. cité

²⁴ Circulaire du **4 novembre 1940** relative aux délégués départementaux et Comités signée par le Président Pasteur Vallery-Radot. Archives municipales de Beaune : Fonds 25 Z

²⁵ Cadre régional au sens des « régions militaires »

²⁶ Circulaire N°31 du **9 Mars 1943** Archives municipales de Beaune Fonds 25 Z. Pour les collaborateurs : outre le délégué-adjoint prévu déjà dans les statuts de 1940/41, une assistante médico-sociale, un secrétaire un trésorier, et des locaux convenables et bien agencés ...

conservé des actions des Comités du Rhône, pourtant très actifs, alors que d'autres régions semblent avoir laissé davantage de traces. Rien non plus dans l'ouvrage paru en 1974 « **Présence de la Croix-Rouge française** » (éditions Larrieu-Nobbel). Mais cela n'est peut-être pas seulement imputable aux services centraux de la C.R.F. Un **Bulletin d'information** datant de **février 1944** déplore le manque de renseignements émanant de la province et s'adresse « *aux Délégués, Directeurs des Services départementaux, Présidents des Comités, etc.* » pour enjoindre le personnel local à faire part de ses actions malgré la multiplicité des tâches et les difficultés de l'urgence²⁷, l'article souligne aussi l'autonomie dont dispose les instances sur le terrain. Cette autonomie relative dépendait surtout, semble-t-il, de ceux qui étaient en charge des Comités. Et le Comité de Lyon ne manquait pas de fortes personnalités.

L'ORGANISATION DE LA CROIX-ROUGE LYONNAISE

La première question concerne la « fusion » des trois sociétés d'avant-guerre (**SSBM, UFF, ADF**) sous la nouvelle forme d'une Croix-Rouge unifiée. En l'absence de tout document local portant sur cet aspect de l'évolution de l'organisation, il faut se contenter des directives de la **circulaire du 4 novembre 1940** (voir note 24) qui précise : « *Pour le moment, les anciens bureaux resteront en fonction* » mais « *Dans les villes où existent plusieurs Comités de Croix-Rouge, devra être constituée une Commission unique formée de six membres par société. La Commission se réunira à la diligence du plus ancien Président pour procéder à l'élection d'un (nouveau) Président, et en outre dans les villes chef-lieu de département à la proposition du Délégué départemental* » Au Comité de Lyon, si le nouveau Président n'est pas celui de la SSBM (le nom du Docteur Marotte n'apparaît plus), des noms de responsables mentionnés dans l'article dont il était l'auteur²⁸ paru au début de la guerre, se retrouvent à la tête de certaines importantes fonctions de la Croix-Rouge lyonnaise unifiée. C'est le cas de Mme DUPONT-MULATIER qui devient vice-présidente du Comité lyonnais et de Mme BROSSET-HECKEL à qui sera confiée le Service des layettes. On peut donc penser que le passage s'est réalisé en maintenant une certaine continuité et un partage des responsabilités entre les anciennes branches, quand cela était possible.

Une autre interrogation concerne la place du département du Rhône dans le dispositif national de la CRF du fait de la division du pays par la ligne de démarcation. Le département du Rhône faisait partie, avant guerre, de la 14ème région militaire qui englobait –outre le département du Rhône– l'Ain, les Hautes Alpes, la Drôme, l'Isère, la Savoie et la Haute Savoie. Le découpage territorial de la Croix-Rouge qui recouvrait les divisions militaires pour l'organisation des secours était logique, compte tenu de la fonction première de l'association : (auxiliaire de l'armée pour le secours des blessés militaires) et se maintint pendant toute la durée de la guerre. Notons que tous ces départements –jusqu'en novembre 1942– appartenaient alors à la zone dite libre et la représentation de la Croix-Rouge Française à Vichy portait, on peut le rappeler, le titre de « **Délégation Générale de la Croix-Rouge pour la zone non occupée** ». Après la disparition complète de la ligne de démarcation (effective en mars 1943), la délégation demeure comme simple relais des instances parisiennes, et son rôle semble surtout s'orienter vers l'aide aux prisonniers...

La dernière question concerne l'organisation interne locale. Là encore les sources d'information font presque totalement défaut. Cependant on peut reconstituer cette organisation à partir de quelques

²⁷ Voir annexe N°3

²⁸ Voir note 11

textes et témoignages. Ainsi un document ²⁹émanant de la **Délégation départementale du Rhône** sous la responsabilité du Général Chevallier, alors Délégué et daté du 25 septembre 1942, donne la structure de l'organisation CRF dans le département : cinq Comités locaux avec leur président ou vice-président respectif :

Comités de

- | | | |
|---------------------|-----------------------------|--|
| - Lyon | 7 rue Auguste Comte | Président : Colonel de la Forest-Divonne |
| - Villefranche..... | 7 rue de la sous-Préfecture | Présidente : Melle de Colbert : |
| - Givors | (sans adresse) | Vice-président : M. Roche : |
| - Tarare..... | 20 rue Maréchal Pétain | (sans mention de nom) |
| - Thizy..... | Rue Christorée | Présidente : Mme Chamrion |

Suivent les différentes directions départementales³⁰ (Enseignement, Propagande, Jeunesse et Ecole d'infirmières) et le nom de leur responsable, ainsi que sous la mention « liste des hôpitaux Croix-Rouge » différents secteurs d'activités : Hôpital dispensaire des Charmettes, clinique dispensaire du Vinatier, Centre d'accueil des Brotteaux, Centre d'accueil de la gare de Perrache, Service des layettes... Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive, mais correspond aux seules activités dont les N° de téléphone prêtaient à des erreurs fréquentes. Il faut donc se référer à une liste beaucoup plus tardive (novembre 1944) mais plus précise et reflétant davantage l'ensemble des multiples activités assumées par la Croix-Rouge dans le département et dont nous donnons la teneur par la suite. Pour s'en tenir à l'organisation générale, il semble bien que le Comité Lyonnais (le plus important) réunissait six secteurs, bien que le terme de « secteur » soit récusé dans un formulaire paru en février 1942 (*Précision sur l'organisation de la CRF - Bulletin d'informations de février 1942*³¹). Chaque Comité était, d'après les statuts, dirigé par un Conseil d'Administration de 5 à 15 membres, élus pour 3 ans par les membres du Comité... Un Bureau devait comprendre un Président (ou une Présidente), des vice-Présidents (3 au maximum), un Secrétaire et un Trésorier. Précisons qu'en fonction des documents consultés et de l'importance de son action c'est le **Comité de Lyon** qui concentrera toute notre attention. Son Président est alors (1942/1943) Louis Marie Bernard de LA FOREST DIVONNE, Vice-Présidente (et probablement seule à occuper cette fonction) : Mme DUPONT-MULATIER qui était aussi Directrice de l'Enseignement ; le Secrétaire général était le colonel d'ASTAFORT ou d'AESTAFORT (un grand blessé de la guerre de 1914-18) ; le nom du Trésorier n'apparaît sur aucun des documents encore existants. Le Comité dont le siège était situé d'abord rue Auguste Comte s'installe par la suite à quelques pas de là : Place Antonin Poncet³², c'est à dire en plein cœur de Lyon entre le quai du Rhône et la place Bellecour, c'est là que se trouvaient les bureaux que se partageaient quelques personnes au cœur de l'Association.

De 1941 à 1945 deux noms se détachent : des personnalités fortes et dont le rôle a été considérable comme le montrent les témoignages recueillis : deux Présidents du Comité de Lyon **Louis Marie Bernard DE LA FOREST DIVONNE** (jusqu'en juin 1944) et **Guy DE LOIRAY** d'abord Délégué départemental (après le général Chevallier) puis avec des responsabilités élargies dans la difficile période de la Libération.

Bernard (Louis Marie) de La Forest Divonne est né à Arles en 1880. Issu de St Cyr il a fait une longue et brillante carrière militaire. Versé dans l'Artillerie pendant la guerre de 1914-18 il a été nommé par la suite attaché militaire adjoint auprès de l'Ambassade de France à Berlin, puis auprès de l'Ambassade de France à Berne (1934-38) avant de prendre sa retraite en étant promu Officier de la Légion d'Honneur, mais il est rappelé à l'activité au début de la guerre avec le grade de lieutenant-colonel. Attaché militaire à Copenhague il est arrêté en mars 1940 par les Allemands puis relâché et rapatrié à Paris avec les chefs de mission de plusieurs pays, il occupe alors pour la deuxième fois les fonctions d'attaché militaire à Berne jusqu'au début de 1941 et placé dans le cadre de réserve avec le grade de colonel. C'est probablement à cette époque qu'il est nommé Président du Comité de Lyon, ville où il résidera jusqu'en octobre 1944.

²⁹ Courrier conservé aux **Archives diocésaines-Fonds 11/II/60**

³⁰ Voir le document complet en annexe N°5

³¹ Annexe N° 1

³² Voir note 9

Retracer cette carrière n'est pas sans intérêt : d'abord elle donne une idée de l'importance des tâches assumées et des expériences acquises. De par ses fonctions Bernard de La Forest Divonne a acquis une parfaite maîtrise de l'allemand, ce qui en temps de guerre est un atout précieux. On peut aussi émettre l'hypothèse que ses fonctions antérieures, exercées notamment à Berlin, le rendaient moins suspect aux yeux des autorités allemandes. Or il apparaît qu'il a fait de la Résistance au sein même de la Croix-Rouge comme le souligne la citation comportant l'attribution de la Croix de guerre avec étoile d'argent³³. Ce que semble confirmer le témoignage de Melle Godinot, permanente au siège de la place Antonin Poncet. C'est elle qui rapporte cette anecdote, mais sans connaître à l'époque l'aspect précis de ces actions résistantes, soigneusement tenues secrètes : ... *Un jour, on frappe :- Monsieur le Président, il y a un Allemand qui veut vous parler - alors on voit un officier allemand qui ne nous fait pas le salut à Hitler, M. de la Forest-Divonne lui a serré la main, il dit : - on s'excuse , mais il ne veut que me parler en allemand* » Il ressort de cette conversation qui échappe à notre infirmière mais pas à une autre personne qui est dans la même pièce et qui a, elle, des notions d'allemand, que l'officier en question recommandait au Président de quitter Lyon, car sa sécurité était en jeu. Quand se situe cet épisode ? Nous ne le savons pas. Cette conversation expliquerait-elle sa demande de quitter Lyon en juin 1944 au moment où la Croix-Rouge lyonnaise semble dans la ligne de mire des services de Renseignements allemands et quand les exactions de l'occupant deviennent particulièrement redoutables ? (cf. chapitre III) Bernard de la Forest Divonne restera néanmoins sur place encore quelques mois, avant de rejoindre Paris. Son action dont le volet résistant était évidemment occulté est résumée dans la citation dont le contenu complet est donné en annexe.

Quant à Guy de Loiray, dont la signature (Comte de Loiray) apparaît à la fin de la guerre sous la mention de Président du Comité lyonnais mais dont la fonction était d'abord celle de Délégué départemental adjoint, son rôle sera examiné plus tard en relation avec la libération des patriotes prisonniers de Montluc, libération qui fait suite au drame de St Genis-Laval. A ce moment là (août 1944) M. de la Forest Divonne n'apparaît plus comme Président du Comité, même s'il demeure à Lyon jusqu'en octobre. Un document³⁴ du 14 juin 1944 fait part de sa demande de rejoindre Paris et l'auteur de cette missive, le Marquis de Mun Président de la CRF précise : « *J'avais l'intention de le charger d'un poste important de la Croix-Rouge* ». Mesure apparemment différée en raison des communications coupées qui empêchent tout déplacement, Bernard de la Forest-Divonne est donc contraint de rester sur place et est chargé, momentanément, de s'occuper de l'ensemble de la propagande CRF en zone SUD. Le poste de Président étant vacant, M. de Loiray ici noté comme Délégué Spécial Adjoint (adjoint du Général Chevallier) voit ses fonctions notablement élargies, il doit remplacer B. de la Forest-Divonne à la tête du Comité et prend le titre de Délégué Spécial de Lyon, puis un nouveau courrier destiné au Cardinal Gerlier, en date du 16 juin fait du Comte de Loiray le Délégué Départemental du Rhône en remplacement du Général Chevallier (qui prend, lui, en charge l'assistance aux Prisonniers de guerre). Au mois de juin 1944, donc peu après le débarquement de Normandie, ces courriers successifs et les changements importants qu'ils annoncent, laissent supposer que les responsables du Comité de Lyon s'attendent à certaines difficultés... Une semaine plus tard, le 22 juin 1944 le général Chevallier est arrêté par la Gestapo et enfermé à la prison Montluc sans que l'on sache, alors, pour quel motif (voir la libération de Montluc).

Ce qu'il faut retenir de ces événements, certainement liés à la situation de plus en plus difficile de la Croix-Rouge lyonnaise face à l'occupant, c'est que Guy de Loiray à partir de juin 1944 joue un rôle essentiel à la fois comme Président du Comité de Lyon et comme Délégué départemental du Rhône.

Trois autres personnes occupent un poste important au siège de la CR, et leur action sera examinée au fur et à mesure de notre étude : il s'agit de **Marie-Octavie DE LEUSSE** et de **Geneviève GODINOT**, toutes deux infirmières Croix-Rouge devenues responsables, Place Antonin Poncet, de l'organisation générale des secours. Elles trouveront un appui efficace en **Madame Simone PAUFIQUE**, femme du célèbre ophtalmologue lyonnais. Simone Paufique dont la belle-mère Mme Martial Paufique était déjà un

³³Toutes ces informations nous ont été aimablement fournies par **M. Philibert de la Forest Divonne**, arrière petit-fils du Président du Comité de Lyon. Dans le cadre de la CRF, le Président du Comité aurait recueilli d'énormes stocks médicaux et favorisé le camouflage de recrues du STO dans les services de l'Association.

³⁴Lettres au Cardinal Gerlier en date des 14 et 16 juin 1944 -**Archives de l'Archevêché de Lyon** - Fonds 11/II/185

membre éminent de la SSBM. , prendra en charge avec Melle Godinot l'équipe mortuaire dont l'action méritera d'être soigneusement retracée. Melle De Leusse et Melle Godinot aidées de secrétaires dont ressort le nom de Mme **FRAN** qui, elle, prenait les urgences et coordonnait les appels, auront un rôle « logistique » essentiel en dehors même d'une action spécifiquement mortuaire qui est plus tardive (1944)...

L'idéal serait de connaître l'organisation et le rôle précis des différentes installations que la Croix-Rouge lyonnaise a mises en place afin de dessiner un organigramme des équipes qui ont œuvré de 1940 à l'après guerre. Malheureusement ce que l'on peut retracer est très partiel ou lacunaire. Cependant si l'on compare deux documents: l'article -déjà mentionné- intitulé « **La Croix-Rouge, Son Histoire, Son Œuvre** » édité à Lyon par la SSBM et l'UFF (probablement en 1939/40), et le document le plus complet dont on dispose, émanant de la Délégation départementale, en date du **23 novembre 1944** sous le titre « **LA CROIX-ROUGE FRANCAISE : SES ACTIVITES** »³⁵ une remarque s'impose : entre les deux dates les actions ont changé, non de nature, mais d'échelle ! Les activités regroupées en trois rubriques : les **Œuvres militaires**, les **Œuvres sociales** et l'**Enseignement** ont été considérablement étoffées et diversifiées pendant la guerre. Certes le premier document mentionne les cours pour les infirmières, les hôpitaux ou dispensaires dans lesquels les jeunes recrues exercent (par exemple le vieil hôpital Desgenettes en précisant également l'ouverture de 6 hôpitaux auxiliaires dont l'hôpital franco-canadien à Ste Foy et le Vinatier), le même article note l'existence de trois ouvroirs et la forte activité de deux cantines militaires qui deviendront par la suite « **Centres d'accueil dans les gares** ». . Mais la liste de 1944, donnée en annexe, est notablement plus longue ! Les **œuvres sociales** sont devenues essentielles : certes les ouvroirs ont disparu mais les services à l'enfance, l'organisation des secours, l'aide non seulement aux prisonniers mais aussi aux internés civils, les soins aux morts et non plus seulement aux blessés, bref l'éventail des missions s'est élargi à l'infini...Cependant dans le deuxième document, cela ne manque pas d'être souligné, les **œuvres militaires**, particulièrement les soins aux blessés de guerre, sont toujours mentionnées comme la première raison d'être de la Croix-Rouge. Ainsi **l'Hôpital militaire Desgenettes** (ancien et nouveau) est cité en priorité avec un personnel soignant assuré conjointement par des infirmières militaires et des infirmières CRF. Les infirmières de la Croix-Rouge animent seules les « **Foyers** » dans les hôpitaux (Desgenettes et Perron³⁶) et les **Centres d'accueil dans les Gares** (Perrache et Brotteaux). Ces centres destinés avant tout aux prisonniers rapatriés, aux blessés et aux évadés sont spécifiquement administrés par l'Association...Sans oublier une « **Maison du Prisonnier** » animée par une assistante sociale CRF. Quant aux **colis aux prisonniers** ils ont représenté une lourde charge en collaboration avec un service plus précisément mis en place par Vichy.

Les **Œuvres sociales** qui dérivent des premières missions comportent encore plus de rubriques : il suffit de citer les **dispensaires** (Hôpital des Charmettes et Hôpital auxiliaire de Bron « *où opèrent les meilleurs chirurgiens* » est-il précisé), **l'accompagnement des malades** (le convoyage) mais surtout, le soin apporté aux enfants : un **service des layettes**, une **pouponnière** (à Tassin la Demi-Lune), **des soupes scolaires**, **des examens radiographiques et des vaccinations**. Dans les Œuvres sociales apparaissent les **équipes d'urgence** (fortes de 2000 membres) dont nous verrons le rôle central pendant les bombardements, et une **aide aux victimes des Allemands** (victimes civiles et non plus militaires), en particulier l'aide aux **internés** (prisons) et cette aide se manifestera aussi dans la recherche des corps des fusillés et leur identification (équipes mortuaires)...

L'**Enseignement**, dernière rubrique, reste une pièce maîtresse avec la formation d'Infirmières (diplôme d'Etat), d'Assistantes sociales et d'aides médico-sociales... Dans une liste plus courte établie par le Frère Benoît et qui, au cours des conférences qu'il a données en 1945, replace l'action de l'équipe mortuaire dans un ensemble plus vaste, il est fait mention aussi d'un **service d'Information et de**

³⁵ **Archives diocésaines** : Fonds 11/II/185 / Annexe N°7. Ce document était destiné au Cardinal Gerlier pour le renseigner et donc l'aider dans une allocution qu'il devait prononcer à la messe annuelle de la Croix-Rouge le 26 novembre 1944. Voir également l'organigramme en annexe 7 bis

³⁶ L'hôpital du Perron est le noyau originel de l'hôpital actuel de Lyon-Sud. A l'époque il était spécialisé dans les soins aux tuberculeux.

Propagande, d'une **Croix-Rouge de la Jeunesse** et d'un **Service des Liaisons interalliées** (sans doute au moment de la Libération et dans l'immédiate après-guerre) autant d'activités que l'on pourrait retrouver sur l'ensemble du territoire, mais dont on voudrait pouvoir prendre la mesure dans un cadre territorial plus limité qui n'est, malheureusement, pas plus facile à appréhender.

Chacun de ces services mériterait une étude locale approfondie, mais une documentation précise manque...Reconnaissons d'emblée que seules quelques actions concernant essentiellement l'aide aux civils ont pu être étudiées d'une façon relativement détaillée. Pour bien des aspects (prisonniers de guerre, enseignement, actions strictement médicales) nous avons choisi, non de les ignorer, mais de les écarter du champ de notre étude, faute de données pour le Rhône : en effet les informations et les statistiques (quand elles existent) concernent l'action de la Croix-Rouge française en totalité. Enfin pour les missions retenues, nous n'insisterons jamais assez sur les difficultés inhérentes à la période étudiée, par exemple celles relatives au « statut » d'**internés civils** – c'est-à-dire tous les civils français ou étrangers arrêtés pour des motifs politiques, administratifs ou raciaux³⁷ (selon la terminologie de l'époque) et pour lesquels l'action de la Croix-Rouge a été très critiquée - critiques auxquelles l'Association s'est efforcée de répondre avec des arguments qui méritent considération³⁸. Pour ce point précis, celui des internés civils nous examinerons ce qui semble avoir été fait par le Comité de Lyon à la lumière de quelques documents et témoignages - malheureusement rares- compte tenu de la spécificité de ces actions, mal tolérées par l'occupant (c'est peu dire !) et du temps écoulé.

Quand la documentation locale existe rendre compte de la diversité des actions n'est pas, non plus, chose facile. La distinction entre actions militaires, sociales ou sanitaires apparaît souvent artificielle tant elles sont mêlées et n'épuisent pas tous les aspects des opérations et des services assumés. Prendre un parti chronologique peut se justifier dans la mesure où certaines actions ont connu des moments forts en fonction du déroulement de la guerre soit au début (en 40 pour l'accueil des réfugiés de l'exode) ou à la fin de l'occupation (en 44 pour les bombardements, en 45 pour le retour des prisonniers et déportés) mais bien des activités ont connu une certaine durée car elles ont été préparées puis se sont prolongées sous une forme ou une autre (aide à l'enfance). Au risque de faire « catalogue » c'est finalement en mêlant les domaines d'intervention et leur déroulement chronologique que l'on peut, semble-t-il, le mieux cerner une action multiforme ayant mis en jeu de nombreux acteurs le plus souvent anonymes en espérant au bout du compte faire apparaître un tableau, le plus complet possible, mais sans occulter les pièces manquantes du puzzle...Puzzle trop difficile à reconstituer pendant les premières années de la guerre où les missions ont été sans doute assez discrètes sinon obscures, ce qui ne préjuge en rien de leur efficacité ! C'est à partir de l'année 1944 (et surtout du grand bombardement du 26 mai) que l'action de la Croix-Rouge lyonnaise apparaît en pleine lumière, toutefois nous ne pouvons pas passer sous silence deux activités « de guerre », l'une ponctuelle : **l'aide aux réfugiés** lors de l'exode de 1940 et une action sur toute la durée du conflit : **la recherche des disparus**. Enfin **la protection de l'enfance**, dans un contexte de grande pénurie, a représenté une œuvre de longue haleine.

³⁷ Une définition très complète est donnée dans la brochure « *Au service de la CRF* » P.52

³⁸ Cf. « *Au service de la Croix-Rouge sous l'occupation* » P. 52 et svtes, et les articles de G. Cotte et de Jacques Delaye dans « *Album du Crocodile 1949* » P. 3 et svtes, « en réponse aux critiques du Dr Rousset »

DES MISSIONS DANS LA GUERRE :

1940-1943...

Avant d'aborder l'étude de la Croix-Rouge lyonnaise durant la guerre, essentiellement dans son action d'aide aux civils, il semble nécessaire d'évoquer le problème plus général des relations de la CRF avec le Secours National dont on a précisé auparavant qu'il était l'organe coiffant toutes les associations de secours, mais là totalement sous le contrôle de Vichy. Malgré sa volonté d'indépendance hautement proclamée, difficile pour la Croix-Rouge de préserver toute sa liberté d'action à l'égard d'une institution avec qui il lui fallait obligatoirement travailler, mais inversement le Secours National ne pouvait ignorer l'importance et la nécessité d'une organisation de secours telle que la Croix-Rouge... Dans ce contexte quelle marge de manœuvre l'institution de Vichy a-t-elle laissée à la CRF ?

CROIX-ROUGE ET SECOURS NATIONAL

La loi du 4 octobre 1940³⁹ relative au Secours national précise :

Il (le Secours National) complète l'action des pouvoirs publics et coordonne l'action des œuvres privées dans leur aide aux populations civiles éprouvées par la guerre et ses suites. (Art. 2)

L'article 3 mentionne certaines des actions évoquées ci-dessus : « *l'assistance par le travail, le ravitaillement, le logement, l'habillement, le chauffage* »

Dans la limite des attributions ainsi définies le Secours national est seul qualifié pour formuler des appels à la générosité et recevoir des subventions de l'Etat ou de diverses collectivités publiques »

(Art. 4) Les œuvres privées qui ne se soumettraient pas aux injonctions faites par le Secours national dans les limites de sa compétence pourront être frappées de l'interdiction de poursuivre leur activité. Cette interdiction sera prononcée par décret en conseil d'Etat »

(Art.5) Le Secours national pourra déléguer aux œuvres privées qui ont une spécialité nettement définie et dont la liste sera établie par décret le pouvoir de poursuivre leur mission dans les conditions de leur fonctionnement habituel en liaison avec l'autorité publique.

Il est bien évident que ces articles concernaient au plus haut point la Croix-Rouge. Mais de sa part aucun commentaire... tout simplement parce qu'elle est alors en pleine restructuration et c'est précisément dans son statut officiel d'organisation unifiée que l'on trouve mention de la loi ci-dessus. Difficile de savoir en 1940-41 comment vont se partager concrètement les tâches, mission par mission, sinon que l'on verra, par exemple pour la confection des layettes, disparaître les ouvriers de la SSBM au profit de ceux du Secours national. On sait aussi que la « nouvelle » CRF tout en tenant à garder ses financements propres par appel à la générosité publique a été obligée d'abandonner ce droit ou plutôt de faire ces appels en commun avec le Secours national à charge pour celui-ci de lui accorder les crédits nécessaires, accord précisé dans les circulaires aux délégués en date du 27 octobre 1941 pour la CRF (et du 14 juillet 1941 pour le Secours national). En fait il faut attendre un texte paru dans le **Bulletin d'information de juin-juillet 1943**⁴⁰ pour une définition plus précise du partage des tâches entre les deux institutions. Parmi les huit domaines d'action envisagés, examinons les missions plus particulièrement attribuées à la Croix-Rouge.

- D'abord l'**action médicale** sauf pour les dispensaires privés à qui le Secours National (SN) continuera de verser les subventions nécessaires (mais pour le matériel médical et les produits pharmaceutiques ces

³⁹ Journal officiel du 19 octobre 1940

⁴⁰ Direction de la Documentation... CRF Paris. Voir aussi annexe N°2

dispensaires devront s'adresser à la CRF) . On voit par là l'importance de la Croix-Rouge dans un domaine que nous avons laissé de côté mais qui est, pour l'association de Dunant, évidemment essentiel.

-L'enfance de 0 à 3 ans pour le Service des Layettes et le Goûter des Mères: à charge pour le SN de verser des subventions en fournitures et remboursements des « points de textiles » ou des frais alimentaires, en revanche la CRF doit avoir un accord du SN pour toute nouvelle création. Pour le placement des enfants en dessous de 3 ans (placement familial ou pouponnière) l'accord doit se faire sur le prix de pension et les contrôles nécessaires , mais la CRF assure les dépenses afférentes aux placements qu'elle gère.

Au-dessus de 3 ans la Croix-Rouge ne doit s'occuper que des enfants nécessitant une surveillance médicale.

- La CRF a la charge du **Service Social à l'intérieur des camps et prisons** (tandis que le SN assure l'aide aux **familles** des internés et prisonniers). Ce chapitre (le Vème) mérite toute notre attention car il fixe les modalités d'action de l'association et l'on sait les polémiques qui ont pu naître à ce sujet. Dès 1941 le **Comité de coordination des secours destinés aux camps d'internement** réuni les 8 et 9 septembre 1941 à Nîmes (d'où son nom « Comité de Nîmes ») avait vivement critiqué les mesures prises par le gouvernement français et les critiques visaient aussi la CRF qui, selon les associations réunies,⁴¹ ne faisait rien pour les internés. La CRF avait quitté les discussions...Néanmoins un compromis était intervenu par la suite en confiant à la CRF la coordination des œuvres de secours. C'est ce compromis qui semble, en partie, avoir été repris dans cet article : la CRF n'est pas la seule avoir accès à l'assistance aux prisonniers et internés, à charge pour les autres « œuvres visiteuses » de coordonner leurs actions avec elle. La CRF est aussi chargée de centraliser toute la documentation concernant cette assistance. Autre point important, l'aide alimentaire apportée dépend directement du Ravitaillement général et les matières textiles (le vestiaire, la lingerie, les couvertures) sont fournies par le SN à la CRF, étant bien précisé que pour toutes ces fournitures ce sont les sinistrés qui sont considérés comme prioritaires et que, pour l'aide aux internés et prisonniers civils, la CRF doit se limiter aux besoins urgents. Par exemple pas question de constituer dans les camps ou les prisons un vestiaire permanent, sinon tout au plus, un stock de dépannage (les besoins devaient se faire particulièrement ressentir et la précision suggère que les demandes étaient pressantes). Cette aide dépendait donc financièrement du Secours national... Limite évidemment cruciale. Dans ce chapitre la mention particulière des Quakers et des Conférences de St Vincent de Paul est intéressante, là encore le SN subventionne ces œuvres, mais c'est après avis de la CRF qui doit là encore coordonner sur un plan général, toutes les actions. Ainsi la Croix-Rouge joue-t-elle un rôle central⁴², ce qui peut expliquer qu'elle ait vigoureusement défendu, par exemple à Lyon pour la prison Montluc, ses prérogatives...mais alors (1944) dans un contexte où le gouvernement de Vichy était totalement inféodé à l'occupant, et la CRF soumise à un contrôle des plus stricts...

- L'aide aux familles de prisonniers et internés est assurée par la CRF pour les informations, les colis, la correspondance, et seulement à titre exceptionnel pour les secours d'urgence aux familles. L'assistance permanente revient au SN. En revanche l'aide morale en cas de condamnation ou d'exécution est du seul ressort de la CRF. Mission particulièrement délicate quand se multiplieront les victimes de « l'ordre nazi » laissant les familles dans la dramatique incertitude de l'identité des fusillés abandonnés le long des routes ou dans les charniers.

- Le VIème chapitre traite aussi d'un aspect qui concerne particulièrement Lyon, nœud ferroviaire très important : les **Centres d'accueil permanent dans les Gares**. Destinés à fournir les repas servis sur place aux « *évadés, réfugiés, enfants des colonies de vacances en partance ou en transit ; il en sera de même pour les ouvriers allant travailler en Allemagne et les prisonniers civils et internés* » Ces centres

⁴¹ Le Comité de coordination des secours destinés aux camps d'internement en France et qui s'est réuni à cette date, était composé de 24 associations sans compter la CRF (voir G **Chauvy** op. cit. P.211 et **Dr Le Bras** op.cit.)

⁴² C'est aussi en raison de ce rôle central que les critiques ne manqueront pas de s'exercer après guerre...

incomber complètement à la Croix-Rouge qui doit cependant fournir toutes les pièces justificatives permettant au SN d'obtenir du Ravitaillement général les stocks de nourriture nécessaires.

- L'approvisionnement en période de grande pénurie est un problème récurrent. Cet aspect détaillé pour chaque domaine dans les articles précédents est repris d'une façon plus synthétique au chapitre VII

- La question des sinistrés et réfugiés est abordée au chapitre VIII. Là encore retenons les lignes essentielles susceptibles de nous éclairer sur les domaines d'intervention de la CRF, par exemple dans les bombardements « *la CRF complète l'action de la Défense passive et de l'action sanitaire* » et immédiatement après le texte ajoute « *la toilette des morts est faite par des infirmières qui ont également pour charge d'assister les familles au cours des opérations de reconnaissance des victimes* ». Toujours dans ce contexte de sinistres de guerre il est précisé que la Croix-Rouge ne doit faire aucun secours en espèce ou en nature hormis ce qui concerne les enfants du premier âge (layette, lait, farines alimentaires). En cas d'évacuation « à froid » ou spontanée « à chaud » la CRF se charge de fournir le personnel nécessaire au convoiement des réfugiés avec le souci d'établir des fiches familiales selon un modèle fixé par le SN et elle doit assurer la surveillance sanitaire des populations déplacées. L'aide en cas de calamités publiques (incendies, inondations) incombe aussi à la Croix-Rouge avec la collaboration éventuelle du SN suivant une entente à établir localement. Cela se produira effectivement dans le département du Rhône (novembre 1944 à Vaulx-en-Velin, commune limitrophe de Lyon) à la suite de redoutables inondations.

Sans doute le chapitre VIII intègre-t-il l'expérience, alors récente, de l'exode massif consécutif à l'invasion de la France en 1940... Ce besoin de clarification des missions entre l'institution officielle de l'Etat français et des institutions privées comme la Croix-Rouge se situe, il est utile de le souligner, à la charnière de deux périodes : celle des mesures prises dans l'urgence de l'invasion et du partage du territoire français et, après le tournant de 1942 dans la perspective de durs affrontements entre l'Axe et les Alliés dans une France désormais entièrement sous la « botte nazie ». A cet égard si la dépendance par rapport à Vichy a pu paraître réelle mais somme toute « gérable », s'est révélé progressivement au cours de notre étude un autre appareil de contrôle autrement plus contraignant et dangereux : celui de la Croix-Rouge allemande « *totalelement intégrée dans les rouages du régime nazi* » selon la formule de Gérard Chauvy, en fait courroie de transmission redoutable vers **l'Abwehr, le service secret de renseignements allemand.**

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE ET SA SUJETION A L'OCCUPANT⁴³

Il nous faut aborder cette délicate question en précisant que ce que nous pouvons en savoir est extrêmement parcellaire et limité. Dans son ouvrage le docteur Le Bras cite, parmi tous les organismes que **l'Abwehr – France** utilise pour exercer sa surveillance, la délégation de la Croix-Rouge allemande « *[...] dont le rôle de surveillance d'une autre société nationale de Croix-Rouge ne constitue pas l'un des moindres scandales de cette seconde guerre mondiale* »⁴⁴. Le même auteur donne pour preuve de cette ingérence de la Croix-Rouge allemande dans les activités de la Croix-Rouge française l'exemple du lait condensé ou des layettes et les relations épistolaires entre les prisonniers de guerre et leurs familles : ainsi un formulaire de la CRF concernant les prisonniers de guerre est-il interdit en 1943. Mais : « *là où la DRK va se montrer sous son jour le plus pernicieux c'est le contrôle exercé sur les personnels de la Croix-Rouge Française : l'Abwehr détient en effet très tôt les listes numérotées de tous les personnels de la Croix-Rouge Française. Rien ne doit échapper aux services secrets allemands* » En résumé il semble bien que la DRK (Deutsches Rotes Kreuz) informait les services de l'Abwehr sur tous les éléments qu'elle jugeait « dangereux » et qui oeuvraient au sein des Sociétés nationales des pays occupés, c'est-à-

⁴³ Nous empruntons ce titre à l'un des chapitres de l'ouvrage du Docteur Le Bras op. cit. P. 66– et svtes

⁴⁴ Dr Le Bras : op. cit. P. 67-69

dire les responsables non seulement dans les instances au plus haut niveau mais aussi à l'échelle régionale ou départementale. Dans la pratique cette surveillance devait s'avérer assez difficile, compte tenu des effectifs de la CRF, mais étaient particulièrement visées les conductrices-ambulancières qui pouvaient se déplacer et les infirmières qui s'occupaient des internés résistants ou raciaux (dans la faible limite des moyens dont elles disposaient).

Il faudrait pouvoir consulter toutes les archives existantes de la DRK pour connaître les contraintes qu'elle pouvait exercer sur la CRF, et les renseignements qu'elle pouvait fournir, y compris sur les simples secouristes soupçonnés d'être des réfractaires au STO ! Certes le contrôle de la DRK avant 1943 ne pouvait s'exercer de la même manière au Nord et au Sud de la ligne de démarcation mais, après l'occupation totale du territoire, la différence devint totalement formelle. Nous n'avons connaissance que de trois documents de l'Abwehr concernant la Croix-Rouge du Rhône (en date de novembre 1943, de janvier et mars 1944) mais il y en eu sans doute d'autres... Ils prouvent qu'au moins certains de ses personnels étaient bien dans la ligne de mire de l'occupant notamment son délégué départemental dont l'internement à la prison Montluc ne devait rien au hasard ou au fait que c'était un militaire. Tout en ignorant sans doute l'ampleur de cette surveillance policière, celle-ci ne pouvait toutefois échapper complètement aux membres responsables des Comités ou de leurs adjoints. On s'explique ainsi beaucoup mieux la prudence de ces responsables soulignée à maintes reprises dans le témoignage de Melle Godinot ! En outre ces éléments sont susceptibles d'éclairer un épisode très controversé et quelque peu obscur concernant l'aide alimentaire aux prisonniers civils de Montluc ou plutôt son interruption au cours de l'année 1944, peu avant la Libération. Il nous faudra revenir sur ce point dans le chapitre concernant cette importante prison de la Gestapo.

En l'absence d'archives allemandes significatives concernant la Croix-Rouge dans le département du Rhône, avouons qu'il est impossible de prendre la mesure de l'influence de la DRK sur les Comités et Délégations départementales comme sur l'ensemble de la CRF. Que les contraintes de l'occupant aient été écrasantes c'est une évidence que nul ne songe à contester, dans ce contexte il est bien difficile de faire la part de ce que Joël le Bras nomme un « *jeu subtil, acrobatique, et pernicieux des concessions des ruses des compromis, voire même des compromissions dans un univers où tout autant qu'au sein de la population elle-même coexistaient, dans des proportions analogues à celle de l'organisation, patriotes et collaborateurs* ».

Qu'elle qu'ait pu être l'attitude individuelle de tel ou tel de ses membres, ce qui importe dans notre étude c'est de mesurer le rôle de la Croix-Rouge à l'égard des populations civiles en détresse, en quelque sorte le bilan de son action, forcément dépendant des marges de manœuvre plus ou moins réduites selon le type de ses activités philanthropiques... Nous souscrivons donc volontiers à la conclusion du Dr Le Bras, qui, pour le Finistère, a eu davantage de documentation sur cet aspect :

« *La Croix-Rouge française qui pour assurer non seulement le mieux-être des prisonniers de guerre mais aussi celui des sinistrés ou des populations civiles, accepta certains diktats de la DRK [...] sut aussi et sans même qu'il soit nécessaire d'évoquer les multiples actions individuelles contre l'occupant menées par nombre de ses membres, démontrer un véritable esprit de patriotisme collectif. On trouve ce dernier particulièrement développé et actif dans de multiples Délégations départementales et Comités d'Arrondissement et même au sein de la Direction Générale où des services comme ceux des Transports, des Conductrices ambulancières ou des internés civils payèrent un lourd tribut à la répression nazie* »

En gardant en esprit les multiples contraintes que l'on vient d'évoquer, il s'agit maintenant de suivre le cours chronologique des événements en essayant de cerner l'évolution progressive des missions d'aide aux civils amplement assumées par la CRF... Quant à l'exemple lyonnais, dans un contexte de plus en plus difficile, il peut tout particulièrement éclairer la mise en œuvre sur le terrain des dispositions prises à l'échelon national.

1940 : L'AIDE AUX REFUGIES DE L'EXODE

Malgré les multiples études, évocations, reconstitutions, peut-on imaginer ce que furent le traumatisme de la défaite de 1940 et son cortège de détresses : des millions de réfugiés jetés sur les routes...Tous les ouvrages édités par la Croix-Rouge ont, à juste titre souligné son rôle primordial pendant ce dramatique exode. Avant même ces massifs déplacements l'évacuation d'une partie des habitants de l'Alsace, de la Lorraine, et des zones exposées avait, pendant la « drôle de guerre », mobilisé les personnels sanitaires et les services sociaux de la Croix-Rouge. Malheureusement pour le département du Rhône peu de documents mentionnent l'aide de ces services en faveur des évacués ou des réfugiés. Rappelons que l'Association (avant 1941) n'a pas encore de statut unifié...Cependant deux témoignages rendent compte des problèmes que les Comités de province ont eu à résoudre dès le début de la guerre, soulignés ici dans un rapport du Comité de Lyon :

*Nous avons dû improviser des choses bien difficiles [à propos des évacuations] : en quelques heures recevoir, héberger, trier des milliers d'enfants, les installer dans la campagne, les encadrer, les vêtir, ne pas les perdre. Tout va se stabiliser mais quelle surprise lorsque, vendredi 1^{er} septembre, notre village désigné pour un contingent de 60 enfants dont la réception était arrangée, vit déferler, la nuit un troupeau de 580 enfants ! C'est fou...*⁴⁵

L'autre témoignage est celui d'un responsable de la Défense passive⁴⁶ qui décrit le rôle de l'organisation humanitaire en évoquant, après la défaite, l'arrivée de l'occupant :

Le 19 juin 1940, jour de l'entrée des troupes allemandes dans la capitale de la soie, restera une date mémorable pour les Lyonnais [...]

A 5 heures du matin, tout trafic étant suspendu, les trains étaient arrêtés et garés sur les voies.

Les réfugiés du Midi où l'on redoutait une attaque italienne comme ceux en provenance du Nord furent contraints de demeurer à Lyon où les services hospitaliers les dirigèrent sur des Centres d'accueil préparés à leur intention par les Sanitaires. Vision effarante et inoubliable que cet exode de réfugiés de tous âges, de toutes conditions : infirmes, vieillards en guenilles, aux yeux obstinément ouverts et hagards où se reflétait l'infinie tristesse des jours sans espoir, jeunes mamans tenant leur bébé dans les bras, malades au visage ravagé par la souffrance et la fièvre, tous fourbus de fatigue, à demi-morts de faim et de frayeur, tous reposant là, assis ou couchés sur leurs maigres bagages. La Croix-Rouge représentait pour eux, en ce jour maudit, la divine providence, ce havre de paix où l'on recherche l'abandon de soi-même.

La Défense Passive ayant en charge les Centre d'accueil du Groupe Labbé et les vastes locaux du Palais de la Foire (qui hébergea plus de 200 000 réfugiés) il n'est fait aucune autre mention de la Croix-Rouge dans ce cadre là. Cependant la ville de Lyon étant considérée comme « centre d'éclatement » des réfugiés on peut facilement imaginer la contribution indispensable des infirmières de la Croix-Rouge tant dans les soins apportés que dans la distribution du ravitaillement. Preuve en est un document officiel⁴⁷ qui mentionne que Melle De Leusse, infirmière CRF, a assuré, parallèlement à ses activités au service des malades et blessés de l'hôpital Desgenettes (hôpital militaire), l'assistance nécessaire aux réfugiés en mai et juin 1940. Par la suite des infirmières ont œuvré au sein des Centre d'accueil spécifiquement Croix-Rouge, notamment dans les Gares et les Foyers de ses hôpitaux. Quant à Melle de Leusse, elle a pris des fonctions importantes au siège de la Croix-Rouge, place Antonin Poncet, probablement vers 1942...

⁴⁵ Rapport du Comité de Lyon cité dans l'ouvrage « *1919-1940 Les femmes au service de la France* » (T I : La Croix-Rouge française) P. 22

⁴⁶ Georges Gilonne « *Lyon de guerre* » P.48

⁴⁷ Grande Chancellerie de la légion d'honneur : Melle De Leusse a été élevée au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur pour sa longue carrière et son action au sein de la CRF - Procès verbal de réception en date du 7 octobre 1975

Cette aide aux réfugiés s'est prolongée dans une autre activité qui en est une conséquence. Au cours de ces transferts de population, dans ces chaotiques exodes, des familles ont été séparées, et c'est à la Croix-Rouge qu'il est fait appel pour retrouver les personnes disparues. A cet égard il faut distinguer la recherche des militaires dont on est sans nouvelle (morts ou prisonniers ?) et celle des civils... La Croix-Rouge a dû développer des missions selon ces deux axes.

LA RECHERCHE DES DISPARUS : MILITAIRES ET CIVILS.

Les premières mesures coïncident avec la défaite, elles ont répondu à l'urgence...

Au moment de l'exode, Mai Juin 1940 nous organisons un fichier pour la recherche des dispersés, hâtivement improvisé ce service allait être mis au point quand l'invasion du territoire le rendit inutile.

Mais il restait dans l'imbroglio des mouvements massifs (10 000 000 de Français sur les routes) des cas spéciaux nécessitant l'intervention de la Croix-Rouge Française.

Nous avons notamment établi un fichier d'enfants perdus et d'enfants trouvés, puis nous avons établi les recherches à travers les lignes de démarcation quand toute correspondance était interdite.⁴⁸

Avec la nouvelle CRF unifiée il faut une action beaucoup plus organisée qui -coordonnée à celle de la Croix-rouge internationale- permette de couvrir un large territoire... Nous avons exclu de notre champ d'étude les prisonniers de guerre, mais il est difficile de passer sous silence la recherche des militaires disparus, parce qu'après l'armistice cette mission a été prioritaire et surtout parce qu'elle a servi de modèle à la recherche des civils.

Dès le premier numéro du **Bulletin d'information de mars 1941** le problème des disparus militaires et civils est évoqué et par la suite de nombreux articles font le point des actions menées conjointement par la Croix-rouge internationale et la Croix-Rouge française. Concernant spécifiquement le Rhône, le seul document retrouvé date du **15 Janvier 1942⁴⁹**, la Délégation départementale adresse à tous les maires des communes de son territoire, un courrier dont l'objet est la recherche « systématique » des militaires dont on est sans nouvelles depuis le 1^{er} juillet 1940. Cette tâche la CRF s'en acquitte en envoyant un modèle de fiche de renseignements⁵⁰ qui est à remplir pour chaque disparu. Il s'agit de constituer des cartes à incorporer au fichier central que gère la Croix-Rouge internationale à Genève. On voit bien, à partir de cet exemple, comment les services de renseignements centralisés à Genève utilisent tous les niveaux de l'Association pour œuvrer à l'échelon le plus local et cela par l'intermédiaire de Paris (Bureau installé 65 rue de la Grande Armée, pour le Service central des Disparus militaires). A Lyon c'est le directeur départemental de la propagande M. Pierre SEINE qui est responsable de cette mission de collecte des informations. L'intérêt de ce courrier envoyé aux maires n'est pas seulement de rédiger des fiches mais aussi de connaître la situation des familles concernées pour des aides éventuelles, l'aspect social remplaçant désormais l'aspect d'aide médicale au soldat :

Nous vous demandons de nous faire connaître en même temps la situation matérielle des familles ainsi éprouvées, afin de pouvoir le cas échéant, faire intervenir une aide. Il va sans dire que ce renseignement est d'ordre confidentiel et que cela ne peut en aucun cas constituer un engagement ferme de notre part.

Comment cette tâche a-t-elle été accomplie ? Combien de fiches ont été recueillies ? Notre ignorance est malheureusement totale quant aux résultats...En outre ce document fait certainement suite à beaucoup d'autres qui ont disparu dans la documentation locale mais que l'on retrouve mentionnés dans les Bulletins officiels.

⁴⁸ « **Au Service de la Croix-Rouge française sous l'occupation 1940-44** ». « Familles dispersées » P.49

⁴⁹ **Archives de l'Archevêché de Lyon - Fonds 11/II/185**, un « double » du courrier de la Délégation départementale, transmis au cardinal Gerlier --Annexe N°8

⁵⁰ Voir le modèle de la fiche en annexe (N° 8 bis)

En effet cette mission de recherche avait été entreprise bien avant, dès le début du conflit, mais la mise en place de services opérationnels a pu demander un certain temps pour fournir des résultats. Un document figurant dans le **Bulletin d'information de la CRF** ⁵¹ en date de **juillet 1941** précise :

La recherche systématique des disparus militaires par l'intermédiaire des Délégués départementaux et des Comités locaux a permis de juger de l'efficacité du système employé. Les résultats sont très intéressants. Il est alors fait référence à la **circulaire N° 8** (du 1^{er} février 1941) sur la recherche des disparus militaires répétant que cette action « *donne d'excellents résultats* » On y apprend que le nombre de ceux dont on est sans nouvelle en France « continentale » est alors (été 1941) de 35 000, en fait l'estimation est à diminuer d'un tiers après vérification auprès des Services de l'Etat civil (sur environ 1 500 000 prisonniers), estimation à 15 000 fiches de recherches qui devront incomber aux services de Genève. A la suite de quoi : *La Croix-Rouge peut donc maintenant passer à la recherche des disparus civils suivants les mêmes principes. [...]*

En 1941 la recherche des civils disparus est aussi une urgence! Et l'expérience acquise sera précieuse : *L'expérience faite par le Service des Disparus militaires permet de régler immédiatement dans le détail le service de fichier nécessaire.*

A Vichy un service correspondant est organisé qui permettra d'assurer toutes les correspondances en zone libre dans les conditions les plus rapides.

Suit la **circulaire N°11** (du 19 juin 1941) organisant le Service de Recherches des disparus civils. Comme celle qui concerne les militaires elle fait appel à une information recueillie sur le terrain, à l'échelon municipal. Et là le rôle des Comités est bien souligné :

C'est par l'intermédiaire de chaque Comité local de la Croix-Rouge que doit se faire le travail dans la zone du Comité. Il faut, en effet, que la recherche des disparus civils ne se borne pas à la confection d'une fiche, mais que le contact soit établi et gardé avec la famille de ces disparus. La recherche doit donc être faite commune par commune, et il faut que les renseignements nous parviennent groupés à Paris. [...]

Les Comités locaux doivent aussi signaler les tombes de civils étrangers inhumés dans chaque localité. Le travail est complémentaire de la recherche des disparus, il ne peut en être séparé.

Sur un plan pratique les consignes sont les mêmes que pour les disparus militaires, mais elles diffèrent légèrement entre 1941 et 1942... En 1941 un questionnaire court pour chaque fiche avec le nom du demandeur, les fiches doivent être remplies en 3 exemplaires et deux d'entre elles envoyées directement à Paris ou à Lyon (pour la zone libre) « *regroupées* » par communes ou par lots de 25 quand il s'agit de villes. Tandis qu'en 1942 les fiches individuelles envoyées par les maires en un exemplaire sont regroupées par chaque Délégation départementale qui se charge de les faire parvenir aux services compétents. Apparemment en 1942 les tâches semblent davantage contrôlées par cet échelon territorial intermédiaire pouvant relancer les communes. Les procédures s'étant avérées sans doute assez lourdes, le même courrier recommande de s'adresser à des aides bénévoles :

Il nous paraît tout indiqué que pour vous seconder dans cette tâche, vous fassiez appel soit à nos membres correspondants soit à la Section de votre commune de la Légion des Anciens Combattants.

En mars 1942 le siège central de la CRF estimait à 50% les recherches ayant abouti pour les disparus militaires sur 17 837 fiches reçues. Malheureusement il faut s'en tenir à ces informations puisque nous n'avons aucune donnée chiffrée pour le Rhône, ni pour les militaires ni pour les civils. Et dans d'autres départements ? A titre de comparaison, et malgré une documentation officielle beaucoup mieux conservée, le Comité de Beaune en Côte d'Or est, lui aussi, muet sur les résultats des recherches qui se sont d'ailleurs prolongées sur toute la durée de la guerre. Car cette action prend un aspect encore plus tragique quand les victimes se multiplient avec les exactions de l'occupant : « *Familles dispersées c'est sous ce vocable que nous avons entrepris les premières tentatives pour venir en aide aux prisonniers et aux internés civils* » est-il écrit dans la brochure intitulée « **Au service de la Croix-Rouge** » éditée après la guerre. Le chapitre concernant les internés de la prison Montluc ou les identifications de victimes, éclairera cet aspect important, douloureux et parfois controversé, des missions de l'Association...

L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE DE L'ENFANCE

La Croix-Rouge a toujours pris soin de la petite enfance ou première enfance (c'est-à-dire entre 0 et 3 ans) et l'éventail de ses activités est très large : consultations de nourrissons, pouponnières, « goutte de lait » (distribution de lait condensé et matériel de biberonnerie), goûters des mères (confié par le Secours National à la CRF⁵²) placements familiaux, colonies sanitaires... Pour ce qui concerne le Rhône, nous concentrerons notre attention sur ce qui est précisément mentionné dans les « **Activités**⁵³ » une **pouponnière** « ultra-moderne » et le surtout le **service des layettes** qui semble avoir été très actif pendant la guerre. Dans ce dernier domaine nous disposons de renseignements précieux grâce à la brochure déjà citée, et parue en octobre 1948 : **Au Service de la Croix-Rouge française sous l'occupation 1940-44 :**

« Il naît, en moyenne, en France, 500 000 enfants (535 000 en 1940) Il faut que la Croix-Rouge puisse répondre aux besoins des foyers économiquement faibles (15 à 20 %, 60 000 à 65 000 layettes) et leur assurer, non pas la totalité de la layette indispensable mais un appoint important... »

Qu'en est-il dans la région lyonnaise ?

Le **Bulletin d'information de septembre 1941** (N°6) annonce la création d'un service des Layettes à **Lyon**, et c'est à la fin de la même année qu'il fonctionne au **15 de la rue Puits-Gaillot** sur le modèle de l'organisation parisienne (rue de la Boétie), il est dirigé par Mme Marc **BROSSET-HECKEL** qui était auparavant la Présidente du Conseil des Dames (SSBM avant l'unification des 3 sociétés) et par Mme Charles **FRACHON**. Certes la question des layettes est moins aiguë en zone libre qu'en zone occupée parce que moins dévalisée par les achats individuels de l'occupant allemand, ensuite parce 50 000 layettes américaines ont été apportées successivement par les bateaux de la Croix-Rouge américaine et réservée à la zone libre, mais les besoins augmentent rapidement comme le soulignent les statistiques : (les premiers chiffres concernent la zone libre)

1942.....	1.289.259,95	sur un total d'achats de	10.203.678,75	(en francs de l'époque)
1943.....	6.105.638,70	-	-	16.066.515,85
1944.....	15.541.018	-	-	34.475.691.

La Croix-Rouge à l'échelon national contrôle l'approvisionnement en tissus et répartit les layettes par ses Comités locaux, les achats « *strictement contrôlés... sur présentation des factures acquittées* » sont remboursés par le Secours National qui se charge aussi de la confection dans ses ouvriers : les brassières et les chaussons sont livrés -déjà confectionnés- à la Croix-Rouge... Dans ce domaine apparaît bien le partage des tâches déjà évoqué entre le Secours National et la CRF.

Après la disparition de la ligne de démarcation, la même organisation demeure centrée sur ses deux pôles parisien et lyonnais « *avec une légère modification géographique* » sans autre précision. Mais surtout, en 1942 au moment de l'invasion de la zone Sud par les Allemands, la Croix-rouge achète, dans l'urgence, et dans une discrétion absolue, sur ses propres deniers, en bloc tout le stock disponible des industriels de Roanne, soit six wagons de « tissu vichy » : piqué, tissu fileté...

Le problème de l'approvisionnement en lait condensé pour les enfants du premier âge est encore plus difficile à régler car -en zone occupée- il est entièrement soumis aux autorisations allemandes, ce qui sera aussi le cas dans la zone sud à partir de la fin 1942. Les approvisionnements viennent essentiellement de Suisse et secondairement des Etats-Unis, et pour les Etats-Unis les bateaux arrivent à Marseille⁵⁴. C'est au moment de la Libération que le problème se pose, de manière cruciale, pour l'ensemble du territoire. Fin 1943 et début 1944 la Croix-Rouge établit une répartition générale des

⁵² Circulaire du Secours National N°2 du 10 novembre 1941 (**Bulletin de l'information de la CRF N°9** décembre 1941). Ce goûter est distribué aux femmes enceintes de plus de 5 mois, aux mères et enfants de 6 mois à 3 ans.

⁵³ **Archives de l'Archevêché de Lyon**, Fonds 11/II/185 (voir note 35)

⁵⁴ « A cette époque, bien que cela puisse paraître surprenant des bateaux entiers battant pavillon de la Croix-Rouge américaine arrivent à Marseille » « **Au service de la Croix-Rouge française** » op.cit.P 27

stocks de lait⁵⁵ afin que, malgré les difficultés dues aux transports (déjà gravement compromis en 1943) et en toute éventualité (prévision de combats), les nouveaux-nés ne pâtissent pas d'une situation alimentaire dramatique. La Croix-Rouge s'adresse alors à des « Sociétés à succursales multiples » pour en faire les gérants bénévoles du lait stocké. Pour les départements du Sud Est ce sont les Etablissements du Casino à St Etienne qui vont servir de « docks ». De plus à la Libération, et en coopération avec le CICR, Lyon a pu recevoir 100 000 boîtes de lait dans les derniers jours d'août et première quinzaine de septembre 1944⁵⁶ approvisionnement sans doute nécessaire pour une ville de l'importance de Lyon, mais aussi pour un plus large territoire. Ainsi la Croix-Rouge de Lyon, par sa situation « stratégique » pendant la guerre, a-t-elle eu une importance qui dépasse largement son rôle départemental. Dans un cadre plus limité (l'agglomération) mais concentrant une forte population, c'est aussi la Croix-Rouge qui a assuré l'alimentation des habitants à la Libération comme nous le verrons par la suite.

La documentation spécifiquement lyonnaise mentionne une pouponnière « ultra-moderne ». C'est en octobre 1942 qu'elle a été créée, à proximité immédiate de Lyon, à la demande de deux membres du Comité (il n'est pas précisé lesquels...) qui s'étaient émus de l'état de détresse physique des nourrissons en bas âges « *confiés à des mains mercenaires* ». Pendant toute la durée du conflit la pouponnière, aménagée dans une villa de 12 pièces à Tassin-la-Demi-Lune, a pu accueillir vingt cinq berceaux c'est-à-dire : *...25 enfants appartenant à des familles nécessiteuses ou dans des situations tragiques (père déporté, mère malade...)*. Pour former le personnel une école d'Auxiliaires de puériculture est organisée. Ces créations pour les très jeunes enfants se sont maintenues bien au-delà de la guerre : par exemple c'est en 1950 que la fondation Gillet fait donation à la Croix-Rouge du domaine de La Chaux à St Cyr aux Monts d'Or, immense domaine qui aujourd'hui n'abrite plus de pouponnière (elle a été fermée en 1980) mais une école d'Aides soignantes, une Maison de repos et un Centre de Gériatrie⁵⁷ ...

Il est un autre domaine d'action très important qui concerne essentiellement, mais pas uniquement, les enfants : il s'agit des convois dont l'accompagnement était assuré par les infirmières CRF. Son organisation est alors confiée à **Mme MICHON**, femme d'un médecin collègue et ami du Professeur Paufigue, le nom de Mme Michon revient plusieurs fois dans les témoignages d'infirmières⁵⁸ et pas seulement pour les convois (en fait les rôles des « responsables » semblent souvent déborder leur attribution officielle, toute bonne volonté -ou disponibilité - est utilisée quand le besoin s'en fait ressentir...)

Combien de transports ont-ils été organisés ainsi et pour quelles destinations ? Impossible de le préciser, peut-être pour le sanatorium de Leyzin en Suisse ? Mais les destinations sont souvent moins lointaines, il s'agit alors de mettre à l'abri ou d'offrir un séjour de repos à de jeunes mères de famille, à des enfants de santé fragile ou à des vieillards. Les besoins ne manqueront pas surtout après les durs bombardements de mai, et en prévision d'autres que l'on peut appréhender.

Pour ce type d'action il faut souligner les difficultés de circulation, y compris par le train. Peut-être est-il utile de rappeler ici, brièvement, les tractations et multiples démarches effectuées par la Croix-Rouge dès le début de l'occupation, de juin à octobre 1940, pour obtenir un protocole très strict mais permettant de faire franchir la ligne de démarcation à des convois réguliers interzones pour les enfants isolés (deux départs et deux retours par mois), les malades et les vieillards (idem) et cela grâce à des ausweiss indispensables pour les infirmières mais délivrés au compte-goutte (20 ausweiss)⁵⁹. Le **Bulletin d'information de la CRF** en septembre 1941 fait état de 2800 enfants ayant pu passer la ligne de démarcation pour passer des vacances en zone libre malgré des difficultés jugées énormes. C'est alors, après octobre 1941, que la couleur des uniformes des accompagnatrices est modifiée : le bleu horizon remplace le tailleur marine dont le contrôle s'avérait impossible. Dans le Rhône ces missions ont été très importantes jusqu'à la disparition de la zone libre...

⁵⁵ Voir carte extraite de l'ouvrage « *Au service de la Croix-Rouge française* » P. 29. Annexe N°9

⁵⁶ Article de J. Delaye déjà cité

⁵⁷ Groupe de recherche historique sur l'évolution des soins infirmiers, sanitaires et sociaux de la CRF de 1863 à 1980(T III)

Direction de la documentation... CRF - Paris

⁵⁸ Melle Godinot et Mme Cueilleron témoignages recueillis respectivement en 1999 et 2006

⁵⁹ « *Au service de la Croix-Rouge sous l'occupation* » P. 12

Par la suite ces convoys (1943 1944...) se font la plupart du temps dans un cadre régional mais avec beaucoup de fréquences comme le confirment quelques témoignages... Le rapport d'un secouriste daté du 4 août 1944, le seul conservé parmi sans doute beaucoup d'autres, ne donne malheureusement que peu de renseignements sur les raisons précises et les destinations de ce genre de missions

Averti le 3 août vers 21h je me rendis le 4 août, comme demandé, vers 10h45 au Bureau des Infirmières 11 place A.Poncet pour recevoir de Melle Vial le détail de ma mission : prendre 13 billets entiers et 3 pour enfants de moins de 3 ans , en 3° classe pour Marlieux (sur la ligne de Bourg) à la gare de Lyon-Croix-Rousse, ceci pour le train de 13h 45 ; je devais ensuite réserver 2 ou 3 compartiments pour les personnes convoyées .

A 12h en gare de Lyon-Croix-Rousse arrivent 11 mamans et leur bébé et enfants dont un enfant de moins de 7 ans, accompagnés de 3 infirmières CRF – Il y avait devant les guichets des billets une « queue » d'une cinquantaine de personnes . Une infirmière en uniforme CRF prit les billets sans attendre c'est-à-dire 14 billets entiers et 1 pour enfant de moins de 7 ans [...]

Nous embarquons immédiatement les mères et les enfants de la manière la plus commode – Ayant de plus confié à Melle Roche (qui avait pris les billets) la sacoche de la Croix-Rouge (espèce de trousse de secourisme) et ma mission étant terminée, tout s'étant bien passé, et les mères étant convenablement installées- je me retirai. Il était 12h20. [...]

Signé ; le CE (chef d'équipe) secouriste ayant accompli ces missions⁶⁰

Bien que relatif à la période la plus tardive de la guerre -été 1944- nous intégrons ici le récit d'une infirmière convoyeuse qui montre que certaines missions pouvaient avoir d'autres implications, notamment à la veille de la libération de Lyon.

L'infirmière convoyeuse est chargée d'aller chercher un bébé à Grenoble pour le ramener à Lyon. La date d'abord mentionnée est précise : 20 août 1944 (dans son souvenir notre témoin a associé ce voyage au massacre de St Genis-Laval qu'elle a appris, dit-elle, peu après). Selon les consignes données, elle trouve au Comité de Lyon les deux jeunes chauffeurs d'une Citroën qui doivent effectuer le trajet. Au Comité de Grenoble on lui remet le bébé et les biberons. Sur le chemin du retour la voiture est obligée de s'arrêter dans un village où on leur fait savoir qu'il y a une attaque du maquis par les Allemands. Notre témoin, réfugié chez une habitante, a pu ainsi nourrir et protéger l'enfant pendant la fusillade. Le voyage se poursuit et la mission est accomplie sans autre problème. Peu après la guerre l'infirmière rencontre un des chauffeurs qui lui fait savoir qu'eux étaient chargés de transporter de l'argent à Grenoble pour le compte du maquis. Ces chauffeurs étaient des résistants « *c'étaient certainement des garçons connus de la Croix-Rouge...à qui on confiait cette mission, alors est-ce que Melle de Leusse savait qu'ils transportaient de l'argent pour le maquis ? Je n'en sais rien. Mais moi je n'ai rien su ! [...]* »

Le témoin a d'abord mentionné le maquis du Vercors mais devant notre remarque concernant la date (20 août le maquis du Vercors n'existe plus ...) il y a un doute, serait-ce le 20 juillet ? Ou s'agit-il plus probablement d'autres maquis encore existants en Isère ou en Savoie ? Ce détail montre évidemment la fragilité des témoignages surtout après tant d'années ! Mais difficile de mettre en doute la véracité « générale » de cette expérience vécue qui tend à prouver- ce qui est une hypothèse plus que crédible- que certaines missions Croix-Rouge en recouvraient d'autres, sauf que, dans le cas précédent, il est impossible de savoir si il y a eu ou non « complicité » des responsables CRF (au moins de certains) ou habile utilisation de l'organisation par la Résistance. On peut toutefois appuyer la première hypothèse par le fait qu'une publication franciscaine n'hésitait pas à écrire *A noter que la Croix-Rouge, à cette époque, couvre un ensemble d'activités complexes : il y a l'organisation des Equipes de Secouristes, pourvue d'une écurie automobile reconnue officiellement par Vichy et autorisée à porter le sigle de la Croix-Rouge, puis sous le couvert de ce sigle, se déploie toute une activité parallèle au service de la résistance : transport de blessés des maquis, d'agents de liaisons, de vivres, de médicaments...*⁶¹. Revue franciscaine sans doute bien renseignée puisque le couvent (dont faisait partie frère Benoît) était, pendant

⁶⁰ Rapport de Jean Costeplane secouriste du secteur du 4 ° arrondissement

⁶¹ « *Allez par les chemins* » Janvier/ Avril 1989 (N° 148 et 149) P.22

la guerre, un foyer de résistance. La revue fait-elle référence au temps où la Libération est proche ? Ou déjà bien avant ? Ce n'est pas précisé... De toutes façons, quelle que soit la période le danger n'en était pas moindre !

Si les missions évoquées précédemment traversent toutes les périodes de la guerre, les actions les plus visibles sur le terrain se situent en 1944, année où la documentation et les témoignages s'étoffent considérablement... Mais cela ne doit pas occulter le travail obscur et cependant essentiel d'organisation des secours qui vont occuper les instances nationales et locales pendant de longs mois. De 1941 à 1943 la Croix-Rouge formera des **secouristes** efficaces et mettra sur pied les **Equipes d'Urgence**, et tout ce qui concerne l'aide aux victimes des bombardements (ou autres) que certaines régions ont nécessitée plus tôt que la zone non occupée. Il faut rapidement évoquer ce point pour comprendre comment des mesures « sur le papier » ont été mises en œuvre nationalement puis localement (par les Comités) avant leur utilisation concrète pendant la dernière année de la guerre.

SECOURISTES ET EQUIPES D'URGENCE (1941/1943)

Dès 1942 la Croix-Rouge avait montré son efficacité durant les attaques aériennes qui avaient affecté la région parisienne, en particulier lors du premier bombardement de Boulogne-Billancourt en mars 1942. La Croix-Rouge lyonnaise bénéficiera de l'expérience acquise dans l'organisation des secours aux victimes.

Les équipes de secouristes ont été organisées les premières, très tôt (dès 1940). Dans l'entre-deux guerres la SSBM dispensait des cours de secourisme (surtout d'hygiène) et formait des secouristes dans le scoutisme mais ne cherchait pas ensuite à regrouper les jeunes qu'elle avait formés. En 1940 ce sont des jeunes filles ou jeunes femmes qui formeront les premières secouristes sous la direction à Paris de Madame de Pailleret. Les équipes d'abord exclusivement féminines accueillent rapidement des éléments masculins et surtout l'exemple se diffuse, au cours de l'année 1942, dans de nombreux départements. Les secouristes féminines -pour celles qui assuraient un service régulier- avaient un uniforme « de sortie » décrit ainsi (en 1943) : avec écusson à liseré blanc et, « à l'intérieur du service » blouse bleue, tablier blanc-ou rayé- et bonnet de crêpe de chine bleu. La présence de ces éléments féminins au sein des équipes de secouristes puis d'urgence pourrait, selon certains témoignages, expliquer la réticence des organisations scoutistes à l'égard de la CRF et leur choix de privilégier les Equipes nationales⁶² non mixtes. A noter que c'était la Croix-Rouge (seule habilitée à décerner le certificat de secourisme) qui dispensait les cours aux organisations scoutistes, celles-ci donc -malgré la réserve formulée précédemment- formaient avec « la section de la Jeunesse de la CRF » le vivier naturel des futurs secouristes.

Pour passer le Certificat ou Brevet de secourisme (les premiers ont été décernés en juillet et décembre 1941)⁶³ il fallait avoir 16 ans révolus mais à partir de quatorze ans les « juniors » pouvaient suivre des cours et passer dès l'âge requis l'examen établi sous le contrôle de la direction de l'Enseignement, ce qui explique l'âge parfois très jeune des secouristes de l'époque, ceux précisément encore en mesure de témoigner... mais ces « très jeunes » étaient écartés des missions difficiles dites de « circonstances exceptionnelles » où il fallait avoir 18 ans révolus et l'engagement réglementaire de la Défense Passive.

En 1942 des hommes et des femmes plus âgés viennent renforcer ces équipes de jeunes. La même année (octobre) sont créées des équipes de brancardiers qui ne nécessitaient pas de formation particulière. En 1943 la **Direction centrale des groupes de secouristes** remplace l'ancienne organisation destinée à la jeunesse. En effet les secouristes sont désormais d'âges variés, même s'ils demeurent toujours bénévoles. Ils s'intégreront aux équipes d'urgence.

⁶² Organisation de jeunesse créée sous la houlette de Vichy et dépendant du Secrétariat général à la Jeunesse

⁶³ **Direction de la Documentation...**CRF- Paris : Groupe de recherche historique « *l'Enseignement* » P. 50 et rapport de Christian Blavet, Directeur du Secourisme de 1947 à 1977 et *Cent Ans de la Croix-Rouge française* P.82-83

Les **équipes d'urgence** ont été mises en place progressivement, sur décision du directeur général de la CRF (M. de Rohan-Chabot) et sous l'aiguillon des événements **d'octobre 1942 à mars 1943** :

Il a semblé nécessaire devant l'aggravation des dangers que courent notamment les populations urbaines d'intensifier l'organisation d'équipes d'urgence sur tout le territoire et de créer une direction spéciale chargée d'en accélérer la mise sur pied immédiate (les documents soulignent toujours ce dernier mot) [...]

*Les leçons tirées des précédents bombardements ainsi que les difficultés croissantes de circulation ont amené à considérer comme indispensable l'utilisation complète des ressources locales chargées des secours pendant les premières heures qui suivent les sinistres*⁶⁴.

Les instances locales bénéficiaient d'une grande liberté dans l'organisation de ces équipes qui, cependant, ont toujours compté « *des infirmières, assistantes sociales, secouristes brancardiers et agent de liaison* »⁶⁵ Sans oublier les conductrices citées plus loin. Un document d'août 1943 donne une composition encore plus précise « *... un chef et un chef adjoint, quatre Infirmières ou Assistantes sociales. Aides médico-sociales ou secouristes, quatre brancardiers, deux estafettes* » mais avec la mention suivante « *variant suivant les ressources et les besoins locaux* » Précisons que les secouristes étaient formés de manière rapide compte tenu des nécessités. Ceux qui n'avaient pas le certificat de secourisme étaient désignés comme brancardiers : « *...Les équipes peuvent être constituées avec des effectifs plus réduits. Elles peuvent ne comprendre que des gens de bonne volonté qui suivront hâtivement des cours de brancardiers et de secouristes ou qui resteront, à la rigueur, non spécialisés. Et plus loin :... le recrutement doit être aussi large que possible : l'important est d'avoir des volontaires sur lesquels on puisse compter [...]* ». Effectivement... et tous les témoignages concordent, les équipes ont fonctionné sur ce principe de l'assiduité et de l'efficacité :

L'entrée en action des équipes d'urgence est déclenchée par la Croix-Rouge française sur demande de la D.P (Défense Passive). Leur commandement est exercé sous l'autorité de ces services par le chef d'équipe désigné par la Croix-Rouge.

A **Lyon** les équipes d'urgence, conformément aux directives de Paris, ont été formées dans le courant de l'année 1943, un document en date du **8 juillet**, destiné au Délégué départemental (Général Chevallier) et signé de la main de Melle de Leusse, Directrice des Secours, donne le schéma de l'organisation des équipes d'urgence de l'agglomération lyonnaise⁶⁶. Comme la circulaire parisienne le demande, ces équipes sont sous l'autorité directe d'un directeur local (ici une directrice) et relève aussi de l'autorité de la Défense Passive locale (Service de Santé). Le document distingue deux grandes catégories d'équipes locales :

- Les **équipes sanitaires** dites « d'intervention » elles-mêmes subdivisées en 3 catégories : **équipes hospitalières** pour venir en aide au personnel des hôpitaux, **équipes d'intervention** proprement dites, ou « légères », et les **équipes de réserve** dites « lourdes » ou « volantes » pour intervenir partout et notamment hors de la localité avec la même composition que les équipes « légères » mais renforcées de pionniers-terrassiers (équipe technique) et d'un agent de liaison motocycliste (et non d'un agent de liaison cycliste comme dans le cas des équipes d'urgence « légères »)

Toutes les équipes qui interviennent sur le terrain sont composées, selon les recommandations de Paris (infirmières, secouristes, brancardiers, agents de liaison...sans que le nombre total des équipiers soit précisé) et agissent sous la direction d'un Chef d'Equipe et d'un Chef Adjoint

⁶⁴ *Bulletin d'information de mars/ avril 1943 Direction de la Documentation...* CRF Paris

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ **Archives de l'Archevêché de Lyon- Fonds 11/II/60** (double transmis au cardinal Gerlier). Voir le document complet en Annexe N°10

-Les **équipes de secours social**, très variées où figurent, entre autres, les garderies d'enfants, les centres d'évacuation et de convoyage, et la garde des dépôts mortuaires.

Ajoutons que ce document s'accompagne d'un courrier en date du **12 juillet 1943**⁶⁷ destiné au Cardinal Gerlier pour demander le concours des communautés religieuses susceptibles de fournir, entre autres, des infirmières (Cf. chapitre : le rôle des Franciscains)

Les documents ne nous renseignent pas davantage, mais en référence aux actions des équipes Croix-Rouge de 1944 on peut dans le Rhône résumer ainsi leur organisation :

Les **équipes d'urgence** sous la responsabilité de M. Jean **PILA** (adjoint M. Bérard), avaient pour mission d'intervenir dans les bombardements ; la formation et la direction **des équipes de secouristes** étaient alors assurées par Mme Eva **WEBER**, ces secouristes étaient intégrés aux équipes d'urgence. Une **équipe technique** avait pour rôle d'être en priorité sur le lieu d'intervention pour dégager et préparer l'accès aux équipes de secours, son responsable M. Jules **MECHIN**, originaire de Versailles était peut-être un ancien militaire. Un **service automobile sanitaire**, composé de conductrices expérimentées, était placé sous la direction de Mme **de BEAUGRENIER**. Enfin des **équipes mortuaires** dont une plus spécialisée, avaient pour mission d'identifier les victimes, de les préparer pour une sépulture décente, d'avertir et de recevoir les familles. Les Lyonnais les plus anciens gardent un souvenir ému de ces équipes appelées aussi « Terre-Neuve »...

Si les équipiers ont connu ces responsables, ils ne sont pas aujourd'hui en mesure de nous renseigner sur ces personnalités, sur leur parcours au sein de la Croix-Rouge en dehors du fait qu'il s'agissait toujours de personnes dont la compétence était incontestable. Donc peu ou pas d'information, avec une exception cependant en ce qui concerne l'équipe mortuaire dite « du Frère Benoît » parce que son rôle éminent a laissé des traces et que certains de ses membres ont soigneusement conservé la mémoire de celles et surtout de celui qui les encadraient.

La Croix-Rouge s'est donc efforcée de mettre sur pied les missions de secours aux civils dont le déroulement de la guerre accélère l'urgente nécessité sur l'ensemble du territoire, et c'est au cours de l'année 1944 qu'elle donne pour la région lyonnaise la mesure de son efficacité.

L'année 1944 est l'année des missions difficiles et parfois terribles. Ainsi en est-il du secours aux **victimes des bombardements**, et plus encore du **relèvement et de l'identification des victimes civiles** (otages, résistants, juifs ...) victimes très nombreuses en raison des exécutions sommaires et rassemblées dans de véritables **charniers**. Plus délicate s'est avérée la tâche de répertorier l'action de la Croix-Rouge lyonnaise dans le **ravitaillement des trains de déportés** et l'aide aux civils internés à la prison **Montluc**.

⁶⁷ Annexe N°10 bis

1944 : L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS

L'ACTION DE LA CROIX-ROUGE LYONNAISE DANS LES BOMBARDEMENTS

Bien des régions du Nord, de l'Ouest, et du Centre ont subi dès 1942-1943 des attaques aériennes, la ville de Lyon longtemps épargnée connaît son premier et terrible bombardement le 26 mai 1944 et c'est à partir de cette date que le rôle des différentes équipes de secours est mis en lumière. Mais avant d'évoquer les secours il faut rappeler que l'action de la Croix-Rouge s'inscrivait alors dans un plan plus vaste : **la Défense Passive** dont elle n'était qu'un rouage... La réglementation et l'organisation de la DP sont datées du 11 juillet 1938 en même temps que le vote de la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Un décret du **30 janvier 1939** organise la DP dans le cadre départemental en plaçant cet organisme sous **l'autorité préfectorale**. Pour le département un tableau concernant la Défense Passive⁶⁸ donne une idée de l'organisation générale des services d'intervention dans lequel s'inscrivaient les équipes d'urgence, c'est-à-dire dans le cadre de 13 postes de secours couvrant Lyon (Hôtel-Dieu, Edgar Quinet, Faculté de Droit, Jacquard, Stadium, Smith, Ferber, Audibert-Lavirotte) et Vénissieux, St Fons, Bron, Givors, Oullins.

C'est dans le **Fonds des Archives départementales**⁶⁹ que l'on peut trouver les rapports concernant les différents bombardements de Lyon et de ses alentours. Les faits sont donc bien connus et les bombardements soigneusement répertoriés⁷⁰. Mais les rapports restent souvent très laconiques sur le déroulement des secours et désignent essentiellement le nombre des blessés, les lieux où les soins leur sont donnés, le nombre des victimes décédées avec, parfois, des listes nominatives et des adresses. Cependant le bref rapport du Médecin inspecteur directeur des Services sanitaires de Défense Passive lors de l'un des premiers bombardements de la région lyonnaise (celui du 23 Mars sur l'usine Sigma-Berliet de Vénissieux) pointe le rôle important des équipes Croix-Rouge qui sont pratiquement les premières à intervenir : il s'agit des équipes d'urgence de M. Bérard et des voitures sanitaires de la section féminine de Mme de Beaugrenier. Le document montre l'étroite coopération entre le délégué Croix-Rouge et le PC de la Défense passive, gage d'efficacité. Ce bombardement, limité dans ses effets destructeurs, ne représente toutefois qu'une sorte de modeste répétition avant les événements dramatiques qui vont suivre. Il faut ensuite avoir à l'esprit que si les attaques aériennes sont relativement brèves dans le temps, leurs conséquences destructrices : incendies, éboulements, explosions se poursuivent les nuits et les jours suivants, mettant à rude épreuve tous ceux qui les subissent et les secours qui leur portent assistance.

Le 26 Mai 1944 plusieurs quartiers de la capitale rhodanienne (quartiers de Vaise, Perrache et avenue Berthelot) sont détruits. Deux localités situées en Isère mais proches de Lyon, Grigny et Chasse dès le 25 mai (attaques poursuivies le 26) ont été également particulièrement sinistrées. Des attaques aériennes s'étaient auparavant concentrées sur les établissements industriels des communes de Vénissieux

⁶⁸ Cf. « *Lyon de guerre* » P42-43.

⁶⁹ **Archives départementales** : *Fonds 3958 W*

⁷⁰ « *Lyon de guerre* » P24-25

et de St Priest les 23, 25, 29 mars, 2 et 25 Mai, sans malheureusement épargner les immeubles d'habitation. C'étaient essentiellement les voies ferrées de la vallée du Rhône qui étaient visées⁷¹.

La formation aérienne qui attaque le 26 Mai se divise en trois groupes : un 1° groupe dirigé sur Grenoble et Chambéry, un 2° groupe sur St Etienne, un 3° groupe de 400 appareils environ arrive alors sur Lyon qu'il survole pendant 20 à 30 minutes avant d'opérer (alerte donnée à 9h48). C'est un véritable déluge de fer et de feu qui s'abat sur la ville entre 10h 43 - début des vagues successives jusqu'à 11h18 - fin de l'alerte. Les destructions sont énormes la presse fait état de 1467 immeubles détruits, 717 morts, 1129 blessés 20 000 sinistrés. Un bilan plus détaillé est donné par la DP⁷² selon les deux secteurs visés (1° secteur : le Sud de Lyon jusqu'à Perrache pour le Sud-Ouest ; 2° secteur l'Ouest de Lyon Vaise et communes limitrophes). La gare de Vaise est sérieusement endommagée, mais la gare de Perrache, principal objectif, n'est pas touchée, ce sont les quartiers voisins qui sont détruits...Notons que le siège du Sipo-SD (Gestapo) sis à l'Ecole militaire de l'Avenue Berthelot est largement endommagé, les Allemands doivent transférer bureaux et chambres de torture au N° 35 de la Place Bellecour.

Lors des bombardements comment retracer le déroulement des opérations de la Croix-Rouge ? Aux alertes les **secouristes** se rassemblent au local de leur secteur ou au siège des équipes de secouristes rue Sala, non loin de la place Antonin Poncet. L'équipe technique : (véhicules, motos) et les ambulances stationnent rue de la Charité, là aussi, à proximité immédiate du siège central. C'est en fait **l'équipe technique** qui est la première sur les lieux et permet le travail des équipes d'urgence.

Voici le témoignage d'un équipier⁷³

L'équipe technique de la Croix-Rouge comprenait une trentaine d'équipiers, de professions diverses, sous la direction de Monsieur Méchin, assisté de Monsieur Debiane, elle travaillait en première urgence, souvent avec les sapeurs pompiers.

Elle possédait deux véhicules et deux motos.

Un des véhicules était équipé d'un groupe électrogène pour l'alimentation électrique et de plusieurs projecteurs d'éclairage , d'un poste de soudure avec ses bouteilles pour les dégagements des ferrailles, ainsi que du matériel manuel de déblaiement (pelles, pioches, barres à mine, cordages)

La camionnette « d'orienteurs » possédait à l'arrière, un tonneau rempli d'un liquide blanchâtre qu'on laissait couler, par l'intermédiaire d'un robinet, pendant le trajet dans la zone sinistrée. De temps en temps, on s'arrêtait pour baliser par des piquets avec planchettes indicatives (postes de secours, sens de circulation, danger, têtes de mort pour les bombes à retardement, dépôt mortuaire)

Cette équipe, dite aussi équipe MECHIN, était en poste salle Saint Eucher, en bas de la montée de la Boucle (actuellement Rue Eugène Pons), face au pont de la Boucle

Outre le bombardement du 26 Mai, l'équipe technique est intervenue à maintes reprises, dans toutes les situations qui ont nécessité des opérations de balisages ou de déblaiements⁷⁴

Quant aux équipes d'urgence, elles se mobilisent dès les premières alertes.

Témoignage d'un équipier⁷⁵

Début 1944 j'ai adhéré aux Equipes Secouristes de la Croix-Rouge Française, 32 rue Sala, qui dépendaient du comité de Lyon, 11 Place Antonin Poncet.

Les premiers bombardements de la région lyonnaise [Mars 1944 usine Sigma-Berliet à Venissieux] m'avaient incité à entrer à la Croix-Rouge. Nous devions être présents à chaque alerte, assez nombreuses à cette époque, de jour comme de nuit, et rejoindre le siège des équipes secouristes, rue Sala.

⁷¹ « *Un été sous les bombes* » Evelyne Py P. 51

⁷² « *Lyon de Guerre* » op. cit. P. 29 et svtes

⁷³ Témoignage de M.Georges Michaud, membre de l'équipe technique, puis de l'équipe mortuaire de la Croix-Rouge dite « équipe du Frère Benoît » témoignage recueilli le 25/09/2004

⁷⁴ Voir en annexe N°11 les lieux, dates d'intervention et les membres de cette équipe : Annexe 11 bis (liste établie par M. Georges Michaud en octobre 2005)

⁷⁵ Témoignage de M.Gabriel Veniat secouriste puis membre de l'équipe mortuaire de la Croix-Rouge dite « équipe du Frère Benoît » www.mémoire-net.org)

Venant de mon domicile, quai St Antoine je devais emprunter la rue Gasparin en passant devant l'hôtel du Globe occupé par les Allemands. Régulièrement j'étais arrêté par la sentinelle allemande qui me demandait ma carte d'identité et mon laissez-passer de la Croix-Rouge. Les difficultés continuaient par la traversée de la Place Bellecour dans l'obscurité : il fallait éviter les nombreuses chaises qui l'encombraient

Depuis l'alerte, nous avons vingt minutes pour nous rassembler rue Sala. A l'époque les équipes secouristes C.R.F étaient dirigées par Madame Eva Weber.

26 Mai 1944 : Bombardement de Lyon

Les quartiers de Perrache- avenue Berthelot- place Jean Macé et le quartier de Vaise furent atteints par les bombes.

Nous étions en attente place Antonin Poncet, car l'alerte fut donnée vers 9H30. Aux environs de dix heures, nous vîmes passer des avions (Américains) qui volaient à haute altitude et qui brillaient dans le soleil. Subitement, des objets brillants se sont détachés et nous perçûmes un grondement effrayant suivi d'un nuage de poussière au-dessus de la gare de Perrache et de l'avenue Berthelot.

Je partis immédiatement avec mon équipe de cinq secouristes dans cette direction, ne disposant pas de véhicule, nous arrê tâmes une voiture à cheval et sommes arrivés ainsi derrière les voûtes de Perrache. Rapidement nous nous aperçûmes qu'il n'y avait pas de blessés et sommes repartis en direction de la Place Jean Macé.

Le pont Galliéni avait été éventré par une bombe et la traversée du Rhône fut délicate et difficile. Le début de l'avenue Berthelot offrait à nos yeux une vision de désastre : immeubles écroulés et en feu, la chaussée était encombrée et obstruée, des habitants couraient dans tous les sens ;

Les pompiers venaient d'arriver. Nous avons convenus avec mes équipiers d'un point de regroupement et chacun se dirigea là où il pouvait se rendre utile. Mon premier geste fut d'aider un pompier à tenir sa lance d'incendie dans un immeuble en flammes : on entendait des appels au secours dans les étages mais nous ne pouvions y accéder, les escaliers ayant disparu et l'incendie faisant rage.

Quelques minutes après, nous descendions dans la cave d'un immeuble bombardé, la voûte s'était écroulée, des jambes, des bras, des têtes émergeaient du sol. Plusieurs personnes étaient ensevelies là.

Nous portions assistance à des habitants voulant récupérer des effets et papiers personnels. Place Jules Guesde nous fûmes obligés de faire évacuer de force les occupants d'un immeuble qui commençait à brûler. Je fus chargé par des jeunes des Chantiers de Jeunesse de transporter sur un camion des débris humains récupérés un peu partout.

Conditionnés dans des couvertures, je devais amener ces corps mutilés à la Faculté des Lettres aménagée en dépôt mortuaire.

Notre poste de secours était installé au café Monnier, à l'angle de la rue de Marseille et de la rue Chevreul.

Ce pénible travail a duré environ trois jours et trois nuits. Les missions disparates s'improvisaient à la demande, toutefois chaque soir nous rendions compte de notre activité de la journée au siège de la Croix-rouge, place Antonin Poncet

Le danger résidait dans les risques d'éboulement et d'effondrement des immeubles. J'ai fait office de vigie pendant le dégagement par les pompiers d'un patron de café qui était coincé depuis quarante huit heures derrière son comptoir et sous un pan de mur menaçant de s'écrouler. J'ai appris peu après que cet homme était mort lors de son transport.

Poussières, chutes de gravats, assistance à des gens ayant perdu leur famille ou attendant qu'elle soit dégagée, vision d'horreur, corps soufflés et incrustés dans la terre, odeur pestilentielle. Aux établissements Olida, des débris humains étaient mélangés à la chair à pâté.

Tel fût le service des équipes de la Croix-Rouge dans ce secteur.

Quelques jours après, dans le quartier de Vaise nous avons aidé au relèvement des morts pour les diriger vers le dépôt mortuaire, en particulier une femme sans tête littéralement laminée, cette tête fut ramenée dans le courant de l'après-midi par un secouriste.

Ce premier bombardement de masse a, de toute évidence, permis de revoir et améliorer l'organisation des secours de la part de la Croix-Rouge comme en témoignent des dispositions précises qui apparaissent probablement au cours du mois de juin 1944, dans une note qui « *annule toutes les précédentes consignes données avant le 6 juin 1944* ». Ce document qui a été conservé par un secouriste, (les archives CRF locales ont disparu) montre la diversité des tâches assignées à un personnel autant masculin que féminin (à l'origine les secouristes étaient exclusivement des femmes) et cela à tous les niveaux de secours : urgences sanitaires, urgences logistiques⁷⁶...

Cette organisation est illustrée par l'exemple des équipes du 4^{ème} secteur c'est-à-dire du quartier de la Croix-Rousse (quartier populaire célèbre, associé au souvenir des canuts) et qui est celui pour lequel les informations sont les plus détaillées ...sans avoir néanmoins réussi à connaître le nombre exact (6 ?) et la délimitation précise des secteurs

Témoignage d'un chef d'équipe du 4^{ème} secteur⁷⁷ :

Ce sont des équipes que nous avons fondées avec mon ami Jean Cueilleron qui était avec moi chef de troupe scout et c'est à partir de là que nous avons voulu faire un service comme c'était notre fonction [...] alors nous avons des « équipes de choc », ces équipes de choc étaient faites pour être disponibles immédiatement à la sirène ou de nuit ou de jour nous devions rejoindre le quartier général de la Croix-Rouge qui était place Antonin Poncet à Lyon c'est-à-dire dans le centre de la place Bellecour et alors nous avons des équipes N°1, N°2 [équipes de choc] ensuite des équipes fixes pour les « gros coups » (ceux qui demandaient des effectifs importants) ces garçons se levaient- dont moi d'ailleurs- souvent la nuit [...] et donc nous prenions une petite valise avec quelques effets de secourisme : des bandes...et des carnets pour noter et puis un casque et puis notre brassard que nous enfilions sur le bras gauche je crois...Et le casque [...] nous n'avions pas de matériel, c'était nous qui fournissions le principal, alors c'étaient des casques ! [...] Moi c'était un casque de mineur, genre casque anglais que j'avais repeint en blanc avec une croix rouge dessus, évidemment parce que ça n'existait pas à l'époque les casques Croix-Rouge [...] d'autres avaient le casque de leur père de 14 !

La liste de ces équipes de la Croix-Rousse, en tout cas une, officielle, datée du 30 juin 1944⁷⁸ permet de connaître les effectifs : deux équipes de choc de 6 personnes en moyenne, 3 fixes de 5 membres, et une équipe de liaison soit environ 35 personnes. Notons que sur ces 35 personnes seules trois semblaient posséder un téléphone. Ces équipes disposaient de trois postes de secours : rue de Cluny, rue de Dijon et quai de Serin où les secouristes assuraient à tour de rôle des permanences soigneusement planifiées. Le rassemblement se faisait 35 rue du Bon Pasteur au moment des alertes. Tous ces secouristes étaient très jeunes, moins de 20 ans, beaucoup étaient encore des scolaires⁷⁹... Le plus âgé étant le rédacteur des seuls rapports dont on dispose (Jean Costeplane).

Les bombardements ne cessent de se succéder à partir de mai sur la région lyonnaise, et le rythme s'accélère au cours des mois d'août et de septembre, que l'on en juge pour les bombardements les plus destructeurs :

6 août 44 : bombardement de Lyon, Givors, Oullins, St Didier (Rhône), Chasse (Isère)

11 août : bombardement de Grigny, Lyon, Chasse

14 août : bombardement de Bron (Rhône) (aérodrome), et St Priest (Isère)

23 août : bombardement de Givors

28 août : bombardement en piqué sur colonnes allemandes en marche. Destruction de ponts et de routes (Limonest, Anse, Civrieu d'Azergues, La Chicotière, La Tour de Salvagny (Rhône), St Priest (Isère)

31 août : bombardement sur route de Lyon à Villefranche, incendies des gares : Brotteaux, Guillotière, provoqués par jets de grenades incendiaires et destruction de matériel ferroviaire.

⁷⁶ Note de la Direction du secourisme Place Antonin-Poncet - Annexe N°12

⁷⁷ Témoignage de M. Edmond Wolff recueilli le 9/01/2006

⁷⁸ Liste des secouristes du 4^{ème} secteur en annexe N° 13

⁷⁹ Témoignage de M. Henri Masset entretien du 07/01/2006

Chaque bombardement mobilise les équipes de secours, ainsi celui du 6 août qui affecte non seulement l'agglomération, mais aussi les localités voisines de Grigny et Chasse (Isère) ou encore Givors. Pour l'agglomération lyonnaise voici un extrait du rapport envoyé au Directeur départemental de la DP⁸⁰ :

Dès l'alerte, la mise en place du personnel sanitaire s'exécute normalement dans les divers postes de secours. La liaison est établie avec les chefs de secteur de la DP et les postes de la Croix-Rouge.

Au poste de commandement des services sanitaires à l'Inspection de la Santé sont rassemblées les équipes mobiles; les voitures sanitaires de la DP, de la Croix-Rouge, et les services sanitaires féminins automobiles de l'armée sont prêts à entrer en action. La suite du rapport détaille les installations de secours quartier par quartier (Gerland- Oullins- Croix-Rousse- Lyon-Plage –Givors) et le nombre des victimes à déplorer.

Ce qui apparaît à la lecture des différents documents et témoignages, c'est le problème majeur des moyens de locomotion et la circulation des bonnes informations, c'est aussi le pluralisme des équipes oeuvrant sur le terrain – pompiers, ambulances, Croix-Rouge, Equipes nationales, Défense passive... sans compter les sauveteurs occasionnels, ce qui rend la coordination parfois difficile comme le souligne le chef de poste de Secours de la Faculté de Droit lors du bombardement du 26 Mai :

Si les membres de la D.P. et de la Croix-Rouge accomplirent toujours à la lettre les consignes impératives prévues, pleines de logique, trop de personnes dans le grand public, bon enfant peut-être, mais d'une insouciance folle, les ignorèrent à leur propre détriment, c'est ce manque de discipline librement consentie qui gêna bien des fois l'organisation des secours »⁸¹. Ce témoignage fait écho à la réflexion désabusée d'un chef d'équipe de la Défense passive de Chasse-sur-Rhône engagé sur Badan la veille- (bombardement du 25 mai) ... seules les équipes encadrées fournissent un travail soutenu. Les sauveteurs volontaires se retirent dès que leur curiosité est satisfaite.⁸²

Ces critiques concernent les bombardements du mois de mai, les premiers...Par la suite les secours se sont certainement améliorés. Des équipes encadrées ? Celles de la Croix-Rouge le sont par des chefs d'équipe sur le terrain d'action, et des chefs de secteur pour une organisation plus générale. Sont-elles toujours efficaces ? Difficiles d'en juger sans les rapports circonstanciés que les secouristes devaient envoyer à leur chef de secteur pour une transmission hiérarchique... A la différence des rapports de la DP ces documents n'ont pas été conservés... Seuls trois ont pu être consultés car ils n'ont probablement pas été envoyés... Ainsi pour le bombardement du 6 août 1944 un chef de secteur Croix-Rouge du IV^e arrondissement (soit 4^eme secteur) fait état des nombreux dysfonctionnements constatés pour la mission dont il est responsable (rapport daté du 6 août 1944).

Faisant fonction de chef de secteur, je rejoignais le poste de rassemblement 35 rue du Bon Pasteur 30 minutes après le signal d'alerte environ. J'envoyai aussitôt le seul agent de liaison présent : André Livecchi qui était à pied, prévenir Henri Gourmond chef de la première équipe de choc. Les avions semblant insister j'envoyai deux secouristes Francisque (nom illisible) et Pierre Jourdan avertir les 2 équipes de choc pendant que je dictais les noms, les bombes tombent (ou peut-être quelques secondes avant ou après peu importe), un 3^e secouriste arrive, André Mely, il fut envoyé comme agent de liaison à la CRF qui en réclamait un.

Peu à peu les secouristes arrivèrent.

L'un d'eux et plusieurs autres confirmèrent la chute de bombes à la Croix-Rousse. L'équipe Massador [du nom d'un secouriste] fut avertie.

Pendant ce temps, Henri Gourmond essayait de téléphoner à la direction du secourisme pour avoir des ordres [le rapport fait alors état de multiples difficultés pour joindre le centre de secourisme rue Sala en raison d'une erreur de N° de téléphone]

⁸⁰ Archives départementales Fonds 3958 W 81

⁸¹ « *Lyon de Guerre* » opus cité P.13

⁸² « *Un été sous les bombes* » opus cité P. 82

Nous « fîmes sensation » quand nous leur apprîmes que les bombes étaient tombées à la Croix-Rousse. C'est alors que nous eûmes au bout du fil Jean Cueilleron [responsable en titre du secteur] qui nous envoya sur les lieux.

Nous partîmes immédiatement et je laissais Robert Josse au téléphone en cas de demande de quoi que ce soit avec ordre de tenir la permanence pendant une heure au minimum. Nous partîmes donc, arrivés rue Denfert-Rochereau je laisse l'équipe Massador au poste des sœurs de Cluny.

Puis ayant vu qu'il ne restait aucun travail pour nous au 50 avenue Denfert-Rochereau, puis à la gare de marchandises nous descendîmes sur la Saône pour battre tout le secteur afin d'aider en cas de besoin ceci bien que n'ayant aucun matériel : trousse, fiche de renseignements, ou matériel de pansements. Nous ne pûmes que trouver des morts (rue Tarentaise), partout les blessés et les sinistrés avaient été évacués. Nous nous mîmes en communication et après en avoir reçu l'ordre nous licenciâmes les secouristes, il était autour de 15H.

Dans toute cette mission plusieurs observations sont à faire [suit alors la liste des manquements ou dysfonctionnements relevés : de la tenue non conformes des secouristes...aux difficultés de relations téléphoniques et, plus grave, jusqu'à l'ignorance- de la part de la direction du secourisme- des quartiers affectés par les bombes]. Ces rapports, dans leur simple mais vigoureuse franchise permettaient-ils d'améliorer l'organisation des secours ? La conclusion du précédent texte mérite d'être rapportée :

« Tout ceci n'est qu'une série de réflexions classées sans ordre et qui n'ont de valeur qu'en cela, et le fait que peut-être un jour, le chef de secteur qui... les aura lues jusqu'au bout puisera là des réflexions à faire à la direction du secourisme [...] (si cette direction entendait tout ce qui se dit et se casse sur elle entre secouristes que ferait-elle ?) Heureusement qu'il y a des chefs d'équipe et assistants de secteur et chef de secteur qui modèrent un peu leur impatience (celle des secouristes).

Hormis ce document qui rend compte des grosses difficultés d'organisation - que les rapports étaient d'ailleurs chargés de recenser- ce qui apparaît surtout dans les témoignages c'est le courage sans faille que ces équipes ont montré et l'acquis des expériences au fil des événements, ce dont ont profité les localités voisines de Lyon particulièrement touchées par les bombardements de juillet et août⁸³ comme le montrent les récits suivants:

Bombardements de Flévieux-Ternay, Givors, Chasse 27 juillet 1944

Dans ce bombardement les équipes Croix-Rouge de toute nature firent preuve d'un dévouement et d'un sang-froid exceptionnels, elles opérèrent dans la boue, sous un orage épouvantable au milieu des bombes à retardement qui éclatent toutes les 5 minutes. Le poste de secours et le dépôt mortuaire sont installés (seul lieu possible) sur dix bombes à retardement. L'une d'elles 500 Kg éclate tout à côté du DM [dépôt mortuaire] et enterre nos 13 morts sur leur brancard. Personne ne bronche, il faudra user de ruse pour éloigner les jeunes infirmières et équipiers (mention manuscrite d'une autre écriture le nom de Marguerite Robert)

Bombardement de Chasse 12 Août 1944

Terrible bombardement parmi les bombes à retardement. Un grand nombre de personnes se sont réfugiées dans un égout sans chicane. Deux coups au but ont fait une vraie bouillie. Il faut détacher des corps collés aux parois tous sont affreusement déchiquetés. Les sauveteurs ne peuvent demeurer plus de 3 à 4 minutes dans l'égout à cause des gaz et de l'odeur fade du sang et des chairs, sur cet égout ou du moins tout proche deux bombes non encore éclatées. Des maisons entières sont projetées par les bombes sur équipières et équipiers

Personne ne bronche

Morts 88

Identifiés ?

⁸³ E. Py (op. cit.) retrace en détail les bombardements qui ont affecté Givors-Grigny-Chasse durant l'été 1944

Bombardement de Pontd'Isère (16 août 1944) (bombardement sur Valence et alentours, les équipes de Lyon sont appelées pour une mission sans limite de date)

Partis de Valence on n'ira pas loin à quelques kilomètres une masse de gros bombardiers survole, la conductrice Croix-Rouge se dégage d'une colonne allemande à l'arrêt pensant ainsi éviter la mitraille et s'arrête à quelques mètres de nombreux wagons. Les bombardiers lâchent sur Pont d'Isère 800 bombes qui étaient toutes en route lorsque l'ambulance traverse le Pont ; l'une d'elles tombe à 30 mètres d'un wagon qu'elle crible, ces 200 wagons étaient chargés de munitions

Départ aussitôt en secours, il est providentiel que nous soyons là, les blessés sont relevés et soignés, les morts relevés, identifiés de même, des allemands sont relevés et soignés ; trois heures d'arrêt jusqu'à l'arrivée des équipes Croix-Rouge de Tain, tout est presque achevé d'ailleurs.

Bombardement de St Vallier même jour

Sitôt relevées par les équipes de Tain les équipes repartent pas pour longtemps, elles trouvent St Vallier en flammes, l'ambulance passe en plein incendie, il le fallait bien, il y avait tant de victimes. Les pompiers de Lyon sont médusés de voir l'ambulance venir du Sud et à travers la rue en flammes.

L'ambulance évacuera les blessés toute la journée. Le dépôt mortuaire établi dans la cuisine du garde-champêtre où se trouve encore, parmi les plâtras, le repas de famille.

Les notes ci-dessus sont extraites d'un cahier écrit par Frère Marie-Benoît, franciscain⁸⁴, un des responsables et figure emblématique de l'équipe mortuaire de la Croix-Rouge de Lyon, il s'agit probablement (cf. l'en-tête) du brouillon du rapport officiel que les instances nationales (le Président de la Croix-Rouge) lui ont demandé concernant l'action des équipes lyonnaises. Le rapport officiel a disparu, et c'est par les soins d'un équipier que le « brouillon » a pu être récupéré et soigneusement conservé. Témoignage écrit relativement tardif (on peut le dater au plus tôt de 1950 puisqu'il y est fait mention de l'accident mortel de Marcel Cerdan et de Ginette Neveu -pour illustrer les difficultés d'identification-) mais néanmoins très fiable car les papiers personnels du Frère montrent qu'il s'efforçait, pendant les événements, de tenir au jour le jour une comptabilité minutieuse des victimes dont la Croix-Rouge lyonnaise s'occupait à des titres divers (blessés, morts relevés, morts identifiés) et notait les circonstances de leur « relèvement ». Ajoutons que ce « cahier-rapport » contient aussi des renseignements sur le travail d'identification des victimes qui a été une des missions parmi les plus spécifiques de la CRF et de la Croix-Rouge lyonnaise en collaboration avec les services de l'identité judiciaire. Nous aurons l'occasion d'examiner plus en détail cette question.

Quant aux récits de bombardement, ils sont très révélateurs des conditions dans lesquelles devaient opérer les secouristes. On mesure le courage et le sang-froid qu'ils ont dû manifester. Y a-t-il eu parmi eux des victimes ? Les bombes à retardement représentaient pour eux, comme pour les autres civils, un danger mortel. Lors du bombardement du 23 août 1944 à Givors, deux jeunes brancardiers sont tués, malgré leur casque et leur brassard, par des rafales de balles allemandes tandis qu'ils essayent de rejoindre les quartiers touchés. Le plus jeune a 17 ans⁸⁵... Et si les récits précédents ne mentionnent pas de perte dans les secours, les équipiers n'hésiteront pas à parler de la peur que pouvaient faire naître certaines de ces missions⁸⁶. La Croix-Rouge a payé un lourd tribut, mais surtout dans les régions Ouest et Sud au moment des débarquements, et lors de la libération de Paris.

Les missions confiées et consécutives aux bombardements dépassent parfois très largement le cadre territorial habituel.

Lors du bombardement du 26 mai l'un des deux trains du S.I.P.E.G (Service Interministériel de Protection pour les Événements de Guerre) mis en service en février 1943, et soigneusement équipés pour porter un rapide secours aux villes ayant subi de gros bombardements (bloc opératoire, ensemble de matériel de déblaiement...) est détruit en Gare de Vaise. Le 30 Mai ce sont des secouristes de la Croix-

⁸⁴ « **Cahier de Frère Benoît** » document qui nous a été confié par M. Gabriel Veniat

⁸⁵ www.mémoire-net.org « Les brancardiers de la Croix-Rouge-1944 »

⁸⁶ Cf. le récit concernant le bombardement de Badan P.78

Rouge lyonnaise qui utilisent le second train envoyé de Paris pour prêter secours à Marseille, ville qui, à son tour, vient d'être bombardée :

Témoignage d'un participant⁸⁷:

L'équipage était composé de médecins, chirurgiens, infirmières, de spécialistes en déblaiement, et de 4 secouristes de la Croix-Rouge » (suivent les noms des secouristes dont celui du témoin) [...] L'autorail était prioritaire sur toutes les voies et sur les trains des permissionnaires allemands.

A Marseille travail à l'hôpital St Jean de Dieu.

Nous nous installâmes dans une dépendance de l'hôpital infestée de punaises. Immédiatement nous commençâmes notre travail : transport des victimes en brancard jusqu'à la salle d'opération, accueil des familles angoissées ignorant si leurs proches étaient morts ou blessés, service d'ordre pour canaliser les visiteurs.

Ensuite je pris du service au bloc opératoire avec un chirurgien spécialiste de la réduction des fractures.

Malheureusement, au retour, en gare du Teil, le SIPEG heurte une rame de 10 wagons.

Des blessés (certains grièvement) furent dégagés (chance que le bloc opératoire à l'avant ait servi de bouclier)

Néanmoins une partie du personnel, surtout médecins et infirmières furent retirés d'un enchevêtrement de sièges et divers matériaux renversés [...] Par chance il n'y eut pas de morts...

Mais des blessés... L'un des secouristes lyonnais de cette mission a été violemment heurté dans le dos par des bidons en fer bousculés par le choc, et souffre encore aujourd'hui des séquelles de cet accident. Paradoxe de l'épisode ce sont des Allemands avec des civières qui ont évacué les blessés par train sur l'hôpital Edouard Herriot de Lyon.⁸⁸

Actions proches ou lointaines les secouristes sont de toutes les missions, même les plus modestes : transporter des couvertures du Palais d'Hiver au 32-36 rue de la Buire et déménager du matériel du SIPEG de la rue Sala à la place Ampère (24 juin 44), porter la soupe à des vieillards (4-5-7 juillet 44), le lendemain (8 juillet) partir de la salle St Euchère (siège de l'équipe technique), à l'hôpital des Charmettes pour déposer du matériel destiné à la stérilisation, faire une tournée de garde aux Centre d'accueil des gares (ordre de mission du 24 juillet 44), porter des lettres à différentes adresses: (rapport du 2 août 44), prendre des billets de chemin de fer pour le compte de la CR (4 août 44)...Ils seront aussi sollicités pour des missions particulièrement délicates celles qui consistent à ravitailler ou plutôt à tenter de ravitailler les trains de déportés...

LE RAVITAILLEMENT DES TRAINS

La Croix-Rouge dispose alors dans les deux principales gares lyonnaises (Perrache et Brotteaux) d'un Centre d'accueil destiné dès le début de la guerre à accueillir les « prisonniers rapatriés, les blessés et les évadés » et mention importante « pendant près de deux ans, le centre a ravitaillé au départ les malheureux déportés que les Allemands envoyaient en Allemagne pour le STO ». A noter que les « déportés » sont alors pour la Croix-Rouge -et dans la dénomination de l'époque- les réquisitionnés du STO (service du travail obligatoire), mais la CRF ne pourra pas ignorer longtemps qu'il y en a d'autres, envoyés pour des destinations inconnues en direction du grand Reich...

Le Centre des Brotteaux est dans les années de guerre, sous la responsabilité d'**Elisabeth de Bellescize**. D'après les renseignements dont on dispose⁸⁹, cette infirmière prend ses fonctions à partir de l'armistice (juin 1940) mais la « cantine militaire » organisée par les soins de la SSBM fonctionne dès le début du conflit (août 1939) pour recevoir les permissionnaires du front arrivant par trains entiers de 700 à 800 hommes à la fois. Quant à la « cantine militaire » de Perrache, ouverte depuis septembre 1939, elle

⁸⁷ Témoignage de M. Gabriel Veniat, secouriste.

⁸⁸ Témoignage de M. Edmond Wolff recueilli en janvier 2006

⁸⁹ Marie-Élisabeth de Regnault de Bellescize : (7 Mai 1890-20 mai 1968) avait une lointaine parenté avec le Comte de Loiray. Les deux familles avaient et ont toujours des liens d'amitié étroits.

est réservée aux militaires isolés, mais avec une moyenne mensuelle de 80 000 passagers et des repas chauds renommés⁹⁰ Dès janvier 1941 Melle de Bellescize, qui est à la direction de la cantine des Brotteaux, obtient une haute distinction : l'insigne de Vermeil que lui décerne la SSBM peu avant l'unification des anciennes sociétés... Par la suite son action s'est poursuivie sans doute avec le même dévouement à l'égard des militaires puis des requis du STO qui transitaient par la gare ce qui lui valut à la fin de la guerre (octobre 1945) d'être citée à l'ordre de la Brigade du Gouvernement militaire de la 14^e Région par le Général de corps d'armée Doyen, citation qui comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec étoile de bronze... Il y a souligné son « *rôle héroïque* » en août 1944 et notamment le 26 quand elle relève les victimes des combats qui font rage entre Allemands et insurgés résistants⁹¹. Si l'on en sait peu sur Melle de Bellescize, les informations manquent encore davantage sur le fonctionnement du Centre d'accueil (nouvelle appellation de la cantine militaire à partir de 1941). Les récompenses décernées non seulement par la Croix-Rouge, mais aussi par les autorités militaires laissent supposer que ce centre a joué un très grand rôle, malheureusement sans pouvoir en dire plus...

En l'absence de plus amples renseignements c'est le **Centre d'Accueil de Perrache** qui a retenu notre attention en raison du témoignage de Melle **Godinot**. La personnalité de cette autre infirmière Croix-Rouge qui a dirigé ce Centre pendant plusieurs années et son rôle capital au sein du Comité, puis dans l'équipe mortuaire, justifie que l'on retrace brièvement sa carrière... Décédée en février 2005, à l'âge de 98 ans, son témoignage recueilli en 1999 et son parcours de plus de 50 ans au service de la CRF nous a donné l'envie d'en savoir davantage sur les acteurs connus ou anonymes ayant œuvré, comme elle, au soulagement des plaies de la guerre.

C'est en 1927 à l'âge de 20 ans que Geneviève Godinot devient élève de l'Ecole d'infirmières 84 rue des Charmettes à Lyon. Jusqu'en 1940 elle se perfectionne comme monitrice de consultations puis de septembre 1939 à août 1940 comme infirmière de Chirurgie à l'hôpital militaire Desgenettes. De 1941 à 1944 les fonctions se bousculent et le curriculum vitae qui figure en annexe laisse entrevoir la gamme des activités que la Croix-Rouge assume alors. Tour à tour Geneviève Godinot est convoyeuse d'enfants en zone occupée et libre (avec Melle De Leusse), infirmière polyvalente aux arrivées des prisonniers libérés au camp militaire de Sathonay (Ain) -pour les consultations et les radios- puis directrice du secourisme (avec Melle De Leusse dont elle devient l'adjointe au Comité) mais aussi responsable des dépôts mortuaires de Lyon et de sa région (conjointement avec Melle De Leusse et Mme Paufigue) et enfin directrice du Centre d'accueil civil en gare de Perrache avec la responsabilité des ravitaillement des trains de STO... et de déportés (en gare de Perrache et de Guillotière). Cette liste n'épuise pas toutes les fonctions assumées pendant la guerre⁹² et surtout nous ne disposons pas d'éléments sur la plupart de ces activités, par exemple comment fonctionnait le Centre d'accueil de Perrache? Le seul document retrouvé est assez tardif, en 1946 une petite brochure, à usage interne, a été éditée sur « *le Centre 1945* » et débute plaisamment par ces quelques vers :

*La cantine la plus renommée,
Des militaires la plus aimée,
En France depuis cinq années
Savez-vous âmes dévouées,
Dans quelle ville on l'a trouvée [...]*

Suivent sous forme humoristique, croqués sur le vif, différents portraits : infirmières, caissier, responsables chargés de répartir les équipiers...courts poèmes, dessins vivants et savoureux décrivant un petit monde bien occupé par la réalisation de 27 963 sandwiches, autres repas, et soins divers...

Les Centres étaient donc destinés aux militaires et STO, mais...c'est sur la question du ravitaillement des trains de déportés (dans le sens désormais sans ambiguïté) qu'il nous a paru intéressant de rechercher des informations.

Le personnel de la Croix-rouge, tout naturellement présent dans les gares, ignore alors le rôle des transports ferroviaires comme antichambre de la plus vaste des tragédies de la guerre...même si les

⁹⁰ Article du Dr Marotte Président de la SSBM (voir note 11)

⁹¹ La Gare des Brotteaux est située à la limite de Villeurbanne (voir insurrection de Villeurbanne et d'Oullins)

⁹² Voir curriculum vitae : annexes N°14 et N°15

difficultés ou impossibilités de ravitaillement pouvaient faire naître des questions et des inquiétudes légitimes.

Témoignage de Melle Godinot :

Le ravitaillement des trains c'est à partir de fin 1942, c'est quand les Allemands ont envahi la zone libre ...Alors là ça a commencé fin 1942...Et là on ravitaillait les STO...On ravitaillait tous ceux qui partaient pour l'Allemagne, on n'y voyait presque pas parce que c'était tout fermé, alors je me souviens on se mettait sur des chariots pour être à la hauteur, vous savez ces grands chariots et on ravitaillait comme cela. On leur disait toujours « au revoir, au revoir » et après on se mettait à pleurer...

Nous n'en saurons pas plus sur ce ravitaillement des STO au cours de cet entretien, l'approfondissement nécessaire n'ayant, malheureusement, pas pu se faire par la suite.

Pour ce qui concerne les convois -non de STO- mais de déportés, comment la Croix-Rouge était-elle au courant des passages? Voici l'explication donnée :

...le chef de gare était M. Pascal et M. Pascal ne s'en est jamais vanté... jamais... mais il nous appelait dès qu'un train était signalé...aussi bien au milieu de la nuit qu'à n'importe quelle heure en disant il y a un train de déportés qui va passer...Et M. Pascal disait « est-ce que vous avez des provisions parce que à la cantine on peut vous faire de la soupe » [...] Et alors on partait avec Melle de Leusse parce qu'elle savait parler allemand et moi quelques mots, c'est tout et là on parlementait avec les Allemands et un jour on a vu un train c'était des wagons à bestiaux et il fallait demander à chaque wagon la permission à un Allemand qui était sur le quai pour pouvoir les ravitailler...C'est à Chasse ? (la question porte sur un témoignage déjà connu) Non, oh non... mais on a été à Chasse, on a été partout, on a été partout... Comment cela s'appelait ? Pas à Vénissieux mais là-bas...A la Mouche (le lieu reste évasif)...Et alors on voit un monsieur très âgé, en caleçon attaché à un banc, comme ça il était seul. Alors Melle de Leusse dit à l'Allemand « comment voulez-vous qu'il mange il est attaché ! » Alors l'Allemand lui a détaché quand même les mains et nous nous sommes approchées de lui il nous a dit : je suis prêtre, vous voyez dans quel état ils m'ont mis [...] Vous savez on sortait de là on en était malade ! Et vous arriviez à... (ravitailler) ?

C'est grâce à Melle de Leusse - elle parlait allemand- et discutait avec eux, mais certains jours ils ne voulaient pas qu'on monte, ça dépendait des jours, c'étaient les fameux jours où on était fouillées aussi... On ne savait pas pourquoi...

Ou plutôt si, car voici la suite du témoignage :

« Nous faisons, nous, notre résistance en cachant les papiers dans nos bas parce que les Allemands...on ne nous faisait pas déshabiller, mais des femmes allemandes venaient nous tripoter pour voir si nous n'avions pas de papiers cachés dans nos vêtements, mais on avait compris le truc, on mettait de gros bas [...] tous les papiers qu'on nous donnait on les mettait dans nos bas, les Allemandes qui nous fouillaient n'avaient pas l'idée....elles avaient l'idée de nous faire quitter nos souliers parce qu'elles s'imaginaient qu'on mettait les papiers dans nos souliers mais nous nous les mettions dans les bas.

Pour transmettre les messages :...c'était Mme Paufigue qui avait, elle, heureusement des accointances avec les chauffeurs de taxi et ailleurs qui allaient dans les boîtes et sans mettre que nous étions de la Croix-Rouge ! On n'avait pas le droit de dire que nous étions de la Croix-Rouge... et quand on a dit que la Croix-Rouge n'avait rien fait !

Nous disposons d'informations plus détaillées concernant le ravitaillement d'un train de déportés à Chasse de la part de notre témoin et aussi d'un secouriste qui a fait partie de l'équipe qui l'accompagnait. Ce ravitaillement a laissé des souvenirs précis car il a failli tourner à la catastrophe compte tenu du zèle d'un membre de la Croix-Rouge qui a commencé à entonner les premières strophes de la Marseillaise à la barbe des soldats allemands... D'autre part dans ce train Melle Godinot, et surtout Mme Michon (voir P.26) ont reconnu Albert Sarraut⁹³. L'épisode mérite d'être raconté tel qu'il nous a été livré :

... c'était toujours par M. Pascal [que nous étions averties], il nous dit « préparez-vous, préparez du ravitaillement pour tout un train qui va passer à Chasse » (Département du Rhône), il y avait cette espèce de fou... X...qui nous en a fait ! Qui nous a fait sauter la moitié du train parce qu'il s'est mis à chanter la Marseillaise cet imbécile ! Et tous les Allemands qui étaient prêts à tirer et moi j'ai fait le

⁹³ Ministre sous la III^e République, ancien Président du Conseil.

ravitaillement, ça je peux le certifier avec Mme Michon, on était avec les percolateurs, on les transportait comme ça, et dans le dos on avait une mitrailleuse qu'ils vous coinçaient dans les côtes.

Détails sur X...le « perturbateur »

Il était des équipes, pas des équipes de secouristes, des équipes d'urgence...M. Pila nous (les) avait données, parce que comme c'était tout un train il fallait être nombreux. [...]...alors elle (suit le nom d'une infirmière) était avec nous, elle essayait de nous aider pour ravitailler, elle était infirmière-ambulancière, elle a pris X... par la peau des fesses et lui a flanqué de ces coups de pied ! Ce n'est pas possible, vous nous avez empêché de ravitailler tout le train ![...] C'était un peu avant la libération.

.....

Et alors là vous aviez les évêques, Monsieur Sarraute ...On a ravitaillé le grand Sarraute, l'évêque de Toulouse, l'évêque de Bordeaux, ils étaient tous encore avec leur petite calotte rouge puisqu'ils étaient habillés en évêques [...] alors je me souviens de Sarraute qui disait aux évêques « mangez un peu même si vous n'avez pas faim parce que c'est peut-être la dernière soupe offerte si gentiment par la Croix-Rouge » ...et il connaissait Mme Michon, parce qu'ils étaient ensemble je ne sais plus où, et il lui a fait comme ça...c'est-à-dire « ne me parle pas parce qu'ils vont t'enfermer ». Ils étaient particulièrement méchants ce jour-là.

Nous disposons d'un autre témoignage celui d'un secouriste qui a pu communiquer avec un chef scout, son récit recoupe celui de Melle Godinot :

Nous partîmes en fin d'après-midi de la place Antonin-Poncet pour le ravitaillement d'un train en gare de Chasse-sur-Rhône. Nous embarquâmes dans des camions Dodge de la section ambulancière de la Croix-Rouge.

Avant le départ, nous fûmes mis en condition : ne pas avoir l'air de dissimuler quelque chose, faire des gestes larges et facilement identifiables afin de ne pas attirer la suspicion des Allemands qui convoiaient le train.

Le long de la route, et à proximité de Chasse-sur-Rhône nous avons remarqué la présence de mitrailleuses en batterie. Nous avons attendu quelques minutes à la gare puis nous avons vu arriver un convoi tout illuminé par des projecteurs. Des sentinelles SS étaient sur les marche-pieds et sur le toit des wagons. Le train se composait de wagons de voyageurs et de wagons à bestiaux.

Un officier SS nous a autorisés à ravitailler les occupants des wagons voyageurs. Distribution de soupe dans les assiettes en aluminium, pendant ce temps nous étions encadrés par un sous-officier et deux soldats armés qui nous suivaient de près et qui nous disaient en mauvais français : « Pas de discours, dépêchez-vous ». A la fin de cette distribution, certains d'entre-nous furent fouillés et tous les récipients en aluminium furent examinés pour voir si rien n'avait été gravé sur le fond.

Un message verbal au moins est passé : un des prisonniers ayant repéré notre ceinturon scout avec la croix potencée nous pria de transmettre au PC des scouts de France ses salutations de la part du commissaire de la Province du Languedoc.[...]. Pour les autres wagons, nous avions malgré les requêtes des responsables Croix-Rouge, interdiction formelle de les approcher sous peine de nous faire tirer dessus par les sentinelles SS à l'air fort peu engageant. Les malheureux enfermés nous criaient des noms et des adresses qu'il était impossible de retenir.

Plus tard, bien plus tard nous avons su le sort réservé à ces pauvres gens.

Remarquons que ce témoignage -antérieur à celui de Melle Godinot- avait été fait pour relater les conditions précises dans lesquelles pouvait se dérouler le ravitaillement des déportés et répondre à certaines critiques laissant supposer que la Croix-Rouge avait délibérément laissé de côté les wagons de déportés juifs. Les deux témoins affirment qu'il leur était absolument impossible d'approcher les convois ou les wagons sans l'aval des autorités allemandes...

Les conditions relatées plus haut interdisaient l'accès à ces wagons sous peine de mort pour les secouristes en raison de l'intransigeance des SS.

Ce second récit fait aussi état d'une tension très vive entre un secouriste et les Allemands.

Au cours de cette mission une violente altercation a éclaté entre un secouriste et un officier SS sur les conditions inhumaines de ce convoi et sur l'avenir de nos nations respectives. Nous avons eu très peur.

En 2003 ce secouriste témoin ⁹⁴ a cherché à identifier la date de ce train sachant que plusieurs convois étaient partis de Toulouse en août 44. Ses recherches se sont orientées dans deux directions : la piste scout, et la piste Albert Sarraut dont la présence était révélée par Melle Godinot. Ces investigations ont été fructueuses... Pour résumer il s'agit du **convoi 1247** qui a quitté Compiègne le 15 juillet 1944 pour le camp de Neuengamme (arrivée le 18 juillet). Il y avait parmi les 1500 hommes 326 « personnalités-otages ». Pour la plupart il s'agissait d'hommes politiques comme Albert Sarraut, ou de notables arrêtés dans la région toulousaine juste après le débarquement allié et amenés sur Compiègne puis déportés dans le but de servir éventuellement de « monnaie d'échange ». Parmi ces personnalités, outre A. Sarraut, des ecclésiastiques dont Jacques Duquesne dans son ouvrage « *les Catholiques sous l'occupation* » donne les noms (Monseigneur Bruno de Solages, recteur de l'Institut catholique de Toulouse ainsi que trois de ses professeurs, Monseigneur Carrière, l'abbé Decahors et le chanoine Salvat). De même Jules Contensou, commissaire de province du Haut Languedoc figurait parmi les déportés. Melle Godinot avait donc gardé bonne mémoire, malgré son âge avancé et le recueil très tardif de son témoignage...

On peut aussi estimer, comme elle nous l'a affirmé, qu'il y a eu d'autres ravitaillement de convois sans doute plus discrets, ce que confirment une autre infirmières qui a participé à un de ces ravitaillements en gare de Perrache semble-t-il, mais cette fois avec très peu de personnel et cette infirmière ne se souvient pas de la date. Cette action de la Croix-Rouge n'est d'ailleurs pas propre à la région lyonnaise. Des déportés survivants ont pu témoigner à leur tour des efforts de cette organisation pour apporter eau, nourriture ou secours quand c'était possible⁹⁵. Ces ravitaillements ont pu aussi, parfois, être pris en charge par les Equipes nationales⁹⁶.

Toutefois certains départs se faisaient de Lyon même (des civils internés à la prison Montluc) et on ne peut occulter un témoignage qui apporte une sévère réserve à ce qui précède : il s'agit de celui de Régine Skorka née en Pologne et qui figure dans l'ouvrage « *Montluc antichambre de l'inconnu* »

... le 2 juillet 1944 au matin, un autobus nous attend dans la cour de la prison pour nous mener jusqu'à la gare de Perrache. Puis nous sommes embarqués dans des wagons de voyageurs où déjà s'entassaient beaucoup de monde, des prêtres et des résistants. Des femmes de la Croix-Rouge arrivent avec des seaux d'eau mais à l'entrée de chaque wagon un SS leur donne l'ordre de ne pas donner d'eau aux juifs ce qu'elles font alors qu'elles ne sont pas surveillées.

Peur de compromettre une action déjà très mal supportée par les autorités allemandes ? Prudence à resituer dans le climat de l'époque ? Ou réticences individuelles d'un personnel dont l'origine sociale souvent catholique et bourgeoise a pris le pas sur « l'esprit Croix-Rouge » qui a pour principe de ne faire aucune exclusive ?... Il est difficile d'en juger et le seul témoin qui aurait pu éclairer cet épisode ou d'autres ne peut plus le faire... Mais sans doute, le plus souvent, il s'agissait d'une réelle impossibilité car ce que fait apparaître le cas du train en gare de Chasse - petite gare discrète au sud de Lyon - c'est que ces actions demeuraient entièrement soumises au bon vouloir des nazis, ici parce qu'il s'agissait de « personnalités », ailleurs en raison de circonstances indépendantes des autorités d'occupation (bombardements créant des arrêts inopinés ou prolongés, dans certaines gares.).

Sur ce chapitre, qui reste encore polémique, des rapports de la Croix-Rouge avec les internés et déportés « raciaux », il n'appartient pas de prendre parti. C'était encore en 1999 pour Melle Godinot un sentiment douloureux d'injustice, ayant elle, la conviction que l'équipe au sein du Comité avait fait tout ce qui était en son pouvoir. Elle nous a affirmé, sans autres éléments pouvant confirmer ce fait, que des Israélites avaient été cachés dans un abri à l'intérieur de la cour de l'immeuble de la place Antonin-Poncet sous la responsabilité du Président du Comité (B. de la Forest-Divonne)⁹⁷. Elle évoquait aussi l'affaire de

⁹⁴ Cf. [www. mémoire-net. Org](http://www.memoire-net.org) « *Un train de déportés en gare de Chasse* » G. Veniat

⁹⁵ Entre autres :

-Rapport de la Croix-Rouge de Vittel, témoignage de Raymond Thomas adressé au Frère Benoît de la Croix-Rouge de Lyon

-Historique du train 7909 dit « train de la mort » récit en gare de Reims <http://crd.ac-reims.fr> *Enseigner la Mémoire/ Histoire et Mémoire de la déportation/ Le train de la mort.*

⁹⁶ Henri Amouroux op. cit. T. 6 (P. 309)

⁹⁷ Seule l'existence d'une « construction » dans la cour nous a été confirmée.

deux enfants placés à l'hôpital Debrousse par les soins du Professeur Paufigue pour éviter leur déportation « *on cachait les enfants juifs à Debrousse en disant qu'ils étaient malades* » et l'on avait accusé la Croix-Rouge de les avoir kidnappés ! Cette réflexion aurait mérité des précisions, mais en l'absence d'un autre entretien, elle nous a laissé perplexe⁹⁸... Ceci pourrait faire référence ou simplement rappeler une affaire semblable : la douloureuse histoire des enfants Finaly⁹⁹. Y a-t-il eu amalgame ? Car l'affaire Finaly-Brun se situait à Grenoble et non à Lyon, et la Croix-Rouge, semble-t-il, n'était pas concernée. En revanche la hiérarchie catholique et plus particulièrement le Cardinal Gerlier avaient joué un rôle important en prenant, pendant longtemps fait et cause pour Melle Brun la « tutrice » de deux enfants juifs, qui refusait de les rendre à leur oncle et tante. Ce lien avec l'affaire Finaly reste cependant une hypothèse, plus simplement (et avec plus de probabilité) y a-t-il eu une affaire semblable à Lyon, avec un sauvetage Croix-Rouge ? Car l'affaire Finaly, la plus dramatique sans doute, n'est peut-être pas un cas unique. La seule certitude demeure que des enfants juifs ont été soustraits au sort de leurs parents en étant emmenés à l'hôpital Debrousse (hôpital des enfants) par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Enfin notons que Melle Godinot était encore très affectée aux souvenirs, peu après la guerre, de certains démêlés avec une personne d'origine juive faisant un esclandre et voulant à tout prix prendre la place de Melle de Leusse au sein du Comité... Et c'était en se rendant chez le grand rabbin de Lyon, rue Boissac, sans en référer à ses supérieurs hiérarchiques (M. de Loiray délégué départemental et M. Delaye nouveau Secrétaire Général) qu'elle avait réussi à apaiser la situation.

Faut-il mettre en rapport cet incident à la fin de la guerre avec le fait que la Croix-rouge française avait eu, sous Vichy, consigne d'écarter de ses membres les Israélites qui en feraient partie ? Ainsi une lettre à en-tête CRF émanant du siège de Paris et daté du 18 février 1942 et destinée aux différents Comités de province est rédigée comme suit :

Nous nous trouvons dans l'obligation de nous séparer immédiatement de tous les israélites occupant un poste ou un emploi relevant de la CRF. Je vous prie d'en aviser les intéressés et de me rendre compte de l'exécution de cette mesure. Signé le Directeur Général P. Gentil¹⁰⁰...

Ce document a été retrouvé dans les Archives municipales de Beaune¹⁰¹. Comment cette directive a-t-elle été appliquée, notamment au Comité de Lyon ? Aucune trace... Et de même, on ignore si la Croix-Rouge, dans le Rhône, comptait alors parmi ses membres des Israélites. Peu importe la Croix-Rouge française apparaît alors manifestement soumise aux directives de Vichy¹⁰². Mais cela ne préjuge en rien de la mise en pratique qui a pu en être faite... En revanche après l'occupation totale du territoire ce genre d'information ne pouvait pas échapper aux Renseignements allemands, une note de leur service à Lyon en date du 30/11/ 1943 et transmise à OKW à Berlin fait savoir que la « Maison du Prisonnier » Place Bellecour [en relation étroite avec la CRF] « *serait dirigée par un français qui serait d'origine polonaise et vraisemblablement juif* »...et celui-ci « *souhaiterait publiquement la victoire des Soviétiques* » et « *la revanche* ».

⁹⁸ Quand nous avons repris contact avec Melle Godinot son état de santé ne permettait plus un autre entretien.

⁹⁹ Les parents étaient morts en déportation, mais ils avaient exprimé le vœu que leurs enfants soient confiés à leur tante (sœur du Dr Finaly). Celle-ci vivant à l'étranger avait dès 1945 fait les démarches nécessaires et obtenu de la justice française gain de cause. Mais celle qui les avaient recueillis : Melle Brun, directrice de la crèche à qui les deux jeunes garçons avaient été confiés, refusait de les rendre, les avait fait baptiser (en 1948) et caché avec la complicité de certains prêtres et religieuses, dans différents collèges religieux où pendant huit ans (Melle Brun n'en avait plus la garde réelle) ils vécurent très isolés. La hiérarchie catholique et le Cardinal Gerlier – qui lui-même ignorait les lieux de réclusion-avaient mais tardivement compris où était l'intérêt des enfants et les firent remettre à leur famille après de longues et pénibles tractations. Cette affaire politico-religieuse qui a fait grand bruit dans les années 50 a profondément divisé les catholiques.

¹⁰⁰ Le document complet est en annexe N° 16

Le signataire sera démissionnaire de ses fonctions en même temps que Louis Bazy en octobre 1942.

¹⁰¹ Les Archives municipales de Beaune -en Côte-d'Or- sont en possession des documents de la Croix-Rouge locale de 1939 à 1945 Fonds de la Croix-Rouge 25 Z. Ces mêmes documents pour le département du Rhône nous auraient été bien utiles !

¹⁰² Le problème de la présence d'Israélites au sein de la Croix-Rouge s'était posé avec acuité dans d'autres pays et le CICR, très embarrassé, s'était efforcé de répondre en disant que le principe universel de neutralité politique, confessionnelle, raciale, s'appliquait avant tout aux victimes. Pour les membres il fallait se référer à la situation politique et sociale du pays concerné Voir lettre de Max Huber citée dans l'ouvrage de JC Favez (op.cit. P.41-42)

Le même rapport allemand présente un autre intérêt. Curieusement tandis que le nom du responsable de la Maison du Prisonnier n'est pas mentionné (apparemment l'information est donnée sous condition et comme exemple) deux hauts délégués de la CRF, dont le « *président du Comité départemental de la Croix-Rouge française à Lyon* » sont précisément nommés¹⁰³, non en tant que juifs... mais comme ayant une attitude notoirement inquiétante pour l'occupant ! Les chapitres sur Montluc nous permettront de revenir sur cette question.

L'ACTION DANS LES PRISONS (MONTLUC)

L'action à l'intérieur des prisons : prison St Paul pour les hommes, St Joseph pour les femmes, et Montluc (après le 11 novembre 1942) est un aspect particulièrement difficile à appréhender. Pendant la guerre sont enfermés dans ces lieux, ou plutôt entassés dans des conditions épouvantables, quelques prévenus de droit commun et surtout des résistants, des juifs, ou des victimes des rafles : tous ceux que les Allemands -avec ou sans comparution devant un tribunal militaire- considèrent comme des « terroristes » ou tout simplement, dans le cas des rafles, comme un matériel humain vouées à la déportation, ou otages destinés aux fusillades... Bien peu de ces prisonniers seront libérés parce qu'aucune charge n'a pu être retenue.

L'histoire de ces prisons, de 1942 à 1944, a été réalisée récemment dans un cadre universitaire¹⁰⁴ mais sans aborder le rôle des associations visiteuses pour lesquelles il n'y a pas d'archives. Pour ce qui concerne la Croix-Rouge un seul document fait référence à l'autorisation donnée par le préfet régional à « *Monsieur le colonel de la Forest-Divonne Président du Comité de Lyon de la Croix-Rouge Française et Mademoiselle Jullien de Pommerol de la Croix-Rouge française* » autorisation de pénétrer dans la prison St Joseph le vendredi 25 décembre 1943 de 8h. à midi La date montre, à l'évidence, le caractère exceptionnel de cette autorisation.

En revanche on dispose de davantage de témoignages pour la **prison Montluc**¹⁰⁵. Située à 2 km du centre de Lyon dans le 3^e arrondissement, près de la voie ferrée qui relie la gare de Perrache à celle des Brotteaux en face du tribunal militaire et de la prison militaire de la 14^{ème} Région, elle est utilisée avant 1942 pour les premiers patriotes (distribution de tracts contre Vichy). C'étaient alors des juges français qui prononçaient les sentences contre des « menées antinationales ». Mais, à partir de l'occupation de la zone Sud, la Gestapo en prit possession et les arrestations -auxquelles participèrent la Milice et le PPF- se multiplièrent faisant de ce lieu où sont passés plusieurs milliers de résistants, persécutés raciaux et otages une « *antichambre de l'inconnu* »¹⁰⁶. Selon l'historien Marcel Ruby, il est impossible d'établir avec précision le nombre des personnes emprisonnées de novembre 1942 à fin août 1944 dans les trois prisons lyonnaises. Sur les murs de la prison Montluc, une plaque indique « *plus de 15 000 hommes, femmes et enfants furent détenus ici* » l'historien réévalue ce chiffre entre 8 000 et 10 000¹⁰⁷. Le « *Mémorial de l'Oppression* » donne un chiffre plus précis (trop précis ?) : 9 378 incarcérations ...

La Croix-Rouge a eu l'autorisation de faire pénétrer du ravitaillement et des colis à **Montluc**, ce qui permettait, entre autre, de savoir qui était interné, renseignements précieux pour les familles¹⁰⁸ : « *La Croix-Rouge française en 1943 et 1944 a constamment agi de son mieux pour faire passer des colis aux malheureux détenus à Montluc par les Allemands, quotidiennement elle fournissait à tous les détenus*

¹⁰³ Il s'agit du Général Chevallier en fait « Délégué départemental », l'autre étant le Général Liégeois, directeur du Services de Santé à Vichy.

¹⁰⁴ « *Montluc la prison allemande de Lyon, novembre 1942-août 1944* » Mémoire de maîtrise d'histoire de Melle Claire Vieillard sous la direction du professeur d'Université M. Laurent Douzou (2002)

¹⁰⁵ « *Lyon Capitale* » Henri Amoretti Editions France-Empire 1964 chapitre Montluc P. 301-312

¹⁰⁶ « *Montluc Antichambre de l'Inconnu* » Bruno Permezel ; Editions BGA PERMEZEL décembre 1999

¹⁰⁷ « *Lyon et le Rhône dans la guerre* » Marcel Ruby ; Editions Horvath 1990

¹⁰⁸ Voir en annexe N° 17 deux lettres faisant mention des résultats des recherches menées par le service des internés civils de la Croix-Rouge. Documents fournis par Michel Grivet-Cruzel (Association des Fils/Filles de Morts pour la France). Les deux courriers contradictoires montrent la difficulté d'avoir des renseignements précis de la part des autorités allemandes...

une soupe substantielle » dit le document sur les activités de la CRF de Lyon¹⁰⁹. Nombreux sont en effet les témoignages qui font référence à une « soupe » de la Croix-Rouge très appréciée par les internés encore que tous n'en ont pas bénéficié parce que les conditions d'emprisonnement pouvaient sensiblement varier, selon les lieux, à l'intérieur même de l'enceinte, mais sans qu'il y ait une véritable « logique » selon la gravité des actions retenues¹¹⁰. On pouvait ainsi distinguer plusieurs sites d'incarcération : dans la cour la « baraque des juifs » dénommée ainsi bien que l'on puisse y trouver des prisonniers non « raciaux » mais tous soumis à un régime particulièrement dur... Des cellules (rez-de-chaussée, 1^o et 2^o étages) petites et presque toujours occupées à plusieurs (exemple cellule 74 : environ 2m sur 2m pour 6 occupants), l'Atelier et le Magasin, le Parloir, le Réfectoire des femmes, la Cave et, pour les plus chanceux, le Réfectoire des hommes disposant d'un point d'eau, luxe suprême !....Les conditions de l'internement pouvaient également varier dans le temps comme nous le verrons.

Les récits des témoins directs mentionnent deux soupes : celle du midi appelée « soupe allemande » et la soupe du soir dite « soupe française » confectionnée par les soins de la Croix-Rouge. Certains ouvrages écrits par les internés comme celui de M. Emile F. Terroine¹¹¹ donnent des informations précieuses. Arrêté le 22 juin 1944 Emile Terroine est libéré le 24 août avec l'ensemble des prisonniers au moment où les Allemands abandonnent les lieux. Scientifique, professeur à l'Université de Strasbourg puis de Lyon après son repli sur cette ville lors de l'armistice, il s'intéresse au régime alimentaire de la prison et en fait une description précise :

L'alimentation est tout naturellement la principale préoccupation matérielle du prisonnier .Au début de mon séjour, pendant trois semaines environ, elle fut ainsi constituée. Le matin, vers six heures trente et l'après-midi entre treize et quatorze heures, abondant liquide noirâtre, décoré du nom de café mais n'ayant bien entendu rien de commun avec ce produit. A midi, une soupe préparée par les Allemands et donnée en assez grande abondance ; chacun en reçoit tout d'abord une assiettée qui représente environ trois quarts de litres et, le plus souvent il y a du rabiote pour un assez grand nombre de détenus, parfois pour tous. A de rares exceptions près, cette soupe est très nourrissante sinon appétissante [...]

Suit la description des qualités nutritives de cette soupe dont le goût est cependant gâché parce qu'elle est trop aromatisée au cumin, ou plus désagréablement à l'essence d'amandes amères...

A dix-huit heures, nouvelle soupe, cette fois offerte par la Croix-Rouge. C'est la « soupe française ». Est-ce son origine ? Tous s'accorde à la trouver meilleure que l'autre ; il n'est pas douteux qu'elle est d'un goût beaucoup plus fin, mais souvent de valeur alimentaire moins élevée car plus diluée » [...] Tous les deux jours, la Croix-Rouge distribue environ quatre cent grammes de « pain français », le même que celui consommé par la population et qui jouit parmi nous d'une très grande faveur.

A cela la Croix-Rouge ajoute des distributions irrégulières, mais très fréquentes de fruits (oranges, citrons, tomates, pêches, poires, prunes) de biscuits caséinés, de pain d'épices, de pâtes de fruits,. Enfin nous avons le droit de recevoir tous les dix jours, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, des colis qui ne doivent pas renfermer d'aliments à proprement parler, mais qui en contiennent tout de même, sous couleur de produits de régime mis en vente par les pharmaciens ou même de préparations médicamenteuses [...] Bien entendu, les heureux qui reçoivent ces colis fréquents et abondants en font profiter leurs camarades plus déshérités.¹¹²

Le professeur Terroine, par ailleurs, fait remarquer qu'il se trouve dans le Réfectoire lieu où la détention semble un peu plus « douce » qu'ailleurs et à proximité des cuisines, ce qui pourrait expliquer les rabiots plus fréquents ...

D'autres témoignages recoupent le précédent :

La soupe consistait en un bouillon, dans lequel flottaient des légumes variant selon la saison : pommes de terre, navets, carottes, poireaux, rutabagas. Elle n'était pas très épaisse, hélas, bien que le bouillon fût lié d'un peu de farine. Chaque portion était d'un demi-litre. Un morceau de pain d'environ

¹⁰⁹ Archives diocésaines Fonds 11/II/185

¹¹⁰ Selon la remarque d'une jeune historienne travaillant sur Montluc : [pour le lieu d'incarcération] « Il n'y avait pas de logique dans la mesure où il n'y avait pas d'ordre ni de hiérarchie tant les va-et-vient étaient nombreux et rendaient la gestion impossible »

¹¹¹ « Dans les geôles de la Gestapo » Emile F. Terroine Editions de la Guillotière Lyon 4^o trimestre 1944 (P. 60-61)

¹¹² E.F Terroine op.cit. P.60 -61

250 à 300 grammes nous était aussi distribué. Il était accompagné d'une microscopique lamelle de beurre et parfois d'un morceau de fromage fondu, à peine gros comme le petit doigt. J'ai dit que c'était là le seul repas fourni par la cantine de la prison. A vrai dire le premier mois de ma détention, nous recevions presque tous les soirs une autre soupe analogue à celle du matin, mais en plus petite quantité et sans pain, Cette distribution cessa fin décembre [1943].

Elle fut avantageusement remplacée par les envois que fit la Croix-Rouge, à partir de la seconde semaine de janvier. Chaque soir, à partir de cette époque on nous apportait une soupe dans des récipients marqués aux initiales du Secours National et de la Croix-Rouge. Rien que la vue de ces récipients nous réconfortait car ils nous étaient une preuve tangible de la sollicitude de nos compatriotes. [...]

D'ailleurs la soupe de la Croix-Rouge me semblait incomparablement meilleure que celle des Boches. Elle contenait outre des légumes, des pâtes et certainement un peu de graisse. Elle était accompagnée d'un petit morceau de pain. Malheureusement, les portions étaient bien petites. Nous soupçonnions les Allemands d'en soustraire. Nous avons parfois remarqué que la soupe du matin contenait des pâtes et qu'elle paraissait faite, en partie, avec celle que la Croix-Rouge nous avait envoyée le soir précédent. [...]

Mars (1944) La soupe du soir apportée depuis janvier par les soins de la Croix-Rouge, nous est supprimée. Nous ne savons pas pourquoi. Elle me fait bien défaut, et avant que je sois habitué au jeûne supplémentaire, je sentirai plus d'une fois mon estomac me tirailler douloureusement comme au début de mon séjour en prison

Souvenirs de Raymond Léculier -arrêté le 24 novembre 1943 jusqu'au 24 août 1944- recueillis par Alice Joly¹¹³

Témoignage semblable pour les prisonniers des cellules

La nourriture est à peu près suffisante jusqu'au début de juillet [1944], c'est-à-dire jusqu'à ce que la Croix-Rouge ait dû cesser brusquement son concours pour des raisons inconnues. En effet, en plus des colis individuels composés de farines vitaminées, adressés tous les dix jours par nos familles, la Croix-Rouge faisait parvenir tous les deux jours un supplément de pain (200 grammes environ) et chaque soir une soupe peu abondante, mais appétissante.

Malheur à ceux qui étaient surpris dans ce rôle de téléphonistes [communications avec les cellules des autres prisonniers] : ils voyaient le lendemain sur la porte extérieure de leur cellule, leur nom inscrit avec la mention « Brot und Wasser » ce qui signifiait la privation de soupe ou des fruits distribués de temps à autre par la Croix-Rouge.

Charles Dechelette (mai-juin 1944) Cellule 124¹¹⁴

A partir de janvier 1944, à l'issue d'une autorisation difficilement acquise comme on peut l'imaginer et dont les archives n'ont pas gardé de trace, l'existence d'une « soupe de la Croix-Rouge » est un fait incontesté, en revanche on ne sait si tous les prisonniers de Montluc en ont bénéficié. Certains prisonniers des « cellules » n'ont jamais vu ce type de ravitaillement, ceux de la « baraque des juifs » n'en font pas état car pratiquement pas de survivants parmi ceux incarcérés en 1944¹¹⁵ ! La distribution était entièrement au bon vouloir des autorités allemandes c'est-à-dire de la Gestapo. Mais l'élément qui semble intervenir le plus : c'est la date d'incarcération...car on sait que les distributions de la Croix-Rouge se sont interrompues, à des dates différentes selon les témoignages : mars 44 pour les uns (Raymond Léculier) (interruption probablement ponctuelle) et plus sûrement juillet 44 (Charles Dechelette...). Dans son livre *Lyon capitale* Henri Amoretti donne une date très précise, mais sans mentionner la source de son information : la Croix-Rouge avait obtenu de distribuer du pain, quelques douceurs, d'apporter les colis préparés par les familles. A partir du 21 juillet, elle se voit refuser l'entrée du sinistre bâtiment. La date est confirmée dans le rapport des activités établi par la Croix-Rouge elle-même : ... une soupe substantielle jusqu'au jour où les Allemands l'ont interdite en **juillet 1944**. [C'est

¹¹³ « A Montluc, prisonnier de la Gestapo » Lyon, édition Cartier, 1945. [Seconde édition BGA Permezel (P. 26)]

¹¹⁴ Cité dans « Montluc antichambre de l'inconnu » éditions BGA Permezel (P. 55 et 57)

¹¹⁵ La baraque a été vidée de ses occupants les 17 /18 août 1944 tous (sauf un) ont été exécutés à Bron (voir *Mission terrible : Les charniers*)

nous qui soulignons]. Alors pourquoi cette interdiction? Les raisons n'en sont jamais précisées car les bénéficiaires et la Croix-Rouge les ignoraient, les autorités allemandes n'ayant, certes, pas jugé utiles de se justifier ! Il semble donc difficile de répondre avec précision à cette question. Même si un document allemand en donne probablement la « clé ».

Il faut également relater un épisode concernant une autre organisation qui est intervenue dans le ravitaillement des internés : il s'agit de **l'Oeuvre des Prisons** fondée par l'abbé Marty en relation avec les premiers opposants au gouvernement de Vichy. Cette Association était destinée à fournir un colis par semaine à chaque détenu. Assez rapidement et en accord avec le mouvement « Combat » l'abbé Marty devint un agent de liaison entre les détenus et la Résistance (réseau Alliance) mais il sera arrêté en septembre 1943, lui-même détenu à Montluc jusqu'en décembre 1943 puis envoyé à la prison de Fresnes (janvier 1944) et en Allemagne. Après l'internement de l'abbé à Montluc c'est sa secrétaire : Anne-Marie de Sainte Marie, qui en se présentant avec 500 kg de pommes de terre à la porte de la prison et, en gagnant l'amitié de l'interprète allemand, appelé Azor, parvient, au cours de l'année 1944 et sous le couvert de ce ravitaillement, à organiser un véritable service de renseignements à l'intérieur même de Montluc :

Chaque semaine je peux ainsi apporter des tonnes de légumes (et même des primeurs) ainsi que des pommes de terre et des légumes secs, qui servent à accommoder la soupe de midi, et que les prisonniers, faute de renseignements appellent la « soupe allemande » ! Sans compter aussi des fruits quand la saison le permet... « Nous savons bien que tout ne va pas aux prisonniers ; mais quand les Allemands se sont servis, il y en a encore pas mal pour les détenus !

Témoignage fourni par Marguerite Drouin à la *Commission d'Histoire de la Guerre*¹¹⁶
Ainsi la soupe « allemande » était aussi une soupe française...

L'Oeuvre des Prisons en continuant à apporter régulièrement des marchandises obtient des renseignements précieux sur l'identité des détenus, les exécutions, les déportations...

Ce service de ravitaillement couvrant une activité de renseignements a-t-il fait ombrage à la propre action de la Croix-Rouge ? On peut tout à fait le penser pour deux raisons et d'abord celle d'un incident que rapporte le témoin précédent :

Pâques arrivant, nous décidons d'apporter aux détenus un beau cadeau. En effet le Samedi-saint, trois camions lourdement chargés sonnent aux portes de Montluc [...]

La petite camionnette de la Croix-Rouge, qui apporte la soupe du soir pénètre en premier, avec à son volant mademoiselle Jullien de Pommerol suivie par le premier camion, où Margot a pris place. Mais à l'intérieur de la prison, devant les Allemands a lieu un incident bien regrettable. Mademoiselle Jullien de Pommerol, furieuse et apeurée par notre arrivée spectaculaire, s'avance vers Margot et s'écrie : « Que faites-vous ici ? Vous allez faire prendre tout le monde ; on vous a interdit de venir ! » Je n'insisterai pas davantage mais pareille réaction montre combien nous étions mal vues des bonnes œuvres officielles.

Quant aux livraisons de l'Oeuvre, selon le témoignage, elles se poursuivent malgré des arrestations parmi ses membres :

*A partir de ce jour-là je réussis à décider Margot (qui a d'autres activités) de ne plus reparaitre à Montluc, et prends sa place avec Chantal, d'abord une fois puis bientôt deux fois par semaine, jusqu'à la libération des prisonniers.*¹¹⁷ Notons toutefois que c'est à cette période que les rations alimentaires diminuent sensiblement selon les internés.

Un autre témoignage peut faire penser à un lien entre cet incident et les interruptions de distributions de la soupe Croix-Rouge, même si les dates ne coïncident pas vraiment ...En 1999 Mademoiselle Godinot a brièvement évoqué, non sans colère, le nom d'Anne-Marie de Sainte Marie qui était parvenue à entrer à Montluc en « *en faisant voir de toutes les couleurs du point de vue Croix-Rouge* ». Malheureusement le décès de Melle Godinot ne nous a pas permis d'éclaircir ce point... Un témoin de l'Oeuvre des Prisons interrogé en 2006¹¹⁸ parle simplement de « jalousie » d'une Croix-Rouge très assurée de ses prérogatives.

¹¹⁶ **Archives départementales du Rhône** : Fonds 31J/B42 et cité aussi dans « *Montluc, antichambre de l'inconnu* » éditions BGA Permezel P. 165

¹¹⁷ Marguerite Drouin ; Fonds 31J/B 42

¹¹⁸ Marie-Madeleine Marrel épouse Garcin alias « Chantal ».

Le témoignage (celui fourni à la Commission de la guerre en 1952) fait aussi remarquer que par une habile complicité, celle de l'interprète allemand : *les prisonniers reçoivent par ce moyen des colis quelques jours -parfois quelques heures- après leur internement, alors que la Croix-Rouge aurait mis plusieurs semaines à les leur faire parvenir, car elle doit attendre le bon plaisir de la Gestapo* »

Peut-on mettre en parallèle, sinon en balance, deux types d'action : une action clandestinement audacieuse et une action - non officielle- mais qui se veut neutre et soumise à des règles qui lui assurent une certaine pérennité au risque d'apparaître « timorée » ou moins efficace? Ce dont on est sûr c'est qu'il y a eu une concurrence qui a, manifestement, beaucoup gêné la Croix-Rouge... Une Croix-Rouge qui savait ce qui était advenu à ses infirmières de Fresnes. Mais, soyons clair, il est peu probable que ces conflits entre deux organisations aient été susceptibles de peser sur les décisions allemandes. D'autre part une question demeure : comment expliquer la poursuite des livraisons de la part de l'Oeuvre jusqu'à la libération des détenus (d'après le témoignage de Marguerite Drouin) tandis que la Croix-Rouge est écartée ? Le témoignage précédent suggère qu'en période de totale pénurie ces livraisons (celles de l'Oeuvre) qui semblent avoir été importantes étaient absolument indispensables aux Allemands pour leur propre compte tout en assurant le minimum alimentaire des prisonniers. D'ailleurs par la suite elles se sont faites sous la dénomination plus ou moins officielle d' « *Oeuvre de la Préfecture* ».

Ces lignes ont été écrites avant d'avoir eu connaissance de l'article d'un journal résistant « **La Marseillaise** » en date du 12 août 1944 et très violemment critique en ce qui concerne l'action de la Croix-Rouge lyonnaise à Montluc. Le ton particulièrement vindicatif de ce court texte invite l'historien à d'autant plus de prudence quant à l'interprétation des faits... que les acteurs ne sont plus là pour les éclairer. L'article, manifestement polémique (la période n'est pas propice aux subtilités de langage ou aux prudenances de la réflexion¹¹⁹...) et l'allusion à « *de sinistres rivalités et odieuses brimades* » viennent ici plutôt confirmer ce que l'on devinait d'une « concurrence » jugée sans doute déloyale par l'une et odieuse par l'autre entre deux associations oeuvrant sous la férule d'un occupant implacable. En sachant les menaces qui pesaient sur son personnel particulièrement surveillé, c'était « sur le fil du rasoir » qu'œuvrait la CRF. Une lettre de l'Abwehr-Lyon à la direction de l'Abwehr-France en date du 13 mars 1944 note :

La Croix-Rouge dispose à Lyon de différents établissements, elle s'occupe de l'envoi de courrier aux dissidents et de paquets aux prisonniers, qu'elle apporte avec ses propres camions, conduits par des infirmières, qui profitent de la distribution des paquets pour les informer de ce qui se passe, leur communiquant en particulier des nouvelles de la radio.

Il semble cependant que le personnel Croix-Rouge pénétrant dans les prisons de Lyon en 1944 (apparemment une seule infirmière conductrice et seulement à Montluc ?) n'avait pas de contact avec les internés... Mais pour la Gestapo, le doute suffisait. Comment s'étonner que la livraison de soupe et de colis ait été interrompue au mois de juillet de la même année ?

En dernier lieu, mentionnons le procès verbal d'attribution de la légion d'honneur à Melle de Leusse (Directrice locale de tous les secours aux civils pendant la guerre) et qui fait état de cette soupe de la Croix-Rouge dont ont bénéficié les internés de Montluc, cela : *malgré les interdictions de la Gestapo et bien qu'elle [Melle de Leusse] ait appris la déportation en Allemagne des infirmières de la Croix-Rouge de Paris qui assumaient le même service à la prison de Fresnes.*

En résumé ce qui s'est passé à Paris, et, à Lyon, les difficultés que l'on vient d'évoquer, montrent les limites de ce « neutralisme » qui est au fondement même de l'action de la Croix-Rouge et qu'on lui a tant reproché, mais qui, seul, pouvait assurer une action d'une certaine durée (au moins pouvait-on le penser...) quand l'humanitaire dépend d'un camp épouvantable avec lequel il faut, malgré tout, composer.

¹¹⁹ « **La Marseillaise** » paraît en juin 1942 et s'avère un précieux appui pour le Général de Gaulle. Mais les provocations outrancières du journal le font interdire à Londres par les Alliés. Reparaissant à Alger, le caractère polémique et intransigeant du journal s'accroît dans les derniers mois de 1944. (Voir article « **La Marseillaise** » dictionnaire historique de la Résistance- op. cit P.738)

Si les conditions dans lesquelles la Croix-Rouge a pu œuvrer pour améliorer les rations alimentaires des internés laissent apparaître des zones d'incertitude, en revanche son rôle - non seulement humanitaire mais stratégique - est précis au moment de la libération de la prison le 24 août 1944. Il n'est peut-être pas inutile de le rappeler.

LA CROIX-ROUGE ET LA LIBERATION DE MONTLUC : 24 Août 1944

Il faut replacer cette libération dans le contexte de plusieurs massacres d'une sauvagerie sans nom (à Bron, St Genis-Laval, et en dernier lieu au siège de la Gestapo place Bellecour) massacres dont sont victimes les otages de Montluc nombreux à être appelés « sans bagage » c'est-à-dire destinés à une mort certaine, les « avec bagages », eux, sont déportés.... Le charnier de Bron est encore ignoré mais le massacre du 20 août au fort de Côte-Lorette sur la commune de St Genis-Laval, ne peut rester caché et les équipes de la Croix-Rouge- équipe technique et équipe mortuaire - appelées le 21 seront les premières (hormis les habitants du lieu) à en découvrir toute l'horreur. Les missions de l'équipe technique et de l'équipe mortuaire seront relatées en détail dans le chapitre « *Missions terribles : les charniers* »

Ce climat de représailles impitoyables de la part d'une armée en déroute n'avait pas échappé aux chefs résistants qui oeuvraient pour la libération du pays. Avant même la connaissance précise des faits ils s'inquiètent du sort de plus en plus incertain des prisonniers entassés dans les geôles allemandes. Dès le 20 août au matin trois lettres identiques signées Maillet : délégué du gouvernement français, Berniquet : colonel pour la zone sud des opérations et Yves Farge nommé depuis avril 44 commissaire de la République¹²⁰, sont transmises respectivement au représentant de la Croix-Rouge : le Comte de Loiray, au consul de Suède : M. Robatel et au préfet régional : M. Boutemy. Ce courrier fait part du nombre de prisonniers allemands (752) faits par la Résistance en Haute-Savoie et est à remettre au Colonel Knab¹²¹ - sinistre chef de la police allemande, en vue de faire pression pour la libération des internés.

Le 21 au soir, la nouvelle du massacre de St Genis-Laval se répand rapidement. Résumons les faits : la veille entre 110 et 120 prisonniers de Montluc ont été extirpés de leurs cellules (le chiffre exact n'a jamais pu être établi) pour être sommairement fusillés dans la maison du garde du fort de Côte-Lorette sur la commune de St Genis. Les otages par groupe ont été exécutés sur les cadavres de leurs compagnons puis les corps (mais certaines victimes sont probablement encore vivantes) sont arrosés d'essence et de plaques de phosphore pour achever l'horrible besogne... Le frère Benoît qui dirige l'équipe mortuaire de la Croix-Rouge et qui est sur les lieux le lendemain vers 13h informe immédiatement le cardinal Gerlier. Après s'être rendu à St Genis, et profondément bouleversé par le spectacle, le cardinal entreprend une série de démarches auprès des autorités allemandes de Lyon dont une lettre remise directement au chef de la Gestapo Knab au cours d'un entretien très orageux, le 22 août¹²². De leur côté les chefs de la Résistance ont réagi dès qu'ils ont eu connaissance du massacre et font savoir par lettre datée du 21 août (signée Grégoire c'est-à-dire Yves Farge) le passage par les armes de 80 Allemands prisonniers des maquis de Savoie, 80 correspondant au nombre présumé des victimes de St Genis-Laval¹²³. Les victimes étaient, en fait, plus nombreuses et ne sont pas les dernières puisqu'il y a encore au moins 5 internés fusillés le 23 août au siège de la Gestapo. Les pressions pour la libération du millier de détenus encore à Montluc¹²⁴ s'accroissent mais la situation stagne. Le 24, par une audacieuse intervention, le commandant Koenig,

¹²⁰ Voir aussi Henri Amoretti « *Lyon capitale* » op.cit. P.309

¹²¹ Colonel ou commandeur Knab ou Knapp. Selon les documents plusieurs orthographes sont utilisées

¹²² Pour plus de détails voir le chapitre sur le charnier de St Genis-Laval

¹²³ En fait l'exécution des 80 prisonniers allemands a été différée et s'est déroulée en deux temps, le 28 août et le 2 septembre 1944. Il est vraisemblable que le colonel Knapp a cru que ces exécutions avaient eu lieu... Cette menace de représailles (les prisonniers allemands étaient au nombre de 752) a certainement beaucoup pesé dans la libération des détenus de Montluc

¹²⁴ 1200 détenus au moment du débarquement en Provence (15 août) selon H. Amoretti op.cit. P. 307

officier des Forces Françaises de l'Intérieur¹²⁵, parlant un allemand parfait et imitant la voix du commandant allemand Kraemmer ordonne au capitaine Boesche, commandant la prison, de quitter les lieux ...A 21h 30 les Allemands cèdent à l'injonction du pseudo Kraemmer et remettent les clés des cellules à deux prisonniers : au Général Touchon et au Général Chevallier, délégué départemental de la Croix-Rouge, ... Finalement « *Une dizaine d'hommes du groupe franc accoururent et enfoncèrent la porte avec des madriers. Suivis du RP Armand, de deux franciscaines et de deux délégués de la Croix-Rouge ils se présentèrent aux prisonniers qui chantaient la Marseillaise pour exprimer leur allégresse* »¹²⁶

La libération de Montluc est relatée en détail dans de nombreux ouvrages tant du point de vue des prisonniers¹²⁷ que de celui des acteurs extérieurs ou par la suite des historiens, c'est pourquoi nous l'avons très brièvement résumée. C'est sans doute la conjonction de toutes les initiatives et surtout les menaces d'exécutions de prisonniers allemands qui ont eu raison de l'obstination des chefs nazis... Mais nous nous proposons d'examiner de plus près le rôle spécifique de la Croix-Rouge à partir du récit que fait le Comte de Loiray de ses entrevues avec Knab chef de la police allemande dans une très longue lettre adressée au frère Benoît (en date du 19 février 1947¹²⁸). Nous en citons le contenu pratiquement in extenso pour ce qui concerne l'épisode de Montluc. Ces entrevues se situent le 15 août et surtout le 20 août, jour du massacre de St Genis qui est encore, il faut le souligner, totalement ignoré...

Mais auparavant arrêtons-nous sur la personnalité du Comte de Loiray qui vient de remplacer B. de la Forest-Divonne et qui assume désormais une double fonction : celle de Président du Comité de Lyon et de Délégué départemental en remplacement du Général Chevallier -alors interné à la prison Montluc- et dont il avait été l'adjoint. A tous ces titres et compte tenu des relations étroites entre la CRF et le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), le Comte de Loiray est tout à fait dans son rôle pour faire une démarche auprès du chef de la police allemande, même si cette démarche peut sembler dépasser la stricte neutralité de la Croix-Rouge (d'où la présence conjointe d'autres personnalités). Nous avons évidemment essayé d'en savoir plus, mais les renseignements recueillis auprès de la famille de ce haut responsable ne concernent malheureusement pas ses actions Croix-Rouge mais son important cursus professionnel au sein des entreprises lyonnaises :

Ainsi Guy Salmon de Loiray est né le 23 décembre 1883 à Limoges. Ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris il a débuté sa carrière à la Société Lyonnaise de Caoutchouc, ensuite il est employé à la Société Lumière, à Monplaisir, donc toujours à Lyon, société qu'il a quitté à la veille de la guerre (1938 ou 1939) pour entrer au bureau de la verrerie Souchon Neuvesel (devenue plus tard BSN), où il reprend ses activités après la guerre et presque jusqu'à sa mort en 1953. D'après sa fille il a démissionné de la Croix-Rouge après la libération, mais une photo de 1946 le montre prononçant un discours devant des infirmières dans la cour du vieil hôpital Desgenettes. Dans son unique témoignage Melle Godinot fait plusieurs fois référence à M. de Loiray et à son attitude courageuse face à Knab « *il faisait de la résistance* » dit-elle mais sans nous donner d'autres détails sur son action. Peu de précision donc pour des personnalités ayant joué un rôle important au sein de la Croix-Rouge lyonnaise mais il en est ainsi : rien dans les archives de Paris, rien dans les archives départementales, et les acteurs « de terrain » encore vivants (infirmières ou secouristes) n'ont pas eu de relations directes avec ces responsables dont ils ont entendu les noms, certes, mais sans se soucier de leur titre exact, ou de leur action !

Il faut donc s'en tenir au récit suivant :

[Dans ce long témoignage nous avons respecté les espacements du document d'origine]

¹²⁵ Stationne avec ses troupes et dirige la difficile négociation pour la libération de la prison. Accompagné par son adjoint Nunninger il se rend au domicile lyonnais de Boesche et téléphone par ligne directe à celui-ci (qui se trouve à Montluc) pour lui intimer l'ordre de rejoindre Macon avec ses hommes.

¹²⁶ « *Lyon capitale* » Opus cité P. 311

¹²⁷ « *Montluc Antichambre de l'Inconnu* » opus cité P.191 et svtes. René Laplace « *Combat d'Oullins* » P.29/30

¹²⁸ Document complet en annexe N° 18 (document aimablement confié par M. G. Veniat). Tous les témoignages du Comte de Loiray sont extraits de cette lettre.

Vers le 15 Août 1944, Monsieur Boutmy [Boutemy], Préfet régional, me convoqua spécialement pour me faire connaître qu'il avait obtenu de la Gestapo que cette dernière confierait tous les internés de Montluc à la Croix-Rouge avant de quitter Lyon et qu'en conséquence il me demandait de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accomplir la tâche qui me reviendrait si les Allemands tenaient leur promesse.

Après l'avoir félicité comme il convenait pour sa courageuse initiative, je rendis visite aux Sœurs Franciscaines et aux Pères des Missions africaines du Cours Gambetta. Je reçus, dans ces deux couvents, le meilleur et le plus sympathique accueil et j'obtins de constituer chez chacun d'eux, un Centre d'Accueil et des Postes de Secours : d'une part pour les femmes ; d'autre part pour les hommes internés à Montluc.[...]

Contact est pris aussi avec le Secours National.

La direction de ces deux Centres d'Accueil fut confiée à Monsieur Cachard, Président du 3^{ème} secteur Croix-Rouge à Lyon qui, le jeudi 24 Août à 21h, put accueillir les internés de Montluc.

D'autre part, et entre temps, très exactement le 20 Août 1944 un de mes très fidèles adjoints à la Croix-Rouge, Monsieur Kryn, qui tenait des liaisons constantes avec la Résistance, m'apporta une lettre du Gouvernement Provisoire de la République dont vous trouverez la copie sous ce pli. Cette lettre me priait de faire savoir au Colonel Knap, Commandant de la Gestapo, que si les Prisonniers de Montluc n'étaient pas libérés, 752 prisonniers Allemands faits par les Forces Françaises de l'Intérieur en Haute-Savoie seraient immédiatement considérés comme otages.

Monsieur Kryn me fit connaître, en outre, que la Résistance considérait bien que la mission qui m'était ainsi confiée n'était pas essentiellement Croix-Rouge et que donc, pour m'aider elle avait écrit une lettre semblable à Monsieur Robatel, Consul de Suède à Lyon ; qu'en conséquence, elle me priait de prendre contact avec ce dernier en vue d'une démarche commune.

Le même soir, à 20 heures accompagné de Monsieur Robatel, je me suis présenté à la Gestapo dans le fait de rencontrer le Commandeur Knap.

Nous fûmes reçu par un feldwebel assez grossier qui, après de nombreux coups de téléphone, nous renvoya. Comme nous avions prévu la chose, je laissais entre ses mains une copie –certifiée conforme- de la lettre que j'avais reçue du Gouvernement Provisoire. Monsieur Robatel fut alors contraint de me quitter, appelé par ses fonctions de Consul dans une autre Ville de France.

Le lendemain matin, 21 Août, le policier Zubner me fit connaître, que je devais me tenir à sa disposition et il m'emmena, vers 10 heures du matin, auprès du Commandeur Knap qui désirait avoir des explications sur la lettre dont je lui avais remis copie.

L'entretien fut des plus violent ; je dois dire que le Commandeur se montra aussi maladroit qu'il est possible de l'être. Il commença par mettre en doute l'authenticité du document dont je lui avais laissé copie ce qui me permit de répondre très vivement que je n'admettais pas que ma signature –puisque le double en question était certifié conforme- puisse être mise en doute et que je considérais la chose comme une offense personnelle.

Il exigea que je lui remette l'original de la lettre en ma possession, ce que je refusais ne pouvant -et ne voulant- me dessaisir d'un document de cette importance. La colère fut véhémement, surtout sa stupéfaction de constater qu'il existait une Organisation prenant le titre de « Gouvernement provisoire de la République ».

Il me fit alors le reproche de tenir des liaisons avec la Résistance et, comme je lui rétorquais que tout Français digne de ce nom était forcément et de tout cœur, en liaison avec la Résistance, il me fit cette réponse insensée : « Mais dites-moi donc pourquoi ? » C'était me mettre dans une position facile et

même dans une position « Croix-Rouge » extrêmement heureuse car je pus, au nom de la Croix-Rouge Internationale, élever une protestation contre les manquements des Allemands, et de la Gestapo notamment, aux règles du droit international ; soit :

- *Le travail des Prisonniers de guerre pour la nation conquérante*
- *Le travail forcé pour l'Industrie de guerre ennemie*
- *La déportation des éléments considérés comme suspects, leur détention dans des Camps de travaux forcés sans que la Croix-Rouge Internationale ait pu les faire visiter médicalement ou les soutenir par des fonds ou des colis.*
- *L'exécution sans jugement d'un très grand nombre de Prisonniers,*
- *Le refus, de la part de la Gestapo, de donner – à la Croix-Rouge- les noms de nombreuses personnes exécutées ou massacrées par la Gestapo et dont les corps avaient été abandonnés sans pièces d'identité.*

L'entretien se déroule sans que le représentant de la Croix-Rouge se fasse beaucoup d'illusion sur l'efficacité de ses arguments mais il poursuit : ...je me permis de l'attaquer sur un point particulier, concernant la Croix-Rouge, et je lui demandais les raisons pour lesquelles le Général Chevallier, Délégué Départemental de la Croix-Rouge, avait été arrêté et maintenu à Montluc.

Il me fut répondu que rien de particulier n'était reproché au Général Chevallier mais qu'il était considéré comme suspect. J'alléguais que le droit naturel voulait que le doute bénéficiât à l'accusé et qu'en conséquence le Général Chevallier devait être remis en liberté.

J'ai gardé la mémoire de la réponse de Knap qui eut le front de me dire textuellement : « si nous le mettons en liberté, nous savons qu'il sera contre nous et comme il est Général, il pourrait reprendre un Commandement ». C'était me donner l'occasion de lui citer une clause du droit international qui veut que tout Officier prisonnier soit traité conformément à son grade et mis, en l'occurrence, dans un camp de Prisonniers et de prisonniers généraux.

La réponse de Knap fut simplement : «je ne peux pas »

[Puis rappel de la promesse de libération de tous les prisonniers de Montluc faite au Préfet Boutmy pour les remettre à la Croix-Rouge] « je dus me retirer sans avoir obtenu confirmation de cette promesse »

Vous connaissez la suite de la libération de Montluc et Monsieur Cachard vous a donné, de son côté, le détail de ce qu'avaient pu faire les Centres d'Accueil que nous avons constitués.

[Les couvents contactés réserveront aux libérés un accueil particulièrement chaleureux et avec une organisation parfaite. Le couvent des Sœurs franciscaines et le couvent des Pères des Missions africaines étaient situés à proximité de la prison, de l'autre côté de la voie ferrée : les sœurs ont donc pu suivre dans l'angoisse et minute par minute d'une haute fenêtre de leur observatoire les différentes phases de la libération et c'est sur le toit de ces couvents que les corps francs avaient pris position]

Je me permets de vous signaler que, dès le 26 Août, nous eûmes le grand souci de disperser les anciens Internés de Montluc car nous avons eu la preuve que certains étaient recherchés par des P.P.F ou autres et couraient de très graves dangers. [Lyon ne sera libéré que le 3 septembre]

Le récit du Comte de Loiray mérite plusieurs remarques :

- La démarche pour la libération des prisonniers est antérieure ou concomitante au drame de St Genis-Laval. La connaissance du massacre dont les Allemands ont cherché à masquer l'ampleur par l'incendie et le dynamitage de la maison du garde a, en fait, accentué la pression sur les autorités allemandes. L'exécution massive et préméditée d'une centaine d'otages n'avait bien entendu aucun caractère militaire et apparaît d'autant plus scandaleuse que des démarches avaient été entreprises en vue d'une libération qui semblait en bonne voie (le cardinal Gerlier avait reçu du commandeur Knap

l'assurance qu'il n'y aurait plus d'exécutions à Lyon !). Le massacre violent et purement « gratuit »¹²⁹ ne pouvait que soulever une émotion et une indignation intenses ce qu'exprime parfaitement le Cardinal Gerlier dans sa lettre au Commandeur Knap le 22 Août 1944 :

*J'ai soixante quatre ans, Monsieur le Commandeur, j'ai fait la guerre de 1914 et vu, au cours de ma vie qui m'a mêlé à beaucoup de choses, bien des spectacles horribles : je n'en ai vu aucun qui m'ait révolté autant que celui que je contemplais il y a un instant. Même si l'on pouvait affirmer que tous ces malheureux exécutés avant-hier étaient des malfaiteurs – et personne n'oserait le soutenir – j'affirmerai encore qu'il était indigne d'une civilisation chrétienne ou simplement humaine, de mettre à mort de cette manière. Que dire alors si aucun grief ne pouvait être relevé contre eux ?*¹³⁰

- Concernant la Croix-Rouge l'argumentation serrée du représentant du Comité de Lyon a le mérite de rappeler les principes fondamentaux de cette organisation et la lettre, en outre, confirme les liens étroits qui s'étaient noués en 1944 avec la Résistance. Il apparaît clairement que les « personnalités » de Croix-Rouge avaient déjà, et probablement depuis longtemps, choisi leur camp...

- La lettre semble lever un point d'interrogation concernant l'incarcération du Général **Chevallier**, Délégué départemental de la Croix-Rouge arrêté le 22 juin 1944 à Lyon ; motif de l'arrestation « ignoré ». D'après le Commandant Knab il l'a été au titre de sa fonction militaire... Mais était-ce bien la seule raison¹³¹ ? Deux documents des services de Renseignements allemands et dont il a été question précédemment (en date du 30 novembre 1943 puis du 13 mars 1944) montrent combien ce haut responsable était surveillé, la dernière note précise : *Le délégué pour la région du Rhône est le général Chevalier bien connu pour ses positions anti-allemandes et surtout anti-nazies (bureau Place Bellecour)* [en fait Place Antonin Poncet, place annexe de la Place Bellecour]. Ce sont bien là, outre la fonction militaire, les véritables raisons de son arrestation et incarcération !

Les informations que l'on possède au sujet du Général Chevallier sont très minces, d'après les Archives de Paris il occupait la fonction de Délégué départemental, sans doute depuis 1941 puisqu'en janvier 1942 il apparaît sur les listes officielles avec pour adjoint le colonel Lebeau. Il était donc chargé des relations entre les instances parisiennes et les Comités du Rhône¹³² sans autre précision... Selon Melle Godinot sa fonction l'amenait surtout à s'occuper des prisonniers de guerre, mais sans doute tardivement, peu avant son arrestation. En revanche on sait que c'est à lui et au Général Touchon qu'ont été confiées les clés de la prison par les Allemands en fuite, parce qu'ils étaient les prisonniers les plus « gradés » dans l'ordre militaire, ou selon le témoignage du général parce qu'ils étaient les plus âgés ?

Nous disposons d'un document une lettre manuscrite du Général Chevallier qui, le 2 septembre 1953, tente de faire le récit de ses dernières heures de prison avec la remise des clés, mais le texte est très difficile à déchiffrer, avec de nombreuses abréviations et il est quelque peu décousu... D'ailleurs l'auteur de la lettre s'excuse de son écriture et invoque son état de santé très précaire depuis 1944. Pas d'éléments vraiment nouveaux mais quelques précisions :

Comme Délégué de la Croix-Rouge pour le Rhône au titre de détaché je fus arrêté le 22 juin 44 au matin [donc relativement à sa fonction et non en tant que militaire]

C'est en qualité de prisonnier le plus âgé qu'il aurait eu mission d'organiser la libération

...le 24 Août vers 8h30 ou 9h du soir, je vis entrer dans ma cellule (où je vivais avec le Général Marchand [...] et le colonel Guillot, relâché depuis 3 ou 4 jours) le Com. (commandant) de la prison

¹²⁹ Au sens où l'acte est détaché à la fois des nécessités et des horreurs de l'entreprise militaire... Mais le choix des otages n'apparaît pas, dans la logique des autorités d'occupation avoir été faite au hasard... C'est le commandant **Knab chef de la police allemande à Lyon** et **Klaus Barbie chef de la Gestapo** qui ont décidé des exécutions perpétrées à St Genis-Laval pour des raisons qui restent mystérieuses (voir Amouroux, op.cit T.9 P. 28 et suivantes)

¹³⁰ Lettre complète présentée en annexe N° 19 **Archives de l'Archevêché- Fonds 11/II/61**

¹³¹ Annexe N°20 : fiche de renseignement concernant François Antoine Chevallier (**Archives départementale du Rhône Fonds Montluc**). En 1944 le Général de Gaulle avait effectivement demandé aux officiers en retraite de se mettre à sa disposition pour la libération du territoire. L'armée allemande d'occupation avait donc fait arrêter et enfermer au fort Montluc - par mesure préventive- les officiers de la région lyonnaise.

¹³² **Bulletin d'information de la CRF janvier 1942 /Service de Documentation de la CRF- Paris**

*C.eur (commandeur ?) Boesch très bon pour nous*¹³³ *qui, en français* (souligné dans la lettre) *nous dit « nous partons - mais quand ? - dans 2 heures et comme le plus ancien je vous passe le commandement pour que vous relanciez tout le monde mais sans qu'il puisse y avoir entente entre les Français et mes sous-officiers. [Le Général Chevallier mentionne alors le Général Touchon que les Allemands auraient aussi contacté, mais qui -selon Boesche (bonne orthographe)- serait malade].*

Je ne l'ai pas revu, ni le lieutenant Remann [...] ni le Cap. (capitaine) Meyer qui était parti et que chacun détestait. [Il s'agit de l'Unterfeldwebel Witmayer, souvent cité par les internés de Montluc sous le surnom de Médor car il injurait et hurlait comme s'il aboyait]

*Je m'habillais, trouvais le sous-officier- me rendis chez le Général dont avait parlé le capitaine, c'était le Gl (général) d'armée Touchon qui était fatigué et s'en remit à moi [...] j'allais voir comment on pouvait s'arranger, puis avec le sous-officier je parcourus la maison : ni sous-off allemands ...tous partis, et pas un seul juif ?*¹³⁴

Les internés s'agitent tandis que le Général Chevallier tente de leur faire prendre patience, « heureusement vers 10h30 la Croix-Rouge arriva » ensuite le discours devient confus, apparemment des vivres, provisions laissées par les Allemands, sont répartis. Mention est faite des fiches distribuées par la Croix-Rouge pour circuler dans Lyon, et les femmes qui se rendent « chez les Sœurs hospitalières ». Il semble que le général soit resté à Montluc et n'en soit parti qu'après avoir laissé des instructions à un officier de gendarmerie pour surveiller les installations désertées maintenant.

...et vers 10h (probablement matin du 25 Août) je me crus libre.

Pour rentrer chez moi à Tassin, je me heurtai aux Boches avec un canon, je filais par la voie du chemin de fer et dès le lendemain je fus informé par un civil et un aumônier de Montluc que la Gestapo me recherchait, je m'éloignais chez un parent, mais sans risque jusqu'à l'entrée des Français. (c'est-à-dire le 3 septembre)

Ainsi le témoignage personnel ci-dessus confirme-t-il les dangers encourus par les tout nouveaux libérés qui risquaient d'être encore victimes moins des Allemands que des miliciens toujours présents dans la ville. Le travail des volontaires de la Croix-Rouge et autres bénévoles qui ont passé la nuit à fournir les papiers nécessaires (fiches d'identité permettant de toucher des tickets d'alimentation) s'est donc avéré indispensable. Cependant il ne fait aucun doute : les services de la Gestapo avaient déjà quitté Lyon et les soldats allemands n'avaient pas envie de s'éterniser dans la ville...Pour eux il s'agissait surtout de réussir une retraite qui s'annonçait difficile.

Et pourtant la libération des prisonniers de Montluc ne marque pas la fin de l'occupation allemande ... De durs combats se poursuivent sans résultats décisifs, et il faut encore quelques longs jours pour que souffle, enfin, le vent de la liberté...

C'est précisément sur le terrain des affrontements, quand il s'agit de secourir sans discrimination les blessés de part et d'autre, sur un champ de bataille (n'oublions pas que c'est son premier rôle : « Inter arma caritas ») que la Croix-Rouge a pu donner la pleine mesure de son efficacité. Ainsi en a-t-il été au cours des combats de la Libération....

Comme précédemment nous utiliserons systématiquement les témoignages directs des acteurs des événements car nous pensons essentiel de les faire connaître qu'ils aient été sollicités ou tirés de l'oubli (quand ils existaient, souvent dispersés ou perdus ...). Ce n'est pas une solution de facilité car les « témoignages » doivent être soumis à la critique et ce n'est pas toujours possible quand ils sont rares ou tardifs, mais, malgré tout, ces récits se recoupent et différents angles de vue permettent un panorama, sinon complet, du moins aussi précis que possible.

¹³³. Montluc, bien que « prison de la Gestapo » n'était pas dirigée par des SS mais par des sous-officiers de la Wehrmacht. Cependant « *Le très bon pour nous* » est sans doute tout à fait relatif...

¹³⁴ Le point d'interrogation fait partie du document d'origine

L'ACTION DE LA CROIX-ROUGE AU COURS DES

COMBATS DE LA LIBERATION

La libération de Lyon présente des caractères particuliers par rapport à Paris ou d'autres villes de province. Un livre récent « *Objectif Lyon* » du Général Lescel (2004) le met en lumière :

Parmi les grandes métropoles régionales françaises, Lyon est certainement celle où le processus de libération a été le plus complexe et a donné matière aux plus intenses polémiques [...]

La libération de Lyon aurait donc commencé par l'insurrection de Villeurbanne le 24 août pour se poursuivre avec l'insurrection d'Oullins¹³⁵ le 27 en précisant que ces deux communes font totalement corps avec la ville, l'une à l'Est et l'autre au Sud de l'autre côté du Rhône, Oullins étant située sur l'itinéraire de retraite des forces allemandes poussées par le débarquement allié qui vient de se dérouler sur la côte méditerranéenne le 15 août 1944... Ainsi peut-on considérer, avec cet auteur, que la libération de l'agglomération lyonnaise a duré au moins dix jours, jusqu'au 3 septembre date à laquelle les premières formations alliées et maquisardes ont pris totalement possession de la ville

Libération difficile avec son cortège de combats, et accompagnée de massacres (à St Genis-Laval, mais aussi rue Tronchet à Lyon...) épisodes douloureux où la Croix-Rouge interviendra souvent la première, et dont elle portera vigoureusement témoignage...

C'est en s'appuyant sur des récits de témoins ou d'acteurs directs de cette action de la Croix-Rouge que l'on peut essayer de reconstituer ce qui a fait le quotidien des équipes qui ont œuvré sur le terrain ... Nous livrons ici des passages de documents laissés par le frère Benoît, acteur de premier plan de ces événements. Bien entendu, dans ce cas, l'accent est mis sur le travail de mise en bière et d'identification de « **l'équipe mortuaire** » qu'il animait, mais son cahier nous donne des renseignements précieux sur ce que furent ces journées de combats. Laissons lui le mérite de « planter le décor » :

Du 24 août au 3 septembre les combats sont partout, les balles sillonneront toutes nos rues. Les équipes de toute nature seront toujours sur la brèche avec une ardeur farouche partout où il y aura des victimes, leur honneur sera de n'avoir jamais laissé un blessé, un mort, un être à protéger abandonné.

Leur audace sera même telle auprès de l'occupant, que bien souvent elles arrêteront le feu, sauront toujours s'imposer sauvant ainsi des milliers de vies humaines.

Ce témoignage concerne aussi un des épisodes tragiques de la libération : la tuerie de la rue Tronchet. Mais d'autres massacres pendant cette période cruciale- d'une ampleur telle que la Croix-Rouge les a désignés comme « charniers »- méritent un chapitre à part.

¹³⁵ Sur ces deux insurrections cf. le récit précis des événements militaires dans l'ouvrage déjà cité « *Objectif Lyon* » Chapitre X P. 353 et suivantes

L' INSURRECTION DE VILLEURBANNE 24 - 28 août 1944 (cahier de F. Benoît)

Le 24 août au soir Villeurbanne s'insurge la situation est très grave car l'occupant est nombreux et organisé.

Les équipiers mortuaires auront fort à faire. La plus grande prudence sera nécessaire face à des situations plus délicates il faut relever les morts et les blessés, sauver des vivants, se trouver des deux côtés des lignes de combat les traverser sans cesse. Eviter des représailles, négocier au besoin.

Quatre dépôts mortuaires seront ouverts avec des difficultés encore inconnues. Des soldats allemands ont été tués au combat, il faut faire le relèvement des corps et des sépultures clandestines pour éviter des représailles et cela alors que la ville est reprise.

Deux corps de fusillés [des résistants] seront relevés et déterrés à la caserne de la Doua alors que les Allemands sont présents mais l'opération sera menée avec une telle prudence et audace qu'ils ne s'apercevront de rien (mais le chef d'équipe de dix équipiers en aura des sueurs froides quand il sera tiré d'affaire)

Les équipiers mortuaires sont de toutes les missions de secours et arriveront à arracher des blessés avec des chemises pleines de munitions.

Nombre de morts 120.

La Croix-Rouge sera également témoin actif d'un drame sanglant qui se déroule ce même jour, rue Tronchet dans le 6^e arrondissement de Lyon, à proximité d'un poste de secours et d'un dépôt mortuaire. Si nous plaçons ici cet épisode, c'est qu'il est à mettre en relation avec les tentatives de libération qui secouent alors la commune de Villeurbanne à l'Est de Lyon¹³⁶

La tuerie de la rue Tronchet 24 août 1944

Cet événement dramatique est bien connu, et son récit- très documenté à partir de 37 dépositions de témoins directs- figure dans le ***Mémorial de l'oppression*** rédigé sous la direction du Professeur Mazel. Rappelons brièvement les faits. Les Allemands avaient occupé et transformé en hôpital militaire un groupe scolaire, celui de la rue Tronchet, bien situé par rapport à quelques points importants comme la Gare des Brotteaux, la caserne de la Part-Dieu, le lycée du Parc et le Palais de la Foire où étaient stationnées des troupes. Dans la deuxième quinzaine du mois d'août et en raison d'une agitation qui pouvait affecter la banlieue lyonnaise après le débarquement de Provence, les Allemands évacuent le groupe scolaire pour regrouper leurs services sanitaires à la Croix-Rousse, à proximité de leur hôpital principal. L'évacuation s'achève le 24 août au début de l'après-midi.

La population voisine se croit autorisée à récupérer ce que les Allemands ont abandonné sur place, du matériel et des victuailles, avec l'aide des employés civils qui, selon certains témoignages, auraient reçu du personnel allemand l'autorisation de se servir...A partir de là, en quelques minutes, en cette période de pénurie, un attroupement se forme espérant bien obtenir quelques parcelles de la distribution.

Mais brusquement les choses prennent une tournure tragique. Avisé, à la Part-Dieu par ses indicateurs, le commandement allemand pour réprimer cette légère et inoffensive agitation, envoie aussitôt sur les lieux un détachement de troupes d'aviation. Quels ordres furent-ils donnés ? Ce qui allait se produire permet tout au moins d'en deviner la rigueur.

Les renseignements parvenus aux Allemands devaient être très précis car l'opération se déroula sans fausse manœuvre : un car dépose la troupe dans la rue Garibaldi à proximité de la rue Tronchet. Immédiatement elle se déploie l'arme à la main et remonte cette dernière rue en direction du

¹³⁶ Pour cette mise en relation voir **François Lescel** ; op. cit.

groupe scolaire. Un peu avant d'y arriver, sans avertissement préalable, sans qu'aucune tentative ait été faite les soldats ouvrent le feu ¹³⁷

Suit le récit de la tuerie y compris avec des mitrailleuses légères en batterie dans le carrefour. Parmi les victimes surtout des femmes et trois jeunes filles de 13,15 et 16 ans.

Le témoignage du frère Benoît corrobore en tout point le rapport très détaillé du Professeur Mazel, mais il a l'avantage de préciser **comment se sont déroulés les secours** et pourquoi la Croix-Rouge s'est trouvée assez rapidement mêlée au drame, c'est pourquoi nous avons jugé utile de donner l'essentiel de son récit, tout en y ajoutant une ponctuation et en rectifiant quelques orthographes approximatives pour en faciliter la lecture. Ce récit figure sur un simple cahier, comme le frère Benoît avait l'habitude de le faire pour toutes les actions auxquelles il participait, et c'est manifestement un brouillon, sans doute destiné à une des nombreuses conférences qu'il a données à l'issue de la guerre. Il s'adressait alors à un public de secouristes ou membres de la Croix-Rouge n'ayant pas participé directement aux événements relatés mais ayant vécu cette période. Le même épisode, mais très abrégé, se retrouve dans le cahier destiné au rapport demandé en 1950 :

Nous ne ferons pas le récit complet du drame de la rue Tronchet que chacun connaît mais le récit du sauvetage moins connu.

La suite détaille les circonstances qui font que le frère Benoît se trouve le 24 août précisément au dépôt mortuaire (ou DM) du St Nom de Jésus -dans un couvent dominicain du 6^e arrondissement- il a été envoyé sur place par Melle Godinot responsable de ces dépôts pour Lyon et banlieues proches. Ce lieu, situé à proximité de la rue Tronchet, vient de recevoir les corps de six jeunes résistants tués au cours d'un accrochage qui annonce les premiers combats de la libération et le Frère est chargé de contrôler le travail de l'équipe mortuaire composée de Mme Paufigue, Mme Voisin, une religieuse infirmière CRF : sœur Marie-Emmanuel et des secouristes qui les assistent.

... Brusquement des rafales de mitrailleuses éclatent, des personnes tombent dans les rues voisines.

Toutes les équipes se précipitent et malgré le feu toutes les victimes proches sont relevées. Le feu sera de plus en plus intense.

Un religieux fait équipe avec Sœur Marie Emmanuel, ils pansent et relèvent plusieurs victimes. Tous les équipiers sont admirables de courage et d'entrain. Le feu est toujours très violent sur la rue Tête d'Or et on peut voir des équipiers amener des victimes sous de terribles rafales.

On crie des fenêtres « des blessés rue Tronchet » l'information arrive de fenêtre à fenêtre.

[.....]

[Sœur Emmanuel]... pourra arriver jusqu'à la rue Tronchet, par la rue Cuvier et verra achever les blessés et survivants au fusil, au pistolet, à la grenade, à la crosse. Courageusement elle se pendra au bras des exécuteurs et suppliera « Monsieur ne les tuez pas » se voyant impuissante elle se replie pour aller chercher du secours au St Nom.

Pendant ce temps le religieux [en fait le Frère parle de lui-même sans se citer, probablement par modestie¹³⁸] tente d'aborder la rue Tronchet directement par la rue de la Tête d'Or au milieu de la rue il montre son brassard Croix-Rouge plus apparent sur sa bure brune.

Malgré cette précaution non pas une rafale mais une bande entière à feu soutenu est lâchée. Il prend alors les côtés et progresse d'allée en allée il reprend le milieu de la rue et remonte son brassard, nouvelle bande de mitrailleuse, il reprend sa progression par les allées et atteint la rue Bossuet ou de Sèze où il reprend à nouveau le milieu de la rue toujours le brassard en avant, troisième bande sans parler des coups de feu individuels. Les Allemands ne veulent vraiment pas que soit abordée la rue Tronchet. Notre religieux pense alors aux équipiers, il les connaît, il sait leur serment, ils vont sortir, ce sera un massacre inutile.

Il se replie sur le St Nom pour les empêcher de sortir.

¹³⁷ « *Mémorial de l'Oppression en région Rhône-Alpes* » fascicule N° 1 P. 29 et suivantes

¹³⁸ La fin de ce récit porte la phrase suivante « *Frères et sœurs du Secourisme et du sauvetage, ce récit de l'un d'entre vous ne veut pas être personnel chacun et chacune de vous pourrait le faire comme et avec plus de raison que moi* »

Il était temps. En arrivant il entend « Il y a des blessés, l'équipe doit tenir son serment, elle va sortir ». Non répond le religieux les Allemands sont intraitables, on ne peut laisser massacrer ces jeunes inutilement. Il faut tenter le passage à deux ou trois seulement, veillez et si on réussit venez vite.

Sœur Marie Emmanuel vient d'arriver et signale de nombreuses victimes. Il faut passer coûte que coûte. D'elle-même une équipe se forme. Elle est composée du Père Barbeaux [père dominicain] sœur Marie Emmanuel, un Franciscain [frère Benoît], rejoints par un équipier avec sa poussette porte-brancard. Cette équipe n'a aucun droit au recul, il faut qu'elle passe ou périsse. La charité doit vaincre la fureur ; mais elle comprend ce que veut dire alors sauver ou périr. Délibérément elle prend le milieu de la rue, le Père Dominicain, la sœur ou l'équipier sont en blanc, casque Croix-Rouge en tête, il ne peut cette fois y avoir prétexte à équivoque comme avec la robe brune¹³⁹.

Par à coups on avance, des coups de sifflets allemands la bloquent un instant elle s'arrête et repart pour s'arrêter à nouveau.

Des personnes dans la rue faussement rassurées tentent de passer il faut les rudoyer, d'ailleurs les passants trop rassurés par la présence de la Croix-Rouge. seront une constante gêne pour le sauvetage. Arrivés un peu avant le cours Morand on rencontre des soldats allemands à plat ventre et l'arme au poing on avance quand même, quelques personnes tentent le passage un coup de sifflet nous bloque et un allemand nous fait signe d'avancer on se précipite.

On arrive rue Tronchet.

Terrible spectacle, plus de cent personnes sont étendues sur cinquante mètres, 8 mitrailleuses sont en position deux par deux dans le carrefour de la rue Tronchet.

Un silence vraiment de mort, notre religieux de tantôt, vieux soldat des deux guerres sait que des précautions sont à prendre il interroge les allemands [...]

Il crie alors « pas de blessés » rien ne répond. « Pas de blessés » répète-t-il, alors une femme répond « moi », des Allemands ont un geste de surprise, une équipe conduite par un prêtre ou religieux vieux combattant veut assurer le minimum de risques aux équipiers [...]

Il faut alors composer avec le commandant allemand (feldwebel) qui menace le petit groupe de son arme mais finalement laisse agir la Croix-Rouge. Dès lors les secouristes se précipitent pour assurer les premiers soins : il est urgent de panser les blessures, arrêter les hémorragies, une ambulance fait le transport au St Nom où, là : « d'autres dévouements se prodiguent sans compter ».

: Le récit continue avec un autre type de sauvetage

Un camion est amené sur lequel sont entassés les morts avec les objets retrouvés près d'eux, du linge, des paquets de biscuits, des boîtes de conserve causes du drame. Dans la maison de la rue Tronchet où se trouve une maison de cinéma [l'Alliance cinématographique, située rue Duquesne proche de la rue Tronchet ? Ou plutôt un studio clandestin ?]...Au premier étage de cette maison se trouve un important groupe de résistants armés, ils ont une quantité de plastic, ils sont prêts à se défendre jusqu'à la mort et se faire sauter plutôt que de se rendre. La Croix-Rouge empêche la visite de cet immeuble où se trouve des documents très importants et les archives cinématographiques de la résistance ; que serait-il arrivé si on n'avait (pas) empêché la visite, c'est le commandant Lafond qui me le dit en ajoutant : nous vous devons la vie . [......] On oblige chacun à demeurer sur place en attendant le calme.[...]

Un certain nombre de personnes n'étant pas atteintes en profitent pour se mettre à l'abri. Le dernier corps est retrouvé dans un café à l'angle de la rue Garibaldi. Le bilan de cette triste journée sera de 26 morts, de 21 blessés sans compter les légers et nous rentrons au St Nom, du sang jusqu'au coude et à la cheville.

Le petit dépôt mortuaire du matin a singulièrement grandi.

[...]

¹³⁹ Le témoignage du frère Benoît est résumé sous une forme très concise dans le **Mémorial** : *J'avais essayé de passer pour me rendre auprès des blessés dit le frère Marie-Benoît. J'ai montré mon brassard Croix-Rouge. A trois reprises différentes, malgré cette précaution, j'ai essuyé des rafales de mitrailleuse. J'ai compris alors très nettement avec mon expérience d'ancien combattant des deux guerres que les Allemands ne voulaient absolument pas nous laisser aborder le carrefour de la rue Tronchet.*

Le St Nom sera l'un des plus importants dépôts mortuaires de Lyon avec 108 morts.

Pour compléter le rôle de la Croix-Rouge dans cet épisode de la libération il faut mettre en lumière l'action de Sœur Marie Emmanuel qui figure également dans le **Mémorial**

Dès qu'elle avait entendu la fusillade, insouciant du danger qu'elle courait, la sœur Marie-Emmanuel, de l'ordre des Catéchistes Missionnaires, infirmière de la Croix-Rouge s'était précipitée vers les lieux de la tuerie : blessée elle-même au bras, ses vêtements traversés par deux autres projectiles, elle tente courageusement d'intervenir...

Pour son courage, Mme Roussillon -sœur Marie Emmanuel en religion- (née le 12 décembre 1914 à Toulouse) reçoit une distinction honorifique ¹⁴⁰ dont il est fait mention dans les Archives de la Croix-Rouge de Paris.

D'autres témoignages confirment la manière dont les secours sont intervenus, ainsi celui du Général Anselme 84 rue Tête d'Or :

J'ai vu arriver les infirmières et les brancardiers venant de la rue de la Tête d'Or, de la direction de la Part-Dieu, environ une demi-heure ou trois quart d'heure après le début de la fusillade ; à ce moment là on tirait encore et j'ai même admiré les équipes qui arrivaient : il y avait des jeunes gens et un prêtre habillé de noir ¹⁴¹

En cet été 1944 bien d'autres drames montrent combien les actions de la Croix-Rouge pouvaient se révéler difficiles, même quand elles n'étaient pas périlleuses... En effet les secouristes et les sapeurs-pompiers sont systématiquement écartés des lieux de représailles, comme lors de la fusillade de la Place de la Bascule qui a fait des victimes civiles, sans raison apparente sinon la fureur des Allemands ¹⁴², ainsi au N°2 de la rue Desjardins, le 26 août, dans la banlieue Sud de Lyon. Les Allemands sont revenus sur les lieux d'une escarmouche pour ouvrir le feu sur des immeubles, déclenchant ainsi un terrible incendie qui piège 23 familles qui parviennent à se réfugier dans la cave. Les pompiers ont interdiction de combattre le sinistre malgré toutes leurs tentatives et les services de la Croix-Rouge ne peuvent intervenir avant le lendemain matin, et seulement pour aider les malheureux à sortir des ruines fumantes... Heureusement les murs de la cave ont bien résisté... Parmi les rescapés, deux enfants en bas âge ont échappé presque par miracle à une mort certaine (utilisation de l'eau d'un robinet de purge pour attaquer les flammes envahissantes). Un mois avant (27 juillet) ce sont cinq résistants, extraits de la prison Montluc ¹⁴³ - qui, en représailles d'un « attentat » visant le restaurant « Moulin à Vent » de la Place Bellecour (très fréquenté par les Allemands) sont fusillés à cet endroit précis et les corps sont laissés sur place sans que personne ne puisse intervenir. La place Antonin Poncet est à deux pas, Melle De Leusse et un autre membre de la CRF, le colonel d'Astafort accourent et tentent de s'approcher pour porter secours... en vain

Peu après, dans la banlieue Sud de Lyon, plus précisément à **Oullins** se déroulent des combats entre forces d'occupation et résistants. Ces tentatives de libération ne sont pas sans rappeler celles de Villeurbanne, finalement sans résultat ...

¹⁴⁰ « *Bulletin d'information de janvier 1945* »

¹⁴¹ Archives départementales « *Mémorial de l'oppression* » Fonds 3808 W1100 (cote 27 b)

¹⁴² A mettre en relation avec l'insurrection de Villeurbanne (cf. François Lescel op.cit.)

¹⁴³ Il s'agit de René Bernard, Albert Chambonnet, Pierre Chirat, Gilbert Dru, Léon Pfeffer ; R. Bernard oeuvrait au sein du Front National, Dru et Chirat appartenaient à une organisation chrétienne de la Résistance, Chambonnet était un chef de l'Armée secrète, L. Pfeffer, était un agent du bataillon Carmagnole mais aucun des otages n'avaient un lien avec l'attentat (qui d'ailleurs n'avait fait aucune victime)

L'INSURRECTION D'OULLINS 27 au 29 août 1944

Le 24 août, tandis que Villeurbanne s'insurge, à Oullins le Comité de Coordination (émanation du Comité de Libération –CDL–) donne comme dans tout l'Est lyonnais des consignes de grève générale pour aider à l'avance des Alliés. Rappelons que cette commune est située sur l'itinéraire obligé des troupes allemandes dans leur reflux vers le Nord après le débarquement de Provence. C'était en outre un nœud ferroviaire et stratégique de première importance. En fait les vrais combats se dérouleront surtout les 27; 28 et 29 août c'est-à-dire après la « liquidation » de Villeurbanne. François Lescel fait le récit détaillé de ces événements d'un point de vue militaire, il s'appuie aussi sur un témoin (René Laplace) qui lui paraît tout à fait digne de foi dans la reconstitution minutieuse des faits¹⁴⁴, reconstitution qui a le mérite de faire une large place au drame vécu par la population et au courage des équipes de secours : Défense Passive et Croix-Rouge. Les témoignages de René Laplace, du frère Benoît, et d'un jeune secouriste d'alors, se recoupent pour donner l'idée des difficultés rencontrées et de ce qui a pu être fait pour les blessés...et les morts.

Suivons d'abord le compte-rendu d'un secouriste. Déçu de ne pas avoir participé à l'action des équipes à St Genis-Laval en raison de son jeune âge (16 ans), et des risques liés à la présence des auteurs du massacre, encore présents, il s'implique avec énergie dans les autres missions : missions de liaison à Villeurbanne et missions de secours à Oullins.

Notre affectation, le dépôt mortuaire où nous faisons la connaissance de Roger Courbon¹⁴⁵ et de notre chef d'équipe Jean Bernollin...nous étions chargés de l'identification et de la réception des familles pour les victimes civiles et militaires, le poste de secours était dans une salle des Fêtes et le dépôt mortuaire était dans un local attenant ; le sol était préparé avec de la sciure de bois vu l'état des corps que l'on nous amenait [...]. Dehors c'étaient des tirs sporadiques, des blessés arrivaient au poste de secours, dans ma mémoire j'ai le souvenir de l'aboiement des mitraillettes lourdes, la bataille d'Oullins commençait.

[.....]

Un problème surgit c'était le manque de cercueils ...

L'arrivée des corps était telle que notre petit dépôt fut vite saturé nous prîmes alors possession de la salle de gymnastique et Frère Benoît après de multiples discussions véhémentes avec l'occupant réussit à franchir le barrage de la Mulatière avec des cercueils ce qui nous soulagea de l'odeur ambiante.

Notre mission était non seulement la gestion des morts mais le relevage des corps, gisant dans la rue, là où ils étaient tombés souvent en mauvais état avec des blessures horribles [...]

Vint le bombardement, les Allemands tiraient depuis le Fort de Ste Foy, nous entendions passer les obus, là un drame se produisit, Renée Courbier et sa mère Marie Courbier qui se rendaient au poste de secours pour accomplir leur mission Croix-Rouge furent mortellement atteintes, sa mère fut tuée sur le coup, Renée, elle, succomba dans les bras de ses compagnons de la Croix-Rouge, une bien triste arrivée dans notre local DM.

Un fait m'avait frappé lors d'une sortie, j'avais remarqué des soldats sous uniforme allemand mais de faciès asiatique¹⁴⁶ et fortement armés en affût avec des mitrailleuses, nous n'allions pas tarder à savoir qui étaient ces individus. Après notre repas un coin de la pièce nous fut indiqué pour nous reposer, des journaux nous servant de matelas, ça n'a pas duré longtemps des hurlements nous

¹⁴⁴ « **Le combat d'Oullins 29 août 1944** » René Laplace Lyon, L'hermès 1977

¹⁴⁵ Secouriste, à ne pas confondre avec le responsable de l'identité judiciaire qui porte le même nom...

¹⁴⁶ Appelés « Mongols » Troupes enrôlées dans les territoires soviétiques occupés et composées d'ethnies diverses facilement mémorisées sous l'image de troupes barbares. Tous les détails de cette appellation figure dans le site www.memoire-net.org

parviennent de l'extérieur et nous voyons des flammes, la grande rue était incendiée c'est alors que je reçu l'ordre d'escorter des civils à la limite d'Oullins , départ d'un groupe d'une dizaine de personnes dont une femme enceinte , moi à l'avant fanion de la Croix-Rouge déployé pour être identifié, quoique avec les Mongols !

Après avoir mis en sécurité la femme enceinte à bout de force, finalement accueillie par une habitante, la petite troupe arrive à la sortie d'Oullins... De ce « baptême du feu » qui semblait la répétition du bombardement du 26 Mai 44 où il fallait à la fois s'occuper des blessés et des morts, ce secouriste se souvient avec émotion du frère Benoît essayant avec des papiers et des chiffons de redonner figure humaine aux morts, à cette infirmière Croix-Rouge qui prit sur elle d'annoncer à une jeune secouriste la mort de sa mère et de sa sœur, la même infirmière qui lui adjoignit de parler à un mourant allemand horriblement blessé, dans une langue qu'il ne pouvait comprendre, mais pour lui assurer une présence jusqu'à la fin... Et surtout il se souvient de son chef d'équipe Bernollin responsable du dépôt mortuaire qui plaisantait pour le soutenir dans les moments où l'angoisse se faisait trop forte et qui prenait son tour de garde quand la fatigue l'écrasait.

Laissons aussi la parole au frère Benoît à qui il est si souvent fait référence :

Un chef d'équipe est retiré de Villeurbanne par le Président du Comité de la Croix-Rouge lui-même avec mission d'ouvrir un passage à la Mulatière, il sera plusieurs fois refoulé, alors visite aux commandanturs où il faut se montrer très ferme et crier haut, défendre énergiquement les principes de la Croix-Rouge : là où sont les victimes , là est notre droit (souligné dans le texte) . Le passage doit toujours nous être donné. « D'ailleurs toutes les fois que nous avons trouvé vos victimes, nous les avons secourues comme les nôtres ». Ce fait, bien connu de l'occupant vaut à la Croix-Rouge des félicitations qui facilitent ses missions de secours¹⁴⁷.

Enfin après de nouvelles et énergiques protestations, querelles même, le passage à la Mulatière est ouvert, toutes les autorités, tous les secours peuvent passer sous le couvert de la Croix-Rouge malgré la présence des Mongols et le feu quasi continu.

A Oullins les équipiers mortuaires et autres susciteront l'admiration de tous. Toutes les victimes, quelles qu'elles soient, seront relevées sous les feux les plus violents car on tire sur elles (ce n'est d'ailleurs pas seulement à Oullins mais un peu partout). Ils seront parfaitement imbus de ce principe que lorsqu'il y a des victimes un équipier Croix-Rouge n'a pas droit au recul, ils seront pompiers, déblayeurs, négociateurs dissimuleront les personnes menacées, aucune victime ne sera laissée sans secours.

Un fait particulièrement remarquable : deux troupes adverses prennent position tout près d'un poste de secours et d'un dépôt mortuaire. Le chef d'équipe mortuaire Bernolin s'en va tranquillement trouver les chefs des deux troupes et leur dit « allez vous battre où vous voudrez, ici c'est un poste Croix-Rouge avec des blessés et des morts » et le plus beau c'est que chacun se retire, tant pis pour la stratégie (souligné dans le texte)

Des cercueils seront même amenés de Lyon

Nombre de morts 56

Identifiés et blessés ?

Il y a parmi les morts beaucoup d'Allemands.

Ces deux témoignages -de la part d'acteurs très impliqués dans les secours- peuvent apparaître à juste titre comme destinés à exalter le rôle de la CRF, mais les passages suivants tirés du livre de René Laplace, témoin que l'on peut juger plus impartial, montrent que ces récits correspondent bien aux réalités vécues sur le terrain, de plus les détails sont très précis sur l'organisation des secours :

Samedi 26 Août

« La fièvre augmente. La Croix-Rouge est alertée[...]

¹⁴⁷ Voir plus loin : « Les soldats allemands »

après-midi

Le service de santé est donc établi de la façon suivante :

- *A l'école St Thomas d'Aquin, poste de secours central avec le Docteur Bertholey, médecin-chef ; les docteurs Claude, Bégule, Chapelon, Chopin, Baleyrier et Schlienger [de la Défense Passive très efficacement présente]*
- *Des postes auxiliaires sont installés avec des équipes d'urgence de la Croix-Rouge, rue de la Camille et rue Fleury, et pendant un certain temps au château de la Bussière. [...]*
- *Le dépôt mortuaire est établi au Cercle catholique.[...]*

Comment vont se dérouler les opérations ?

Nous savons tous depuis quelques jours que des événements décisifs sont proches. Les colonnes ennemies remontent vers le Nord et une bagarre s'est déjà produite à La Mulatière.

La composition des équipes d'urgence de la Croix-Rouge rue Fleury est détaillée comme suit : 2 ou 3 infirmières, 4 ou 5 secouristes et 7 ou 8 hommes (brancardiers ?). Il n'y a aucune voiture de transport mais « *un industriel se met bénévolement avec sa camionnette au service de la Croix-Rouge dont le responsable général, agent clandestin de la Résistance vient de passer la direction à un successeur. »*

Outre le fait de mentionner l'organisation des secours au sein d'un poste Croix-Rouge, le témoignage de René Laplace paraît bien confirmer ici, au détour d'une phrase, le fait que le responsable de la Croix-Rouge lyonnaise : Bernard de la Forest-Divonne, reconnu pour ses activités résistantes jusqu'alors soigneusement cachées, est remplacé par le Comte de Loiray dont les attributions ont été notablement élargies et qui prend la direction du Comité.

D'autres pages confirment les témoignages précédents sur l'action des équipes d'urgence et des équipes mortuaires de Lyon et d'Oullins, mais les tentatives de libération ont finalement échoué (prématurées ? mal préparées ?)¹⁴⁸ et ont surtout coûté cher en vies humaines :

Le travail des brancardiers est écrasant. Les blessés, les morts sont apportés au poste d'urgence. Le passage de la grande rue est une gageure mortelle. Il faut pourtant la franchir pour emmener les blessés du secteur nord vers le poste de secours St Thomas d'Aquin, ou les hôpitaux de Sainte-Eugénie ou du Perron. Pendant une heure, des mourants sont « coupés de secours »

Une jeune fille, blessée grièvement avec sa mère tuée à ses côtés est étendue inerte¹⁴⁹[...]

De jeunes brancardiers bénévoles suant dans le matin frais sont étonnants d'ardeur et de calme. L'un d'eux court avec un drapeau flottant haut, d'autres résistent au poids du brancard. Nous voudrions pouvoir citer un de ces jeunes...

Il faut un docteur ! Les Allemands sont installés au Terminus. Tout à l'heure un maquisard s'était cru rusé, pour le coup de feu de coiffer le casque blanc. Maintenant les Allemands tirent sur le drapeau Croix-Rouge. Notre jeune brancardier traverse la grande rue. Il trouve à St Thomas d'Aquin le docteur qu'il ramène. Il faut franchir à nouveau la rue.

Alors les balles claquent. De la peur. Aucun mal.

Jeudi 31 août

Les routes sont interdites à la circulation. Les équipiers Croix-Rouge tentent de circuler en se réclamant de leur insigne ;

-Croix-rouge ?...terroristes ! réplique un allemand de surveillance, en mimant le geste de quelqu'un qui se coiffe du casque blanc dérobé sur la tête d'un équipier et tire en se camouflant.[...]

« Déjà les cadavres du Golf¹⁵⁰ sont amenés au poste de la Croix-Rouge. Comme impassible sous sa robe de bure marron, le « Père Benoît » se livre à un étonnant travail : il refait la face à un petit enfant dans le visage arraché par un éclat d'obus. Le Père rafistole les lanières de peau pendante. Il glisse, en dessous, des tampons de chiffons pour remplacer la chair dévorée. Il coud et recoud. Il façonne des reliefs. Il recrée une expression humaine. Longuement...

¹⁴⁸ Voir les critiques concernant les insurrections de Villeurbanne et d'Oullins dans l'ouvrage du Général Lescel (op. cit.)

¹⁴⁹ L'auteur dans une note donne les noms : il s'agit bien de Renée et Marie Courbier, mère et fille secouristes Croix-Rouge, mortellement blessées (René Laplace op. cit.P.80)

¹⁵⁰ Le Golf-club d'Oullins est atteint par un obus allemand qui fait des victimes : un enfant et 4 adultes

Samedi 2 Septembre

[...] *C'est la débâcle !*

Mais sous la pluie du samedi après-midi, il n'y a plus rien, que quelques crépitements de mitraillettes vers Chaponost, les explosions lointaines et monstrueuses des 27 ponts de Lyon qui sautent sur la dynamite allemande, et puis le père Benoît qui s'en va, modestement et renvoie, une heure après, malgré les Allemands gardant le passage de la Mulatière, un courrier spécial rapportant la chaîne introuvable qui peut seule dépanner l'unique camionnette de la Croix-Rouge d'Oullins.

LA LIBERATION DE LYON

Les journées de Septembre

Un peu plus tard (1er, 2 et 3 septembre) tandis que des combats se déroulent encore à Brignais (au Sud-Ouest de Lyon, à une dizaine de km), c'est à Lyon même que la Croix-Rouge doit intervenir au moment où les Allemands abandonnent définitivement la ville mais non sans avoir fait sauter presque tous les ponts du Rhône et les ponts de la Saône et que sera détruit dans des circonstances toujours mal éclaircies le dôme de l'Hôtel-Dieu, grand hôpital au cœur même de la cité et qu'il faudra, de toute urgence, évacuer...

Une lettre -d'un correspondant anonyme- parue dans le **Bulletin d'information** et datant de **janvier 1945**¹⁵¹ fait état -avec quelque emphase- de l'attitude exemplaire des membres de cette Croix-Rouge lyonnaise. On peut facilement dater les événements relatés du 2 septembre, jour de la destruction systématique des ponts.

En voici quelques extraits¹⁵²:

Je tiens à vous envoyer cette lettre en témoignage de mon admiration [...] j'ai vécu au cœur de l'une d'elles (équipes d'urgence) les journées de la Libération [...]

Je les ai vus partir les nuits de bombardement, puis rentrer les yeux crevés par la fatigue et emplis de vision d'horreur ; ils refusaient le repos pour repartir aussitôt, seulement chaque équipier avait à cœur de soutenir le moral de l'autre [...]

Le jour qui devint celui de la Libération, tous les ponts de Lyon avaient été minés par les Allemands. Le local dont je vous parle était situé à 60 m. du viaduc du chemin de fer [viaduc de Perrache]. Personne ne savait quelles seraient les répercussions qu'entraînerait l'explosion des ponts, et contre quelles sortes de maux il faudrait lutter d'abord.

Dans l'atelier les brancards étaient alignés, les couvertures préparées, la pharmacie soigneusement triée.

Depuis le matin, où les déflagrations assourdissantes avaient annoncé le début des travaux de destruction, la ville était privée d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone. La pluie tombait torrentielle, le vacarme des explosions se rapprochait, les premiers blessés furent apportés alors.

Il faisait sombre déjà. Pour faire bouillir de l'eau on avait une lampe à alcool, pour y voir clair, le chalumeau du serrurier. C'est grâce à cet éclairage de fortune que les premiers soins purent être donnés aux éclopés, seulement des blessures plus graves requiéraient l'hospitalisation du patient.[...]

Les Allemands sont partis, mais pendant quarante huit heures, c'est le crépitements des mitraillettes, la lutte sournoise des rues des maisons et des toits que nous avons tous connus. L'Equipe d'urgence de l'atelier de serrurerie n'a pas débridé une seule heure.

¹⁵¹ La Direction de la Documentation... CRF- Paris

¹⁵² Article complet en annexe N°21

Un blessé à transporter, une plaie à panser, une nuit à passer à l'hôpital de la prison, une famille sinistrée à évacuer, l'appartement mi-écroulé d'un malade à déblayer, tels sont les multiples devoirs qui sollicitent les infirmières et les secouristes. [...]

Les journées suivantes sont très confuses, elles sont décrites ainsi du côté de la Croix-Rouge par le frère Benoît :

Au 3 septembre les troupes alliées font leur entrée dans Lyon, dans toute la ville la fusillade crépite, les équipes sont partout et font hardiment leur devoir, elles ne doivent compter que sur elle-même car les 27 ponts de Lyon ont sauté [13 ponts sur le Rhône, 14 sur la Saône]

Aucune victime cependant ne sera abandonnée, mais la tâche sera rude. La plupart des morts seront portés au St Nom de Jésus, cependant il y en aura qui ne pourront l'être à cause des ponts coupés [...]

Ce qui est répété par le même auteur sous la mention du 4 septembre « **Hôpital de la Croix-Rousse** » [Rappelons qu'il s'agit de l'hôpital où les Allemands avaient replié leurs blessés –cf. la tuerie de la rue Tronchet-]

A la Libération de Lyon, les Allemands abandonnent pendant plusieurs jours leurs morts, leurs blessés, sans permettre l'accès de l'hôpital ni prévenir la Croix-Rouge de Lyon.

Celle-ci dès qu'elle est informée le 3 ou le 4 septembre se porte d'accord avec les autorités [Alliés et Résistants], au secours de ces victimes.

Les morts sont abandonnés un peu partout en pleine décomposition. Ce sont des infirmières de la Croix-Rouge sous les ordres de Melle Godinot faisant partie des équipes mortuaires, qui assureront leur sépulture. Ils seront à ce point décomposés qu'elles devront les coudre dans des couvertures.

Travail magnifique où [le] cran féminin est remarquable.

Nombre de morts 30

Enfin pour la journée du 3 septembre le Frère évoque encore le rôle discret mais efficace et courageux d'un secouriste :

Au Pont du Change un gros accrochage - où un ancien colonel dirigeant Croix-Rouge sera blessé¹⁵³ - se produit au moment de l'arrivée des maquis. Un chef d'équipe a déjà relevé et évacué quelques blessés, il rencontre une jeune infirmière inoccupée et il en a besoin, il l'emmène et la met à l'abri d'un parapet pour faire les pansements, il se dirige vers le milieu du pont où gisent de nombreux blessés parmi une mitraille en rage, il se retourne pour évacuer ces blessés, la demoiselle est à ses côtés .

L'évacuation de L'hôpital de l'Hôtel-Dieu et l'incendie du Dôme

Le jour même, ou le lendemain, le dôme de l'Hôtel-Dieu brûle, et des équipes sont, à nouveau mobilisées dans des conditions périlleuses.

L'incendie du Dôme de l'Hôtel-Dieu est difficile à dater. Pour certains l'événement se serait déroulé le 3, ou pour d'autres le 4 septembre¹⁵⁴, l'heure aussi est approximative, disons aux alentours de 13 h... Les témoins directs n'osent plus, aujourd'hui, se prononcer avec certitude sur la date exacte tout en penchant pour le 4, ce qui est sûr c'est que la Croix-Rouge a directement participé aux secours et cela à un double titre : pour évacuer les salles où se trouvaient les malades et pour aider à combattre l'incendie.

Aujourd'hui la belle façade de l'Hôtel-Dieu a retrouvé son dôme. L'hôpital longe la rive droite du Rhône et fait toujours partie du charme des quais de la « Presqu'île » c'est-à-dire de ce cœur de Lyon entre Saône et Rhône où, en ces jours du 3 au 5 septembre se déroulent ce que Lescel nomme « des tiraileries » c'est-à-dire « coups de feu isolés, rafales d'armes automatiques, jets de grenades en tous sens et en divers points de la ville, à destination d'ennemis mal définis et probablement imaginaires qui augmentèrent inutilement le nombre des victimes de cette guerre ». Il faut probablement situer dans ce

¹⁵³ Une mention manuscrite accompagne le récit du frère Benoît (mais elle n'est pas de sa main) et donne comme nom celui du colonel Lebeau, rappelons que le colonel figure sur le *Bulletin d'information de janvier 1942* comme le Délégué départemental Adjoint du Général Chevallier

¹⁵⁴ G. Chauvy « *Lyon 1940-1947* » fixe l'événement au 3 septembre, pour F. Lescel « *Objectif Lyon* » l'incendie date du 4 septembre

contexte les tirs qui se concentrent sur la façade de l'Hôtel-Dieu dans des circonstances encore aujourd'hui non élucidées, le général Lescel expose en détails les différentes hypothèses qui ont été données en montrant que certaines sont fantaisistes (celles de miliciens cachés dans le dôme). Ce qui est sûr c'est que les rafales qui touchaient la corniche et le dôme pouvaient facilement mettre le feu à des charpentes vieilles de plusieurs siècles. Les témoins Croix-Rouge de l'époque font bien référence à des balles traçantes (réponse à d'autres tirs ?) dont l'auteur militaire de l'ouvrage « *Objectif Lyon* » dit que chacune « *est un engin incendiaire* ».

Peu importe donc l'origine de l'incendie, c'est l'équipe technique qui est appelée immédiatement elle a beaucoup œuvré à St Genis-Laval (21 et 22 Août) et lors d'un sinistre quai St Vincent particulièrement difficile à combattre... Elle est toujours la première pour prêter main forte et elle se trouve, cette fois-ci, avec les pompiers de l'air qui -ironie du sort- vont faire le coup de feu contre ces balles d'un ennemi invisible tandis que les équipiers Croix-Rouge, au premier étage, à quatre ou cinq tiennent les lances à eau en direction du dôme puis se retrouvent, dispersés, les quatre fers en l'air, soufflés par le poids du dôme qui s'écroule¹⁵⁵...A ce moment là, heureusement les salles sont vides, notamment la maternité grâce à l'action des religieuses qui se sont affairées pour éloigner les malades, aidées par l'infatigable frère Benoît, qui décidément est de toutes les urgences et qui a traversé sous le feu des « tiraileries » la faible distance qui sépare le siège [place Antonin Poncet] des bâtiments de l'Hôtel-Dieu., il est accompagné d'une infirmière Croix-Rouge « *le frère Benoît était avec une assurance et un calme tranquilles, moi on m'avait mis un casque sur la tête, je n'étais pas bien rassurée mais enfin j'étais avec le frère Benoît*¹⁵⁶ »

Pendant ces journées de libération, secouristes, infirmières...tous sont sur la brèche. Dans chaque secteur les équipiers sont appelés à occuper leur salle respective...L'équipe technique, si souvent sollicitée est consignée dans la salle St Eucher au pied de la Croix-Rousse (le quartier où elle recrute la majorité de ses membres) Et, quand il s'avère trop difficile de joindre les volontaires Croix-Rouge, ils sont sur place au siège de la place Antonin -Poncet, où des infirmières utilisent des lits de camp pour un repos souvent trop bref. Les équipes alors agissent en ordre dispersé, les ponts sont difficiles à traverser avant d'être totalement coupés, les quartiers sont aux mains de chefs improvisés, il n'y a plus d'autorité centrale. C'est dans ces circonstances que les responsables CRF doivent montrer toute leur énergie et leur sens de l'organisation ! Le frère Benoît est partout pour stimuler les équipiers, et c'est un vrai quadrillage de la ville qui est organisé par Melles Godinot, de Leusse et leurs adjointes. C'est alors, aussi, que Guy de Loiray Délégué départemental dont les pouvoirs, comme nous l'avons vu, ont été considérablement élargis depuis juin 1944 et qui remplace alors Bernard de la Forest-Divonne à la tête du Comité lyonnais, doit user de toute son habile détermination pour négocier pied à pied avec les autorités d'occupation toujours en place, et d'autant plus hargneuses qu'elles ont la volonté de faire payer cher leur débâcle ! Situation aggravée par l'état de totale pénurie alimentaire dont souffre la population.

L'approvisionnement de Lyon

Le problème le plus urgent est d'approvisionner une ville de l'importance de Lyon, ce qui incombe finalement à la Croix-Rouge... C'était en effet sous la protection de la Croix-Rouge qu'avaient été placés les convois de denrées alimentaires, mais en ces temps de confusion totale, approvisionner la ville tenait de la mission impossible. Deux témoignages le rapportent, celui du Comte de Loiray dans sa lettre au frère Benoît et une infirmière¹⁵⁷ aujourd'hui encore très admirative de l'action d'Antoine Riboud¹⁵⁸ qui s'était chargé, dit-elle, d'approvisionner en farine les boulangeries lyonnaises. M. de Loiray a donné précisément le récit détaillé des difficultés rencontrées :

¹⁵⁵ Témoignage de M. G. Michaud, alors membre de l'équipe technique.

¹⁵⁶ Témoignage de Melle Bauchu infirmière Croix-Rouge (témoignage du 22/02/2006)

¹⁵⁷ Melle Bauchu

¹⁵⁸ Antoine Riboud 25/12/1918-5/05/2002 Industriel né à Lyon, débute sa carrière dans la verrerie (Souchon-Neuvesel puis BSN) avant de devenir le fondateur du groupe Danone. Réputé pour sa personnalité humaniste.

Dès le milieu du mois d'Août nous avons organisé, à la Croix-Rouge, -et sous la direction de M. Kryn, l'un de mes adjoints- un Service de transport et de ravitaillement.

De nombreux camions et camionnettes avaient été mis à disposition par des Commerçants, des Particuliers, des Industriels de la Ville qui nous ont aidés de façon magnifique.

Le problème était grave : il fallait assurer les livraisons de lait à certaines personnes, particulièrement aux enfants et aux vieillards et les Services publics se trouvaient d'autant plus désorganisés que les Allemands réquisitionnaient les véhicules en circulation.

Nous avons dû, un jour, envoyer une caravane automobile dans la Drôme chercher le blé nécessaire à l'alimentation de la population. Nous l'avons fait jusqu'à la dernière extrémité dans la crainte perpétuelle de voir nos approvisionnements servir à l'ennemi et nous n'avons accompli cette tâche que munis de tous les pouvoirs de l'Autorité Préfectorale pour contrôler la distribution du blé ainsi rapporté, et du pain qu'il servirait à fabriquer.

Cette mission effectuée sous les ordres de Monsieur Riboud a eu la chance d'être accomplie sans incident, à la barbe des Allemands, quelques jours avant leur départ.[...]

Il est toutefois fait part de menaces plus directes

Cependant le 26 Août, je fus convoqué au Fort St Irénée où je me rendis accompagné du Colonel d'Aestafort¹⁵⁹ pour m'entendre vigoureusement reprocher le nombre de camions ou de voitures qui circulaient, à Lyon, sous le pavillon Croix-Rouge. Il me fût facile de répondre que les exactions et les réquisitions allemandes étaient telles que la vie de la cité se trouvait menacée et que la Croix-Rouge demeurait fidèle à sa mission en essayant de parer aux catastrophes ; qu'il était de son devoir de ravitailler la population –notamment les enfants- et qu'elle le faisait sous le pavillon Croix-Rouge de manière à imposer le respect aux troupes d'occupation.

La discussion fût assez âpre, et quand je revins le soir, ce fût, mon Cher Frère, pour vous retrouver à l'Hôtel Royal¹⁶⁰ et me faire « coffrer » avec vous, pendant quelques courts instants par les Allemands ...mais ceci est une autre histoire !

Une autre histoire en effet, mais dont, pour le Frère, nous n'avons pas vraiment de trace, ce qui s'explique sans doute par la répugnance qu'il avait à mettre ses actions en avant. On peut cependant penser que sa présence était en rapport avec son action d'identification des victimes du massacre de St Genis-Laval.

D'autres difficultés, rencontrées par la Croix-Rouge face aux autorités allemandes, sont relatives à un problème qui n'a pas encore été évoqué, celui des secours aux soldats allemands blessés ou morts...et dont le président du Comité lyonnais va habilement se servir.

Le problème des soldats allemands

Cet épisode se situe à Villard les Dombes, une petite localité de l'Ain, mais très proche de Lyon, (une trentaine de Km). Là les combats ont été rudes en cette fin du mois août, lors de la retraite allemande. D'après Frère Benoît, le 28 août « *l'équipe mortuaire relèvera 15 Allemands et 20 Français* » (sur 41 victimes). Mais l'épisode préliminaire se déroule au siège lyonnais de la Kommandantur

Pour la Croix-Rouge aucune distinction ne doit être faite selon les camps en présence, et c'est ainsi qu'ont agi les secouristes comme on l'a vu notamment à Oullins et comme le souligne chaque fois le frère Benoît en insistant « *toutes les victimes ont été relevées...* » Et n'oublions pas que c'est non seulement la raison d'être de la Croix-Rouge (*Je ne demande pas qui tu es mais si tu souffres*) mais aussi le gage de la pérennité de son action par rapport à un occupant intraitable et bafouant les règles élémentaires de l'humain. Mais les situations concrètes peuvent être complexes et l'on doit mesurer le courage et la détermination qui étaient exigés des responsables. Ainsi en témoigne M. de Loiray dans l'épisode suivant où le 24 Août (jour de la difficile libération de Montluc) il affronte, sur un autre sujet, le colonel Von Fersen commandant de la place de Lyon¹⁶¹ ... Appelé à l'hôtel Royal, M. de Loiray se voit intimer l'ordre d'aller chercher des blessés allemands du côté de Villars-les-Dombes où avaient eu lieu des combats. Le responsable Croix-Rouge fait remarquer que ce sont les Allemands qui disposent des

¹⁵⁹ Voir P. 13

¹⁶⁰ Siège de la kommandantur

¹⁶¹ Colonel Von Fersen, commandant militaire de Lyon (avait son P.C. à Ste Foy)

voitures et que c'est à eux d'aller chercher leurs blessés. Von Fersen est obligé d'avouer qu'il n'a pas d'ambulances et fait référence au droit international pour imposer le relèvement des blessés.

« Je rétorquais, poursuit M. de Loiray, que son interprétation des textes était exacte, que la Croix-rouge ne se refusait certainement pas à sa mission de charité mais que si nous relevions des blessés ennemis, nous devions –de par le droit international même- les remettre à nos propres troupes c'est-à-dire aux Forces Françaises de l'Intérieur.[...] »

J'ajoutais que la Mission que j'enverrais devrait être munie d'un permis de circuler allemand mais qu'étant, avant tout Croix-rouge française, elle se rendrait dans nos lignes pour rendre service aux Forces Françaises et rester à leur disposition s'il en était besoin.

Ce n'était certes pas du goût de Von Fersen ! Mais il est obligé -à son tour- d'obtempérer. La mission ainsi constituée est composée d'un médecin, de deux infirmières et d'un interprète dont les noms sont précisément cités¹⁶². Sur les lieux du combat le médecin constate que les soldats ont dû agoniser toute la journée car les corps sont encore chauds à son arrivée, ce qui montre que les Allemands n'ont même pas relevé leurs blessés. Une équipe de la Croix-rouge se charge de réaliser la mise en bière des corps, finalement inhumés au cimetière de St Marcel-en-Dombes. Mais constat est fait que des Français ont été dévalisés puisque certains corps allemands sont en possession de papiers de Français massacrés. Ce qui justifie immédiatement une nouvelle entrevue avec Von Fersen mais cette fois sur l'initiative de la Croix-Rouge, Guy de Loiray se fait alors accompagner par Antoine Riboud. Cette protestation se situe à la suite des démarches suscitées par le drame de St Genis-Laval, et au dire de ce témoignage (que l'on a pas de raison de mettre en doute) c'est ce qui a sauvé la vie à plusieurs résistants et à un jeune infirmier avec qui G. de Loiray avait pu fortuitement s'entretenir (le jeune homme, portant le brassard Croix-Rouge, avait été pris sur la route avec un camarade et sa voiture transportait des armes ...il passait donc devant un tribunal militaire). Voici comment, à la fin de son rapport de mission au colonel Fersen, Guy de Loiray intervint *« ...je me levai et avec une énergie d'autant plus farouche que je savais qu'à côté de moi des Français passaient en jugement, je protestais contre les procédés employés par les Allemands qui se comportaient comme des sauvages et non des civilisés. La preuve en était dans les 26 corps de Soldats français trouvés à Villars-les-Dombes et qui tous avaient été achevés et dévalisés contrairement à tous les usages de guerre »*

Le colonel Von Fersen très embarrassé, me pria d'agréer ses excuses ajoutant qu'il était lui, un Officier et qu'il réprouvait ces procédés brutaux qui n'étaient pas les siens.

Suite à cet échange houleux Von Fersen fera libérer l'infirmier, son compagnons et les autres, pourtant tous condamnés à mort et comme gage de la désapprobation qu'il avait exprimée à la fin de l'entrevue il recommandait au jeune infirmier de porter son brassard, en mains propres, à M. de Loiray, ce qui fut fait... Enfin fait unique à souligner, la Croix-Rouge lyonnaise a obligé les autorités allemandes à reconnaître officiellement les FFI comme combattants militaires¹⁶³.

Les démarches ne sont pas finies... Des combats dans les alentours et très proches banlieues rendent les secours de plus en plus difficiles. A la fin du mois d'août alors que les insurrections de Villeurbanne et d'Oullins ont échoué, les troupes d'occupation sont toujours là, et celles qui remontent du Sud avec la redoutable 11^{ème} Panzerdivision sont parvenues à Lyon, c'est pourquoi la Croix-Rouge considère de son devoir de protéger la population... Ainsi c'est sur la demande expresse de M. de Loiray que Lyon a été déclarée « ville ouverte ». Voici son témoignage, il nous a paru important de le donner dans son intégralité :

¹⁶² Dr Morange, les infirmières : Melles Robert et Bros, un conducteur interprète Mr Appleton...

¹⁶³ Question épineuse que celle de la reconnaissance des combattants résistants ! Ils sont considérés comme « terroristes » par les Allemands et donc passibles d'une condamnation à mort. Le GPRF (gouvernement Provisoire de la République française) opposait l'article I du règlement annexé à la Convention de La Haye (1907) qui permettait de traiter ces combattants comme « prisonniers de guerre ». Grâce à l'intervention du CICR « les autorités allemandes ont dans une déclaration verbale, fait savoir que les FFI seraient traités en tant que prisonniers de guerre » Déclaration qui est restée orale et ne se traduisait malheureusement pas dans les faits ! (voir Chauvy op.cit. P. 259)

Lyon « ville ouverte »

Le 29 Août, nous étions tous très émus à la Croix-Rouge parce que nous voyions défiler, dans Lyon, des éléments importants d'une panzerdivision et que nous savions d'autre part les Américains à La Verpillière [c'est-à-dire à une cinquantaine de Km]

Nous nous demandions si des combats n'auraient pas lieu dans Lyon et si les habitants de cette ville- et particulièrement ceux de Villeurbanne et de Montplaisir- n'allaient pas être pris dans une horrible bataille.

Je me rendis donc, accompagné de Monsieur Riboud, auprès du colonel Von Fersen pour lui demander que Lyon soit reconnu comme ville ouverte.

Le colonel avait auprès de lui un Colonel d'Etat-Major supérieur avec lequel il discuta de la question. . Il me répondit ensuite « Nous ne désirons pas nous battre à Lyon et, par conséquent, que les Alliés n'y viennent pas et aucun combat n'aura lieu ».

Je lui fis remarquer que ce n'était pas là ce que je demandais : qu'il importait d'épargner la population lyonnaise et qu'en droit international une ville ouverte était une Cité dans laquelle il n'y avait aucune troupe, quelle qu'elle soit

Pour exécuter ses mouvements, le colonel von Fersen pouvait utiliser des routes ne passant pas par la Ville et que donc ma demande était parfaitement justifiée.

Il me dit alors qu'une semblable décision ne pouvait être prise que par de très hautes Autorités et qu'il fallait remonter jusqu'au Commandement Supérieur Allemand. Il ajouta que, d'ailleurs ma position à la Croix-Rouge me permettait peut-être d'obtenir le résultat que je désirais.

Sachant que le lendemain Monsieur Robatel, Consul de Suède à Lyon, se rendait à Genève, je m'empressais de rédiger, pour la Croix-Rouge Internationale une lettre dont vous trouverez le texte ci-joint¹⁶⁴. Elle sollicite une intervention immédiate pour que Lyon soit déclarée « ville ouverte ».

Le texte de cette lettre fut porté, par Monsieur Riboud aux Représentants qualifiés de la résistance qui me donnèrent leur agrément en insistant cependant, sur le caractère d'urgence de ma démarche.

J'obtins ensuite de son Eminence, le cardinal Gerlier et de Monsieur le Pasteur Eberahrd, deux lettres d'accord qui furent jointes à la mienne et partirent, le jour même, pour Genève. Les événements se précipitant, la ville fut libérée à la grande joie de tous.

Ainsi se termine cette lettre à plusieurs volets, destinée au frère Benoît (en date du 19 février 1947). On peut s'étonner qu'il ne soit fait aucune mention des insurrections de Villeurbanne et surtout d'Oullins pris en tenaille au Sud, batailles qui pourtant s'achevaient le 29... Dans sa missive le Comte de Loiray dit craindre pour ces quartiers périphériques alors que les drames de Villeurbanne et d'Oullins sont déjà consommés, mais en avait-il une parfaite connaissance ?... La date du 29 est confirmée par le fait que c'est bien ce jour là que la 11^{ème} Panzerdivision commence sa traversée de Lyon¹⁶⁵. Quoiqu'il en soit ces insurrections matées par l'occupant ne pouvaient qu'accentuer le désir de ne pas faire subir à l'ensemble de la ville les pertes et les destructions de ses deux malheureuses voisines. Le fait est que la libération est intervenue au moment même où le statut de ville ouverte est acquis ...et n'a plus de raison d'être.

Reconnaissons-le, la libération de Lyon n'a pas été glorieuse comme la libération de Paris. En dehors de ses faubourgs ouvriers où la résistance communiste était majoritaire, la ville n'a pas bougé.

¹⁶⁴ Annexe N°18 bis. Le récit « Lyon ville ouverte » fait partie du courrier envoyé par le Comte de Loiray au Frère Benoît (Annexe 18)

¹⁶⁵ « Surtout -et l'on insistera jamais assez sur ce fait- la 11 PzD traverse Lyon avec toutes ses unités blindées et motorisée du 29 août au 1^{er} Septembre, dont les deux tiers dans les seules journées des 30 et 31 pour se mettre en place pour leur engagement dans la bataille de Meximieux, alors qu'elle maintient un régiment (le 110 PzGr.Rgt) en couverture au sud-est de Lyon.3 » F. Lescel opus cité P. 432

Cela peut s'expliquer : des résistants -combattants de vieille date comme Alban Vistel- l'ont tout de suite affirmé, pas question de marcher sur Lyon ...« *Nous ne pouvons nous livrer à une action prématurée car nous savons que trois divisions allemandes viennent du sud représentant une force globale d'environ 35 000 hommes* ».

La controverse ensuite a fait rage entre les communistes tenant d'une action populaire et d'autres chefs de la Résistance considérés par les premiers comme attentistes. Cette controverse, après la guerre, explique-t-elle que les instances de la Croix-Rouge soient restées très discrètes sur cette demande de « ville ouverte » alors qu'elle relate volontiers son action lors de la libération d'autres villes ? Dans les ouvrages déjà cités¹⁶⁶ rien sur le département du Rhône Pourtant le rôle de la Croix-Rouge, ici, n'a pas été moindre, mais, peut-être, s'est-il inscrit dans un contexte plus polémique...Les ouvrages d'histoire ou les témoignages restent d'ailleurs très discrets sur les négociations qui ont dû intervenir à l'initiative de la Croix-Rouge, Marcel Degliame responsable FFI de l'état major d'Yzeron y fait référence en date du 29 août en disant qu'il fut « *l'objet d'une tentative de négociation, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge* » avec des diplomates suédois qui « *comme à Paris demandaient que nous ordonnions une trêve qui permettrait, disaient-ils, d'éviter à Lyon des effusions de sang inutiles mais qui au cas où nous en aurions accepté le principe, aurait facilité aux Allemands la retraite qu'ils venaient d'effectuer. Considérant que nous étions suffisamment forts pour imposer la décision militaire, nous rejetâmes ces propositions* »¹⁶⁷ Ce qui ne signifie pas, au final, le refus de l'accord. Cet accord a sans doute été donné par d'autres responsables de la Résistance, car de fortes divergences d'appréciation et une dualité de commandement existaient au sein même de l'état major FFI, divergences qui ont été bien mises en lumière depuis ... Constatons surtout que les Allemands n'avaient pas intérêt à s'éterniser dans la ville et donc à y combattre : le général Wiese qui dirigeait la retraite semblait surtout soucieux d'accélérer le départ de ses troupes¹⁶⁸. Des troupes qui, pour protéger leur retraite, n'hésiteront pas à s'emparer de tous les fanions Croix-Rouge de la salle St Eucher, siège de l'équipe technique.

Aujourd'hui cette controverse est-elle close ? Aux vues des données militaires objectives (que n'avaient pas totalement les acteurs de l'époque) le général Lescel, dans son ouvrage, donne raison à ceux qui ont voulu éviter les combats de rue et rend un hommage appuyé à Alban Vistel qui, dans ce domaine s'est montré, dit-il, le plus clairvoyant. Est-ce chef résistant qui a donné son accord à la Croix-Rouge ? C'est possible ... Mais peu importe, puisque les troupes allemandes se sont retirées sans combattre dans la ville. C'est ainsi que Lyon n'a pas pu ajouter une conclusion flamboyante à son rôle de capitale de la Résistance, mais c'est aussi, certainement, ce qui a épargné de nombreuses vies humaines alors que l'attitude abominable de l'occupant avait déjà fait son œuvre...Avec en prime la destruction des ponts... « *Ironique retournement de l'histoire de Lyon* » conclut le général Lescel : *En juin 1940 une autre équipe Herriot-Bollaert, le maire de Lyon qu'il est inutile de présenter et le préfet de l'époque qui fut ensuite un résistant courageux, avait arraché de Pétain qu'à l'approche de la Wehrmacht Lyon fut déclarée « ville ouverte » [...]. Pas une vitre n'avait été cassée, les ponts de Lyon lui avaient été livrés en parfait état*

Quatre ans plus tard, la Wehrmacht n'eut pas la même délicatesse et, en plus, en se repliant habilement elle priva de leur victoire tous ceux qui avaient rêvé, comme à Paris, de libérer Lyon par eux-mêmes.

Septembre 1944...Si la fin de la guerre approche l'action de la Croix-Rouge est loin d'être achevée. Les secouristes, et d'autres équipiers, pourront souffler -certes- après les rudes journées qu'ils ont connues...Mais pas vraiment, car leurs missions de guerre se poursuivent : certains décident d'étoffer les équipes mortuaires puis la petite équipe qui se constituera progressivement autour de la forte personnalité de frère Benoît, dans le prolongement des difficiles identifications réalisées à St Genis-Laval.

¹⁶⁶ *Au service de la Croix-Rouge française* » octobre 1948

Cent ans de la Croix-Rouge française au service de l'humanité (1963) éditions Hachette

Présence de la Croix-Rouge française (1974) éditions Larrieu-Nobbel.

¹⁶⁷ Rapporté par Noguères (*Histoire de la résistance en France*) et cité par F Lescel op.cit. P.451

¹⁶⁸ Henri Amoretti op.cité P. 334

1944 : LES ACTIONS D'IDENTIFICATION

LES EQUIPES MORTUAIRES

Il convient de faire un certain retour en arrière pour expliquer la mise en place des équipes mortuaires à qui s'est appliquée, à partir du bombardement de Flévieux-Ternay où elles se sont distinguées, l'expression de « Terre Neuve ». Il s'agit d'équipes destinées à recevoir les morts dans les dépôts, à les mettre en bière, à remplir les fiches d'identification, à accueillir les familles. Parmi ces équipes se distinguera celle dite du « Frère Benoît » qui se spécialisera dans le délicat relèvement et identification des victimes des charniers laissés par les nazis à St Genis, Bron et la Doua, mission qu'elle prolongera bien au-delà de la guerre...

LA NAISSANCE DES EQUIPES MORTUAIRES

Le relèvement des blessés et les premiers soins assurés dans les postes de secours ou les « petits postes »¹⁶⁹ constituaient nous l'avons vu, une des actions essentielle de la Croix-Rouge mais elle partageait ce rôle avec bien d'autres. Cependant il est une mission que ses statuts lui enjoignaient de remplir et qui lui a été vraiment spécifique : **les dépôts mortuaires**. Dans le cadre de la Défense Passive, ils lui étaient entièrement confiés. Georges Gilonne dans sa description minutieuse de « *Lyon de guerre* » le mentionne clairement :

Dépôt mortuaire. Identification des cadavres

*Les cadavres relevés sur les lieux bombardés étaient transportés dans les dépôts mortuaires désignés et le Service de la Croix-Rouge ayant la mission de procéder à leur toilette et à leur identification*¹⁷⁰

Deux tâches précises et délicates !

Les principes, déjà posés en 1940, prennent une terrible réalité au cours de l'année 1944, surtout à partir du mois mai, d'abord avec les bombardements puis avec les exactions de l'occupant qui se multiplient parallèlement aux victoires alliées. Dans le Rhône les tâches mortuaires et l'accueil des familles sont d'abord dévolus à des infirmières, puis sous leur responsabilité, à des équipes dont on peut assez facilement retracer l'histoire, à partir des documents et des témoignages dont nous disposons. Des femmes donc au début de cette action présentées ainsi par celui qui est devenu rapidement le « chef d'équipe » le plus estimé et efficace¹⁷¹ :

Les équipes mortuaires de Lyon furent fondées, animées et instruites par deux dames admirables de la Croix-Rouge de Lyon :

Mademoiselle Godinot et Madame Paufique

Bien avant les grands sinistres, devant les dangers qui de par l'aviation menaçaient les populations, il fallait à la Croix-rouge prévoir les soins aux morts et leurs sépultures. Mademoiselle Godinot et Madame Paufique n'hésitèrent pas à prendre hardiment ce redoutable service.

Leur courage mérite d'être particulièrement souligné ; car l'appréhension avant l'entreprise de telles œuvres est toujours terrible et leur exécution souvent rebutante.

¹⁶⁹ « Le petit poste c'est quelque part l'installation précaire d'une infirmière aidée d'un ou plusieurs secouristes. C'est un poste dans les ruines, dans une cave [...] Un drapeau flotte et des flèches indiquent le chemin ». *Au service de la Croix-Rouge française* (P. 47)

¹⁷⁰ G. Gilonne opus cité P. 40

¹⁷¹ Cahier de frère Benoît « *Rapport sur les équipes mortuaires et en charnier de la Croix-Rouge de Lyon* » P.2

Nous avons déjà présenté Melle Godinot, infatigable infirmière, dont la vitalité malicieuse, à 92 ans, nous avait impressionnée. Quand nous l'avions interrogée en 1999, bien avant d'entreprendre cette étude voici ce qu'elle disait des débuts de sa fonction :

« *C'était Monsieur Pila, Monsieur Jean Pila qui nous avait demandé à Mme Paufique et à moi-même d'être responsables des Dépôts mortuaires et le premier dépôt mortuaire c'était à Vénissieux, c'était au mois de Février [1944], [...] C'était lui qui était directeur des équipes d'urgence et il nous avait pris, Melle De Leusse, pour faire les papiers et moi-même pour être sur le terrain pour diriger avec Mme Paufique les dépôts mortuaires, on nous avait donc mis dans le dépôt mortuaire pour nous occuper de la reconnaissance des corps* »

Melle De Leusse est présentée comme l'organisatrice de l'équipe, et elle était effectivement la supérieure hiérarchique de Melle Godinot. On sait par ailleurs qu'elle a joué un très grand rôle au siège lyonnais en tant que responsable, pendant la guerre, de toutes les équipes de secours, c'est ainsi qu'elle est désignée dans le procès-verbal de réception conservé par la grande chancellerie de la Légion d'honneur¹⁷².... Sa capacité de travail était inépuisable, mais femme d'autorité, son contact n'était pas toujours facile, ce qui peut expliquer qu'à la fin de la guerre elle ait été obligée de démissionner dans des conditions aujourd'hui difficiles à éclaircir... Elle est d'ailleurs, peu de temps après, réintégrée comme Directrice du bureau des Infirmières et Assistantes sociales de la Croix-Rouge de Lyon, fonction qu'elle gardera jusqu'à sa mort en 1980. Très indépendante elle n'a sans doute pas beaucoup facilité les contacts avec Paris, c'est ce que pensent -à tort ou à raison- les équipiers qui peuvent encore témoigner. Peu importe...Sa collaboratrice directe Melle Godinot lui a voué une amitié indéfectible et une infirmière d'alors témoigne que, pendant la guerre, dans la plus grande discrétion, elle prenait à l'hôpital Desgenettes les nuits de garde de celles qui étaient épuisées.

Madame Simone Paufique, autre personnalité, avait, en qualité d'épouse du célèbre ophtalmologue lyonnais, beaucoup de relations dans la société de la capitale rhodanienne, relations dont elle savait jouer non seulement pour recueillir des fonds mais aussi semble-t-il pour d'autres actions moins officielles sinon cachées¹⁷³. D'après Melle Godinot Mme Paufique « *a pris du travail conséquent quand elle a été aux dépôts mortuaires, parce qu'à ce moment là elle venait tous les jours Place Antonin Poncet, pour savoir ce qu'il fallait faire ou ne pas faire, elle venait prendre les ordres ...* »

En Février 1944 sont donc jetées les bases de l'organisation des dépôts mortuaires, à partir de là la grande difficulté consistait à trouver des locaux appropriés car : *si chacun se prête volontiers à la formation d'une ambulance pour blessés, il est un fait couramment constaté, c'est qu'il existe une instinctive répulsion pour abriter les cadavres.*

*Par contre elles trouvèrent facilement les bonnes volontés parmi les infirmiers, équipières et équipiers Croix-Rouge. Elles formèrent d'abord des équipes de quartier afin d'avoir partout des personnes compétentes*¹⁷⁴ ; ces équipes seront désignées sous le nom **d'équipes mortuaires volantes** (EMV), mais c'est le 26 mai lors du 1^{er} grand bombardement de Lyon que ces volontaires vont réellement affronter la réalité et qu'apparaît le frère franciscain Marie Benoît qui va constituer une équipe vraiment spécialisée dans l'identification des victimes.

LE ROLE DES FRANCISCAINS

Avant même d'envisager le rôle spécifique des Franciscains et de celui qui incarnera le plus l'action des équipes mortuaires, il faut mentionner d'une façon plus générale la part que les religieux ou religieuses ont pu prendre, durant la guerre, dans les missions Croix-Rouge. Ce rôle est important en ce qui concerne le Rhône, mais ce n'est pas une particularité lyonnaise. Un courrier émanant du siège de la Croix-Rouge (6 rue de Berri à Paris), au nom des équipes d'urgence s'intitule : ***Indications pour la participation des religieuses aux Equipes d'Urgence de la CRF***

¹⁷² Voir note 47 (P. 22)

¹⁷³ Voir chapitre « **Le ravitaillement des trains** »

¹⁷⁴ Cahier de Frère Benoît (P. 3)

Le personnel religieux, par groupe de 2 ou 4 religieuses, est joint aux Equipes d'Urgence de la CRF [...]

L'appel en cas de bombardement, d'accident grave ou de calamité publique est fait par la CRF (Bureau des Infirmières) qui alerte le nombre d'équipes proportionné aux besoins.

*Les sœurs sont particulièrement désignées pour les soins (Infirmières), le service des morts, des chapelles ardentes, l'aide aux familles éprouvées. [...]*¹⁷⁵

Une fiche de renseignements est jointe à ce courrier pour être envoyée aux différentes communautés religieuses. Ces missions Croix-Rouge, sous la garantie de la neutralité politique que revendiquait la CRF, et les activités de secours qu'elle proposait, ont donc, tout naturellement, trouvé un écho favorable auprès du clergé catholique. Notamment en ce qui concerne les soins mortuaires... Il n'est donc pas étonnant de trouver fréquemment des noms de religieuses et de religieux dans les actions que nous retraçons.

[le 26 Mai] «... on nous amenait tous les corps que les secouristes, les équipiers d'urgence trouvaient de Gerland jusqu'à Vaise et on les mettait donc quai Chauveau » [dans un vaste bâtiment qui abritait l'Ecole vétérinaire de Lyon], ainsi s'exprime Geneviève Godinot qui, avec Mme Paufigue se trouvaient au dépôt mortuaire central où étaient finalement regroupées toutes les victimes du terrible bombardement qui venait de frapper la ville. C'est aussi dans ce lieu que les deux femmes rencontrent le 27 mai, pour la première fois deux jeunes Pères franciscains et un Frère plus âgé venus là pour prêter leur aide. Dans leur communauté on raconte que les trois religieux ne s'étaient pas mis à l'abri mais étaient restés dans le couvent pendant le bombardement, et en avaient suivi de près toutes les étapes, y compris la nuit, jusqu'à ce qu'à l'aube le Frère Marie-Benoît disent à ses deux jeunes compagnons « *Qu'est-ce que vous faites là vous les prêtres ? On n'est pas au théâtre ! Il y a des gens qui meurent. Notre place est là-bas* »

Le Couvent des Franciscains est alors à peu près vide car il a été réquisitionné par l'armée allemande le 1^{er} janvier 1944... La Gestapo y avait fait une descente le mois précédent sur la dénonciation d'un des réfugiés –les communautés de Fourvière en accueillait beaucoup- c'était en fait un agent de la Gestapo infiltré et qui eut ainsi connaissance de l'existence d'un poste émetteur dont les religieux se servaient mais dont ils s'étaient heureusement séparés peu avant cette perquisition...Ce qui n'empêchera pas les Allemands d'emmener avec eux le Père Bonaventure qui sera déporté à Dachau. Cependant ils ne découvrent pas un Frère d'origine juive que Marie-Benoît avait habilement réussi à soustraire à la recherche des gestapistes. Lors de l'occupation du couvent par une Compagnie de Transmission de la Wehrmacht, le Frère et deux jeunes Pères étudiants aux Facultés, obtiennent l'autorisation de rester sur place et s'organisent non sans jouer quelques bons tours aux soldats allemands, histoires qui alimenteront plus tard la réputation du religieux le plus âgé et le plus malicieux, qui décidément n'avait pas froid aux yeux ...

Il convient maintenant de présenter ce Frère franciscain haut en couleur et que les Lyonnais ont vu pendant des années sillonner les rues de leur ville en apostrophant tous ceux qu'il approchait d'un retentissant « *Bonjour Citoyen (ne) !* ». Pendant la guerre, sur son vélo à remorque orné d'un drapeau tricolore qui narguait l'occupant, il sollicitait maraîchers et paysans et tous ceux qui pouvaient lui fournir un peu de nourriture pour faire vivre sa communauté singulièrement élargie avec les événements, sans compter les autres couvents, nombreux à Fourvière¹⁷⁶ et qu'il ravitaillait aussi. Puis cet ancien combattant de Verdun, et qui le revendiquait fièrement, montrera en toutes circonstances, au service de la Croix-Rouge une énergie qui n'aura d'égale que la profonde humanité qu'il manifestera à l'égard des familles durement éprouvées.

Frère Marie-Benoît, Henri **GALDIN** dans le civil, est né le 23 avril 1896 dans le Gard. Orphelin très jeune et élevé par sa grand-mère, il entre très tôt au Petit séminaire franciscain de Monaco. Mobilisé comme brancardier secouriste pendant la guerre de 14-18 et blessé une première fois il est amputé du pouce droit, puis il est touché à nouveau par des éclats d'obus en 1917, ce qui lui vaut une

¹⁷⁵ Annexe N°22... **Archives de l'Archevêché de Lyon** / Fonds 11/II/60

¹⁷⁶ Appelée pour cette raison « la colline qui prie ».

citation à l'ordre de son régiment avec la Croix de Guerre et la Médaille des blessés. Par un courrier daté du 12 août 1960 on sait que l'infirmier secouriste qu'il était alors, avait manifesté à l'égard d'un soldat allemand blessé (Josef Magnus) beaucoup de courage et de sollicitude pour le mettre à l'abri, ce que, bien des années plus tard, celui-ci mentionnera avec émotion. A la démobilisation Henri Galdin entre dans l'ordre des Franciscains (1921) mais sans pouvoir accéder à la prêtrise en raison de l'amputation de son pouce...Ce sera, selon son propre aveu, une grande épreuve. Il restera donc frère convers c'est-à-dire attaché surtout aux travaux domestiques¹⁷⁷. Tous ces éléments sont importants pour comprendre la tâche à laquelle il va se vouer au sein de la Croix-Rouge, avec ce charisme que lui reconnaîtront tous ceux qui ont travaillé à ses côtés et plus particulièrement les membres de « son » équipe, pour la plupart bien éloignés des préoccupations religieuses ! Ce dont il ne s'est jamais soucié...

Le Frère dira tout simplement de ses équipiers *« la seule et unique récompense qu'ils ambitionnent est de rendre un corps à une famille, apaiser une douleur terrible, secrète et peu comprise. Donner la suprême consolation qui leur vaut tant de gratitude, une tombe où se recueillir ou [bien] prier »*

L'IDENTIFICATION DES VICTIMES DES BOMBARDEMENTS

Dès le bombardement du 26 Mai le Frère entreprend de faire un relevé minutieux des morts :

Le plus terrible bombardement sur Lyon eut lieu le 26 Mai sur les quartiers depuis St Fons jusqu'à Perrache 6 Km, tout le quartier de Vaise correspondant à une ville.

7 dépôts mortuaires furent nécessaires [en réalité huit]. Furent alors fondées des équipes volantes mortuaires fortement instruites et spécialisées.

Nombre de morts 800

Identifiés 800

Pour ce bombardement qui a été considéré comme le dramatique « modèle » de tous ceux qui ont suivi nous avons la liste des dépôts mortuaires mis en place¹⁷⁸ avec le nom de leurs responsables : huit DM [dépôts mortuaires] dans les différents quartiers touchés. Il s'agit dans la plupart des cas de salles attenantes aux églises, ainsi le Père de Gallard prend-t-il en charge le D.M du quartier des Etats-Unis. Pour les autres responsables exception faite d'un chef d'équipe Croix-Rouge (Bernollin), du frère Benoît pour l'Ecole Vétérinaire (sans doute et remplacement de Melle Godinot et Mme Paufigue), ce sont des noms de femmes qui apparaissent : infirmières ou bénévoles. Des femmes... le Frère leur rendra toujours un vibrant hommage car elles se montreront irremplaçables pour le travail de préparation des corps et de mise en bière... Mais il faut aussi identifier.

Comment alors ont opéré les volontaires des dépôts mortuaires ? La Croix-Rouge de Paris avait donné les procédures déjà expérimentées au cours des bombardements en zone occupée. Ce sont ces méthodes que les « dames » du Comité lyonnais mettent en œuvre :

...on avait un carton par mort, on mettait en haut du carton : corps trouvé en tel endroit, à tel jour, telle heure...Et puis on essayait par tous les moyens de trouver le nom de ce corps qui était souvent en état de décomposition...Alors on épinglait sur ce carton des morceaux de chaussettes, un morceau de caleçon, c'étaient des cheveux quand ils n'étaient pas trop abîmés, tout ce que l'on pouvait trouver, des alliances, des bijoux et l'on épinglait ou on cousait cela sur ces morceaux de carton. Là est cité le nom d'une infirmière particulièrement présente et efficace¹⁷⁹. Ces méthodes sont confirmées par le témoignage du secouriste qui se trouvait à Oullins « Nous avons des heures de présence dans le DM [...] nous passions notre garde à élaborer des fiches d'identification, triage d'objets divers, photos de famille,

¹⁷⁷ Cette courte biographie s'appuie sur les informations d'une revue franciscaine de janvier/avril 1989 (op. cit.). A l'époque les frères non prêtres ne pouvaient accéder à des activités apostoliques, leur état était assimilé à celui d'un enfant mineur dans une famille. Ce statut de frères convers a été supprimé depuis.

¹⁷⁸ Voir liste en annexe N°23

¹⁷⁹ Marguerite Robert, son nom est cité plusieurs fois...

plaques d'identification pour les militaires des deux camps, enfin tout ce qui pouvait permettre d'identifier un corps. [...] »

Rapidement les équipiers ou équipières ont disposé de fiches d'identification préparées¹⁸⁰ et qu'il fallait remplir le plus précisément possible. Grâce à ce travail, les identifications aboutissaient pratiquement toujours, et cela malgré des difficultés dues à l'ampleur des tâches ou à l'inexpérience de certaines bonnes volontés... Pour preuve la liste très précise des statistiques que le Frère donne après chaque bombardement

Bombardement de Lyon 6 août 1944

Ce bombardement très étendu comprend le port Edouard Herriot, la Croix-Rousse, Vaise, St Rambert, Champagne au Mont d'Or, Oullins, Chasse, Givors.

Peu de victimes dans la partie Sud, presque toute dans la partie Nord où les bombes tombent comme au hasard.

Deux dépôts mortuaires, un à St Augustin, l'autre à St Rambert, dans de grosses difficultés d'identification troublées par un travail de personnes non spécialisées et n'ayant ni mission, ni qualité.

Morts 80

Identifiés 80

Bombardement de Valence *voyage mémorable (15/16 Août 1944) [au moment du débarquement]*

A la tombée de la nuit, départ de l'équipe en camion, les mortuaires avec une ambulance. Le voyage se fait dans la nuit parmi l'armée allemande en retraite, les avions partout vrombissent, partout les sirènes hurlent, arrivée en pleine nuit à Valence : prise en charge d'un dépôt mortuaire et identifications, c'est le premier bombardement sur la ville, nombreuses sont les victimes [...]

Pendant la nuit nous mettons des responsables Croix-Rouge au courant de nos méthodes [...]

35 Morts (dont 22 femmes et enfants écrasés dans un abri) : Deux femmes peuvent être dégagées, il faut renoncer, l'abri était bétonné, un chalumeau est nécessaire pour découper les ferrailles »

L'équipe mortuaire n'a pas eu le temps de les identifier : « Ordre est donné aux équipes de rentrer de toute urgence à Lyon par les autorités, devant tant de travail on rage, mais l'ordre est formel, il faut obéir, on pense qu'un bombardement a eu lieu à Lyon.

Mort 35

En fait les équipes sont arrêtées en cours de route :

Bombardement de Pont d'Isère (16 Août 1944)

[...]

Morts 13

Identifiés 13

Nombreux blessés

Bombardement de St Vallier (16Août 1944)

[...]

Morts 33

Identifiés à notre départ 2

A partir des témoignages précédents on peut résumer la constitution progressive de cette action Croix-Rouge. Devant la nécessité de relever les morts comme les blessés, la Croix-Rouge de Lyon a dévolu ce travail à deux infirmières responsables des secours (Melles de Leusse, Godinot) mais qui seront chargées plus spécialement de cette délicate mission. Elles vont non seulement trouver les locaux que l'on peut mettre à disposition pour devenir des dépôts mortuaires, mais aussi faire appel dans chaque quartier ou secteur à des secouristes hommes et femmes volontaires pour tenir ces dépôts et accomplir la tâche de relever tous les éléments permettant une identification au moment de l'accueil des familles à la recherche de leurs proches. Ces volontaires féminines vont également préparer les corps chaque fois que c'est

¹⁸⁰ Annexe N°24 et 24bis

possible et plusieurs noms reviennent régulièrement dans les notes retrouvées pour souligner le rôle, remarquable, de certaines d'entre elles.

Il semble que dès après le bombardement du 26 mai, le frère Benoît ait su trouver les mots pour accompagner les familles en deuil. Par la suite et surtout dans le relèvement ou l'exhumation des victimes de la barbarie nazie cette difficile tâche lui sera systématiquement confiée... Peut-être en tant que religieux savait-il prononcer des paroles d'apaisement sinon d'espérance comme en témoignent les innombrables lettres qu'il a reçues des familles en remerciement d'une attitude particulièrement fraternelle.

On aurait d'ailleurs tort de penser que l'action de l'équipe ou plutôt des équipes mortuaires qui ont été animées par le frère Benoît à partir du 27 mai, se limitait à la seule identification des cadavres... En fait ces équipes étaient avant tout composées de secouristes dont la première mission consistait à sauver des vies. Et le Frère était de tous les bombardements comme on l'a vu. Mais alors un processus s'opère, ceux qui ont eu l'occasion d'être avec lui en affrontant en commun des dangers où il montrait toujours beaucoup de détermination et de calme, se sont trouvés soudés pour d'autres missions. Cet esprit « Croix-Rouge » que cet homme incarnait (*ne jamais laisser personne sans secours*) a laissé des traces durables. Le témoignage d'un équipier (anonyme) fait deviner ce que ces hommes ont vécu et pourquoi certains ont continué à travailler avec le Frère dans des tâches particulièrement rebutantes.

Bombardement de Badan nuit du 13 au 14 Août 1944 (gare de triage entre Chasse et Grigny)

Nous sommes huit équipiers de la Croix-Rouge, portant pelles pioches et brancards, marchant le long des rails, au milieu du vaste réseau où s'enchevêtrent de multiples voies ferrées bouleversées par le bombardement récent. Frère Benoît est en tête avec un cheminot qui lui indique la route. Il s'agit de dégager un de ses camarades blessé et à moitié enterré [...]

Soudain, à proximité une explosion illumine la nuit. Tous à plat ventre nous attendons que les cailloux soient retombés, et nous reprenons notre marche, l'œil aux aguets. Plus loin à l'autre bout de la gare une autre détonation éclaire le paysage. Ce sont des bombes à retardement... Elles peuvent éclater d'un moment à l'autre, on ne sait où. J'ai un moment de panique intense : fuir à toute allure cette marche insensée... Mais derrière moi un équipier avance et devant moi six autres ne bronchent pas. Je ne peux pas perdre la face devant ces hommes. Malgré mes boyaux qui se tordent, j'avance. L'amour propre à défaut de courage est plus fort que la peur.

Bientôt on entend le frère Benoît « Attention il est ici on voit son bras ». Tous se mettent au travail, on déterre le blessé évanoui et on revient portant le brancard chargé, lentement pour ne pas aggraver l'état du blessé, et comme pour narguer les bombes continuent leur pétarade.

Pendant qu'une ambulance emmène le blessé à l'hôpital, nous nous retrouvons devant les voitures qui doivent nous ramener à Lyon et spontanément nous nous serrons les mains en silence.

Je puis le dire, quand on est passé par là, volontairement tous ensemble, il se crée entre nous une solidarité impossible à détruire et soudée pour la vie.

Mais c'est dans l'identification des victimes de l'occupation nazie que se constituera une petite équipe Croix-Rouge « une et indivisible »¹⁸¹ ...Et les équipiers fidèles que le Frère réunira pour les charniers, et qui oeuvreront même bien après la guerre, seront associés par les familles dans une même et profonde reconnaissance.

¹⁸¹ Titre d'un article du Progrès du 20 Août 1999...Au début les membres de cette équipe sont nombreux et fluctuants, puis après la guerre le Frère oeuvrera avec une dizaine de fidèles, pour de nombreuses missions qui se poursuivront jusqu'au milieu des années 50 (voir liste des noms : note 241 P.105)

L'IDENTIFICATION DES FUSILLES

Les premiers relevés d'identification étaient sommaires mais souvent suffisants dans le cas des bombardements où les familles, les voisins, pouvaient reconnaître un objet sinon le corps. Le travail s'est avéré singulièrement plus difficile dans le cas des fusillés.

Les familles des résistants arrêtés ignoraient pratiquement toujours le sort réservé à ceux qui étaient emmenés soit par la gestapo, soit par les miliciens. Or c'était la Croix-Rouge qui dans bien des cas était chargée d'obtenir des renseignements, mission dans le prolongement des recherches de disparus en étroite collaboration avec le CICR. Les *Bulletins d'information* des années **41 à 45**, font souvent référence à cette recherche des disparus non seulement militaires (mission première de la CRF) mais civils¹⁸². Dans la zone occupée, confrontée plus tôt au problème des disparus, les consignes de Paris sont précises. Les fiches, mises à la disposition des familles aboutissent parfois à une douloureuse nouvelle :

Dans notre service quelques unes (infirmières) sont désignées pour voir, recevoir, entourer les familles qui apprennent, soit par nous, soit par lettre officielle, la mort d'un condamné.

*Fin 1940, début 1941, nous avons les noms des fusillés lorsque les autorités allemandes en informent les services français.*¹⁸³

Or à partir de 1944, les Allemands ne fournissent plus d'informations et les victimes sont abattues n'importe où. A Lyon c'est l'équipe mortuaire qui a eu, entre autres, la délicate mission de donner un nom à ces morts fusillés et laissés « le long des routes ». Mais ce travail n'a vraiment pu se faire qu'après la guerre : *Entre les bombardements, les combats de la libération et les grands charniers il convient de citer deux catégories de victimes, celles dites fusillés le long des routes et celles de l'Institut médico-légal* écrit le frère Benoît et il continue : *Les Allemands emmenaient des groupes de prisonniers de Montluc allant de 3 à 4 jusqu'à 50 et plus, en un lieu quelconque de la banlieue lyonnaise, l'Ain, l'Isère, l'Ardèche, la Drôme même, ils les abattaient et laissaient les corps abandonnés.*

Le relèvement des victimes fut fait généralement par l'identité judiciaire ou simplement les autorités locales. Nos équipes mortuaires n'étaient pas informées. Par la suite en union étroite avec l'identité judiciaire elles participèrent alors activement aux exhumations et identifications

Un récapitulatif dressé par frère Benoît figure dans son « cahier »¹⁸⁴

Une mention spéciale est faite concernant les victimes comptabilisées à l'Institut médico-légal de novembre 1943 à 1945.

Très nombreuses victimes relevées un peu partout, certaines se confondant avec les fusillés le long des routes. Les équipes mortuaires Croix-Rouge participèrent aux exhumations et identifications.

<i>Nombre de victimes</i>	<i>800 environ</i>
<i>Identifiés</i>	<i>80%</i>

Melle Godinot nous avait fait part, elle aussi, des nombreuses démarches qu'elle effectuait avec frère Benoît, ou son adjoint le Père Pol, en se rendant dans cet Institut et soulignait l'aide très efficace qu'ils avaient toujours trouvée auprès de celui qui les accueillait : Monsieur Rollet et qui les renseignait au maximum de ses possibilités.

Dans la mention faite de l'Institut médico-légal une note d'une autre écriture apparaît et précise : responsables Père Pol de Léon et une religieuse : soeur Théodard, l'auteur de ce renseignement complémentaire n'a pas pu être identifié mais la mention Père Pol de Léon, d'ailleurs fréquente dans les notes de Frère Benoît mérite d'être relevée.

¹⁸² *Bulletin d'information de mars 1941* Circulaire N°11 organisant le service de Recherche des disparus civils. **Direction de la Documentation** CRF-Paris. Il est précisé que cette circulaire adressée aux Délégués départementaux a été aussi envoyée à tous les Présidents de Comités. Voir « **Des missions dans la guerre** »

¹⁸³ « *Au service de la Croix-rouge française sous l'occupation 1940-1944* » P. 63

¹⁸⁴ *Rapport sur les équipes mortuaires de la Croix-Rouge de Lyon...* P. 22

REFUS D'IDENTIFICATION

Il est un exemple où l'équipe mortuaire -sur l'initiative de son responsable- a refusé de faire une identification ...jusqu'à faire totalement disparaître un corps. Cela est en rapport, précisément, avec le Père Pol de Léon. Peu de renseignement sur ce franciscain, beaucoup plus jeune que le Frère et dont on peut supposer qu'il était un des deux compagnons qui avaient assisté depuis le couvent au bombardement du 26 Mai. On sait qu'il était présent aux différents charniers. Il n'est d'ailleurs pas le seul franciscain à avoir participé aux équipes mortuaires, bien des noms de Pères apparaissent ponctuellement dans les notes concernant les dépôts mortuaires mais Pol de Léon avait, au côté du « Frère », des responsabilités beaucoup plus importantes et il l'accompagnait fréquemment...

A la suite d'un bombardement qui avait frappé Lyon (celui du 6 août ?), un homme de grande taille en civil est retiré des décombres et étendu pour procéder à son identification. Il porte sur lui plusieurs cartes d'identité, avec des noms différents mais la même photo et surtout un carnet avec des dates et des surnoms qui ressemblent à ceux de résistants. Le carnet fait mention en particulier d'un certain Paul (Pol ?) qui avait rendez-vous avec « Josette » dans un lieu et à une date précise. Le Père Pol de Léon qui travaillait aux identifications dans une salle voisine est appelé discrètement et reconnaît avec stupeur le lieu, la date, et la personne à qui il avait transmis un message de l'Armée secrète...Il apparut très vite que la victime étendue était un agent bien renseigné de la Gestapo! Les papiers sont détruits et le frère Benoît consulté procure un sac de chaux vive pour faire disparaître toute trace du corps. Ce récit qui fait partie de la biographie du frère Benoît publiée par une revue franciscaine¹⁸⁵ est confirmé par le témoignage de Geneviève Godinot malgré quelques légères variantes : *Un jour le Père Pol me dit « je suis obligé de partir, vous ne me verrez plus tant que les Allemands sont ici » ...car on avait trouvé dans la poche d'un mort -pas du tout un résistant, un pro-allemand- qui devait arrêter des quantités de personnes dont le Père Pol, on mettait « Franciscain qui traverse le pont Mouton à telle heure...arrêtez-le »...On n'avait pas parlé du frère Benoît ni du frère Dominique, mais alors le Père Pol a disparu grâce à ce carnet qui avait été trouvé dans la poche d'un mort, vous vous rendez compte !*

Le lendemain un officier allemand accompagné de civils avait vérifié, en vain, tous les cercueils...Ce qui a permis au père Pol de ne pas disparaître bien longtemps puisqu'il a participé au relèvement des victimes du massacre de St Genis-Laval le 21 Août.

Le Frère a, par la suite, affirmé que la Gestapo qui nourrissait de lourds soupçons à l'égard des équipiers mortuaires de la Croix-Rouge voulait les faire arrêter, et elle ne l'aurait pas fait sur intervention du Cardinal Gerlier. Les Franciscains, pas plus que les équipiers n'ont jamais eu preuve de cela ... Mais, en sachant l'efficacité des services de renseignements allemands et dans le contexte du drame de St Genis-Laval, on pouvait effectivement craindre le pire...

¹⁸⁵ « *Allez par les chemins* » op.cit. P.24/25

MISSIONS TERRIBLES : LES « CHARNIERS »

A la fin de la guerre les Allemands, dans la fureur de leur inexorable défaite, multiplie leur œuvre de mort à l'égard des populations civiles. Tout est prétexte à exécutions sommaires. Les otages de Montluc en sont les premières victimes même si ce ne sont pas les seules...

Par leur ampleur les actes de barbarie, perpétrés par l'occupant nazi entrent dans la catégorie juridique des « crimes de guerre ». En font évidemment partie les trois grands charniers qui mobiliseront la Croix-Rouge d'août 1944 à septembre 1945.

LA CROIX-ROUGE A ST GENIS-LAVAL 21-22 Août 1944

Les étapes du drame ont été étudiées et rapportées dans le *Mémorial de l'Oppression* ouvrage qui fait encore aujourd'hui référence pour toutes les exactions et crimes de guerre commis pendant les dernières semaines de l'occupation à Lyon dans le département du Rhône et de l'Ain¹⁸⁶. Nous nous attacherons surtout à l'action de l'équipe mortuaire qui, très vite sur les lieux, a été un témoin de premier plan et a accompli un travail remarquable pour relever avec un soin infini les restes de ces martyrs afin de pouvoir non seulement leur donner une sépulture mais aussi pour permettre aux familles de savoir qui étaient les victimes. C'est la reconnaissance de ce travail accompli qui a donné au frère Benoît sa renommée et l'engagera à former une équipe vraiment spécialisée qui sera par la suite appelée dans tous les cas de relèvement et identification difficiles.

A travers le récit très détaillé de frère Benoît¹⁸⁷ on peut davantage mesurer la somme des énergies physiques et morales dont les équipiers et équipières de la Croix-Rouge ont fait preuve dans ces circonstances et par la suite malheureusement dans d'autres charniers d'une importance comparable.

Le 20 août [en fait le 21] 1944 au matin arrivent les premiers renseignements au bureau des infirmières et au centre des équipes d'urgence par M. GUERPILLON délégué de la Croix-Rouge d'Oullins. Aussitôt une équipe est en formation (équipe mortuaire) [souligné dans le document] pendant que M. BERARD enquête. [M. Bérard était l'adjoint de M. Jean PILA, Directeur des Equipes d'urgence]

Les dangers et les risques sont tels (Les autorités s'étant dérobées à l'appel des autorités d'Oullins) que dès les premiers instants les Dames de la Croix-Rouge décident, et c'est là leur très grand honneur, de former l'équipe elles-mêmes en ne faisant appel qu'à des équipières et des équipiers qui doivent de par leur état, faire le sacrifice total.

Elles ne veulent à aucun prix engager les jeunes équipes volantes mortuaires, car de quart d'heure en quart d'heure, à travers des renseignements très incomplets, les risques paraissent toujours plus grands.

Lorsque je fus appelé par Melle GODINOT je sentis bien, qu'il s'agissait d'une mission tout à fait particulière. Les termes mêmes de la communication téléphoniques diront mieux que n'importe quel récit ce dont il s'agissait :

20 [21] août vers 8h30

« Frère Benoît on vous demande au téléphone, de la Croix-Rouge »

Melle GODINOT « C'est vous Frère BENOIT »- Oui

« Etes-vous libre ? » -Toujours pour la Croix-Rouge (les religieux consultés m'avaient déclarés : La Croix-Rouge vous appelle il faut partir)

Melle GODINOT : « Il s'agit d'une mission toute particulière où nous ne pouvons prendre les jeunes, même le Père POL DE LEON est trop jeune » -Je comprends, il vous faut des cheveux blancs.

-« C'est tout à fait cela » [...]

¹⁸⁶ Commissariat de la République Région Rhône-Alpes. Deux autres fascicules devaient compléter cette minutieuse étude pour tous les départements voisins et pour les prisons de la Gestapo...Malheureusement ces deux autres fascicules n'ont jamais vu le jour.

¹⁸⁷ Récit qui n'est pas daté mais que l'on peut situer probablement dans les derniers mois de 1944, au moment où le Professeur Mazel recueille les témoignages qui serviront au Mémorial. Le récit du Mémorial (moins détaillé) qui est la déposition officielle « de Monsieur Galdin, en religion Frère Marie-Benoît » date du 14 octobre 1944. **Archives départementales Fonds 3808 W 1100 pièce 23.**

En toute hâte j'arrive au bureau des infirmières. Surprise... Je vois le Père Pol de Léon qui logeant chez les Franciscaines Missionnaires de Marie¹⁸⁸ à qui il avait été fait appel, sentant qu'une équipe se formait, s'était embarqué avec elles-

Melle GODINOT me met au courant « Il s'agit d'une maison que les Allemands ont fait sauter- Comment ? Je vous préviens, les risques sont grands. Il ne faut à aucun prix que les jeunes des équipes volantes mortuaires soient informés, vous les connaissez s'ils savaient nous ne pourrions les retenir et vraiment nous ne pouvons en conscience leur faire courir de tels risques... Nous formerons l'équipe nous-mêmes avec les deux religieuses, le Père Pol et vous-même »

[...]

Finalement l'équipe est formée de Melle Godinot, Mme Paufigue (responsable des équipes mortuaires), Mme Michon (convoyages et autres missions) deux infirmières (Melle Robert et Melle Isaac), deux religieuses franciscaines Missionnaires de Marie, les deux franciscains : frère Benoît et Père Pol de Léon, et deux conductrices Croix-Rouge. Arrivé à la Mairie de St Genis-Laval le groupe est mis au courant des faits dramatiques survenus la veille et s'adjoint une première équipe de secouristes (environ 12) de St Genis ou d'Oullins. Tout le monde embarque dans un seul véhicule « miracle des ambulances qui dans un véritable raidillon ne succombent pas sous une telle charge ». Malgré les quelques informations fournies, personne ne devine encore l'ampleur du massacre :

Nous sommes habitués à toutes les horreurs dans les multiples bombardements. Le spectacle qui s'offre à nos yeux dépasse toute imagination.

Un fort intact. Une petite maison, celle du garde, ou de ce qui en restait ne forme qu'un chaos. A travers d'énormes blocs de maçonnerie et de poutrelles, de fer, des matériaux de toutes sortes, on distingue des débris de corps écrasés par des blocs enchevêtrés dans les matériaux. Tout brûle.

Une odeur écoeurante, à la fois fade et de chairs brûlées rôties ou trop bouillies.

Nous sommes pétrifiés, un long moment immobiles. Mais nous surmontons très vite nos sentiments d'horreur. Nous sommes venus en sauveteurs de ce qui peut être sauvé. Notre équipe spécialisée dans l'identification est saisie d'angoisse à la pensée que tous ces pauvres corps ne pourront pour la plupart être rendus à ceux qui les ont aimés. L'esprit Croix-Rouge nous commande de faire taire nos propres sentiments pour sauver ce qui peut l'être.

Nous appelons les pompiers, Melle ISAAC Ginette qui a un vélo se charge de ce soin avec des consignes très précises. Ils seront là 20 minutes après nous.

Nous nous organisons en quelques minutes et nous nous répartissons les rôles.

Les Dames s'occuperont des corps et de l'identification avec le Père Pol remarquable identificateur.[...] je suis chargé de diriger les travaux de déblaiement. Nous plantons le drapeau Croix-Rouge. On ne nous tire pas dessus comme il a été fait jusqu'à présent contre nombre de ceux qui se sont approchés notamment la P.J. qui a pris quelques photos sous les balles.

Je fais dégager des blocs énormes qui encombrant tout un côté de la maison écroulée afin d'être bien assuré qu'aucun corps ne demeure, et prendre un coin afin de commencer le relèvement des corps avec toute la minutie ordinaire.

Nous essayons de relever quelques corps en surface : nous devons y renoncer, ils sont incandescents.

Les pompiers arrivent et inondent aussitôt les foyers d'incendie.

Un vaste trou béant, la cave, avec des débris de toute sorte, des débris de corps partout, et détail horrible nous reconnaissons un bras de femme reconnaissable à sa forme et quelques débris de vêtements encore adhérents.

A l'aide d'une échelle j'accompagne le sergent et le caporal des pompiers, une chaleur de four telle que sortant le pied de ma sandale je me brûle.

Une femme jeune est étendue là dans un angle. Ce sera le seul corps relevé intact. [Il s'agit de Renée Pilaz épouse Bruckner née le 21 septembre 1921 à Lyon, son mari Robert a été fusillé le 17 août, soit 3 jours auparavant, à Bron en tant que juif.]

¹⁸⁸ Le Père POL était l'aumônier de la Maison des Franciscaines. La supérieure l'avait très tôt averti le 20 au matin d'un convoi inhabituel sorti de la prison. Rappelons que le couvent à proximité de Montluc était une base d'observation.

Nous pourrions dégager quelques corps en surface, ou plutôt des débris qui sont aussitôt transportés dans la cour du fort. Le dépôt mortuaire sera établi dans des casemates.

Les Dames de la Croix-Rouge et le père Pol se livrent avec toute la minutie désirable à la fouille de ces débris, visite minutieuse et étude méticuleuse du moindre indice, du plus petit détail pouvant permettre une identification. Parfois il faut casser des débris afin de recueillir un lambeau d'étoffe, toujours avec ce souci qui est pour chacun de nous une véritable obsession : l'identification.

Tout ce travail s'est fait avec une véritable piété car nous avons le désir de remplacer en cet horrible travail les êtres chers que nous remplaçons.

Les dames de la Croix-Rouge font preuve d'un cran exceptionnel. Sans broncher elles mèneront à bien leur tâche et jusqu'au bout. N'étant pas inquiétée par les tirs de l'ennemi, et devant l'immensité de la tâche Melle GODINOT, chef général de l'équipe décide de demander du renfort.

Elle fait appel à de jeunes E.M.V.[équipes mortuaires volantes]. qui arrivent plein d'ardeur et de courage, très satisfaits d'être employés (Ils avaient fait un beau tapage quand ils avaient su qu'une équipe s'était formée sans eux.)

Melle GODINOT fait également appel à l'équipe technique de la Croix-Rouge (MECHIN), équipe populaire qui n'aime pas cacher un drapeau dont elle est fière. C'est avec trois ou quatre drapeaux Croix-Rouge largement déployés qu'elle nous arrive. (On ne pouvait mieux narguer l'Allemand)

[Précisons que c'est cette équipe technique qui est sur place la première après l'équipe « des cheveux blancs ». Les « drapeaux déployés » de l'équipe MECHIN et le « beau tapage » des équipes mortuaires volantes, sont confirmés par les témoignages des participants encore vivants¹⁸⁹.]

Je dirige d'abord le premier chantier de dégagement, et dès que possible un deuxième chantier est dirigé par le Père POL, de telle manière qu'aucun corps ne soit relevé hors la présence et le contrôle très rigoureux d'un chef d'équipe très expérimenté (Toujours le souci lancinant de l'identification)

Melle GODINOT, Mme PAUFIQUE et les autres Dames sont très fréquemment parmi nous car il faut toutes les compétences tant les relèvements sont difficiles. Nous opérons avec la plus extrême minutie. Chaque pelletée est soigneusement examinée, chaque débris méticuleusement étudié (toujours l'identification)

De longues discussions s'engagent sur les débris car nous voulons rigoureusement que toutes les parties appartenant à un même corps soient bien ensemble. Parfois sur un même brancard nous avons des débris appartenant à trois corps différents.

Parfois on met sur les brancards des matériaux de toutes sortes auxquels adhèrent des débris calcinés.

Des débris sont d'autres fois tellement informes qu'ils ne forment qu'une masse horrible où il est impossible de distinguer la forme ou le nombre.

Nous relevons des traces très nettes de plaques de phosphore et des corps sont huileux de pétrole et d'essence. En un endroit les corps sont à ce point calcinés qu'ils ne forment que des tas de cendres mêlés à des débris que nous ne pouvons mettre que dans deux marmites en les inondant d'eau, ce qui n'empêche pas que le lendemain nous les trouverons incandescents et encore consumés. Il faut les inonder à nouveau. L'attention et le souci de l'identification sont cependant tels qu'examinant grain par grain les matériaux nous trouvons des bagues en ces lieux qui permettront deux identifications.

A certains endroits les corps sont cuits à l'étouffée et relevant un corps de femmes un éboulement se produit. Je suis sérieusement brûlé au pied, perdant l'équilibre, il me reste dans les mains une femme. Il faut prendre à pleine mains ces chairs trop cuites et reformer sur les brancards ces corps.

Le Père POL rencontre les mêmes difficultés (ici bien résumées à quelques exemples).

Parfois nous nous réunissons avec les Dames pour les cas les plus difficiles [...]

Nous travaillons sous un soleil torride qui, joint à la chaleur des foyers toujours renaissants malgré les masses d'eau, rend le travail encore plus pénible.

¹⁸⁹ Témoignages de M. Georges Michaud (membre alors de l'équipe technique et l'un des derniers témoins directs) et de M. Gabriel Véniat (secouriste) dont Melle Godinot a refusé la présence en raison de son jeune âge. Tous deux ont rejoint l'équipe mortuaire du frère Benoît pour les autres charniers.

Il faut de temps à autre quitter les chantiers pour respirer un air moins embrasé et moins écoeurant. Constamment un équipier est près de nous avec un arrosoir pour nous mouiller mains et débris

Les gants de caoutchouc fondent et nous collent aux doigts ce qui ne nous facilite pas le travail.

Et ce ne sont là que quelques détails.

Le soir, je prévient son Eminence du drame, le lendemain le Cardinal est longuement parmi nous, va trouver le commandeur KANAP [en fait KNAP] chef de la Gestapo, lui dit son fait et sauve la vie de toute l'équipe dont il avait dressé une liste !!!

Les autorités de St GENIS, civiles et religieuses nous entourent, de même la population. Fleurs et boissons fraîches sont apportées en abondance. La soif est telle qu'une bouteille mise à la bouche est vidée d'un seul trait, la soif est inextinguible.

Un repas étant offert aux équipiers par la Municipalité, pendant que nous sommes tous sur la place de St GENIS nous voyons deux camions d'Allemands entourés de nombreux motocyclistes, tous armés jusqu'aux dents et se diriger vers le fort, Pourquoi ?

Quand nous rentrerons il n'y aura rien d'anormal.

Ceci n'est qu'un bref résumé auquel il faut ajouter que nous avons trouvé des paquets de dynamite que nous avons mis en lieu sûr. Ayant fait écarter tout le monde par prudence cela a fortement impressionné les assistants quoique le danger ne fut pas bien grand. De très nombreux clous sont trouvés profondément enfoncés dans les différentes parties des corps.

Un pied anormalement petit (conservé) a fait croire à la présence d'un enfant. Le second pied a également été trouvé par moi, toujours aussi petit, mais à ce point réduit en cendre que l'examinant avec le Père POL, un léger coup de vent l'a dispersé.

Le nombre de cercueil a été de 88.

Plusieurs cercueils contenaient des débris de corps différents.

Réunis le soir nous estimons le nombre des victimes de 110 à 120. Le nombre probable est de 115 (chiffre non encore rigoureusement prouvé)

En conclusion, les équipes différentes de la Croix-Rouge ont fait preuve d'une audace peu commune.

Le dimanche 20 Août les Allemands massacrent 115 personnes, incendient la maison et la font sauter.

Le lundi 21 et le mardi 22 les corps sont relevés.

Le mercredi 23 on leur fait de solennelles funérailles.

Tout cela au milieu des Allemands en retraite et en position de combat.

Le jeudi 24 nous avons le drame de la rue Tronchet, et les suivants...

Il nous a paru éminemment nécessaire de donner le témoignage dans son intégralité pour le confronter à ce qui a été rapporté par ailleurs.

-Il faut immédiatement rectifier la date du coup de téléphone le 20 Août (cf. la déposition officielle faite pour le Mémorial et qui donne la date du 21 -note N° 115-). L'alerte au Comité de la Croix-Rouge ne peut pas avoir été donné le 20 Août mais bien le 21, puisque le 20 à 8H.30 le convoi traverse la commune de St Genis-Laval et les habitants ignorent encore tout du drame qui va se dérouler. En revanche la supérieure des Franciscaines a -peut-être- dès le 20 fait part de ses inquiétudes au Père Pol de Léon en observant, des fenêtres du couvent, des allées et venues inhabituelles à l'entrée et dans la cour de la prison. De même le 20, le chef de l'équipe d'urgence CRF d'Oullins résidant à St Genis-Laval (M. Guerpillon) a été alertée dans l'après-midi de ce qui se passait à proximité du Fort ...

- Dans la matinée du 20 le Maire de St Genis et le Maréchal des Logis-Chef Clavel en entendant la fusillade et les explosions tentent de se rendre au fort mais sans pouvoir approcher. Jusqu'à 14 h. Les explosions continuent.... C'est donc bien en début d'après-midi que le Maire se rend à Lyon à la Préfecture où effectivement il ne reçoit « *ni aide, ni instructions* ». Il faut attendre le départ du service de guerre allemand pour, à nouveau approcher la maison du garde le 20 vers 16 heures. Cependant en fin d'après-midi la Police judiciaire peut procéder aux premières photographies dans des conditions difficiles (on lui tire dessus).

Et ce n'est que le lendemain 21 Août vers 13h que l'équipe mortuaire Croix-Rouge peut accéder au lieu conformément au témoignage... Avec appel immédiat aux pompiers de Lyon car les ruines sont fumantes et pratiquement inaccessibles et conjointement appel à l'équipe Méchin pour entreprendre les déblaiements nécessaires. Un membre de l'équipe technique confirme :

Nous sommes arrivés sur le charnier de St Genis-Laval le 21 Août à 13 h. pour commencer le déblaiement [en fait plus tard, juste après les pompiers arrivés eux à 14h] c'était un lundi et la tuerie avait eu lieu la veille le dimanche 20 août vers 10 h je pense, puisqu'ils [les otages] sont partis de Montluc vers 8h30, pendant une alerte {...} Nous avons des gros matériaux à déblayer soit avec des barres à mine, soit avec des cordages qui d'ailleurs commençaient à fumer, c'était encore très chaud... Je ne sais pas comment nous avons été avertis, c'est Méchin notre chef de groupe qui a dû être mandaté par la Croix-Rouge.[...] On [l'équipe technique] travaillait toujours en accord avec le Frère. Les corps étaient sous les déblaiements et, en plus, il y en avait pas mal qui étaient tombés dans la cave...c'était la maisonnette du garde, elle avait été dynamitée...On en a identifié certains sur place mais pas tout de suite, c'était frère Benoît qui s'occupait avec ses secouristes des identifications [...]. Nous on déblayait, on débloyait [...]

Nous avons travaillé jusqu'au 22 Août au soir en restant sur place, et le 22 août nous sommes descendus au village pour nous regrouper dans un café, c'est alors que nous avons vu passer des motos allemandes et quelques fourgonnettes qui devaient nous rechercher¹⁹⁰...

- Le relèvement des victimes s'est fait jusqu'au 22 au soir, avec les soins et les difficultés mentionnés. De jeunes Maristes d'un séminaire voisin sont venus appuyer les efforts des équipes sur le terrain. Les corps, et les restes de corps ont rempli 88 cercueils...

- Le cardinal Gerlier dans sa déposition confirme « Informé du drame qui s'était déroulé à St Genis-Laval par l'un des plus dévoués auxiliaires de la Croix-rouge le Frère Benoît¹⁹¹ je suis allé le 22 Août dans la matinée, au Fort qui en avait été le théâtre. [...]

L'ensemble constituait une vision d'horreur dont je n'ai pas souvenir d'avoir vu l'équivalent... »

D'où une double démarche auprès du Commandeur Knapp (visite très orageuse et lettre dont les termes sont restés en mémoire... voir Montluc)

- Le 23 avaient lieu des funérailles avec toute la population de St Genis, spontanément rassemblée, malgré les Allemands toujours présents dans Lyon occupé.

-Rappelons que 80 prisonniers allemands ont été fusillés en représailles et dans le but de faire pression pour libérer les prisonniers (environ 1000) encore en otages à Montluc (Lettre de Yves Farge)¹⁹² même si ces exécutions sont intervenues après la libération de la prison.

Il faut attendre le départ définitif des Allemands pour pouvoir procéder aux véritables identifications. Une mission a donc été confiée aux autorités : information ouverte au cabinet de Monsieur Hebrard Juge d'Instruction près le Tribunal Civil de Lyon. Le Docteur Bourret, médecin légiste, a été chargé de faire toutes les constatations utiles pour établir les causes et les conditions de la mort, (l'existence de supplices ou de tortures) et aussi pour les identifications. La mission est remplie au cimetière de St Genis-Laval le 11 septembre 1944, exhumations en présence des Autorités administratives et judiciaires, des représentants de la presse, du Colonel Hay de l'Armée américaine, et des deux Franciscains pour la Croix-Rouge. Le rapport médico-légal, établi le 8 décembre 1944, confirme le témoignage précédent en apportant des précisions médicales : seuls 5 cadavres présentaient des orifices circulaires à hauteur des membres et du thorax correspondant probablement à des plaies par coups de feu. L'état des corps ne pouvait pas permettre de savoir si certaines victimes étaient encore vivantes lors de l'incendie ou de l'explosion. Pas moyen non plus de retrouver des « traces identifiables » de tortures physiques (ce que pouvait suggérer la présence de nombreux clous dans certaines parties des corps mais qui pouvaient aussi avoir été projetés à partir des structures de la maison au cours du dynamitage...). La

¹⁹⁰ Témoignage de M. G. Michaud

¹⁹¹ Le soir du 21 se déroule une longue entrevue entre Frère et le Cardinal (averti aussi par le curé de St Genis-Laval parti à vélo malgré le couvre-feu)

¹⁹²Voir note 123 (P.50)

conclusion du Dr Bouret -et donc du *Mémorial* - est celle que relate le Frère : 88 cercueils certes, mais le nombre exact des victimes n'a jamais pu être établi car certains cercueils ne contiennent que des fragments osseux mêlés à des débris, et le nombre des victimes est apparu -dès le début- plus important : 43 corps de sexe masculin et 5 de sexe féminin, pour les autres restes carbonisés impossible de déterminer le sexe...

En avril 1945 l'ouvrage du Commissariat de la République le « *Mémorial* » donne les numéros de 16 cercueils contenant des restes formellement identifiés, plus deux noms d'après une alliance et un chevalière portant des indications. Donc 18 identifications immédiates, mais les identifications se sont poursuivies bien au-delà de 1945 et jusqu'à nos jours grâce aux objets soigneusement relevés par l'équipe mortuaire et répertoriés. grâce aussi aux recoupements de ce que l'on sait des appelés « sans bagage » des 19 et 20 Août à Montluc¹⁹³. Dans un ouvrage récent (2001) « *Victimes de l'occupation à Lyon et alentour* » Bruno Permezel donne 72 noms identifiés ou présumés (24 corps identifiés en août 1946), mais cette liste comporte des erreurs. Aujourd'hui au sein d'une association de St Genis : l'ASPAL¹⁹⁴, des recherches très approfondies permettent de donner, avec une relative certitude, plus d'une centaine de noms. Mais le nombre exact des victimes reste ignoré et bien des interrogations demeurent.

Dès le départ, à travers les témoignages nombreux et précis des « Dames » de la Croix-rouge (Melle Godinot, Mme Paufigue, Mme Michon), des Franciscains (Frère Benoît et Père Pol de Léon) des Sœurs Théodard et Sœur Marie-André des Equipes d'urgence de la Croix-Rouge, du Délégué de la Croix-rouge d'Oullins (M. Guerpillon), et en outre avec les témoignages du sergent-chef des pompiers, du docteur Bernard de St Genis et du Maire de la Commune (M. Girard) et d'autres¹⁹⁵ certains points ont été soulevés... Ils n'ont toujours pas été résolus. Outre le nombre des tués évoqué ci-dessus :

-la réalisation de tortures avant l'exécution

-la présence d'un enfant parmi les victimes en raison de la ferrure d'une chaussure, celle très réduite et semblant correspondre à une pointure nettement inférieure à celle d'un adulte (l'autre a été réduite en cendre dès le premier contact)

C'est sur ce dernier point que l'équipe a été particulièrement sollicitée, à tel point que le Frère en exprime, dans certaines notes, beaucoup d'exaspération étant dans l'impossibilité de donner une réponse ferme et définitive. Dans le *Mémorial* sont répertoriées toutes les analyses radiographiques (photos à l'appui) faites sur la chaussure réduite et le pied qu'elle contenait, finalement les recherches médico-légales ont écarté l'hypothèse de la présence d'un enfant. Or un rapport, en date du 28 novembre 1944, celui du Dr Japiot, est formel, il ne s'agit pas du pied d'un adulte... Ajoutons aussi, que figure dans les Archives¹⁹⁶ le témoignage d'une habitante de St Genis disant avoir aperçu, parmi les malheureuses victimes alignées et attachées deux par deux, un enfant en culotte courte semblant âgé d'une dizaine d'années, toutefois ce témoignage n'a pas été retenu en raison de son caractère incertain ... Par la suite rien n'est venu étayer l'idée d'une très jeune victime... Mais dans son ouvrage de 1966 (*Les catholiques français sous l'occupation*) Jacques Duquesne qui fait référence au massacre de St Genis-Laval ayant coûté la vie à deux religieux : l'abbé Larue et l'abbé Boursier¹⁹⁷ mentionne encore la présence d'un enfant ... et selon le Frère franciscain certains de ceux qui ont participé au charnier en sont restés

¹⁹³ Voir « *Montluc antichambre de l'inconnu* » Recoupement cependant difficile car les prisonniers n'étaient pas forcément connus sous leur véritable nom, les vêtements (vestes) s'échangeaient au moment des départs, d'où incertitude en cas des seuls relevés de tissus Enfin les « sans bagages » appelés ce jour là ont pu être fusillés ailleurs, dans ce cas il faut être sûr des identifications sur d'autres lieux

¹⁹⁴ **Association St Genoïse du Patrimoine, des Arts et des Lettres**, cette association continue les investigations sur ce douloureux épisode de l'histoire de la commune et cherche à retracer l'itinéraire des résistants qui sont morts le 20 août, et du seul otage qui a réussi à échapper au massacre (un « malgré-nous » du nom de Wehrle)

¹⁹⁵ Tous les témoignages ne figurent pas dans le « *Mémorial* » mais ils sont conservés dans le *fonds 3808 W 1100* des **Archives départementales du Rhône**

¹⁹⁶ **Archives départementales du Rhône** (Fonds du *Mémorial 3808 W 1100* Témoignage de Mme Champagne)

¹⁹⁷ L'abbé Boursier : curé de la paroisse Ste Thérèse de l'enfant Jésus (Villeurbanne). Réseau Jove. Service Aterrisage-Parachutage (ou SAP) arrêté le 16/06/1944. L'abbé François Larue officier clandestin de l'Armée secrète et en relation avec des intellectuels lyonnais ou parisiens arrêté le 23/08/1944.

convaincus . On peut avancer une hypothèse : parmi les victimes se trouvaient de jeunes résistants, 17 ans pour l'un d'entre eux , et selon des témoignages, pas très grand...Peut-être s'agit-il non pas d'un enfant mais d'un adolescent n'ayant pas atteint sa taille d'adulte ?

Ce qu'il faut retenir dans la perspective de notre propos et concernant la Croix-Rouge, c'est son rôle absolument central dans les témoignages non sur les circonstances du massacre (les habitants ont soigneusement décrit l'arrivée du convoi des otages composé de deux véhicules : un car et un fourgon cellulaire accompagnés de cinq à six voitures de tourisme), mais sur les premiers constats après le massacre. Le rapport ci-dessus comme le témoignage des « Dames de la Croix-Rouge » ou des équipiers qui ont procédé aux reconstitutions des corps montrent le soin extrême apporté aux identifications. Un exemple précis en est donné par un document retrouvé dans les « papiers » du frère Benoît et qui s'intitule précisément « *exemple d'identification d'un corps découvert à St Genis-Laval en août 1944.* » deux pages dactylographiées de mauvaise qualité, peut-être parce qu'il s'agit d'une photocopie ? Il est mentionné que ce sont bien les expériences acquises au cours des bombardements par les équipes mortuaires qui ont été déterminantes pour fixer la technique de l'identification des corps. A partir de l'exhumation le rapport judiciaire conclut pour le N°6 et au vue des débris du vêtement, à un corps de sexe masculin, le rapport médico-légal précisant qu'il s'agit d'un fragment de thorax et épaule entièrement carbonisé, sous ce corps un morceau d'étoffe a été trouvé (morceau qui brûlait encore et qu'il a fallu éteindre pour en conserver la largeur d'une main). Ce tissu est identifié par l'équipe comme un fond de pantalon confirmé par le pli fessier. Au mois de mars 1945 une famille a pu grâce à cela confirmer l'identité d'un proche en comparant ce morceau d'étoffe avec des échantillons ayant servi à confectionner le vêtement. Le Frère précise: *en poussant plus loin l'examen on voit qu'il existe deux lignes de points blancs très fins à peine perceptibles. Or l'une de ces lignes est rigoureusement dans celle du tissage alors que la seconde par suite d'un défaut se trouve très légèrement en dehors. Or il en est de même sur les échantillons et les prélèvements.*

L'examen de la doublure à l'endroit, laquelle est blanche avec une rayure bleue fortement marquée et à distance cinq rayures bleues très fines, le tout à l'endroit est également concluant [...]

La triplure vue à contre jour se révèle également semblable à l'échantillon quant à la trame et au grain.

La famille est convaincue.

On voit ici l'importance de la plus extrême minutie et quelles possibilités d'identification dépendant du soin apporté au dégagement des corps.

D'après la revue des Franciscains de Lyon, c'est ce morceau d'étoffe qui aurait permis d'identifier Roger Radisson, résistant, membre très actif de *Témoignage Chrétien*.

On trouvera en annexe¹⁹⁸ le rapport condensé du Service régional de Police de Sûreté de l'identité judiciaire précisant les éléments d'identification pour les corps ou plutôt restes de corps des N° 22 à 85. On a vu que les restes -informes- ont été rassemblés dans plusieurs cercueils [N°85 à 88] sans permettre une quelconque identification. En 1946 les 30 m3 de ruines sont encore soigneusement passés au crible par des volontaires (habitants, enfants des écoles, Maristes) sous l'étroit contrôle de l'équipe du Frère Benoît et de la Brigade de l'Identité judiciaire. Des objets métalliques : boucles de ceinture ou ceinturon, anneaux, boutons...permettent de nouvelles identifications. En 1947 avant l'érection d'un caveau, une mâchoire est retrouvée dans un trou, sans pouvoir être formellement attribuée à une victime. Les participants équipiers de la Croix-Rouge encore vivants, ont par la suite, transmis au Président de l'Association des Internés de Montluc les boîtes contenant les derniers objets non reconnus ou non récupérés. En 2007 ces boîtes ont été remises aux autorités municipales de St Genis¹⁹⁹. Le monument porte aujourd'hui les plaques que les familles ont bien voulu apposer. Le nombre des victimes reste évalué aux environs de 120.

¹⁹⁸ Annexe N° 25

¹⁹⁹ Les trois boîtes ont été transmises le 7 janvier 2007 à la Mairie de St Genis et à l'ASPAL. Une salle-musée devrait rassembler tous les documents, témoignages... concernant cet épisode tragique. Si ce musée ne pouvait voir le jour, les objets seraient enterrés dans le caveau (remise officielle le 26 août 2007, soixantième anniversaire de l'érection du monument)

Un autre aspect est mis en lumière c'est le risque qui a été pris par tous ceux et celles qui ont participé au dégagement des corps alors que les Allemands étaient en déroute mais précisément déterminés à achever leurs ignobles besognes. On sait que de la proche famille de Himmler (sa sœur et sa nièce ?) résidaient dans la commune de St Genis. La liste des équipiers à arrêter²⁰⁰-évoquée par frère Benoît- n'a pas été confirmée, mais le Comte de Loiray dans une autre circonstance (voir chapitre Montluc et Lyon ville ouverte) mentionne sa rencontre avec le Franciscain à l'Hôtel Royal et cette présence du Frère à la kommandantur n'est certainement pas sans rapport avec l'action des équipes sur le lieu du massacre. Le retour des Allemands en direction du fort de Côte Lorette le 22 août, mais sans trouver personne (les équipiers se restauraient dans une salle de la commune) était-il le signe de possibles représailles ? D'autre part le Frère a aussi déclaré, mais sans pouvoir l'attester, avoir reconnu -le 22- parmi les « spectateurs » un certain Payot, milicien à la triste renommée... et dont on a su par la suite qu'il avait participé au massacre²⁰¹. Deux femmes en uniforme allemand, ce jour là, prennent également des photos et sont vigoureusement priées de partir. L'action de la Croix-Rouge mérite bien ici l'expression « d'une audace peu commune » utilisée par le Frère.

Néanmoins finissons ce chapitre sur l'évocation des obsèques du mercredi 23 août alors que les Allemands tiennent toujours solidement la ville et ses alentours, obsèques auxquelles assiste toute la population de St Genis-Laval avec les équipes Croix-Rouge, et en présence du Cardinal Gerlier, sans omettre un incident révélateur du contexte de déchirements douloureux de l'époque : une violente altercation éclate entre le frère Benoît et certains membres du Comité organisateur qui n'acceptent pas la présence du Cardinal réputé pétainiste²⁰². Une discussion très serrée s'engage pour expliquer l'action vigoureuse du Cardinal au cours de ces derniers jours...La présence du prélat est enfin acceptée et il peut prononcer un discours « *plein de sous-entendus* »²⁰³. Les cercueils croulent sous les fleurs. Une fleuriste lyonnaise a bravé le barrage allemand à La Mulatière pour apporter trois couronnes tricolores (une grande couronne bleue, une croix blanche, et une grande couronne rouge). Et le Frère de conclure : « *ce jour là l'amour fut plus fort que la haine* ».

En 1947 quand le monument est élevé, il sera gravé sur le caveau le signe de chacune des religions dont se réclamaient les familles et l'inauguration se fera en présence de toutes les autorités religieuses (catholique, protestante, juive et musulmane comme la Croix-Rouge avait pour principe de le faire) mais c'est sur la demande expresse du Frère que fut aussi gravée une simple fleur (la pensée) pour les non-croyants ou libres penseurs.

En retraçant cet épisode, toujours présent dans la mémoire collective, une question s'est posée : la Croix-Rouge a-t-elle -ailleurs- participé à des actions de relèvement et identification des victimes comme à St Genis-Laval ? Et tout naturellement un parallèle a été fait avec Oradour-sur-Glane où, là, ce sont tous les habitants de la localité qui ont été massacrés et brûlés dans des conditions assez semblables sinon pire, (pire peut exister...car parmi les 642 victimes de nombreux enfants, des bébés et des vieillards). Or à Oradour ce sont bien des secouristes de la Croix-Rouge, originaires de Haute Vienne qui à partir du 12 juin 1944 date à laquelle les secours ont pu intervenir (le massacre a eu lieu le 10) ont été les premiers à faire ce lourd travail mortuaire sans toutefois un souci aussi crucial des identifications compte tenu de

²⁰⁰ Liste vue au cours de l'entretien entre le Cardinal Gerlier et Knab et auquel le Frère assistait ...Selon un témoignage du Frère, K. Barbie était aussi présent (cf. H. Amouroux T.9 P.18). On sait par ailleurs que l'Abwehr possédait des listes numérotées des personnels de la CRF (Ch. 2 : « **La CRF et sa sujétion à l'occupant** »)

²⁰¹ Le témoignage de Max Payot, auxiliaire français de la S.D. (Service de renseignement de la Gestapo) sur le massacre est très précis et figure dans le *Mémorial* mais avec des réserves ... Est impliqué dans ce massacre le 19^{ème} régiment de Police commandé par le Lieutenant-Colonel Koelplinger apparenté à Himmler (son beau-frère). La commune de St Genis avait le triste privilège de loger l'état-major de ce régiment allemand ...

²⁰² Notamment en raison de cette phrase « *Pétain c'est la France, toute la France est derrière vous* » discours prononcé en novembre 1940. Par la suite, tout en restant fidèle au Maréchal, le cardinal multipliera ses interventions auprès de la Gestapo, et sera parmi les prélats qui dénoncèrent vigoureusement les persécutions des Israélites. Sur les positions du Cardinal voir (entre autres) H. Amouroux op.cit. T. 5 P. 329 et svtes, et S. Klarsfeld « *Vichy-Auschwitz* » P.541

²⁰³ Tous ces événements sont relatés en détail dans un article du « *Journal du Combattant* » (9/09/1989) Fédération Nationale des Victimes de Guerre et Anciens combattants de l'Etat et Service Public.

l'ampleur de la tâche (dans l'église que des cendres et des restes informes) et du fait que l'on connaissait l'identité des habitants alors que l'on ignorait, à St Genis, celle des otages.... Curieuse coïncidence, quand ces lignes ont été écrites en novembre 2006, 53 secouristes Croix-Rouge venaient de recevoir (dont 28 à titre posthume) la médaille 1939-45, mention « Défense Passive ». Le 17 Mai (2006) les mêmes avaient reçu la médaille de la Croix-Rouge française des mains de Jean-François MATTEI, Président actuel de la CRF. Ces « *obscurs témoins de l'horreur* » comme les nomme un article du journal régional (Le Populaire du 30 novembre 2006) recevaient ainsi un hommage qu'ils n'avaient jamais pensé mériter...

A St Genis, les équipiers de la Croix-Rouge ont toujours été associés aux cérémonies qui chaque année rappelle le massacre. Un an après la mort de frère Benoît c'est-à-dire en 1969 une rue de la commune prenait son nom. Aujourd'hui une rue de la Croix-Rouge recoupe la rue des Martyrs²⁰⁴...Le souvenir de l'action des équipes est toujours très vivace ici, mais aussi à Lyon, Villeurbanne, Oullins, Bron. En septembre 2006 une exposition sur les murs de Montluc s'achevait par des documents photographiques rappelant le rôle essentiel de la Croix-Rouge et de ses équipes dans l'histoire tragique de cette prison de la Gestapo.

Les victimes de St Genis-Laval ne sont pas les seules... Après la Libération deux autres charniers d'une même ampleur, sont découverts.

LA CROIX- ROUGE A BRON : du 5 Septembre à Octobre 1944

A partir du mois de Juin 1944 les exécutions se multiplient²⁰⁵. Les victimes sont très souvent des internés de Montluc.

La tuerie de **Bron** est étroitement liée à celle de St Genis-Laval. Les faits, précis, sont un peu antérieurs au massacre du Fort de Côte-Lorette ... Les 17 et 18 Août 1944 les occupants de la baraque dite « des juifs » sont appelés « sans bagage » cinquante la journée du 17, et vingt trois dans la journée du 18 (l'un d'entre eux parviendra à s'enfuir). Le 21 Août ce sont les miliciens qui emmènent des otages. Le soir aucun des internés ne revient à la prison. Que sont-ils devenus ? C'est aux premiers jours de septembre, après la libération, que le mystère est levé. Des témoignages et la découverte d'un corps sur l'aéroport de Bron, récemment bombardé, font redouter le pire. Les équipes « Terre-Neuve » et le frère Benoît toujours accompagné du Père Pol sont appelés pour examiner les lieux. Voici le récit du Frère, il s'agit probablement d'un brouillon (nombreuses ratures). Un même récit figure, mieux rédigé, dans les Archives de la Commission de la Guerre²⁰⁶ mais le témoignage ci-dessous, dans sa rédaction parfois maladroite et d'un premier jet, n'en a que plus de force et d'intérêt.

Relation du drame de Bron :

Tout à la joie de la libération nous croyons bien, aux équipes mortuaires achevée notre terrible besogne ne nous doutant pas de l'œuvre qui nous attendait encore.

Dès le 5 septembre, je suis convoqué par M. Courbon, chef de l'identité judiciaire qui nous dit « on signale des corps à l'aérodrome de Bron. Il faut que nous allions voir de toute urgence ce dont il s'agit » [...]

Nous partons au camp d'aviation où nous trouvons le terrain chaotiquement lunaire, lieu connu, et les masses d'avion qui se dirigent ou reviennent de la bataille.

Aussitôt nous entrons en prospection (étude du terrain et fixation des points douteux)...On nous conduit [finalement ?] derrière le hangar 68. Un immense trou de bombe où parmi des matériaux de toutes sortes, blocs de ciment, briques, terre, câbles, ferrailles, des immondes mêmes sont apparus des restes

²⁰⁴ La revue des Franciscains de Lyon le rappelle : le Maire de la commune M. Auboyer a dû obtenir une dispense du Préfet du Rhône, car la législation en vigueur imposait un délai de 5 ans entre le décès d'une personnalité et l'attribution de son nom à un lieu public. A Lyon même (9^e arrondissement), à Villeurbanne (depuis 1978) et à Oullins des rues, ainsi qu'un square à Bron, portent le nom du Frère Benoît.

²⁰⁵ Annexe N°26 et 26 bis. Tableau des personnes exécutées par la Gestapo, la Milice, la Wehrmacht en 1943 et jusqu'en septembre 1944 (Libération de Lyon) (« *Frère Benoît* » op.cit. P.78)

²⁰⁶ **Archives départementales Fonds 31 J/B9** : Commission d'Histoire de la Guerre, consultables mais avec dérogation

humains, chaussures, jambes, etc. Une face humaine même apparente momifiée, orbites creux, se trouve légèrement en contrebas tourné vers le ciel, bouche ouverte paraissant crier à nous ! Son appel ne sera pas vain, autorités, Croix-Rouge, identité judiciaire mettront toute leur piété à retirer tous ces corps. Nous pensons avec angoisse aux êtres chers qui torturés se demanderont encore ce qu'ils sont devenus et tous les dévouements se donneront à fond, pour leur donner la suprême et terrible consolation une tombe où se recueillir ou prier. Très émus nous nous découvrons, et rendons en une courte prière un premier hommage aux tristes victimes d'une telle barbarie ; avec M. Courbon et ses adjoints nous nous rendons compte déjà des terribles difficultés que nous aurons à vaincre pour le relèvement de ces corps et leur identification.

Avant le hangar 68 des pieds dépassent, le trou de la bombe moins vaste nous paraît contenir un nombre moindre de corps, erreur il en contiendra un nombre égal au premier et nous causera bien des difficultés. Continuant notre triste visite, nous jalonons de nombreux entonnoirs, beaucoup ne révéleront rien mais trois autres auront des corps entre autre devant le hangar 13, un autre devant le hangar 75 et 80, le cinquième entre les charniers C et D.

Nous remarquons immédiatement aux abords des entonnoirs, de nombreuses balles de mitraillettes et revolvers et des bouts de tuyaux de caoutchouc de la longueur d'une matraque, tous ces détails sont soigneusement notés, et partout où nous les trouverons seront des corps, ils seront un guide. Par la suite nous visiterons le terrain mètre par mètre pour les retrouver. Nous continuons notre prospection par la visite minutieuse du Fort de Bron, les glacis, entonnoirs, casemates, souterrains, nous notons divers points douteux entonnoirs, tranchées comblées, puits, et tous les fils sont coupés, précaution élémentaire dont nous sommes satisfaits lorsque dans une casemate nous découvrons 400 bombes d'avions que certains ont dit être amorcées ??...

Dès notre longue prospection achevée, je me rends immédiatement auprès de notre chef aux équipes mortuaires de la Croix-Rouge : Melle Godinot qui nous donne mission d'organiser les travaux de relèvement et d'identification. Prenez toutes les équipes nécessaires et M. de Loiret [orthographe exacte : de Loiray] Président de la Croix-Rouge me dit : tout est à votre disposition. »

Le surlendemain les autorités judiciaires, municipales, le Commandant Duboeuf ²⁰⁷ et les équipes Croix-Rouge (équipées avec du matériel allemand) sont là.

La suite du document précise l'organisation des équipes divisées en deux parties : les équipes mortuaires spécialisées (équipes Croix-Rouge et BIJ) [Brigade d'identification judiciaire] qui ont pour mission le relèvement et l'identification des corps et les équipes auxiliaires essentiellement l'équipe technique qui sera renforcée « car la tâche est immense » par des volontaires Croix-Rouge de tous les secteurs commandés par M. Bérard (responsable adjoint des équipes d'urgence)

Les équipes auxiliaires procèdent au déblaiement du terrain, seules les spécialistes relèvent et identifient chacun doit être à leur service.

Les travaux seront dirigés par Frère Benoît, Père Pol de Léon, et M. Bernolin [orthographe exacte Bernollin] chef aux équipes mortuaires sous la Direction générale de la responsable E.M. [équipes mortuaires] Melle Godinot, et Mme Paufigue. Les conductrices Croix-Rouge avec leur dévouement habituel feront les transports, la Croix-Rouge pourvoira à tout.

[...]

La puanteur est terrible, chaleur torride, nuage de mouches, parfois nous travaillons dans une véritable boue cadavérique, nous en avons pratiquement jusqu'à mi-mollet, il faut littéralement pêcher les corps dans cette boue. Malgré nos gants nous sommes imprégnés d'une odeur que nous portons partout malgré la désinfection.

Les corps relevés sont portés au D.M. [dépôt mortuaire] où sous la direction du Père Pol de Léon se fait le travail propre à l'identification. Là des équipes mortuaires fouillent les corps pour découvrir les documents, recueillent les bijoux, découpent des vêtements, visitent les mâchoires, mesurent et le Docteur Bourret fera, lui, les autopsies.

Tout ce travail est fait avec une véritable piété [...] grande est leur conscience car ils savent que d'un minime détail peut dépendre une identification. Une erreur ne leur est point permise, ils ne la voudraient à aucun prix car la douleur qui en dépendrait leur serait trop atroce.

²⁰⁷ Pierre Duboeuf, alias Bonnet, Nitain, Nato, Boulon...En 1944 responsable départemental de l'Armée Secrète.

La mise en bière est fonction de l'E.M. [équipe mortuaire] spécialisée, quels soins attentifs, quelle minutie, ils veulent être un Père, une Mère, un époux, une épouse, frère, sœur, ou enfant, d'instinct ils ont les gestes de ces êtres chers, les délicatesses et jusqu'à leurs manies. Il faut du blanc pour entourer ces restes informes, la Croix-Rouge leur fournit des linceuls en papier mais si blancs [don de la Croix-Rouge suédoise] et dès les opérations achevées ils se font mendiants de fleurs.

[Le Professeur Mazel est désigné comme Directeur officiel de tous les travaux]

Le Frère poursuit : *Nous demandons d'abord de donner à chaque fosse un nom qui est une lettre de l'alphabet et à chaque corps un N° de dépôt mortuaire, par exemple un corps sera le N° 8 A/8 ou le 39 C/3 [en fait probablement C/39]*

Rude sera la tâche des déblayeurs qui devront déplacer des centaines de mètres cubes d'une terre argileuse et gluante qui colle aux outils, des blocs seront à déplacer, des câbles à couper. Il faut atteindre les corps les plus bas et il faudra creuser jusqu'à 4 mètres de profondeur et faire jusqu'à 2 ou 3 paliers, ce sont ces équipes qui, les corps relevés, les sortiront des fosses et les transporteront au D.M. Non moins grande la difficulté des spécialisés [équipes spécialisées] qui les corps, seulement apparents, doivent les dégager en grattant avec la plus extrême minutie de telle manière que le moindre objet, la plus petite parcelle d'étoffe, soit bien attribué[e] au corps auquel [il ou] elle appartient, et à Bron, les corps massacrés jetés en fosse ou non encore morts ou dans les spasmes de l'agonie se sont terriblement enchevêtrés.

Ce long récit doit être situé dans les faits relatifs à l'existence de ce charnier. Pour faire court (car d'autres ouvrages exposent bien les circonstances de la tuerie) des témoins²⁰⁸ ont permis de comprendre comment les prisonniers de Montluc, ceux de la « baraque des juifs », dont des jeunes de 14, 16 et 17 ans, ont été d'une manière expéditive exécutés au bord des trous de bombes à l'issue de durs travaux d'enlèvement et de désamorçage des engins (l'aérodrome de Bron utilisé par les Allemands venait d'être pilonné par les Alliés) et les malheureux ont été sommairement recouverts de terre... Mais il y a également d'autres corps, des exécutions faites, semble-t-il, par les miliciens le 21 Août (avec la complicité évidente des Allemands) soit même à des dates qui restent incertaines (avant ou après)... En tout selon le Mémorial qui reprend les données de la Croix-Rouge : 109 cadavres (103 hommes et 6 femmes).

Dans l'ordre chronologique des explorations :

- Charnier A derrière le hangar 69 18 cadavres dont 1 femme
- Charnier B devant le hangar 68 18 cadavres dont 4 femmes
- Charnier C au nord du hangar 13 26 cadavres dont 1 femme
- Charnier D entre le hangar 75 et le hangar 80..... 21 cadavres
- Charnier E entre le charnier C et le Charnier D.... 26 cadavres

Dans la fosse A, parmi les identifiés, aucun Israélite semble-t-il (les 18 exécutés du 21 août ?) et dans la fosse B où quatre corps seulement (sur 18) ont pu être identifiés, les dates d'exécution demeurent ignorées.

Les noms sont donnés dans le **Mémorial** avec les N° de cercueil.²⁰⁹ Une liste, établie récemment par un équipier de frère Benoît, fait le point, de toutes les victimes (dont la majorité est juive) identifiées à ce jour²¹⁰. Un monument, comme à St Genis-Laval rappelle l'existence de ce massacre...

²⁰⁸ Ce sont : le chef de la baraque qui a vu successivement partir, en 2 jours, tous les occupants juifs du lieu, les témoins oculaires qui se trouvaient sur le champ d'aviation c'est-à-dire un interprète allemand, des ouvriers et le « fuyard » du 18 août...

²⁰⁹ Cette liste (et les faits résumés) se trouve aussi dans l'ouvrage de Bruno Permezel « *Victimes de l'occupation* » ouv. déjà cité (P.97 et svtes)

²¹⁰ Voir en annexe N°27 la liste alphabétique des victimes du charnier de Bron établie à partir du *Mémorial* et des archives du Frère. (La liste qui figure dans le *Mémorial* répertorie les victimes par fosse)

Ce qui ressort avec évidence c'est le travail à la fois énorme et minutieux réalisé à Bron grâce à la Croix-Rouge qui a mobilisé non seulement les équipes mortuaires mais aussi tous ses membres volontaires commandés par M. Bérard et en présence de l'équipe P.J. de l'inspecteur Sasset. L'autre aspect à souligner c'est le souci constant de réaliser avec la plus grande rigueur les identifications comme en témoigne le document intitulé « *Exemple du haut degré de conscience des équipiers travaillant au charnier de Bron* »²¹¹ tapé et annoté de la main de frère Benoît. En résumé il s'agit de la fosse B où deux paires de pieds chaussés ont été légèrement déplacées ce qui entraîne la colère des équipiers car cela pouvait être une cause d'erreur dans l'attribution de ces pieds à un corps précis. Le service de garde, « houspillé », se venge en empêchant le ravitaillement de l'équipe (l'habituel plat de macaronis) apporté par les ambulancières de la Croix-Rouge. Une autre fois c'est un équipier qui laisse malencontreusement son gant au fond de la fosse et il lui faut l'autorisation du chef d'équipe et un soin infini pour le récupérer...

Ce souci presque obsessionnel dont témoigne le frère franciscain n'est sans doute pas pour rien dans la proportion des identifications réalisées, estimée à plus de 85%, non seulement à Bron mais partout où il y a eu des exécutions allemandes (sauf à St Genis où l'état des corps brûlés ne permit d'identifier - par les seules exhumations- que 25 à 30% des otages). Ces victimes, les autorités d'occupation se refusaient totalement à en révéler l'identité puisque c'était un élément essentiel de leur politique de terreur. Tandis que la Croix-Rouge en 1943 parvenait à obtenir des renseignements, les Allemands à partir des premiers mois de 1944 retireront tous les papiers et objets permettant de connaître qui avait été exécuté. Même après la guerre d'autres difficultés surgiront car les nouvelles autorités se diront ignorantes ou incapables de fournir des renseignements... Ainsi pour le charnier de la Doua.

LE CHARNIER DE LA DOUA Juillet, Août, Septembre 1945

Pour bien œuvrer selon l'esprit de notre grand Dunant il faut sans négliger l'ensemble, savoir se limiter à une action bien déterminée, la poursuivre avec une ténacité têtue, lui donner une solution coûte que coûte : en un mot frapper un grand coup, le préparer avec une minutie extrême, une technique perfectionnée, prouver ainsi au grand jour que le relèvement et l'identification des corps est une possibilité et une nécessité.

*Ce sera l'œuvre du charnier de la Doua*²¹²

En France, les structures, issues de la Résistance, savaient que beaucoup des leurs avaient été déportés. Et les autres ? Ceux dont on ignorait encore le sort ou tout simplement le lieu de leur sépulture ? Ils étaient légion...Nombre de prisonniers de Montluc déclarés « terroristes » par un tribunal militaire allemand, à partir d'août /septembre 1943, avaient été exécutés. Ces soi-disant terroristes avaient pu écrire une dernière lettre à leur famille et l'exécution de la sentence avait été rendue officielle par un communiqué de presse : dix ou douze communiqués entre septembre 1943 et début 44, celui du 7 février 1944 étant le plus important par le nombre des victimes (19 noms à cette date, entre 2 et 14 en moyenne pour les autres communiqués). Encore trois annonces entre mars et mai 44 soulevaient l'indignation des Lyonnais... Mais où se trouvaient les lieux des exécutions et des inhumations ? Les Allemands les tenaient rigoureusement secrets. D'ailleurs, après mai 1944, les détenus de Montluc ne seront plus jugés mais fusillés en divers endroits de la région lyonnaise et les corps abandonnés sans identité sont laissés aux bons soins des autorités locales...Après la Libération, Melle Terraz, chef de bureau du Service des Inhumations de la Mairie centrale de Lyon interroge ses homologues allemands pour obtenir le lieu d'inhumation des condamnés par décision du Tribunal de guerre, il lui est déclaré que les Français savaient tout ce que les Allemands faisaient, que les sépultures étaient certainement faites correctement...

²¹¹ Annexe N°28

²¹² « *Cahier du frère Benoît* » P. 42

Et la réponse restait évasive quant au lieu. Le document conclut : « *Toutes les demandes faites officiellement auprès des allemands n'ont pu obtenir satisfaction malgré l'insistance portée jusqu'à l'opportunité* »²¹³

Deux sites semblaient propices comme lieux d'exécution et cimetière secret, car les Allemands en avaient un total contrôle pendant la guerre : le camp de la Valbonne et le stand de tir de la Doua à Villeurbanne. Divers témoignages, des allées et venues de convois allemands à heures fixes (très tôt le matin et à 17h le soir), laissaient deviner que certaines exécutions se déroulaient au stand de tir du terrain militaire de la Doua. Aussi en novembre 1944 M. Courbon, chef de l'identité judiciaire fait tout naturellement appel à la Croix-Rouge et au frère Benoît pour réaliser les premiers sondages. Huit jours de prospection livrent 7 corps mais les informations recueillies par l'Identité judiciaire sur les jugements du Tribunal militaire laissent présumer la présence d'une centaine de cadavres. Il faut poursuivre les investigations...

Le charnier de la Doua sera vraiment l'œuvre des équipes de la Croix-Rouge sous la direction du Frère qui prend un rôle majeur dans cette mission, véritable aventure car les recherches s'avèrent d'une difficulté presque insurmontable étant donné que le terrain est pratiquement toujours inondé ! Les travaux qui ont repris en janvier 1945 sont interrompus par une crue du Rhône aggravée par l'obstacle que représentent les ponts effondrés. D'autre part le terrain qui longe le canal de Jonage se transforme vite en marécage... Des notes retrouvées dans les archives du Frère font état de ce problème « *Des intempéries qui rendent toujours incertain le moment où il faut entreprendre les travaux car une inondation peut se produire à tout instant. De plus une pluie un peu forte rendant les travaux tout aussi incertains qu'une inondation* »²¹⁴ Mais au mois de février 1945 M. Courbon s'impatiente « *un vrai lavage de tête* » dit le Frère « *Nous piétons, le temps passe et rien n'avance... Vous faites comme vous l'entendez, vous agissez à votre guise* » Et ces critiques semblent bien s'adresser au responsable sur le terrain c'est-à-dire au franciscain et à ses équipes dont les méthodes sont sans doute jugées trop « artisanales ». Elles sont décrites ainsi par la revue des Franciscains de Lyon, déjà citée et toujours bien renseignée :

... il faut quadriller le terrain avec des fossés de 60 cm de largeur, tous les 50 cm, parfois profonds de plusieurs mètres, et cela dans le sens de la longueur et de la largeur [.....]

Les terrassiers d'abord creusent les fosses et lorsqu'ils trouvent les traces d'un corps, ils explorent tout autour mais en laissant quelques centimètres de terre par-dessus. Et dans la cavité ainsi faite ce sont les spécialistes mortuaires qui entrent en action avec de petites truelles, des canifs, des spatules²¹⁵. On se sert aussi d'une passoire pour filtrer la poussière et recueillir tous les objets avoisinants qui sont mis dans un sac portant le n° matricule attribué à chaque corps.

Le souci des identifications exige un travail forcément lent et minutieux. C'est alors que le Frère en réfère à la responsable Croix-Rouge qui n'est plus Melle Godinot mais Melle de St Pierre, celle-ci demande un rapport précis afin d'alerter les autorités administratives pour les aides qui s'imposent ; et tous deux munis de cet exposé bien ordonné vont directement trouver le Commissaire de la République Yves Farge. C'est lui qui prend des dispositions pour réunir diverses commissions à la Préfecture. Les « **notes sur le charnier de la Doua** », dont nous avons cité un passage concernant le problème des inondations, sont certainement ce qui a servi de base aux discussions, les observations et recommandations faites sont signées de la main de frère Benoît. Celui-ci demande de « *n'entreprendre les travaux que lorsque le Rhône sera très bas, commencer avant Avril est bien risqué (à noter ceci : Lorsque les allemands ont enfouis les corps le Rhône était anormalement bas à la suite de plusieurs années de sécheresse.* » [souligné dans le document]. Ensuite les différentes parties du terrain sont décrites avec déjà des recommandations concernant la façon dont il faut sortir les corps : « *observation de la règle qui veut qu'aucun corps ne soit retiré avant que soit largement dégagé par la tranchée le corps le plus bas, cette règle ne devant souffrir que très rarement d'exception et que si l'on ne peut pas faire autrement* »

²¹³ Annexe N°29 « *De la recherche des corps des victimes du tribunal de guerre allemand* »

²¹⁴ Annexe N°30 « *notes sur le charnier de la Doua* » document non daté mais qui est sans doute le rapport rédigé par le frère après février 1945 à la demande de la responsable Croix-Rouge : Melle de St Pierre.

²¹⁵ Ces outils trouvés dans la valise métallique dont se servait le frère Benoît ont été exposés lors de la cérémonie qui a marqué le 60^{ème} anniversaire de l'érection du caveau de St Genis-Laval (août/septembre 2007)

Le problème de la main-d'œuvre est crucial car le chantier est immense et les équipes Croix-Rouge ne sont pas toujours disponibles « *Ces jeunes gens, tous travailleurs bénévoles, avaient pour la plupart moins de 20 ans dit le Frère et ils passaient là leurs jours de vacances ou leurs congés payés* ». Les équipes Croix-Rouge sont renforcées par des « Sauveteurs » (autre association de secours) appelés par M. Courbon, mais ce n'est toujours pas suffisant d'où l'idée -émise dans le rapport- d'utiliser les prisonniers de guerre : *Il faudrait procéder avec une grande rapidité, la main d'œuvre des prisonniers allemands qui peuvent y être employés en permanence serait la solution la plus pratique, en prévoir une trentaine.* Mais cette main d'œuvre « non qualifiée » doit travailler sous l'étroit contrôle d'un responsable. A Bron, comme à St Genis-Laval ce dur travail de terrassier avait incombé à l'équipe technique (équipe Méchin) toujours très efficace. D'autre part des bénévoles Croix-Rouge doivent rapidement être formés à Fourvière, pendant la période des inondations, à raison de deux heures, deux fois par semaine. Enfin le rapport insiste sur l'utilisation « *d'équipes vraiment spécialisées, bien expérimentées qui doivent être seules juges et responsables.* » Sous entendues les équipes « Terre-Neuve » de la Croix-Rouge particulièrement rompues aux plus rebutantes mais délicates besognes du relèvement. Quant à ceux qui procèdent aux identifications : *les équipiers spécialisés ne doivent intervenir que lorsqu'un certain nombre et de fosses et de corps sont prêts pour le travail qui leur incombe et alors ils ne doivent être troublés dans leur tâche sous aucun prétexte, sauf pour la réception des famille, fonction qui leur est propre et qui doit absolument leur être réservée. Trop de gens en s'attribuant ce rôle ne jettent que confusion et trouble dans les esprits, l'expérience passée le prouve assez.*

Sur le terrain, il faudrait le moins de monde possible, tout en exigeant que ceux qui doivent s'y trouver y soient réellement (Représentants des autorités responsables, la Police judiciaire toujours accompagnée d'un photographe,[et] des familles .

Un Comité des Charniers est formé, composé entre autres personnalités du Préfet du Rhône, des Maires de Lyon (Edouard Herriot) et de Villeurbanne, du Président de la Croix-Rouge et du Professeur Mazel président des Charniers.

Après la capitulation de l'Allemagne, les fouilles se poursuivent mais difficilement « un travail de taupe » selon l'expression de la revue franciscaine qui donne foule de détails sur ce chantier. C'est ainsi que le Frère, un peu par hasard, donne un coup de pioche dans le sol tassé par le passage des camions et se penche pour examiner un minuscule débris insolite... Un ongle humain... Là se trouve la fosse appelée Felart d'où seront retirés onze cercueils.

Au mois de **juillet 1945** se déroule une réunion importante, la revue franciscaine donne la date du 10, le document que nous possédons mentionne le 13 juillet 1945 :

Après de nombreuses démarches entreprises par le T.R. Frère Benoît, Monsieur SEGAUT délégué au rapatriement réunissait le 13 juillet dans son bureau.

Suit la liste des participants²¹⁶ dont Monsieur de Loiray Président de la Croix-Rouge et M. Delaye ici désigné comme Vice-Président²¹⁷, avec toutes les autorités administratives compétentes et le représentant du Professeur Mazel appartenant au Service de la recherche des criminels de guerre²¹⁸. De la main du Frère ont été ajoutés les nom du représentant du Maire de Villeurbanne, d'un représentant des familles, et mention importante, les noms de deux représentantes du Ministère des PDR (Prisonniers-Déportés-Réfugiés), ce qui prouve l'intérêt des autorités nationales. La réorganisation est complète, plus simple et plus efficace sous la Présidence de M.Courbon, d'un chef technique le Frère Benoît, et, pour diriger les terrassements un entrepreneur M. Mazaud dont les deux fils ont été fusillés (et dont les corps seront identifiés à la Doua). La revue franciscaine précise en parlant au nom du Comité du Charnier : *On obtient de la Préfecture une subvention de 200 000 francs et l'obtention d'un matériel de fortune : les bottes sont fournies par la Défense Passive, 50 cercueils par la Mairie centrale, et l'aide de 30 prisonniers allemands au lieu des 90 demandés [en fait le rapport fait bien mention de 30 et non de 90 prisonniers demandés]. Leur ravitaillement sera fourni par l'Armée de Libération*

²¹⁶ Annexe N°31

²¹⁷ Egalement Secrétaire Général, nommé en 1944.

²¹⁸ Notons que le charnier de la Doua n'est pas répertorié dans le « Mémorial » parce que les victimes ont été « jugées » par un tribunal militaire ? Ce charnier devait-il figurer dans le 3° tome prévu sur la prison de la Gestapo ?

Un incident met un instant de gaîté dans ces préparatifs austères. A la vue de la bure du frère Benoît, les Allemands sont pris de panique. S'il y a un curé pour donner l'Absolution, c'est qu'ils vont être fusillés en représailles. L'éclat de rire est général chez les équipiers, et le Frère a vite fait de les rassurer « Nous pas nazis ! Pas Waffen SS ! On est tous frères ici ! »

Toujours la même revue raconte un épisode significatif et que nous résumons brièvement : A la veille d'être reçu chez le Maire de Lyon, le Frère apprend par le responsable des Rescapés de Montluc, radieux, qu'il a l'autorisation d'ouvrir le Charnier de la Doua et le Frère de répondre embarrassé « *Mais, mon cher Président, nous y travaillons depuis plusieurs mois. Nous avons déjà identifié plusieurs victimes ! Comment demander la permission de faire ce qui est déjà fait !* » Devant Edouard Herriot le lendemain, le Frère en profite pour demander au Maire d'écrire à son Supérieur Provincial pour l'autoriser à consacrer tout son temps au charnier de la Doua jusqu'à la fin. D'où la réponse amusée de son interlocuteur qui est au courant de l'épisode précédant « *Je comprends bien votre pensée, c'est votre habitude de demander une permission que vous avez déjà...* ». Et le Père Pascal Tozan, provincial de l'époque ne peut rester insensible à l'hommage qu'Edouard Herriot rend au « *dévouement inlassable* » du Frère Benoît et il lui laisse toute latitude pour accomplir sa mission.

Dans son « cahier » le frère Benoît résume sobrement l'immensité de la tâche, cette fois officielle, telle qu'elle a été entreprise :

D'abord on creusera des mines pour bien connaître la géologie du terrain. Des tranchées de prospection seront creusées tous les 50 centimètres. L'équipe mortuaire sera divisée en équipe de relèvement et équipe d'identification, elle se livrera tout le temps des travaux à un travail harassant et minutieux, elle opérera avec son dévouement habituel entièrement bénévole. Le travail de terrassement sera considérable : 13 000 M.3 Pour l'exécuter il sera fourni des prisonniers allemands. La durée du travail sera de 91 jours. Il y aura jusqu'à 108 personnes sur le terrain. Plus de 30 fosses dont certaines très grandes seront sondées.

19 révéleront des corps

77 corps seront découverts

68 familles assisteront aux funérailles solennelles

Au total 68 corps sont identifiés, tous identifiables, les enquêtes continuent...

Une tâche émaillée de difficultés et de moments douloureux qui justifient l'obsession non seulement de donner une sépulture et un hommage aux victimes de la barbarie nazie mais aussi de les identifier dans le but de soulager les familles des disparus dont le Frère mesurait, ou disons plus, partageait l'immense douleur. Cette qualité de contact, nul doute qu'il l'avait au plus haut degré sachant écouter les demandes comme celle de l'épouse d'un aviateur américain à qui il remettra personnellement une gamelle en aluminium permettant de formellement l'identifier, réveillant en pleine nuit les religieuses franciscaines du Sacré Cœur (et notamment la sœur portière surnommée par lui Sœur Tisane) pour l'accueil d'une famille éplorée à la reconnaissance d'un corps. Qualité de contact communiquée à tous ceux qui ont participé à ces missions si particulières. Nombreux sont les témoignages de remerciements de la part des familles²¹⁹. Les familles n'ont jamais omis de souligner quelle conscience, quel dévouement animaient ces hommes (cités parfois nominativement) qui creusaient, dégageaient, examinaient ces corps ou ce qu'il en restait²²⁰, et ces femmes qui préparaient les sépultures. . Jusqu'aux dernières missions qui se situent à la fin des années 50, quand à la suite de travaux sur le site de l'Ecole militaire (siège de la Gestapo détruit au bombardement de mai 1944) on retrouvera dans les fouilles des ossements qu'il fallait tenter d'identifier²²¹. En 1955 sont encore découverts 30 corps à la Doua. D'ailleurs si les missions se terminent à cette époque c'est aussi par manque d'informations de la part des familles de disparus qui, soit se sont résignées à ne pas savoir, soit se sont elles-mêmes éteintes.

²¹⁹ Annexe 36 : Lettres de remerciements adressées au frère Benoit et à ses équipiers.

²²⁰ Rappelons le rôle de l'équipe technique qui faisait un dur travail de déblaiement–creusement. La liste de ses membres pour les charniers de St Genis-Laval et de Bron a pu être reconstituée avec précision par un des participants (M. Georges Michaud) qui peut encore témoigner (Annexe 11 bis)

²²¹ Articles de journaux dont le « Progrès » en date du 16 Mars 1957, un seul identifié par son alliance, car, avec le temps, les identifications s'avèrent très difficiles. D'après ces articles il y aurait 11 ou 13 corps et leur mort ne daterait pas du bombardement du 26 mai, mais d'exécutions antérieures (printemps 1944).

En 1945, après 8 mois d'un travail « titanesque », le chantier de la Doua s'achève par des funérailles grandioses, Place Bellecour, le 30 septembre 1945. Les cercueils disposés selon une immense croix de Lorraine sont recouverts chacun d'un drapeau tricolore et c'est un jeune équipier Croix-Rouge qui est chargé de monter les couleurs. Le Frère est là, avec les officiels. A sa mort il demandera la faveur d'être enterré parmi ces résistants venus de tous les coins de France (et même d'au-delà de nos frontières), de toutes origines sociales, professionnelles²²²... Résistants qu'il avait tant contribué à identifier, dans ce terrain militaire de la Doua qui, grâce aussi à ses inlassables démarches, deviendra un cimetière national...

Les victimes inconnues ou laissées par les familles reposent sur le lieu même de leur sacrifice et autour d'elles un cimetière national pour la région lyonnaise va être établi.

Tous les corps réclamés par les familles ont été restitués en 1945 par les soins des équipes et convoyés par elles dans toute la France. Sur la butte de la Doua, symbole de l'héroïsme et de la charité autour de la croix flotte en permanence le drapeau national et le drapeau de la Croix-Rouge. L'équipe, d'accord avec les autorités, par faveur spéciale due au Président Herriot, rendra les corps aux familles à travers toute la France, tous les corps étant accompagnés d'un chef d'équipe ou d'un équipier.

Nombre de victimes.....77

Caserne de la Doua..... 2

79

Identifiés.....68

Des enquêtes sont en cours.

En cette année 1945 La Doua sera l'activité principale de l'équipe mortuaire Croix-Rouge de Lyon. Cependant aux Portes les Valence 33 victimes laissent 10 inconnus, encore un petit coup d'audace, elles sont exhumées et les 10 inconnus [deviennent] identifiables.²²³

En effet, les missions sont loin d'être terminées ! Mais pour l'heure la Croix-Rouge de Lyon a une urgence : accueillir les prisonniers et ceux qui reviennent des camps et cela dans un climat de profonds bouleversements qui affectent l'Association complètement renouvelée dans le cadre d'une France qui aspire à des changements radicaux.

²²² Au centre du « carré des fusillés », au pied de la butte côté Est, une plaque portant les noms des victimes mentionne, fait exceptionnel, les professions qui étaient exercées par ces résistants.

²²³ « *Cahier du frère Benoît* » P. 54

MISSIONS NON TERMINEES !

UNE NOUVELLE CROIX-ROUGE ?

Dans le sillage des profondes aspirations aux changements que la Libération a suscitées, la Croix-Rouge voit ses statuts modifiés en avril 1945. En fait il s'agit autant d'un changement de personnes que de structures. En août 1944 le Marquis de Mum, Président de la Croix-Rouge Française, est invité à donner sa démission sur la demande du Professeur Valléry-Radot, celui-là même qui avait constitué dans la clandestinité un « Service de Santé de la Résistance » et qui est maintenant Secrétaire général de la Santé publique du Gouvernement provisoire...Non seulement le Président mais toutes les instances responsables (Conseil d'administration et Directeur général) doivent faire de même. M. de Bourbon-Busset, Directeur général adjoint assure l'intérim en attendant la nomination du Professeur Justin-Besançon au poste de Président. La Délégation générale de Vichy est supprimée le 1^{er} décembre 1944 (fin de l'activité du Général Verdier)...Ainsi ces profonds remaniements permettent-ils aux membres de la Croix-Rouge de la France Libre de s'intégrer à la Croix-Rouge de la métropole.

La nouvelle organisation de la Croix-Rouge française donnée dans le ***Bulletin d'information de la CRF***²²⁴ en **septembre-octobre 1944** montre l'évolution des missions pendant la guerre : cinq nouvelles directions apparaissent dont les activités secouristes, le personnel technique, les activités automobiles...Une nouvelle direction de l'information regroupe la propagande, la documentation et les renseignements. Mais compte tenu de l'importance des problèmes relatifs aux prisonniers de guerre, internés et déportés, pour cette direction l'organisation existante est conservée.

Les modifications qui ont également touché les comités locaux sont, malheureusement, plus difficiles à cerner!

Ce qui apparaît surtout c'est le changement du personnel : difficile de savoir à quelle date le Comte de Loiray quitte la présidence du Comité et le poste de Délégué départemental (en 1945? 1946 ?), fonctions qu'il cumulait au moment de la libération de Lyon. Melle De Leusse démissionne...avant de reprendre, mais plus tard des responsabilités importantes. Melle Godinot momentanément infirmière-ambulancière à l'hôpital d'Alberville en Savoie (octobre-décembre 1944), reprend à Lyon sa fonction de directrice du Centre d'accueil civil et de la cantine militaire de la gare de Perrache jusqu'au 1^{er} janvier 1946, date à laquelle elle s'engage en Indochine, dans de nouvelles missions CRF. La responsable des équipes mortuaires en 1945 est Melle de St Pierre. Bref ce que l'on peut citer ne sont que des exemples très incomplets des remaniements qui ont affecté les responsables de cette Croix-Rouge lyonnaise comme ceux de nombreux autres Comités d'ailleurs²²⁵. Durant la Libération (ou un peu après ?) le 5^{ème} secteur, celui de Vaise aurait fait sécession, pour quel motif ? Un Comité de Lyon trop peu actif ? Ce qui précède le dément totalement. On peut imaginer des règlements de comptes internes, cependant rien ne permet de l'affirmer. On en est réduit aux conjectures...On sait simplement que dans les années 50 l'entreprise Rhodiaceta a mis, dans cet arrondissement, des terrains à la disposition de la Croix-Rouge pour ouvrir une pouponnière. Les membres de «base» ne peuvent aujourd'hui fournir aucun élément précis. Quant aux équipiers, secouristes, ils ont souvent poursuivi leur engagement, dans un tout autre contexte certes, mais avec cet « esprit Croix-Rouge » qu'ils n'omettent jamais de rappeler...Quoi qu'il en soit les tâches à accomplir à la fin de la guerre s'annoncent considérables.

²²⁴ Annexe N° 4

²²⁵ Cf. par exemple le Comité de Beaune « *La Croix-Rouge française* » C. Borot Mémoire de diplôme d'Etudes approfondies d'Histoire Université de Bourgogne. Dijon 2000-2001

LES RETOURS, LES PREMIERES CONTROVERSES

L'année 1945 est celle du retour de ceux que l'on appelle alors, d'un terme générique, les « absents » et que l'on distingue encore mal dans leur spécificité respective. Ils sont au nombre d'un million pour les prisonniers de guerre, de quelque sept cent mille pour les requis du travail obligatoire (STO) et environ 40 000 pour les déportés²²⁶. Ces chiffres montrent l'importance du problème et justifient la création d'un commissariat spécial fonctionnant dès avril 1944 à Alger, puis à Paris et vite transformé en ministère : celui des Prisonniers de Guerre, Déportés, et Réfugiés (P.G.D.R. ou P.D.R.) confié au grand résistant Henri Frenay. La tâche est énorme dans un pays où les urgences sont multiples : secours aux sinistrés, difficultés de transport, reconstruction de l'économie, retour à une vie politique démocratique... Sans compter que le ministère des P.D.R. manque d'autonomie puisqu'il dépend du SHAEF (Suprême Headquarters Allied Expeditionary Force) qui décide des rapatriements. Il n'est pas étonnant que, malgré les efforts, les critiques à l'adresse de ce ministère, ou même du Gouvernement Provisoire, aient été nombreuses, elles sont dirigées aussi contre les organisations -dont la Croix-Rouge- chargées d'accompagner et d'accueillir ces « rapatriés » qui ont tous souffert mais à des titres divers, et sans que l'on ait, pour les déportés, bien mesuré l'état de dégradation physique et psychique dans lequel ils se trouvaient.

Officiellement le retour des prisonniers est considéré comme prioritaire et c'est vrai pour la Croix-Rouge dont le soin aux militaires reste une mission essentielle. L'accueil dans les Gares s'organise selon des procédures bien rôdées, et pour les requis du STO, de même... D'ailleurs ces derniers, dans le Rhône, à la différence d'autres départements, ne représentaient qu'une faible proportion de la population active du département (1,6 % pour une moyenne en France de 2%) et sont donc relativement peu nombreux. Les Centres d'accueil de Perrache et des Brotteaux connaissent alors une activité fébrile. D'autre part même si le ministère insiste pour ne pas faire de distinction entre les « rapatriés » (thèse d'alors : « unir ») plus délicate s'avère l'accueil des déportés ... Les autorités sont encore mal informées de la situation des déportés politiques et que dire de celle des déportés dits « raciaux » !

Il faut rappeler dans quelles circonstances se sont opérés les retours des prisonniers et surtout des déportés jusqu'en juillet 1945... car non seulement la libération des camps a connu des décalages dans le temps, entre janvier 1945 (libération d'Auschwitz) et mai 1945 (capitulation de l'Allemagne), mais le souci des forces alliées est de maintenir les prisonniers et les déportés sur place et ensuite de les regrouper toutes nationalités confondues car il faut poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète... Pour les déportés certains rapatriements ont été rapides (avril pour Buchenwald) mais d'autres ont été plus lents et difficiles (Bergen-Belsen, Flossenbürg, Dachau...). D'ailleurs certains survivants des camps devaient recevoir des soins appropriés avant de songer à un retour en France (camps en proie au typhus). La Croix-Rouge française participe à ces rapatriements par l'intermédiaire de 226 ambulancières qui ont convoyé environ 60 200 déportés selon les statistiques de l'Association... Leur mission consistait à prendre en charge les déportés les plus faibles et les ambulances Austin vont ainsi faire de nombreux voyages aller et retour entre les camps et les points de ralliement sanitaires, les trains et les aéroports. Notons au passage le rôle essentiel de la Croix-Rouge internationale et de la Croix-Rouge suédoise dont le président Folke Bernadotte assiste en personne à l'évacuation des déportées de Ravensbrück²²⁷. En Suède les hôpitaux et maisons de repos ont permis aux plus faibles de retrouver des forces avant leur retour. D'autres -hommes ou femmes- sont pris en charge par la CRF dans les premières gares françaises, quand les convois arrivent à Mulhouse. Pour sa part, sous le nom de « mission de rapatriement », le Comité de Lyon envoie quatre infirmières à Offenbürg, petite localité allemande sur les bords du Rhin, pour assister les médecins dans un poste d'accueil improvisé (un salon de coiffure) en vue de faire les premiers contrôles sanitaires des prisonniers et, en ce qui concerne les déportés, avant leur rapatriement sur Paris

²²⁶ Chiffres donnés par « *La France de 1945 résistances, retours, renaissances* » Presse Universitaire de Caen 1996 (P. 136)

²²⁷ Témoignage de Mme Andrée Rivière-Paysan déportée à Ravensbrück et de retour à Lyon le 23 juin 1945 (www.memoire-net.org)

(Hôtel Lutétia)²²⁸. En fait les modalités de retour des déportés ont été extraordinairement diverses et on pourrait ajouter que chacun d'entre eux a vécu ce retour différemment, selon aussi qu'il se savait attendu ou unique survivant dans le cas des Israélites aux familles décimées. D'une façon générale, les déportés songent avant tout à rejoindre leur domicile, quand ils le peuvent, la plupart du temps sans solliciter d'aide...

Combien sont-ils ces déportés à revenir à Lyon ? Le premier convoi stoppe le 13 avril 1945 en gare de Perrache avec 235 femmes en provenance de Ravensbrück dont quelques lyonnaises. Entre avril et mai comme le fait remarquer Gérard Chauvy²²⁹ les retours sont quasi quotidiens puis se succèdent, plus ponctuellement en juin et en juillet. Le Centre d'accueil de Perrache est là pour accueillir tous ceux qui arrivent : prisonniers, STO et déportés, il est décrit ainsi dans le *Bulletin de Juin-Juillet 1945* :

C'est un petit village autonome qui a surgi de terre à Lyon. Il fut construit en l'espace de six semaines, face à la grande Gare de Perrache, qui se souvient encore des horreurs des bombardements et des nuits sombres où passaient les wagons plombés, emplis de victimes qu'on déportait.

Le village est paisible, il est souriant. Un hall aux murs clairs accueille les rapatriés ; des fresques hautes en couleur et de style naïf content l'épopée de la Libération et la débâcle de l'armée allemande. Un haut-parleur guide les faits et gestes de nos « revenants » échappés à l'enfer du bagne [...]

Nos infirmières de la Croix-Rouge sont là pour seconder l'effort des fonctionnaires du rapatriement. Elles vont et viennent dans les chalets de bois rustique, disposés en rectangle autour de la Cour centrale où ont lieu les rassemblements.

Suit une description précise de dix dortoirs, des salles de restaurant, et de l'infirmerie qui fonctionne jour et nuit. Un chalet spécial est prévu pour le culte et « les religions s'y côtoient », en conclusion « *Ce centre de rapatriement est un véritable centre d'accueil. Nos prisonniers et nos déportés y trouvent le réconfort d'une France libre et souriante. Ils comprennent tous que leur passage à Lyon est le début de leur retour à la vie* »

Ce tableau idéal ne correspond pas vraiment à la réalité. Beaucoup de déportés sont d'ailleurs trop faibles pour faire un voyage en train, les archives cinématographiques de l'époque montrent, à l'aéroport de Bron, les infirmières de la Croix-Rouge qui soutiennent des ombres décharnées à la sortie de ces avions Dakota qui rapatriaient également les prisonniers... La Croix-Rouge avait tout naturellement créé un Service des Déportés dont le siège, situé 17 Rue de la République, était dirigé par Madame DELABAUME. Toutes les associations devaient, en outre, œuvrer sous la direction du COSOR (Comité des œuvres sociales des organisations de Résistance).

Une infirmière de la Croix-Rouge lyonnaise qui a participé aux missions d'accueil nous parle du Camp de Sathonay où étaient examinés les déportés qui étaient issus des différents camps, il s'agissait sans doute de ceux qui arrivaient directement, sans être passés par Paris et l'hôtel Lutétia. «...et ensuite ils étaient interrogés par des psychologues ou des médecins, enfin je ne sais pas... et puis il y avait différentes tables quand ils sortaient de la douche après qu'ils aient eu le temps de se rhabiller, donc c'est la Croix-Rouge qui devait aussi donner des vêtements propres, enfin il y avait un service pour cela et mon rôle était, en tant qu'infirmière, de donner les soins que le médecin me demandait de donner [...] Ce centre n'a pas fonctionné longtemps et il me semble qu'il a été remplacé par le centre d'accueil des prisonniers qui était le Centre Verdun pour les Prisonniers, Déportés et Réfugiés²³⁰. [...] J'y suis restée jusqu'à la fin du mois de septembre et je ne serais pas partie avant la fin »

En évoquant le rôle de la Croix-Rouge à Lyon pendant la guerre dans un article pour répondre aux polémiques qui reprochaient à la CRF d'avoir peu œuvré en faveur des internés civils et des déportés, un responsable lyonnais de l'Association faisait remarquer que, parmi bien d'autres missions, la Croix-Rouge avait ouvert un service d'aide en vêtements et vivres dans une région encore soumise à de graves

²²⁸ Témoignage de Melle Bauchu,, infirmière Croix-Rouge qui a appris dans cette localité la capitulation allemande du 8 mai 1945

²²⁹ « *Lyon 1940-1947* » P. 297

²³⁰ Témoignage de Mme Cueilleron (Melle Flamens de son nom de jeune fille). Plusieurs documents portant le cachet du ministère des P.D.R. (Août 1945) sont signés par des médecins qui confirment la qualité du travail de cette infirmière CRF en poste au Centre de Verdun depuis le 4 juin 1945.

restrictions et que ce service fonctionnait toujours en 1949 en étendant son aide à toutes les victimes de la guerre²³¹. Mais quelle a été la véritable portée de cette action?

Si l'on se réfère à des témoignages de déportés, il ne semble pas que cette aide ait été beaucoup sollicitée... G. Chauvy rapporte le récit d'un de ces « hommes au profil filiforme » qui, arrivé en gare de Perrache vers la mi-juin 1945 à minuit, se voit conseiller d'aller au Centre d'accueil de la Croix-Rouge qui est tout proche, mais le déporté décline l'offre, il veut rentrer chez lui à Champagne, près de Lyon. Ce témoignage n'est pas unique, bien d'autres récits confirment ce désir de rentrer avant tout chez soi, de retrouver si possible de la famille, des amis... Et quand cette aide a été demandée, plus tard, c'est souvent avec une certaine déception. A Lyon, d'après d'autres témoignages la distribution est maigre : par exemple une couverture, une serviette et un morceau de tissu et cela pour trois personnes de la même famille, toutes trois déportées, néanmoins peut-on généraliser cet exemple, le plus précis? Et les restrictions sont encore sévères... Mais des vêtements normalement attribués aux déportés étaient-ils vendus sur le marché des Charpennes... Au profit de qui ?

En ce qui concerne les aides alimentaires, une concurrence va opposer la Croix-Rouge de Lyon (dont le Centre d'Accueil des rapatriés, se situait 9 cours de Verdun) à la Fédération des Déportés politiques (23 rue Neuve). La plainte émane conjointement de la Fédération et du COSOR²³². Le différend porte sur une livraison de sacs de riz de la Croix-Rouge américaine destinée aux déportés politiques souffrant de fatigues intestinales et pour lesquels ce riz (en rations individuelles de 500g ou de 1 kg maximum) est jugé indispensable. Au début des rapatriements, fin mai, un accord était intervenu pour livrer ces paquets confectionnés par l'Entraide française au service de manutention de la Croix-Rouge et ces services devaient, par la suite, les livrer rue Neuve, or la Croix-Rouge fit la distribution à son siège alléguant que les paquets étaient intransportables. Finalement la Fédération délivra les bons pour des distributions cours de Verdun.

Mais les incidents se multiplient... Pour faciliter la répartition d'un stock de riz découvert à la Société lyonnaise de Rizerie la responsable du Service social de la Fédération des Déportés autorise un autre point de distribution, très central, place Bellecour, mais cette nouvelle livraison qui devait arriver rue Neuve (à la Fédération) a été faite cours de Verdun sur la requête téléphonique de la responsable Croix-Rouge disant qu'elle avait ordre du Ministère pour prendre et distribuer le riz. Il s'agissait, affirmait la responsable CRF, d'éviter les détournements et mauvaise organisation de la Rue Neuve... Le Ministère, sollicité pour éclaircir l'affaire n'avait, en octobre 1945, fourni aucune réponse...

La Fédération Nationale des Centres d'entr'aide et le C.O.S.O.R terminent leur rapport en soulignant que « *Cet organisme [la Croix-Rouge] n'a aucun droit officiel à se réclamer du Ministère des P.D.R. La Fédération des Déportés Politiques qui a son siège à la Maison du Prisonnier 23 rue Neuve étant le seul organisme reconnu par les pouvoirs publics, comme l'attestent toutes les circulaires, depuis la création de la Fédération* ».

L'affaire, soumise par le Parquet de Lyon au commissaire divisionnaire de la Police judiciaire, commencée en octobre 1945 s'achève en février 1946 avec la conclusion suivante :

« *En conséquence il semble que cette affaire soit plus d'ordre administratif que judiciaire, une certaine divergence d'opinion règne entre ces deux associations de déportés [...] Cette dernière Fédération verrait là un grave préjudice moral causé par le service des déportés de la Croix-Rouge qui profiterait de cette distribution de riz pour créer la désunion entre les déportés.*

Aucun fait délictueux n'a pu être relevé à l'encontre des services de la Croix-Rouge qui sont en possession d'une certaine quantité de riz, que [le Secrétaire Général de la Croix-Rouge] a déclaré tenir à la disposition de la Fédération de la rue Neuve, dans le cas où cette dernière voudrait procéder elle-même à cette distribution.

Signé l'inspecteur de police...

Finalement, au terme de l'enquête, la Croix-Rouge a gardé la 2^{ème} livraison, mais en a acquitté la valeur : 10 471 Fr...

²³¹ Article de Jacques Delaye : « *Inter Arma Caritas* » dans *Album du Crocodile* 1949 P. 3 et svtes...

²³² *Archives départementales du Rhône -Fonds 283 W 152*

D'autres polémiques vont d'ailleurs apparaître assez vite, et ne concernent pas seulement les retours... Le témoignage du Dr Rousset interné à Fresnes et déporté NN, paru à Lyon en 1948 dans la revue l'Album du Crocodile sous le titre « *chez les Barbares* », met gravement en cause l'attitude du CICR et de la Croix-Rouge française par rapport à celle des Croix-Rouges suédoise, norvégienne, et danoise. Piquées au vif les autorités de l'Association bénéficient d'un droit de réponse dans la même revue quelque temps plus tard²³³... Sans entrer dans le détail l'article montre les difficultés inhérentes au statut des internés civils que nulle Convention ne protégeait pendant la guerre, et souligne que le cas des Croix-Rouges nordiques ne peut être comparé à celui de la CRF étant donné que leurs ressortissants Danois et Norvégiens (la Suède étant un pays neutre dans le conflit) sont assimilés aux Germains et bénéficiaient de conditions beaucoup plus favorables... « *Les interventions des Croix-Rouges nordiques en faveur de ces catégories de détenus avaient toute chance de succès* ». Et de rappeler les centaines de victimes de la CRF dans les secours apportés et surtout les noms des six infirmières et assistantes sociales, membre du Service des internés de la Croix-Rouge, qui, suite à leur mission, ont été déportées à Ravensbrück et ont payé de leur vie l'aide qu'elles avaient essayé de procurer aux détenus de la prison de Fresnes...

Par rapport à ces critiques et qui resteront récurrentes malgré les arguments précédents, plus anecdotiques apparaissent d'autres affaires mettant en cause non pas la CRF en général mais, comme pour l'aide alimentaire, plus directement la Croix-Rouge lyonnaise.

La première date du 4/5 mai 1945. Elle vise le Centre d'accueil des Brotteaux et émane de l'Union des Femmes Françaises de Gerland (d'obédience communiste). L'une de leur représentante s'est plainte « d'incidents regrettables » concernant une réponse déplacée qu'une des infirmières CRF aurait faite à l'égard d'un prisonnier... et il est aussi question de l'absence de ravitaillement pour trois jeunes prisonniers et un blessé. Le directeur du Centre qui s'adresse au Délégué Départemental de la Croix-Rouge met, dans les deux cas, rapidement hors de cause la CRF : l'infirmière incriminée n'était pas en service la nuit où s'est déroulé le premier incident, et si les bénévoles n'ont pas pu ravitailler les prisonniers et le blessé c'est que ce jour là, pour des raisons indépendantes de leur volonté, ils n'ont pas pu accéder à la gare.²³⁴ Selon l'Administrateur du Centre, si dysfonctionnements il y a eu, ils s'expliquent par le nombre des associations qui interviennent « *Les membres de ces organisations, très souvent et trop nombreux, mais pleins de bonne volonté, cherchent tous à s'employer. La coordination de leurs activités est mal assurée. Ceux qui sont sans emploi s'occupent à critiquer les autres. C'est dans la mauvaise coordination de ces équipes qu'il faut chercher la principale cause des incidents qui se produisent à l'arrivée des trains* ». Et cette lettre de s'achever sur un éloge appuyé de la Croix-Rouge française qui « *à la gare des Brotteaux assure depuis 6 ans un service pénible et de tous les instants, à la satisfaction de ceux qu'elle sert et de tous ceux qui l'emploient* » Tous ceux qui l'emploient ? En l'occurrence ici le Ministère des P.D.R. qui a pu disposer de cette structure d'accueil déjà existante...

L'utilisation d'une organisation bien rôdée, comptant de nombreux bénévoles expérimentés peut expliquer l'attitude du Ministère peu prompt à se passer d'un soutien certainement jugé efficace...

Une autre affaire apparaît plus douteuse. Elle survient en Isère. Le 3 novembre 1945 la brigade de gendarmerie de Marlieux arrête une voiture pleine de victuailles, conduite par un officier français, mais sans autorisation de circuler... Suit une liste de 13 produits alimentaires (20Kg de beurre, 48 boîtes de lait condensé, 7,5 Kg de chocolat...) autant de marchandises dont la variété et la quantité ont éveillé la méfiance des policiers. Le conducteur dit venir d'un sanatorium de Fribourg en Brisgau... et trois jours après il fournit une lettre émanant de la Délégation Départementale de la Croix-Rouge de Lyon précisant que ces marchandises étaient destinées aux Comités de l'Association. La Délégation départementale contactée par téléphone confirme le contenu de la lettre, et le lieutenant peut repartir avec sa marchandise. Mais une enquête discrète est demandée par le préfet de l'Ain qui a, malgré tout, quelques doutes et craint « *un trafic irrégulier de denrées de provenance douteuse* » et pense que le contrevenant a pu bénéficier de relations ou de certains appuis dans la Croix-Rouge alors que ce genre de transport se faisait

²³³ *Album du crocodile* (1949) « *Inter Arma Caritas* » articles de G Cotte et Jacques Delaye

²³⁴ *Archives départementales du Rhône* -CRF et Délégation régionale *Fonds 283 W 141* (un courrier et celui du Délégué Départemental CRF du Rhône transmis au Commissaire de la République en date du 8 juin 1945)

généralement dans d'autres conditions. Mais l'enquête n'a probablement pas donné de résultat puisque ce courrier adressé à *Monsieur le Commissaire de la République, Secrétariat Général pour la Police* est resté sans suite... Tout au moins les Archives²³⁵ n'en portent pas trace.

Sans doute ne faut-il pas s'étonner de ces faits, dans une immédiate après-guerre difficile, où les restrictions alimentaires demeurent sévères et où chaque association cherche à se faire reconnaître. Il n'en reste pas moins que la Croix-Rouge apparaît comme l'intermédiaire incontournable pour toutes les aides qui émanent de divers pays : Canada, Grande-Bretagne, ou plus encore Etats-Unis et Suisse. Un courrier du Ministère de la Santé publique en date du 15 septembre 1944 et qui a pour objet l'organisation des secours en Suisse pour la France le confirme, toutes les aides doivent être coordonnées par un « Bureau de coordination des Oeuvres » or « *dans la plupart des pays étrangers, le Président du bureau de coordination des Œuvres est en même temps représentant du Secours Social et de la Croix-Rouge [...]* »

3) *Le Secours Social et la Croix-Rouge, en accord avec le bureau des œuvres coordonneront les secours chacune dans leur domaine.*

Je vous rappelle que la Croix-Rouge doit coordonner les œuvres s'occupant des prisonniers, des militaires, des secours sanitaires à la population civile et des nourrissons. »

Le Secours social coordonne toutes les autres œuvres de secours destinées aux populations civiles »

Dans le même courrier la priorité est donnée aux enfants... Et pour les médicaments délivrés à titre de secours, la Croix-Rouge se chargera de les répartir en France²³⁶. Une Croix-Rouge qui essaie donc de conserver son rôle primordial dans la paix comme dans la guerre... D'ailleurs les « missions de guerre » sont loin d'être achevées !

POURSUIVRE LES IDENTIFICATIONS ?

En janvier 1946 le Frère Benoît reçoit du Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés un ordre de mission l'autorisant à circuler dans tout le département « *pour enquêter et visiter les familles des patriotes fusillés par les Allemands, au frais du Ministère* »²³⁷

Cette reconnaissance officielle se concrétise lorsqu'en novembre de la même année le Frère reçoit, sur le terrain même de la Doua et des mains du cardinal Gerlier la Croix de la Légion d'Honneur au titre de Chevalier. L'action du Frère est alors unanimement saluée, et avec une vraie chaleur amicale par les communistes eux-mêmes qui voient en lui « *l'homme de tous les dévouements* »²³⁸. Sa popularité est immense : en deux jours une souscription a permis de lui octroyer une automobile et selon la volonté du Frère un tiers de la somme seulement a été utilisé pour l'achat d'une vieille Citroën 5 CV d'occasion²³⁹ sur laquelle sera peint en blanc un trèfle. Et la « Trèfle » de devenir aussi familière, pour les Lyonnais, que le vélo à remorque utilisé pendant la guerre. A cette unanime reconnaissance, et notamment lors de la remise de la Légion d'Honneur, le Frère associera toujours la Croix-Rouge et les équipiers qui n'ont pas cessé de l'accompagner dans son action ;

« C'est à tous les dévouements des équipes mortuaires, bien souvent plus méritoires que les miens, que je dois cette croix. Et je la tiens comme une marque de reconnaissance due à toutes celles et à tous ceux qui se sont dévoués sous le signe ardent de la Croix-Rouge »

Il reste encore beaucoup à faire ! Et dès le charnier de Bron le chef des équipes mortuaires en souligne l'ampleur :

²³⁵ Archives départementales du Rhône - Fonds 283 W152 (Commissariat Régional de la République)

²³⁶ Là il ne s'agit pas de dons mais de commandes à faire en Amérique ou dans l'Empire (et non en Suisse compte tenu de la difficulté de se procurer les devises de ce pays)

²³⁷ « *Allez par les chemins* » Revue franciscaine op.cit. P.42

²³⁸ Titre d'un article (journal communiste)

²³⁹ Souscription ouverte par le Journal « le Progrès », et couverte en 48 heures, les 2/3 restants sont employés à secourir des nécessiteux.

« Bientôt on peut se rendre compte que l'on se trouvait en présence d'un vaste et complexe problème, les lieux d'exécutions, de disparitions de toute nature se révélaient à ce point nombreux qu'ils intéressaient tout le territoire français, l'Europe même.[...] si le problème du relèvement et identification des corps est si vaste dans son ensemble il est fort important dans la région lyonnaise, centres du combat d'une région, de la Gestapo et du commandement allemand ; plus de 80 lieux d'exécutions sont déjà connus. Les départements voisins sont d'une triste richesse. »²⁴⁰

Les lettres affluent pour retrouver un parent, un camarade dont on sait maintenant qu'il n'a pas été déporté, mais arrêté donc probablement fusillé. Il faut désormais exhumer et identifier ces « fusillés le long des routes », si nombreux au cours de l'année 1944 où les exécutions sommaires se sont multipliées. Beaucoup ont été enterrés à la hâte sur les lieux mêmes de la fusillade, et ce sont aussi les municipalités, les autorités administratives (identité judiciaire notamment) qui sollicitent l'aide du Frère dont la réputation n'est plus à faire... Le Frère constitue alors une petite équipe de fidèles issue de l'équipe technique, des équipes d'urgence (notamment celle de Villeurbanne) qui ont déjà participé à un titre ou un autre aux grands charniers de la guerre et de tous ceux qui acceptent de poursuivre les missions, certes désormais moins dangereuses mais tout aussi ingrates ! Le Frère pouvait compter sur ces équipiers Croix-Rouge²⁴¹, quand il le fallait, de jour comme de nuit, emmenés souvent loin de leur domicile lyonnais par les conductrices CRF sur tel ou tel lieu, et dans les années de l'immédiate après-guerre, nombreuses sont les missions d'exhumation dans des conditions plus ou moins difficiles...

« Le problème est tel que seuls des moyens dépassant même une puissance nationale seraient nécessaires »

Les besoins sont là... Mais les moyens demeurent dérisoires.

Après le succès de la Doua un grand espoir était né pour la fondation d'un institut de recherches et d'identifications, il fut réclamé à grands cris, sans succès d'ailleurs. A La Doua l'équipe avait beaucoup sué, d'autres s'épongèrent le front...

On se démène aux équipes, on voudrait continuer en d'autres lieux soupçonnés, tant pis pour les risques d'insuccès possibles, risquant de détruire les impressions si favorables de la Doua : on fait démarches sur démarches, on insiste, intrigue même »

Et le Frère de passer en revue les multiples contacts, motions, conférences... pour que soit créé, à l'échelon national, voire international, ce fameux institut pour la recherche et l'identification des victimes. Il pense même être parvenu au but quand une déposition de résolution ou une loi est déposée au Parlement par Edouard Herriot et le député maire de Besançon M. Minjoz²⁴² « loi paraît-il votée !! » s'exclame-t-il... Un succès sans lendemain, et le constat est amer :

L'année 1946 et 1947 seront employées à cela. L'équipe travaillera peu. Va-t-elle se décourager, ce serait mal connaître son ardeur, elle se réunit souvent et perfectionne ses méthodes en étudiant le passé. Pour elle le problème mortuaire est trop important et cache trop de souffrance pour qu'elle ne se tienne toujours prête. D'ailleurs les autorités responsables locales quand elles auront des corps à relever et identifier sauront bien se souvenir d'elle. »²⁴³

²⁴⁰ « *Cahier du Frère Benoît* » P.41

²⁴¹ Sur une photo datée du 20 août 1947 sont rassemblés autour du Frère (et du fossoyeur d'Oullins ou de St Genis ?) les membres de l'équipe « restreinte », ceux qui ont poursuivi toutes les missions d'identification (y compris après la guerre). Par ordre alphabétique : Georges **Bala** ; André **Bailly** ; Charles **Béranger** ; Robert Bony ; Paul **Jayet** ; Pierre **Lacroix** ; Georges Michaud ; Louis **Raffour** et Gabriel Veniat. Les noms soulignés correspondent à ceux qui nous ont fourni leurs précieux témoignages.

²⁴² Annexe N° 32 : courrier du Frère adressé à M. Minjoz pour préciser ses vues sur la création d'un organisme officiel destiné à la recherche des victimes de la guerre

²⁴³ ²⁴³ « *Cahier...* » P. 56-57

MISSIONS ACCOMPLIES ! 1945 – 1957.

Après la guerre le Frère rédige un rapport minutieux de l'œuvre accomplie par l'équipe mortuaire, rapport qui était destiné au Président de la Croix-Rouge. D'année en année de nouveaux lieux sont prospectés, dans le Rhône bien sûr, mais aussi dans les départements voisins ou plus lointains : par exemple dans l'Ain à St Didier de Formans (le 16 juin 1944, exécutions de 28 résistants²⁴⁴), en Isère, à Châtillon d'Azergues (le 19 juillet 1944, 52 des prisonniers de Montluc fusillés). La liste des lieux de fusillades qui figure dans le petit ouvrage « Frère Benoît » est tristement longue et pour les trois derniers mois de la guerre on ne recense pas moins de cinq cent quatre vingt douze victimes issues de la célèbre prison de la Gestapo. L'équipe mortuaire n'a sans doute pas fait tous les relèvements, mais dans les notes manuscrites le Frère précise le nombre des missions que l'équipe a assumées entre 1945 et 1952 : ...38 missions de relèvements et identifications parfois très lointaines où nos équipiers n'étaient pas seulement identificateurs mais assuraient aussi tous les terrassements parfois considérables.

Et les relèvements et identifications ne concernent pas seulement les résistants ou les victimes françaises mais aussi les soldats allemands. On trouve cette liste manuscrite à la fin du « cahier » du Frère et dans une retranscription que nous avons faite (avec seulement quelques rectificatifs orthographiques²⁴⁵) La liste est longue mais sa lecture complète illustre bien ce qui a été réalisé... Nous en retiendrons les principales informations. L'équipe sera amenée à travailler en coopération avec le CICR, ou d'autres autorités dépassant les frontières :

En 1946 une mission luxembourgeoise va à Lyon, la Mairie centrale demande à l'équipe d'assurer l'identification de ses 13 fusillés plus deux Français au cimetière de la Croix-Rousse, une famille belge réclame également l'identification d'un de ses membres fusillés »

1948 : « Le Parquet de Lyon fait relever à Haute Rivoire [Rhône] des corps de soldats allemands et de victimes de la guerre, il fait appel à la Croix-Rouge internationale, l'équipe agira sous la direction de M. Porchet de la CRI [Croix-Rouge internationale]

- Le courrier personnel du Frère comporte aussi un grand nombre de lettres de familles françaises recherchant un disparu, la réputation de l'équipe s'étend bien au-delà de la région lyonnaise ! Les demandes s'exercent à tous les niveaux... Les missions officielles se font alors sous l'égide du Ministère des Anciens Combattants, il s'agit également de répondre aux sollicitations des autorités locales... Mais dans cette après-guerre mouvementée certaines missions n'ont pas été achevées ou ont gardé leur mystère : une mission pour la recherche de plusieurs corps dans un puits a été brutalement annulée, sans que les équipiers, ceux qui peuvent encore évoquer ce souvenir, aient eu connaissance des raisons qui ont poussé les instances officielles à annuler leur recherche au dernier moment...

- Les conditions de travail sont souvent très éprouvantes :

En 1948 Un cimetière allemand est à déplacer à St Didier St Fortunat [département du Rhône] il y a de nombreux inconnus ou douteux. Exhumation très difficile car les corps sont à deux mètres de profondeur, certains sans cercueil et dans l'eau [...]

La mairie centrale fait appel à l'équipe pour retrouver parmi 30 corps allemands un américain qui est retrouvé et identifié sous le N° 20, elle en profite pour examiner tous les corps.

Travail sous une pluie de déluge »

(1950) L'une des identifications les plus difficiles et délicates qu'ait eu à accomplir l'équipe sera à Chatonnay [Isère] au service du Parquet militaire et le Ministère des anciens Combattants

Il s'agit de retrouver un corps dans un puits

On part à 4m 50 de profondeur, après avoir pris toutes les précautions utiles et le concours d'un équipier puisatier. Il faut descendre jusqu'à 11 mètres de profondeur et extraire deux camions de gros galets, terre argileuse, verres, faux, fourches etc.

Le corps sera en une journée exhumé, reconstitué, identifié.

²⁴⁴ Parmi eux l'historien Marc Bloch

²⁴⁵ Annexe N° 35

- Les identifications de résistants s'effectuent, parfois, bien après les relèvements avec des éléments soigneusement recueillis antérieurement (1944, 1945). Souvent la date des exhumations est tardive mais quelle que soient les circonstances, l'importance du soin apporté par l'équipe est sans cesse répétée...

[...] (1950) *Le parquet fait relever également 18 corps à St Martin en Haut [Rhône] toujours par l'équipe dont 16 allemands, ceux-ci sont réduits à l'état squelettique, tous emmêlés les uns dans les autres, un vrai fouillis de débris humains. L'équipe travaille cependant avec une telle minutie qu'elle arrivera à reconstituer tous les corps ne faisant une erreur, d'ailleurs provisoire que sur un tibia et un péroné, ce qui lui vaudra l'admiration du médecin légiste.*

- Les méthodes s'améliorent. Au début de son « cahier » le Frère s'exprime longuement sur l'évolution des techniques d'identification essentiellement par la « dentition » dans les bombardements, les combats, puis avec bien d'autres éléments par la suite :

Les objets divers retrouvés sur le corps, les documents écrits, photographiques, l'étude méticuleuse des vêtements [...] les vêtements étant étudiés dans leur forme, la qualité des tissus, leur texture, leur particularité, une reprise, pièce posée, une dentelle, la forme d'une poche, d'un revers, doublure, etc, etc étaient particulièrement examinés. De tous ces objets il était conservé des prélèvements pour des identifications futures.

Pour acquérir une certitude, tous les spécialistes étaient consultés, Dr Locard, Institut médico-légal, identité judiciaire, professeurs de l'école de tissage, dentistes, fabricants d'objets etc, etc.

Avec le temps et la décomposition des corps on ne relève que des squelettes aux vêtements fusés. La plupart déclareront alors une identification impossible. Ce ne saurait être l'avis des équipiers mortuaires qui créeront des méthodes nouvelles, une technique spéciale, une véritable dactylographie crânienne...

Plus loin en sont précisées les circonstances

1948 Une famille demande une identification, comme information elle donne une photo [d'] identité n'ayant rien d'autre.

Cela paraît impossible : mais on est têtue dans l'équipe, long, très long examen le menton est caractéristique : sur le corps bien des constatations seront faites. La méthode aujourd'hui si sûre de l'identification par crânes et photos était née. En bref par l'examen des « formes dissymétries, protubérances, tranchées, proéminences... »

Un article de journal retrouvé dans les documents du franciscain montre que cette méthode, à l'époque, n'était pas vraiment prise au sérieux. En fait elle aurait été initiée par l'inspecteur de l'identité judiciaire Courbon qui était en étroite relation avec le Frère pour les identifications de fusillés. Notons qu'en 1953 c'est grâce à cet inspecteur et à deux commissaires qu'ont été réalisées les premières photos robots. En conclusion, le relevé soigneux des corps et l'expérience des grands charniers, les contacts avec les médecins légistes et la collaboration très étroite avec l'identité judiciaire ont permis d'obtenir des résultats remarquables de l'avis même des spécialistes...

Rappelons pour mémoire les dernières missions : 30 corps retrouvés à La Doua en 1955 et les 11 corps dans les caves de l'Ecole militaire, malheureusement -compte tenu du temps écoulé- non identifiables, sauf un, grâce à une alliance²⁴⁶... Les équipiers qui ont fait les macabres relevés pensent d'ailleurs qu'il y avait sans doute d'autres cadavres de résistants martyrisés dans ces locaux, mais les fouilles n'ont pas été poursuivies en raison des travaux qu'il fallait achever.

Avec ce patient et remarquable travail de l'équipe mortuaire sous la direction de Frère Benoît salué par une unanime reconnaissance, c'est toute l'action de la Croix-Rouge lyonnaise qui en a été magnifiée.

²⁴⁶ Nom : Flatin, dont l'entreprise de transport (Flatin, Granet, Ravand) était bien connue des lyonnais de l'époque et aurait fait des transports pour le maquis

CONCLUSION

Les ouvrages édités par la CRF insistent tous sur la diversité et l'ampleur des tâches assumées par l'organisation humanitaire pendant la guerre. L'accent est souvent mis sur les régions côtières ou la région parisienne plus particulièrement touchées par les bombardements et les combats de la Libération. Dans la région lyonnaise son action n'en a pas moins été fondamentale et -il faut encore le souligner- notre étude a laissé dans l'ombre bien des missions, soit parce qu'elles n'étaient pas spécifiquement de guerre, soit par manque de documents ou de témoignages relatifs au département.

L'ampleur et diversité des actions ont été reconnues officiellement puisque -par décret- le **PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISoire DE LA REPUBLIQUE** a nommé dans l'ordre de la Légion d'Honneur : **AU GRADE DE CHEVALIER**

LA CROIX-ROUGE FRANCAISE

[.....]

Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec PALME

Signé par le Ministre de la DEFENSE NATIONALE à Paris le 18 Mai 1946 (GUOIN)²⁴⁷

Ce décret n'était pas seulement une légitime reconnaissance, il permettait aussi de gommer un décret précédent octroyant la même récompense mais daté de juin 1941 sous le régime du Maréchal Pétain...

A Lyon les instances résistantes ont été les premières à reconnaître les mérites de certaines actions parmi les plus engagées dans la guerre... Le 7 décembre 1945 le Général Bousquet²⁴⁸, grande figure des combattants de la Libération envoie un courrier personnel à Melle Godinot au moment où elle s'apprête à quitter sa fonction, pour souligner son dévouement à la direction du Centre d'Accueil Militaire de Perrache.²⁴⁹ Le 19 juin 1946 une lettre émanant du cabinet du Préfet et signée Grégoire dont on sait qu'il s'agit en fait d'Yves Farge, Commissaire de la République et nouveau Préfet, est adressé au Président de la Croix-Rouge pour féliciter les responsables des Equipes mortuaires à savoir : Mme Paufigue, Melle Godinot et Frère Benoît²⁵⁰. Par la suite des distinctions honorifiques officielles viendront parachever ces premières reconnaissances.

Cependant la Croix-Rouge de Lyon n'a pas échappé aux critiques qui, d'une façon plus large ont concerné l'organisation toute entière. Mais on peut opposer l'exemple de ses plus éminents représentants... Il est vraisemblable qu'un certain nombre des membres des Comités étaient, au moins dans les années 41-42, des maréchalistes bon teint, à l'instar du Cardinal Gerlier, Président d'honneur de la Croix-Rouge lyonnaise. Beaucoup avaient connu la guerre de 1914-18²⁵¹ et l'on sait le prestige du Maréchal auprès des Anciens Combattants. Mais la probable acceptation du régime de Vichy de la part de ces responsables n'a jamais, autant que l'on puisse en juger, pris le pas sur l'idéal d'humanité de tous ceux que l'on a cité, idéal qu'ils ont, et souvent avec force et courage, constamment manifesté. Il apparaît aussi que les mêmes, et probablement d'autres (ce que ne peuvent révéler les documents officiels forcément muets sur cet aspect) ont participé à des faits ignorés ou cachés qui ont progressivement constitué le terreau sur lequel a pu fleurir la Résistance, celle qui a fini par s'imposer face à l'occupant.

²⁴⁷ Ce document figure en en-tête de l'ouvrage « *Cent Ans de la Croix-Rouge Française* »

²⁴⁸ Bousquet René (1903-1974) rien à voir avec son homonyme ! Assume pendant la guerre le commandement du département du Rhône pour le compte de l'ORA (organisation de la Résistance de l'armée) en janvier 1944 devient le chef d'état-major départemental de l'Armée secrète unifiée. De nombreux faits de guerre sont à son actif, notamment au moment de la Libération.

²⁴⁹ Annexe N°33

²⁵⁰ Annexe N°34

²⁵¹ Melle de Leusse et Melle Godinot avait perdu chacune un frère durant la 1^{ère} Guerre et selon le témoignage de cette dernière, c'est à ces jeunes soldats que sont allées toutes leurs pensées quand elles ont reçu des récompenses pour leurs actions au sein de l'Association

Pour conclure notre étude, il nous paraît très important de mettre l'accent sur le nombre considérable de ces anonymes, le plus souvent bénévoles, qui ont œuvré au sein de l'organisation. Nous aurions aimé en savoir plus sur leurs origines sociales, professionnelles, leurs motivations... Ceux qui témoignent encore étaient alors très jeunes, ils ont souvent adhéré à la CRF par le scoutisme... La Croix-Rouge leur permettait de donner un sens à leur besoin de « servir » et ils ont montré dans ce qu'ils considéraient comme une mission beaucoup d'enthousiasme. D'autres volontaires, de tous âges, se sont engagés au moment des grands bombardements, et sont restés avec le sentiment fort et incontournable de la nécessité d'aider les victimes de la guerre... Il y a aussi des exemples spécifiques : certains étaient figurants, choristes, artistes de théâtre et le fait d'entrer à la CRF leur donnait l'avantage d'avoir des laissez-passer pour circuler aux heures du couvre-feu et c'est ainsi qu'une équipe s'est formée à Villeurbanne sous la direction de deux responsables, et d'un jeune médecin²⁵². Certains membres de ce groupe très actif sont passés, après les bombardements, à l'équipe mortuaire de Villeurbanne et ont, à ce titre, participé aux grands charniers de Bron et de la Doua puis à « l'équipe du Frère Benoît ». Ces quelques exemples suggèrent une grande diversité dans le recrutement. Les témoignages que l'on a pu recueillir sont sans doute représentatifs des éléments les plus jeunes, ceux qui peuvent encore témoigner. En tous cas ce qui apparaît et qui mériterait une étude sociologique plus approfondie c'est la démocratisation de l'Association que la guerre a favorisé. Nul doute que dans l'opinion d'alors la Croix-Rouge apparaissait comme une institution liée aux catégories « privilégiées » : les nombreux noms à particules de ses responsables, ses liens étroits avec le milieu militaire ou le milieu médical laissaient supposer un recrutement plus ou moins « aristocratique » ce qui n'était certainement pas vrai « à la base »... mais l'urgente nécessité d'un recrutement important a accéléré le processus de brassage social. Une anecdote racontée par un secouriste d'alors²⁵³ est significative : lors de l'insurrection d'Oullins, muni de son casque et de son brassard, et tandis qu'il essayait de se frayer un chemin il s'est fait traiter de « sale petit bourgeois » par des résistants FTP « *s'ils avaient su ma situation sociale !* » soupire-t-il encore... En tous cas les équipiers et secouristes rencontrés étaient d'origine souvent modeste, et pour l'équipe du Frère Benoît des hommes plutôt jeunes, ne rechignant pas à des tâches manuelles rudes pour résister aux nécessaires terrassements. On trouvera parmi eux (en 1947) un garçon de café, un motoriste (fabrication de moteur), un fossoyeur, un employé OTL (conducteur de tramway), un employé aux usines de chaussures Bailly, un mécanicien mécanographe, deux livreurs. Un large éventail de professions, même si celles dites « intellectuelles » (étudiants, enseignants... excepté le milieu médical) sont apparemment absentes... Mais seule une étude plus approfondie pourrait le confirmer.

En dehors des consignes de recrutement « *le plus large possible* » un seul article des **Bulletins d'information** fait allusion (dans le style de l'époque mais d'une façon assez révélatrice) à ce mélange social que toute guerre favorise : il s'agit de la lettre racontant une journée passée au côté d'une équipe d'urgence lors de la libération de Lyon²⁵⁴, l'auteur écrit :

« Le local de l'équipe en question avait été aménagé dans un atelier de serrurerie dont le patron dirigeait les équipiers. C'était un quartier populaire, les brancardiers se recrutaient parmi les ouvriers : débardeurs, cantonniers, rouliers, tourneurs et ajusteurs. Ils avaient les épaules larges, les bras musclés, un langage imagé qui leur servait à reconforter les malades, le rire facile et heureux. A côté d'eux travaillaient les infirmières, les secouristes, filles pour la plupart de ce qu'il est convenu d'appeler la haute bourgeoisie de Lyon. »

La cohérence de l'équipe fut la première chose qui me frappa : le problème des classes avait réellement cessé d'exister. La solidarité et une espèce de camaraderie fraternelle régnaient entre tous ces petits soldats de la Croix-Rouge [...]

²⁵². Messieurs Charignon et Roncali et le Docteur Dupuit dont la sœur s'est engagée aussi. Le siège de la CRF était alors aux « gratte-ciel » avenue Henri Barbusse. Le théâtre de Villeurbanne qui comptait de nombreux artistes était très apprécié des Lyonnais. Témoignage de M. Robert Bony secouriste et membre de l'équipe du frère Benoît (novembre 2004)

²⁵³ M. Gabriel Véniat, témoignage recueilli en mai 2006

²⁵⁴ Voir chapitre « *les journées de septembre* »

Un autre aspect apparaît important à souligner c'est l'évolution des missions de l'association. Organisation longtemps destinée à apporter aide et secours aux combattants militaires, cet objectif prioritaire va singulièrement s'élargir dans les années sombres, car c'étaient des civils dont il fallait s'occuper. Alors que la Croix-Rouge n'en n'avait pas les moyens juridiques (et que dire des cadres politiques !) elle a œuvré dans les dures contraintes de l'époque qui s'accordaient mal avec son principe de neutralité. Il n'est pas étonnant que le bilan soit, parfois, d'ombre et de lumière... Notons que dans les actions évoquées les responsables ont su faire des choix courageux et, autant que l'on puisse en juger, sans ambiguïté, mais il apparaît bien que la neutralité, toujours mise en avant parce qu'elle permettait les missions, était sur le terrain souvent difficile, voire impossible à tenir. Et c'était sans doute plus vrai encore au niveau de l'organisation centrale comme l'analyse avec rigueur l'universitaire Jean-Pierre Le Crom dans un article qui s'intitule « *la neutralité en question* »²⁵⁵. Mais alors le principe de neutralité aurait joué dans le sens inverse, celui d'une compromission avec les régimes en place (Vichy ou les autorités allemandes). Le débat est loin d'être achevé mais il a le mérite de susciter des recherches et c'est à partir de faits précis que l'on pourra apporter de nouveaux éclairages.

Au-delà des exemples liés à un lieu et surtout à une époque tragique, est-il possible de répondre « sur le fond » aux critiques récurrentes que nous avons signalées et qui peuvent, malheureusement toujours être d'actualité ? Le principe de neutralité -essence même du statut de la Croix-Rouge- condition de son action et gage de son efficacité, pose dans les cas extrêmes un problème éthique qui peut être lourd de responsabilité pour les cadres, voire pour tous les membres de l'association qui, souvent, oeuvrent dans les situations les plus difficiles et dans l'urgence. Mais n'est-ce pas le problème de toute association humanitaire ? A cet égard l'entretien entre Bernard-Henri Lévy et le Président actuel de la Croix-Rouge : Jean-François Mattéi, publié sous le titre « *Repenser l'humanitaire* » dans la revue **Autrement**, fait remarquablement le point sur cette délicate question²⁵⁶.

Aujourd'hui la Croix-Rouge n'en poursuit pas moins ses missions dont on sait l'importance, même si de nombreuses autres organisations ont relayé son idéal et dans un cadre où le droit international a heureusement évolué.

Dans le département du Rhône et les départements voisins ceux qui ont vécu la guerre sont nombreux à rappeler l'action unanimement saluée du frère Benoît et de ses équipiers, on se souvient moins des autres actions de la Croix-Rouge... Il n'était peut-être pas inutile d'en conserver aussi le souvenir...

²⁵⁵ Revue d'Histoire **Vingtième Siècle** N° 101(janvier/mars 2009)

²⁵⁶ **La Croix-Rouge Autrement** « le Mook » éditions Autrement (avril 2009)

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

- Alaric** Eric : *La ligne de démarcation 1940-1944* Que sais-je ? PUF 1995
- Amouroux** Henri : *La grande histoire des Français sous l'Occupation*. Paris Robert-Laffont (10 tomes)
 . Plus spécialement T.1 (la fuite) (1983) ; T.5 (Juifs et catholiques)(1981)
 T.7 (1985) (le peuple de l'abîme ; les horreurs de la guerre au quotidien)
 T. 9 (1992) (Quand reflue l'abominable marée)
- Actes du colloque de Caen** (17-19 mai 1995)
 : *La France de 1945, résistances, retours, renaissances*, Presse universitaire de Caen 1996
 (Froid, faim, mécontentement)
- Borot** Catherine : *La Croix-Rouge française de sa fondation à la seconde Guerre mondiale (1887-1945)* Mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies d'Histoire sous la direction de M. Serge Wolikow -Université de Bourgogne- Dijon 2000-2001
- Chauvy** Gérard : *La Croix-Rouge dans la guerre 1935-1947* Flammarion 2000 (405p.)
- Duquesne** Jacques : *Les catholiques français sous l'Occupation*, Point Histoire (502p.)
- Durand** Yves : *Prisonniers de guerre dans les stalags, oflags et Kommandos 1939-45* Hachette 1991 collection « La vie quotidienne » (321p.)
- Favez** Jean- Claude : *Une mission impossible ? Le CICR les déportations et les camps de concentration nazis*, Editions Payot Lausanne 1988 (429p.)
- Giolitto** Pierre : *Histoire de la Jeunesse sous Vichy*, Perrin 1991 (699p.)
- Halls** Wilfred D. : *Les jeunes et la politique de Vichy* Syros 1988
- Harouel** Véronique : *Histoire de la Croix-Rouge* PUF 1999
- Le Bras** Joël (Dr) : *La Croix-Rouge fut leur flambeau*, Editions Celtic Chadenn Limited 2002 (736 p.)
- Le Crom** Jean-Pierre: *La Croix-Rouge française pendant la Seconde Guerre mondiale. La neutralité en question* Vingtième siècle, Revue d'histoire N° 101 (janvier-mars 2009)
- Rémy Dominique** : *Les lois de Vichy* Editions Romillat 1992 (255 p.)
- Dictionnaire Historique de la Résistance** sous la direction de François Marcot, Robert Laffont 2006
- La Croix-Rouge autrement** avec un grand entretien Bernard-Henri Lévy/ Jean-François Mattéi :
 « *Repenser l'humanitaire* »
 Le Mook Editions Autrement (avril 2009)

Relatifs à l'Histoire de Lyon et du Rhône :

- Amoretti** Henri : *Lyon, capitale de la Résistance*, France-Empire, 1964 (416 p.)
- Aulas** Bernard : *Vie et mort des Lyonnais, 1939-1945* Roanne, Horvath 1974 (281p.)
- Chapier** G. : *La guerre de 1939-40 à Lyon* (notes et souvenirs)
- Chauvy** Gérard : *Lyon 1940-44*, Paris, Plon 1985
Lyon des années bleues, Libération, épuration Plon 1987 (260p.)
Lyon 1940-1947 Perrin 2004 (391p.)
 [Réédition des deux ouvrages précédents]
- Fédération Nationale des Victimes de Guerre et Anciens combattants des Administrations de l'Etat et Services publics et « Comité du souvenir du Frère Benoît »**
Frère Benoît (plaquette éditée en 1988)
- Gilonne** Georges: *Lyon de guerre sous les bombes, pendant la Libération*, Lyon, Bacon frères, imprimeurs, 1945
- Laplace** René : *Le combat d'Oullins 29 août 1944*
- Leculier** Raymond : *A Montluc prisonnier de la Gestapo* (souvenirs recueillis par Alice Joly) (87 p.) Lyon éditions Cartier 1945 ; 2° édition : BGA Permezel (2006)
- Lescel** François : *Objectif Lyon*, Collection l'Histoire proche, 2004 (688p.)
- Permezel** Bruno : *Montluc, Antichambre de l'inconnu, 1942-1944*, éditions BGA Permezel 1999 (298 p.)
Victimes de l'occupation à Lyon et alentours, 2824 engagements Lyon, éditions BGA Permezel, 2001(142p.)
Résistants à Lyon, Villeurbanne et alentours, éditions BGA Permezel (740 p.)
- Py** Evelyne : *Un été sous les bombes : Givors, Grigny, Chasse*, éditions Alan Sutton 2004 (155p.)
- Ruby** Marcel : *Lyon et le Rhône dans la guerre 1939-1945*, Horvath 1990 (239p.)
- Terroine** Emile F. : *Dans les geôles de la Gestapo*, Lyon Editions de la Guillotière 1944 (150p.)
- **Vieillard** Claire : *Montluc, la prison allemande de Lyon : novembre 1942, août 1944.*
 Mémoire de maîtrise d'Histoire sous la direction de M. Laurent Douzou -
 Université de Lyon 2- Lyon 2002
- Mémorial de l'Oppression** Commissariat de la République (Région Rhône-Alpes) Fascicule N°1 sous la direction du Professeur **Pierre Mazel** – Préface de Yves Farge.
 Avril 1945 (185 p.)

Revues

- L'été de la Libération en pays lyonnais (juin-septembre 1944)** : L'ARAIRE (Groupe de recherche sur l'Histoire, l'Archéologie et le Folklore du Pays Lyonnais) Juin 1994
- **Hommage aux victimes du massacre du Fort de Côte Lorette** : Publications de l'ASPAL (Association St Genoise du Patrimoine, des Arts et des Lettres) et de la Mairie de St Genis –Laval
- **Allez par les chemins** : Mai Juin 1969, N°33 Courrier missionnaire des franciscains, province de Lyon
- Allez par les chemins** : Janvier-Avril 1989 N°148-149 (25^{ème} année) Courrier des franciscains, province de Lyon (163 p.)

Journaux –DVD

-*Le Progrès : 1944-2004*

Libération 1944-1945 (photos et articles) Rétrospective de la Libération de Lyon

-*Le Journal du Combattant* : article du 09/09/1989 –*Le cauchemar était son univers, Frère Benoît, le franciscain de Lyon...*

Fédération Nationale des Victimes de Guerre et Combattants de L'Etat et Service Public.

Auteur **Marie-Rose Contet** : Présidente de la Fédération, ancienne internée à Montluc et déportée à Ravensbruck (article très documenté -voir Archives privées-)

DVD *Libération et Mémoire* (avec la participation du Progrès : images d'archives et témoignages)

Film/cassette: *Montluc, prison de la Gestapo* film de Véronique Lhorme et Marc Nardino
(53 mn ; *La cuisine aux images TLM* Avril 2001)

Livres édités par la Croix-Rouge Française

- *Au service de la Croix-Rouge française sous l'occupation 1940-1944* Paris 1948 (99p.)

-*Cent Ans de Croix-Rouge française au service de l'humanité* Paris 1963

-*Présence de la Croix-Rouge française* (préface de Simone Veil) Editions Larrieu-Nobbel 1974

Brochures et Publications Croix-Rouge diverses

-Article du Médecin Général Inspecteur **Marotte** « *La Croix-Rouge française, son histoire, son œuvre* » (brochure de propagande sur l'œuvre de la SSBM à Lyon au début de la guerre)

-Article « *Ce qu'il faut savoir de la Croix-Rouge française* » par Louis Bazy, Président de la CRF, préface de Philippe Pétain (brochure de propagande, date probable : 1942)

-Articles de G. Cotte et Jacques Delaye – *Inter Arma Caritas* Album du Crocodile- 1949-

Sur « *L'activité de la Croix-Rouge en faveur des internés civils et des Déportés* » par le Professeur Cotte en réponse aux critiques du Docteur Rousset et « *D'une organisation internationale à un Comité lyonnais* » par Jacques Delaye)

- Brochure : « *Le Centre 1945* » (ensemble de dessins humoristiques et poèmes sur le Centre d'accueil de la gare de Perrache)

Archives

-CRF : *Direction de la Documentation et du développement des ressources* (Archives de la Croix-Rouge française) 98 Rue Didot Paris 14^{ème}.

CRF Bulletins d'information de 1941 à 1945 puis France-Croix-Rouge pour 1946 et 1947

Groupe de recherche historique sur l'évolution des soins infirmiers sanitaires et sociaux de 1863 à 1980
T.III

Groupe de recherche historique « l'Enseignement » et rapport de Christian Blavet directeur du Secourisme de 1947 à 1977

-*Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR)*

(17 chemin des Crêts Petit Saconnex – Genève)

CRF : Bulletins d'information de 1941 à 1945 ; Rapport d'Activité pour la période 1939-1948 à la Conférence internationale de la Croix-Rouge à Stockholm 17-31 Août 1948 ; rapport de la commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale 1941-1946 ; Bulletins de la Ligue des Sociétés de Croix-Rouge...

- *Archives départementales du Rhône* 53 rue Servient Lyon 3ème

Nombreux fonds consultés notamment

-Sur l'organisation du service sanitaire entre 1939-1945 *Fonds 3958 W 47*

-Les consignes de sécurité en 1939 *Fonds 3958 W 48*

-Les bombardements sur le département du Rhône *Fonds 3958 W 73 à 84*

-Versements du cabinet du Préfet régional de Lyon (1939-1945) *Fonds 182 W*

-Archives du Commissariat régional de la République à la Libération (1944-1946)
Fonds 283 W 141 ; 152

-Archives de la Commission d'histoire de la guerre (consultables avec dérogation)
Fonds 31J

-Archives du Mémorial de l'oppression *Fonds 3808W 1100*

-Fiches de renseignements des internés de Montluc *Fonds 3345 W*

- *Archives diocésaines, Archevêché de Lyon* 1 Place Fourvière 69 321 Lyon Cédex 05

Dossier Croix-rouge française *Fonds 11/II/ 185- 11/II/ 60 – 11/II/61*

-*Archives municipales de Beaune (Côte d'Or)*

Fonds de la Croix-Rouge (Organisation de la CRF, circulaires destinées aux Délégués départementaux et Comités locaux, courriers divers) *Fonds 25 Z de 2 à 6 et de 12 à 16*

Archives privées :

-*Archives du Frère Benoît* : documents confiés à Monsieur **Claudius Collonge**, ami du Frère Benoît puis à **M. Jean Poncet** en sa qualité de Délégué du Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre à Lyon puis à Madame **Marie-Rose Contet** Présidente de la Fédération des Anciens Combattants (une partie de ces documents a été déposée au service des **Archives départementales du Rhône** en 2006) et les papiers « personnels » du Frère Benoît ont été remis aux **membres** encore vivants de son équipe, ce sont ces archives qui ont été utilisées avec celles que possédaient déjà les équipiers...

-*Le rapport sur les équipes mortuaires et en charniers de la Croix-Rouge de Lyon* ou « *cahier du Frère Benoît* » manuscrit de 65 pages probable brouillon d'un rapport fait au Président de la Croix-Rouge française (date approximative 1950/ 1952). Le rapport officiel a disparu....

- *divers documents* confiés par les **secouristes** et **membres de l'équipe du frère Benoît**, leurs noms figurent dans les notes et tout particulièrement les documents et les photographies précieusement conservés par Mrs Georges Michaud et Gabriel Veniat

- *Courrier du Général Chevallier* Délégué départemental du Rhône (du 2 septembre 1953) relatif à la **libération de Montluc**

-*Courrier du Comte de Loiray au Frère Benoît* (19 février 1947)

- *Les papiers personnels de Mademoiselle Godinot* ce qui concernait son action à la Croix-Rouge et qui nous ont été aimablement remis par sa famille à son décès.

En outre d'importants documents nous ont été transmis par M. **Jean Gabriel DESSEZ**, infatigable collectionneur de tous les objets, publications, sources...concernant la Croix-Rouge depuis ses origines à nos jours, précieux témoignages qu'il a bien voulu nous confier pour notre recherche.

Témoignages des membres de la CRF

- Melle Simone **Bauchu**, infirmière Croix-Rouge à partir de 1938 (entretien du 22/02/2006)

- M. Robert **Bony**, secouriste, équipe de Villeurbanne à partir de 1943, puis membre de l'équipe mortuaire du Frère Benoît (courrier du 14/02/2005)

- Mme Paule **Cueilleron** née **Flamens**: infirmière Croix-Rouge à partir de 1941 (entretien du 04/01/2006 et du 22/02/2006)

- Melle Geneviève **Godinot** : née en 1907, infirmière Croix-Rouge depuis 1928 et responsable au Comité (entretien 03/11/1999)

M. Henri **Masset**, Secouriste à partir de 1943, équipe d'urgence de la Croix-Rousse -Lyon 4^{ème}- (entretien du 07/01/2006)

- M. Georges **Michaud**, équipe technique (1944) puis membre de l'équipe mortuaire du Frère Benoît (1945-1957) (nombreux entretiens, sans date...)

- Melle Edith **Michel**, infirmière Croix-Rouge (entretien du 22/02/2006)

- M. Edmond **Wolff**, Secouriste depuis 1943, équipe d'urgence de la Croix-Rousse—Lyon 4^{ème} (entretien du 09/01/06)

- M. Gabriel **Veniat**, né en 1927, scout entré aux Equipes nationales en 1943 puis secouriste en 1944 et membre de l'équipe mortuaire du Frère Benoît à partir de 1945. (nombreux entretiens, sans date...)

Bulletins d'information référenciés : 1941-1945

Consultables à la Direction de la Documentation et du développement des ressources à Paris (CRF) ou à la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge (FICR) à Genève

- Bulletin de **Mars 1941** : *Circulaire d'information N°1*
- Bulletin de **Juillet 1941** : *Circulaire N°11 sur les disparus civils* (fait aussi référence à la circulaire N°8 sur les disparus militaires)
- Bulletin de **Janvier 1942** : *Convois d'enfants et de malades d'une zone à l'autre*
Liste et adresse des Délégués départementaux dans chaque département.
- Bulletin CRF **1942** : organisation de *la Délégation générale pour la zone non occupée*: -Bulletin de **Février 1942** : *Formulaire .Précisions sur l'organisation de la CRF* (terminologie à l'adresse des responsables locaux)
- Bulletin de **Décembre 1942** : référence à la circulaire N° 2 du SN du 10 novembre 1941 sur le *Goûter des Mères*
- Bulletin de **Mars-Avril 1943** : *Organisation des Equipes d'Urgence*
- Bulletin de **Juin-juillet 1943** : *Accord entre le Secours National et la Croix-Rouge*
- Bulletin de **Février 1944** : courrier aux Délégués et Comités pour obtenir des *renseignements sur les actions locales*
- Bulletin de **septembre/octobre 1944** : *Organigramme de la Direction de la Croix-Rouge française* (réorganisation à la Libération)
- Bulletin de **Janvier 1945** : distinction honorifique de Mme Roussillon (sœur Marie-Emmanuel) pour son attitude courageuse dans le drame de la rue Tronchet.
- Bulletin de **Janvier 1945**: *Lettre de Lyon* (article sur un poste de secours à Lyon pendant la Libération)
- Bulletin de **Juin-Juillet 1945** : *Le Centre d'accueil de Lyon* (en gare de Perrache accueil des déportés)
- Bulletin d'**Avril-Mai 1945** : *Statut. Réorganisation de la Croix-Rouge Française* (donne le contenu de l'ordonnance N° 45-833 du 27 Avril 1945 portant réorganisation de la Croix-Rouge française et fixant ses statuts)

Circulaires

- Circulaire de **4 Novembre 1940** relative aux **Délégués départementaux et Comités**
signé Président PasteurVallery-Radot *Archives municipales de Beaune Fonds 25 Z*
- Circulaire N°1 de **Mars 1941** relative au **nouveau statut de la Croix-Rouge unifiée**.
- Circulaire N° 8 du **1^{er} Février 1941** relative aux recherches **des disparus militaires**
- Circulaire N°11 du **19 Juin 1941** organisant le Service de Recherches des **disparus civils**.
- Courrier à en-tête CRF du **18 Février 1942** relatif aux membres israélites sur des postes et emplois de la CRF signé le Directeur Général P. Gentil *Archives municipales de Beaune*.
- Circulaire N° **31** du **9 Mars 1943** (renforce le pouvoir des Délégués départementaux) *Archives municipales de Beaune Fonds 25 Z*

Journal officiel

- Loi du 4 octobre 1940** parue au JO du 19 octobre 1940 relative au rôle du **Secours National**
- Décret du 10 Janvier 1941 : Statut de la Croix-Rouge Française** qui a consacré la fusion des trois anciennes sociétés en une Association unique paru au JO du 6 Février 1941
- Règlement intérieur de la Croix-Rouge française** (approuvé par M. le Ministre de l'Intérieur le 18 avril 1941) (Délégués Départementaux- Comités locaux)
- Ordonnance N°45-833 du 27 Avril 1945 Réorganisation et statut de la Croix-Rouge française** parus au JO du 28 Avril 1945.

Courriers entre CRF et Comité de Lyon

(Archives diocésaines, Archevêché de Lyon)

- Courrier du **15 janvier 1942** : *Recherche des militaires dont on est sans nouvelles depuis le 1 juillet 1940* (émane de la Délégation départementale, double au Cardinal Gerlier)
- Courrier du **12 Juillet 1943** : Recrutement de personnel dans les *Communauté religieuses*
- document sans signature ni date intitulé : *Recherches des corps de patriotes fusillés par les Allemands dans la zone Sud après condamnation à mort par les tribunaux militaires allemands*
- Courrier des **14 et 16 Juin 1944**: informant le Cardinal Gerlier *des changements de responsables à la tête du Comité de Lyon* et réponse le **20 juin 1944**
- Courrier du **23 novembre 1944** : *La Croix-Rouge française, ses activités* (notes destinées à informer le cardinal Gerlier pour la rédaction d'un discours)
- Courrier du **24 janvier 1945** destiné au **Professeur Mazel ?** décrit le charnier de St Genis-Laval le 22 août 1944 (sans nom d'auteur)

LA CROIX-ROUGE LYONNAISE DANS LA GUERRE

	Pages
<u>Introduction</u>	1---5
<u>DE LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE A LA CROIX-ROUGE LYONNAISE</u>	6---16
- <i>L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE</i>	8
- <i>UNE SOCIETE NATIONALE UNIFIEE</i>	9---12
- <i>L'ORGANISATION DE LA CROIX-ROUGE LYONNAISE</i>	12---16
<u>DES MISSIONS DANS LA GUERRE</u>	17---30
- <i>CROIX-ROUGE ET SECOURS NATIONAL</i>	18---20
- <i>LA CRF ET SA SUJETION A L'OCCUPANT</i>	20---21
- <i>1940 : L'AIDE AUX REFUGIES DE L'EXODE</i>	22---23
- <i>LA RECHERCHE DES MILITAIRES ET CIVILS DISPARUS</i>	23---24
- <i>L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE DE L'ENFANCE</i>	25---27
- <i>SECOURISTES ET EQUIPES D'URGENCE</i>	28---30
<u>1944 : L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS</u>	31---55
- <i>L'ACTION DE LA CROIX-ROUGE DANS LES BOMBARDEMENTS</i>	32---39
- <i>LE RAVITAILLEMENT DES TRAINS</i>	39---45
- <i>L'ACTION DANS LES PRISONS (MONTLUC)</i>	45---50
- <i>LA LIBERATION DE MONTLUC (24 Août 1944)</i>	50---55
<u>1944 : LA CROIX-ROUGE ET LES COMBATS DE LA LIBERATION</u>	56---71
- <i>L'INSURRECTION DE VILLEURBANNE</i>	58
- <i>LA TUERIE DE LA RUE TRONCHET</i>	58---61
- <i>L'INSURRECTION D'OULLINS</i>	62---65
- <i>LA LIBERATION DE LYON</i>	65--- 71
- <i>Les journées de septembre</i>	65---66
- <i>l'évacuation de l'Hôtel-Dieu et l'incendie du dôme</i>	66---67
- <i>l'approvisionnement de Lyon</i>	67---68
- <i>le problème des soldats allemands</i>	68---69
- <i>Lyon, ville ouverte</i>	70---71
<u>1944 : LES EQUIPES MORTUAIRES ET LES ACTIONS D'IDENTIFICATION</u>	72---80
- <i>LA NAISSANCE DES EQUIPES MORTUAIRES</i>	73---74
- <i>LE RÔLE DES FRANCISCAINS</i>	74---76
- <i>L'IDENTIFICATION DES VICTIMES DES BOMBARDEMENTS</i>	76---78
- <i>L'IDENTIFICATION DES FUSILLES</i>	79
- <i>REFUS D'IDENTIFICATION</i>	80

MISSIONS TERRIBLES : « LES CHARNIERS »**81---97**

- *LA CROIX-ROUGE A ST GENIS-LAVAL (21-22 Août 1944)*
- *LA CROIX-ROUGE A BRON (septembre /octobre 1944)*
- *LE CHARNIER DE LA DOUA*

81---90

90---93

93---97

MISSIONS NON TERMINEES !**98---107**

- UNE NOUVELLE CROIX-ROUGE ?*
- LES RETOURS ET LES PREMIERES CONTROVERSES*
- POURSUIVRE LES IDENTIFICATIONS*
- MISSIONS ACCOMPLIES (1945-1957)*

99

100 --104

104---105

105--107

Conclusion

108--111

Sources et bibliographie**Table des matières**